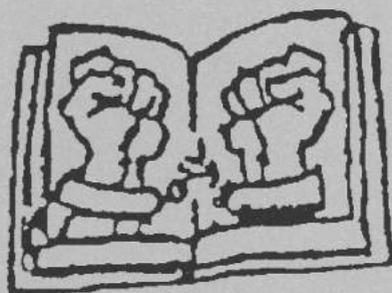


Cahiers du mouvement ouvrier



C.E.R.M.T.R.I.
Centre d'Etudes et de Recherches
sur les Mouvements Trotskyste
et Révolutionnaires Internationaux

17 - AVRIL-MAI 2002 - REVUE TRIMESTRIELLE - PRIX : 7,65 euros



ТЕТРАДИ

ПО ИСТОРИИ РАБОЧЕГО И РЕВОЛЮЦИОННОГО ДВИЖЕНИЯ

ДАЙДЖЕСТ ЖУРНАЛА «САНИЕРЛА «САНИЕРС ДУ МУВЕМЕНТ ОУВРИЕР» НА РУССКОМ ЯЗЫКЕ



МОСКВА, 2002

La couverture de l'édition russe des *Cahiers du mouvement ouvrier*.

Cahiers du mouvement ouvrier

**Fondés par Jean-Jacques Marie et Vadim Rogovine
Assistant pour la partie russe et soviétique : Marc Goloviznine,
collaborateur scientifique de l'Institut de sociologie
de l'Académie des sciences de Russie**

Directeur de la publication :

Jean-Jacques Marie

CERMTRI, 28, rue des Petites-Ecuries, 75010 Paris

Imprimerie ROTINFED 2000, 87, rue du Faubourg-Saint-Denis, 75010 Paris

Internet : <http://assoc.wanadoo.fr/cermtri>

email : cermtri@wanadoo.fr.

SOMMAIRE

- **Présentation** p. 5
- **Fernand Pelloutier** p. 9
(Christophe Bitaud)
- **Claude Kastler : Alexandre Voronski
dans la première révolution russe** p. 19
- **Fritjof Nanssen :**
la famine en Russie en 1921-1922 p. 29
- **Mikhaïl Baïtalski : souvenirs (suite)
L'année 1929 ; premières arrestations** p. 39
- **Varlam Chalamov :**
une lettre au Guépéou en 1929 p. 47
- **James P. Cannon :**
**les débuts de l'Opposition de gauche
aux Etats-Unis** p. 51
- **Wilhelm Fanhert : survivant antifasciste (fin)** p. 59
- **Ludwikg Hass :**
**la dissolution du Parti communiste polonais
et ses échos** p. 69
- **Staline et ses écrivains** p. 83
(Jean-Jacques Marie)
- **Les 80 "antipétainistes" de juillet 1940
vus à travers les souvenirs de Vincent Auriol** p. 95
- **Pages oubliées : quelques souvenirs
de Jean Duvignaud (1945 et 1947)** p. 103

- **Eugène Kozlov, Vladimir Soloveïtchik, I. G. Abramson :**
dix ans d’histoire de la Russie contemporaine :
la naissance et les convulsions
du Parti russe des communistes
(première partie) p. 109

- **L’histoire du monde contemporain**
vue par un caricaturiste bulgare p. 125

- **Eugenio Fernandez Granell p. 129**
 (Wilebaldo Solano)

- **Notes de lecture p. 133**
 — souvenirs sur Trotsky
 — Saint-Simon, le “socialiste utopique”
 — *Le Pianiste*
 — Georg Scheuer : souvenirs d’un militant

- **Chronique des falsifications p. 145**
 — Soljenitsyne et les Juifs
 — quelques falsifications
 dans quelques livres sur le trotskysme

- **Deux Cahiers du CERMTRI**
sur la révolution allemande p. 155

Présentation

C E numéro s'ouvre sur un article que Christophe Bitaud nous a fait parvenir sur Fernand Pelloutier, le père fondateur des Bourses du travail, dont Georges Vidalenc écrivait, dans *La Classe ouvrière et le syndicalisme en France* : “Il n'avait pas toujours été bien compris, et il avait dû affronter maintes défiances, maintes injures et même maintes calomnies” (p. 293), salaire de son activité permanente en faveur de l'indépendance stricte du mouvement ouvrier.

C'est une figure très différente du mouvement ouvrier qu'évoque Claude Kastler dans des pages extraites de son ouvrage sur Alexandre Voronski. Ce militant bolchevique de la première heure, critique littéraire de grande envergure — l'un des plus perspicaces et des plus cultivés qu'ait connus la Russie soviétique —, signataire de la *Lettre des 46*, l'un des deux documents originels de l'Opposition de gauche, a pendant plusieurs décennies mêlé la lutte politique pour la défense de la classe ouvrière et le combat pour une littérature de qualité. C'est un des exemples les plus achevés d'intellectuel révolutionnaire authentique, l'inverse exact des domestiques staliens comme Aragon ou de ceux qu'évoque l'article sur Staline et ses écrivains, où est éclairée la façon dont le bonaparte de la bureaucratie les a façonnés par un dosage variable de terreur, de flatterie et de corruption.

On peut sans doute associer à Voronski le romancier Varlam Chalamov, qui abandonna, lui, très tôt la lutte politique, qu'il avait commencée, vu son âge, non en 1905 comme Voronski, mais en 1927, au moment même où la répression stalinienne s'abattait à gauche, puis à droite, sur les opposants publics dans le parti. Lié à l'Opposition de gauche, Chalamov décida de choisir entre une activité d'opposant, qu'il jugeait sans doute condamnée à l'échec, et une activité littéraire qu'il ne put mener à bien que dans les conditions les plus difficiles, puisqu'il passa près de quinze ans au Goulag, à Kolyma,

dans l'extrême nord-est de la Sibérie, avant de pouvoir écrire dans une liberté très relative. Sa lettre du 6 juillet 1929 au Guépéou est un de ses rarissimes documents politiques.

La deuxième partie des souvenirs de James P. Cannon, qui portent sur la même période, éclaire la manière dont la continuité de la lutte de l'Opposition de gauche a pu s'exprimer dans les lointains Etats-Unis où, jusqu'en 1928, elle n'avait pas eu le moindre correspondant.

Ce numéro poursuit en même temps la publication d'extraits des souvenirs de Mikhaïl Baïtalski, opposant de gauche, qui raconte cette fois sa première arrestation comme sanction de son opposition.

La répression qui frappe Baïtalski, Chalamov et bien d'autres en 1927-1929 n'est que le prodrome d'une gigantesque purge, dont l'un des sommets sera la dissolution du Parti communiste polonais, déjà évoquée dans cette revue, et que l'article de Ludwïg Hass évoque à partir des développements de sa demi-réhabilitation hypocrite dans le Parti ouvrier unifié de Pologne (POUP) en 1956 et dans les années suivantes.

Le jadis fameux docteur Nansen évoque dans la brochure que nous republions en entier les conditions de l'émergence de la famine qui dévasta la Russie soviétique en 1921-1922 et la bataille qu'il mena alors pour essayer de convaincre des gouvernements surtout soucieux d'étrangler la Russie soviétique, épuisée par sept ans de guerre et de guerre civile, d'empêcher ou au moins d'atténuer la famine qui dévalait sur le pays.

Nous achevons la publication des souvenirs de l'ancien dirigeant régional du Parti communiste allemand, Wilhelm Fahnert, qui portent sur la période de l'immédiat avant-guerre et de la guerre, que Fahnert passa en Allemagne... comme prisonnier de guerre français !

Wilebaldo Solano dessine le portrait d'Eugenio Granell, militant du POUM et peintre surréaliste d'envergure.

Sous des formes et à des degrés différents, les quelques pages, ici republiées, des souvenirs de Vincent Auriol et de Jean Duvignaud dissipent quelques versions officielles et mythiques de l'histoire. Dans ses souvenirs publiés en 1945, Vincent Auriol montre avec une franchise assez louable qu'en juillet 1940, tous les socialistes étaient disposés à voter les pleins pouvoirs à Pétain et ne se divisèrent que sur un petit membre de phrase, qui permit à une trentaine d'entre eux de passer plus tard, de façon pour le moins exagérée, pour les ancêtres de la "Résistance". Jean Duvignaud, membre du Parti communiste à l'époque de la Libération, donne de cette dernière, en quelques paragraphes, une peinture qui ne correspond pas à la légende dorée à la mode dans l'histoire officielle et officieuse.

Pour illustrer les problèmes et les difficultés de la continuité politique entre le combat des "communistes" hier en URSS et aujourd'hui

d'hui en Russie, nous publions la première partie d'une série de textes des militants de Saint-Pétersbourg du Parti russe des communistes sur leur expérience entre 1991 et 2001.

Les quatre dessins du dessinateur bulgare Tsonev expriment une vision de l'histoire du dernier quart de siècle qui, sans phrases, a l'avantage incontestable d'être nette...

La "Chronique des falsifications" porte sur deux problèmes :

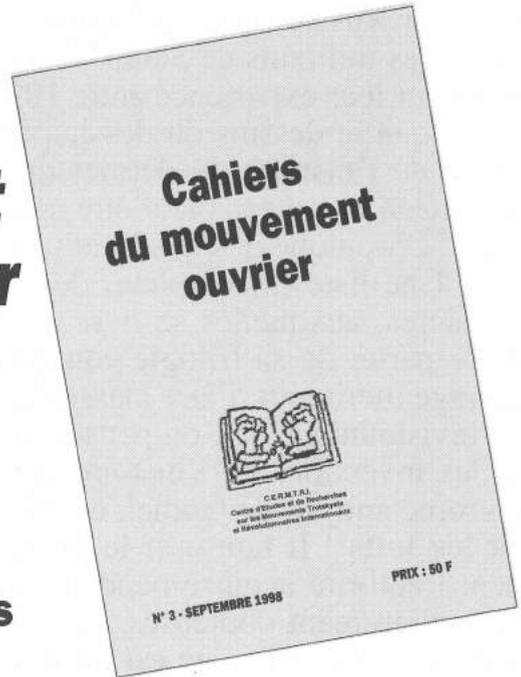
— Une liste (incomplète) des falsifications antisémites, souvent grossières, auxquelles se livre Alexandre Soljenitsyne dans la première partie de sa trilogie consacrée aux Juifs et aux Russes. Son ouvrage mériterait d'être classé dans la catégorie de la littérature dite "révisionniste" si l'on pense, par exemple, que Soljenitsyne, parmi les inversions de l'histoire auxquelles il se livre, transforme le pogrome antijuif de Gomel, en 1903, en pogrome antirusse organisé par les Juifs ! Il faut oser le faire. Soljenitsyne utilise frauduleusement l'autorité acquise pendant son combat de dissident à ces fins particulièrement douteuses. L'un des aspects remarquables de cette activité de Soljenitsyne est qu'il se retrouve aujourd'hui, en ce qui concerne cette question, sur les mêmes positions que... Ziouganov, le secrétaire général du Parti communiste de la Fédération de Russie, parti mafieux, stalinien, antisémite et particulièrement décomposé...

— Une liste (elle aussi incomplète) de falsifications concernant Trotsky, égrenées dans la dizaine de livres consacrés aux trotskystes publiés dans les premiers mois de l'année 2002.

Jean-Jacques Marie

Soutenez les Cahiers du mouvement ouvrier

- Abonnez-vous.
- Les seize premiers numéros sont encore disponibles. Et toujours, nos conditions spéciales d'achat de la collection (nos 1 à 16) : 62 euros.



Cahiers du mouvement ouvrier

(volume de 160 pages)

Prix du numéro : **7,65 euros**

Abonnement annuel (quatre numéros) : **27,50 euros**

Nom, prénom :

Adresse :

Abonnement d'un an :

- | | |
|--|--|
| <input type="checkbox"/> à partir du n° 13 | <input type="checkbox"/> à partir du n° 14 |
| <input type="checkbox"/> à partir du n° 15 | <input type="checkbox"/> à partir du n° 16 |

Commande du (des) n° (nos) :

La collection des nos 1 à 16,
vendue au prix de 62 euros + 7,65 euros de frais de port

Chèques à l'ordre du CERMTRI
(préciser : *Cahiers du mouvement ouvrier*)
A renvoyer au CERMTRI, 28, rue des Petites-Ecuries, 75010 Paris

**Christophe
Bitaud :
hommage
à Fernand Pelloutier**

Le mouvement ouvrier
est un mouvement
qui a été
constamment présent à

Une pensée qui influença les rédacteurs de la Charte d'Amiens, les fondateurs de la CGT-FO et de nombreuses figures du mouvement ouvrier

UN siècle après sa mort, Fernand Pelloutier dérange encore, ce qui, sans doute, est la marque des révolutionnaires authentiques. En effet, de tout temps, les commémorations ont servi à justifier l'union sacrée du peuple autour d'événements historiques mythifiés ou de Grands Hommes, bien souvent caricaturés. Dans ces conditions, que l'anniversaire de la disparition de Pelloutier n'ait pas donné lieu à des articles dithyrambiques dans la presse bourgeoise n'est pas pour nous surprendre ; en revanche, la discrétion du mouvement ouvrier ne manque pas de nous inquiéter, car elle témoigne de l'amnésie qui frappe ses grandes organisations historiques, de leur degré de reniement et de trahison, et, *in fine*, de leur état de décomposition.

Nous allons donc, modestement, nous efforcer de réparer cette injustice en retraçant le parcours de Pelloutier et, surtout, en rappelant quelle fut son œuvre, tant théorique que pratique, et en quoi, à nos yeux, elle est toujours d'actualité.

Fernand Pelloutier est né à Paris, le 1^{er} octobre 1867. A l'âge de douze ans, il quitte la capitale pour suivre son père,

fonctionnaire des postes, nommé à Saint-Nazaire. Il est alors interne dans une pension religieuse et ne semble guère goûter aux charmes spirituels de l'endroit, puisqu'il tente par deux fois de s'enfuir. Il parvint finalement à ses fins en se faisant chasser pour avoir écrit un roman anticlérical. Comme quoi la valeur n'attend effectivement pas le nombre des années ! Il poursuit alors ses études au collège de Saint-Nazaire, où ses professeurs, cette fois-ci laïques, le jugent particulièrement intelligent, mais peu soucieux des conventions.

Cet aspect de son caractère explique sans doute son échec au baccalauréat en 1885, échec qui ne le marqua guère, puisqu'il se lança sans attendre dans une carrière journalistique. Il collabora à de nombreux journaux et fonda quelques revues, mais c'est surtout dans les colonnes du journal radical *La Démocratie de l'Ouest* qu'il écrivit le plus régulièrement. Il y soutint en particulier la campagne de son ami Aristide Briand, avant que celui-ci ne renie ses idéaux de jeunesse au profit d'une carrière ministérielle, ce qui, depuis, est devenu monnaie courante...

En 1889, une grave maladie, qui lui sera finalement fatale, le contraint à interrompre son activité littéraire et journalistique durant deux années.

En 1892, il rejoint *La Démocratie de l'Ouest*, mais cette fois-ci en qualité de rédacteur en chef. Durant sa longue convalescence, sa pensée politique a considérablement évolué. Ayant abandonné le radicalisme au profit du socialisme, il adhère au Parti ouvrier français (POF) de Jules Guesde. Il n'y restera pas très longtemps, du fait de divergences théoriques avec Guesde et de son intérêt croissant pour le syndicalisme d'action directe. Les 3, 4 et 5 septembre 1892, Pelloutier défend une "proposition de grève universelle" lors d'un congrès régional ouvrier de l'Ouest. Sa pensée est alors en formation et empreinte d'une certaine utopie. Selon lui, une grève à la fois légale, pacifique et limitée devait amener, naturellement, le parti ouvrier au pouvoir. Guesde, ancien anarchiste converti au marxisme, dont le credo pouvait se résumer à "hors du parti, point de salut", combattit avec succès les thèses de Pelloutier. Ce ne fut que partie remise pour ce dernier, puisque, le 6 septembre 1894, au VI^e Congrès national des syndicats, à Nantes, les partisans de la grève générale l'emportèrent sur les guesdistes, qui se replièrent alors définitivement sur leur parti.

L'article de *La Cocarde*

Voilà comment, dans un article paru dans le journal *La Cocarde*, du 30 septembre 1894, Pelloutier analyse la notion de grève générale :

« Assez grave est le vote émis par le congrès national ouvrier de Nantes sur la grève générale pour qu'on en accompage l'énoncé de commentaires réfléchis.

Le débat, qui a duré trois jours, a révélé l'existence dans le congrès de trois courants, inégalement distincts, mais réels, que nous demandons la permission de dessiner ici.

Le premier, déterminé par les adversaires de la grève générale, ceux qui

considèrent (disent-ils) les grèves comme une des nécessités de notre ordre social, la résultante de l'anarchie économique, mais qui ne croient ni utile, ni même possible de les concrétiser (sic) en un mouvement gigantesque, et qui, par suite, les répudient en tant que moyen d'action révolutionnaire. Ceux-là, n'en parlons pas, voulez-vous, parce qu'ils sont hostiles à la grève générale comme M. Josse était orfèvre.

Le second courant, déterminé par les théoriciens timides de la grève générale, ceux qui pensent que la crise actuellement subie par l'industrie et le commerce acculera d'elle-même, sans concours étrangers, le prolétariat à un chômage général ; entendez bien cette expression : un chômage comprenant la presque totalité des travailleurs urbains, les peintres et les mineurs, les ébénistes et les mécaniciens de chemin de fer, les journalistes socialistes et les ouvriers du gaz.

Ceux-là, qui poussent la naïveté ou la prudence jusqu'à escompter un arrêt pacifique du travail, ne se sont pas demandé, sans doute, comment se font les révolutions, s'il y faut et s'il s'y emploie d'autres facteurs qu'une minorité suffisamment forte et organisée pour imposer sa volonté à la masse. Ils se bornent à dire "que la grève générale doit se manifester de telle ou telle façon, être ou n'être pas, il n'importe ; il suffit que son nom soit susceptible — et il l'est — de secouer la torpeur où la lente marche du progrès a plongé le peuple pour qu'on la propage, qu'on la discute, qu'on en agite le spectre".

Le dernier courant, créé par les révolutionnaires convaincus, eux, suivant le mot dit ici même par Maurice Barrès, que les moindres rénovations nécessitent de terribles catastrophes. Ceux-là, il faut le reconnaître, ont été dans le congrès et sont dans le prolétariat le plus petit nombre. Mais ils s'en inquiètent médiocrement, car ils savent que, si les timides dont on vient de parler réussissent à implanter l'idée d'une grève générale (et tout les y aidera, dans le choc des intérêts mesquins et des passions viles qui composent le monde présent), cette grève éclatera plus vite qu'ils ne le voudraient et sera tout de suite le déchaîne-

ment des brutalités ancestrales, l'assouvissement des colères et des haines.

Ils ont donc dit : "A quoi bon vouloir instruire des milliers de cerveaux qui ne concourront pas au prochain cataclysme ? A quoi bon retarder peut-être l'heure si impatientement attendue de la délivrance en subordonnant la quiétude matérielle à l'éducation, au lieu de subordonner l'éducation à la quiétude matérielle ? Ne vaudrait-il pas mieux concentrer la propagande sur les têtes qui pourront fournir à l'œuvre poursuivie un appoint utile ? Or, étant donné la puissance de l'armement capitaliste, à quoi devra s'attacher la révolution future ?"

A empêcher surtout les mobilisations classiques sur quelques points du territoire, c'est-à-dire à neutraliser en le divisant l'effort du pouvoir central. Et pour cela, que faudra-t-il ? Isoler les grandes villes et en rendre impossible le ravitaillement. N'y suffirait-il donc pas d'une grève comprenant les ouvriers des transports, de l'alimentation, des mines et du gaz, au pis aller les télégraphistes ? Telle doit être, ont-ils ajouté, et telle sera, quoi qu'on fasse, la tactique nouvelle. Et quant à l'armée, si le gouvernement la substitue aux grévistes, les villes resteront à la merci des audacieux. Si, au contraire, il la garde dans les casernes, espérant, comme quelques-uns l'ont dit au congrès, que de la famine générale les ouvriers seront les premières victimes (nous reprenons la conclusion de M. Barrès), "les événements se chargeront eux-mêmes d'organiser la tempête, de balayer la douceur, d'accumuler les brutalités", et les timides eux-mêmes, les moutons acculés deviendront loups pour le salut de la liberté.

Telles sont les opinions qui ont été formulées au Congrès de Nantes. L'avenir dira qui des contradicteurs a vu le plus juste. En tout cas, si vigoureuse a été l'attaque, plus vigoureuse encore a été la défense, et les vaincus de ce duel ne pourront plus accuser le peuple, s'il se prononce pour la grève générale, de s'être laissé surprendre comme à Marseille en 1892. »

On peut juger du chemin parcouru depuis 1892, nous sommes bien loin de la grève universelle pacifique et légaliste.

Son père muté à Paris, Fernand Peloutier retrouve la capitale. Il y rencontre des anarchistes tels Augustin Hamon ou Emile Pouget. Devenu anarchiste, Peloutier s'investit dans l'aventure des Bourses du travail et, en 1895, il devient secrétaire général de la Fédération nationale des Bourses du travail. Cette même année, il publie un article intitulé "*L'anarchisme et les syndicats ouvriers*", dans lequel il décrit sa conception du syndicat :

"Personne ne croit ou n'espère que la prochaine révolution, si formidable qu'elle doive être, réalise le communisme anarchique pur. Mais l'état transitoire à subir doit-il être nécessairement, fatalement, la geôle collectiviste ? Ne peut-il consister en une organisation libertaire limitée exclusivement aux besoins de la production et de la consommation, toutes institutions politiques ayant disparu ?

Or qu'est-ce qu'un syndicat ? Une association d'accès ou d'abandon libre, sans président, ayant pour tous fonctionnaires un secrétaire et un trésorier révocables dans l'instant, d'hommes qui étudient et débattent des intérêts professionnels semblables. Que sont-ils, ces hommes ? Des producteurs, ceux-là mêmes qui créent toute la richesse publique. Attendent-ils, pour se réunir, se concerter, agir, l'agrément des lois ? Non, leur constitution légale n'est pour eux qu'un amusant moyen de faire de la propagande révolutionnaire avec la garantie du gouvernement, et d'ailleurs combien d'entre eux ne figurent pas et ne figureront jamais sur l'Annuaire officiel des syndicats.

Usent-ils du mécanisme parlementaire pour prendre leurs résolutions ? Pas davantage ; ils discutent, et l'opinion la plus répandue fait loi, mais une loi sans sanction, exécutée précisément parce qu'elle est subordonnée à l'acceptation individuelle — sauf le cas, bien entendu, où il s'agit de résister au patronat. Enfin, s'ils nomment à chaque séance un président, un délégué à l'ordre, ce n'est plus que par l'effet de l'habitude, car une fois nommé, ce président est parfaitement oublié et oubliée fréquemment lui-même la fonction dont ses camarades

l'ont investi. Laboratoire des luttes économiques, détaché des compétitions électorales, favorable à la grève générale avec toutes ses conséquences, s'administrant anarchiquement, le syndicat est donc bien l'organisation à la fois révolutionnaire et libertaire qui pourra seule contrebalancer et arriver à détruire la néfaste influence des politiciens collectivistes.

Supposons maintenant que, le jour où éclatera la révolution, la presque totalité des producteurs soit groupée dans les syndicats ; n'y aurait-il pas là, prête à succéder à l'organisation actuelle, une organisation quasi libertaire, supprimant de fait tout pouvoir politique, et dont chaque partie, maîtresse des instruments de production, réglerait toutes ses affaires elle-même, souverainement et par le libre consentement de ses membres ? Et ne serait-ce pas l'association libre des producteurs libres ?

L'essentiel de l'anarcho-syndicalisme

Ne trouve-t-on pas là, condensé en quelques lignes, l'essentiel de l'anarcho-syndicalisme ?

La Fédération des Bourses du travail est véritablement l'œuvre de Pelloutier. Théoricien, avec Pouget, de l'action directe, qui veut que l'émancipation des travailleurs soit l'œuvre des travailleurs eux-mêmes, Fernand Pelloutier fait des Bourses du travail une institution ouvrière parfaitement indépendante. On trouve dans ces Bourses des services mutualistes (caisses de solidarité, de maladie, de chômage...), mais également des bibliothèques et des cours du soir. Pour le secrétaire national des Bourses, il n'est point d'action efficace qui ne s'appuie sur une analyse sérieuse. La classe ouvrière doit avoir accès à la culture, car elle est l'avenir de *L'Humanité*. N'avait-il pas coutume de dire : *"Ce qui manque à l'ouvrier, c'est la science de son malheur"* ? C'est cette volonté d'émancipation totale de l'homme qui éclaire également son activité de rédacteur de la revue *L'Ouvrier des deux mondes*. On est bien loin des fumisteries

staliniennes sur l'opposition entre culture "bourgeoise" et culture "prolétarienne" ou des divagations obscurantistes de certains pédagogues libertaires ou supposés tels.

Lettre aux anarchistes

Pelloutier n'avait jamais cautionné les dérives illégalistes de certains anarchistes. Il déplorait, par ailleurs, le mépris que nombre de révolutionnaires de l'époque portaient au syndicalisme, préférant, bien souvent, se fourvoyer dans la quête mythique du pouvoir au sein des partis socialistes. C'est pourquoi, en 1899, il écrit sa célèbre *"Lettre aux anarchistes"*, les invitant à rejoindre les syndicats ouvriers. Il s'agit sans conteste d'un morceau d'anthologie, en voici l'intégralité :

« Je serai bref : l'espace m'est mesuré, et d'ailleurs les paroles que je vais dire trouvent une illustration parfaite en la personne de propagandistes comme Malatesta, qui savent si bien unir à une passion révolutionnaire indomptable l'organisation méthodique du prolétariat.

J'estime que le résultat du congrès socialiste nous trace de nouveaux devoirs. Nous avons jusqu'ici, nous, anarchistes, mené ce que j'appellerai la propagande pratique (par opposition avec la propagande purement théorique de Grave) sans l'ombre d'une unité de vues. La plupart d'entre nous ont papillonné de méthode en méthode, sans grande réflexion préalable et sans esprit de suite, au hasard des circonstances. Tel, qui la veille avait traité d'art, conférencier aujourd'hui sur l'action économique et méditait pour le lendemain une campagne antimilitariste. Très peu, après s'être tracé systématiquement une règle de conduite, surent s'y tenir et, par la continuité de l'effort, obtenir dans une direction déterminée le maximum de résultats sensibles et précieux. Aussi, à notre propagande par l'écriture, qui est merveilleuse et dont nulle collectivité — si ce n'est la collectivité chrétienne à l'aube de notre ère — n'offre un pareil modèle, ne pouvons-nous opposer qu'une

propagande agie des plus médiocres, et c'est d'autant plus regrettable que, par la solidité même de sa foi morale et économique, aussi éloignée du matérialisme marxiste que le naturalisme de Zola est éloigné de celui d'Armand Silvestre, l'anarchiste a des ressources d'énergie et une ardeur prosélytique pour ainsi dire inépuisables.

Ce que je demande donc, c'est non pas, certes, l'unité de pensée, telle même qu'elle pourrait résulter d'une conférence semblable à celle que nous fîmes à Londres en 1896, mais le choix ferme par chacun de nous, à la lumière de sa propre conscience, d'un mode particulier de propagande et la résolution non moins ferme d'y consacrer toute la force qui lui a été départie.

La caractéristique du congrès socialiste a été l'absence totale des syndicats ouvriers. Cette absence a frappé tout le monde, et moi même, bien que connaissant l'horreur professée depuis longtemps par les syndicats à l'égard des sectes politiques, j'ai été surpris, je l'avoue, du petit nombre qu'il y avait à ce "premier" congrès général du parti socialiste. Cette absence fut le résultat d'un état d'esprit où il entre assurément beaucoup de scepticisme (je ne dis pas d'indifférence) à l'endroit de l'action parlementaire. Les syndicats ne croient plus que médiocrement à l'efficacité et, par conséquent, à l'utilité des réformes partielles, qu'elles soient d'ordre politique ou d'ordre économique, et ils croient encore moins à la sincérité des parlementaires ; cela paraîtra particulièrement évident si l'on songe qu'après avoir témoigné, en termes parfois très chaleureux, leur reconnaissance pour les décrets du citoyen Millerand, ils ne crurent pourtant pas devoir se rendre au congrès où devait s'instruire le procès et s'opérer peut-être l'exécution du même citoyen Millerand.

Mais ne nous leurrions pas : il entre aussi dans l'état d'esprit des syndicats, ou plutôt il y entrainait encore à la veille du congrès, la crainte, je pourrais même dire la certitude que, comme tous les congrès où les socialistes ont agité des problèmes et des passions politiques, celui-ci verrait naître entre les différentes

fractions présentes, et à la suite de querelles abominables (qui, d'ailleurs, n'ont pas manqué d'éclater), une nouvelle et irréparable rupture. On ne pouvait pas admettre qu'où se trouveraient et le "Torquemada en lorgnon" et l'aspirant fusilleur d'anarchistes, et Lafargue et Zévaès, il n'y eut pas tentatives de chantage, extorsions de votes, pratiques d'une délicatesse douteuse, et, si cela ne suffisait pas, retraite en bon ordre. Or, contrairement à toutes les prévisions, le congrès de 1899 a réalisé, sinon l'union, au moins l'unité socialiste. Tel était devenu le désir de la foule de ne plus voir ses efforts pour l'émancipation contrariés, souvent brisés par les compétitions des chefs socialistes, que ceux-ci ont compris enfin la nécessité de se soumettre et se sont soumis. Nous savons l'enthousiasme, un peu puénil, avec lequel a été accueillie cette unité de nombre, à laquelle nous préférons, nous, anarchistes, l'unité d'aspiration, mille fois plus puissante. Je crains donc qu'un enthousiasme pareil ne s'empare également des syndicats et des agglomérations de syndicats et ne détermine une partie d'entre eux à se remettre inconsidérément sous le joug politicien.

On objectera peut-être que l'unité de ce congrès est artificielle et précaire. Je l'ai cru, moi aussi, tout d'abord, je ne le crois plus aujourd'hui. Sans doute, le Parti ouvrier français, celui dont l'existence nous est si précieuse qu'il faudrait l'inventer s'il n'existait pas, tant sa morgue et son outrecuidance rendent haïssable à la masse corporative le socialisme politique, le Parti ouvrier français a su se faire, dans le comité général du parti, une place enviable et il s'efforcera, nul ne le conteste, d'y régner en maître, jouant de sa force numérique et de ses menaces de scission comme Jules Guérin naguère du dossier Félix Faure, mais Jaurès se lassera bien un jour d'être dupe ; mais tel et tel que je vois feront peut-être, quelque soir, sur le dos des guesdistes, un solennel 18 Brumaire ; mais — et surtout — les fédérations départementales autonomes auxquelles guesdistes et blanquistes ont bien imprudemment accordé une grande place finiront par absorber le comité général,

après avoir émasculé, en les abandonnant, le POF et le PSR, dont elles sont aujourd'hui la substance. Il est vrai qu'alors le comité du Parti socialiste sera imprégné d'un esprit fédéraliste actuellement inconnu et qu'au lieu de trouver en lui la haine aveugle dont nous honorent les jacobins et les terroristes (en chambre), nous trouverons des gens sympathiques à la partie essentielle de notre doctrine : la libération intégrale de l'humanité.

Mais le Parti socialiste ne sera pas seulement encore un parti parlementaire, paralysant l'énergie et l'esprit d'initiative que nous cherchons à inspirer aux groupes corporatifs, il sera de plus en plus un parti contre-révolutionnaire, trompant l'appétit populaire par des réformes anodines, et les associations corporatives renonçant à l'admirable activité qui, en dix années, les a pourvues de tant d'institutions dues à elles-mêmes et à elles seules, se confieront encore aux irréalisables promesses de la politique. Cette perspective est-elle pour nous plaire ?

Actuellement, notre position dans le monde socialiste est celle-ci : proscrits du "Parti" parce que, non moins révolutionnaires que Vaillant et que Guesde, aussi résolument partisans de la suppression de la propriété individuelle, nous sommes en outre ce qu'ils ne sont pas : des révoltés de toutes les heures, des hommes vraiment sans dieu, sans maître et sans patrie, les ennemis irréciliables de tout despotisme, moral ou matériel, individuel ou collectif, c'est-à-dire des lois et des dictatures (y compris celle du prolétariat) et les amants passionnés de la culture de soi-même.

Accueillis, au contraire, à raison même de ces sentiments, par le "Parti" corporatif, qui nous a vus dévoués à l'œuvre économique, purs de toute ambition, prodiges de nos forces, prêts à payer de nos personnes sur tous les champs de bataille, et après avoir rossé la police, bafoué l'armée, reprenant, impassibles, la besogne syndicale, obscure, mais féconde.

Eh bien, cette situation, sachons la conserver ; et pour la conserver, consen-

tons, ceux d'entre nous qui, à l'instar des collectivistes, considèrent l'agglomération syndicale et coopérative d'un œil défiant, à la respecter, et les autres, ceux qui croient à la mission révolutionnaire du prolétariat éclairé, à poursuivre plus activement, plus méthodiquement et plus obstinément que jamais l'œuvre d'éducation morale, administrative et technique nécessaire pour rendre viable une société d'hommes libres.

Je ne propose, on le voit, ni une méthode nouvelle, ni un assentiment unanime à cette méthode. Je crois seulement, en premier lieu, que, pour hâter la "révolution sociale" et faire que le prolétariat soit en état d'en tirer tout le profit désirable, nous devons, non seulement prêcher aux quatre coins de l'horizon le gouvernement de soi par soi-même, mais encore prouver expérimentalement à la foule ouvrière, au sein de ses propres institutions, qu'un tel gouvernement est possible, et aussi l'armer, en l'instruisant de la nécessité de la révolution, contre les suggestions énervantes du capitalisme.

Je demande en second lieu à ceux qui, comme nos camarades de l'Homme libre, pensent autrement que nous sur l'avenir des unions ouvrières, la neutralité bienveillante à laquelle nous avons droit, et toute la ténacité et toute l'ardeur dont ils sont capables à ceux qui admettent, dans des proportions diverses, l'utilité de l'organisation syndicale.

Les syndicats ont depuis quelques années une ambition très haute et très noble. Ils croient avoir une mission sociale à remplir et, au lieu de se considérer soit comme de purs instruments de résistance à la dépression économique, soit comme de simples cadres de l'armée révolutionnaire, ils prétendent, en outre, semer dans la société capitaliste même le germe des groupes libres de producteurs par qui semble devoir se réaliser notre conception communiste et anarchiste.

Devons-nous donc, en nous abstenant de coopérer à leur tâche, courir le risque qu'un jour les difficultés ne les découragent et qu'ils ne se rejettent dans les bras de la politique ?

Tel est le problème que je soumets à l'examen des camarades, avec l'espoir que ceux qui l'auront résolu dans le même sens que moi n'épargneront plus leur temps ni leurs forces pour aider à l'affranchissement des esprits et des corps. »

Cette lettre ouverte portera ses fruits, et si, au début du XX^e siècle, la CGT adoptera la stratégie de la grève générale selon les principes d'action directe, ce sera le fait de militants anarchistes influencés par cette lettre de Pelloutier. Notons, cependant, que Pelloutier se méfia beaucoup de la CGT. La Fédération nationale des Bourses du travail ne fusionnera d'ailleurs avec la centrale syndicale qu'à la mort de son secrétaire national.

Les derniers jours de Pelloutier ne seront pas des plus heureux. Malade et sans ressources, il faudra que son ami Sorel sollicite Jaurès, qui, par l'intermédiaire de Millerand, ministre du Commerce, obtiendra pour Fernand Pelloutier

un emploi à l'Office du travail. Il ne manquera pas, bien entendu, de directeurs de conscience pour le lui reprocher. Le 13 mars 1901, Fernand Pelloutier meurt à l'âge de 33 ans.

Sa pensée continua cependant à être féconde, elle influença les rédacteurs de la Charte d'Amiens, les fondateurs de la CGT-FO et de nombreuses figures du mouvement ouvrier, comme Monatte, par exemple.

A l'heure où les tentatives d'intégration des organisations syndicales se font pressantes, il nous faut défendre les principes d'action directe (que nous ne confondons pas avec l'autogestion), d'indépendance syndicale et d'autonomie ouvrière. Comment, dans un tel contexte, serait-il possible de se passer de l'apport historique de Fernand Pelloutier ?

Christophe Bitaud

Claude Kastler :
Alexandre
Voronski
(1884-1943)

**Alexandre Voronski est plus connu
comme critique littéraire que comme révolutionnaire, bien qu'il ait
appartenu au Parti bolchevique dès 1905 et à l'Opposition de gauche
dès sa formation, en 1923.**

Son activité de militant est beaucoup moins connue.

**Elle tranche sur la place donnée aux intellectuels par le stalinisme,
qui en fait des éléments de décoration, de parade ou de manipulation.**

**De l'ouvrage très riche de Claude Kastler, nous avons donc extrait
quelques pages concernant l'activité militante de Voronski au début
de la révolution de 1905, après son expulsion du séminaire pour activités
révolutionnaires. Si Voronski, en effet, fut, comme Staline, séminariste,
à la différence de la légende fabriquée par les thuriféraires de ce dernier,
il fut bien exclu du séminaire pour son activité politique
— même très précisément pour participation à une révolte organisée —,
alors que Joseph Staline fut simplement rayé des registres
pour non-présentation aux examens terminaux.**

“Un bolchevik fou de littérature”

VORONSKI était le meilleur élève de la classe de littérature russe, rarement interrogé, recevant toujours la meilleure note. Il était déjà convaincu de la virulence de la littérature, virulence de Tolstoï, mais aussi de Dostoïevski et de Gogol ; dès son entrée au petit séminaire, il avait dû cacher un livre volé ; au grand séminaire, il organise une bibliothèque clandestine. Les livres sont pour lui ce que la bombe est aux jeunes SR (socialistes-révolutionnaires) de la même époque et c'est de là qu'il faut dater son indissociable amour pour la littérature et la révolution. Pour la révolution sérieuse, car les conspirateurs qui font circuler les livres ont un peu de condescendance envers leurs camarades qui ne font que les recevoir en tremblant et pour qui cela constitue le comble de la désobéissance, tandis que les “clandestins”, eux, sont engagés dans une action bien plus grave.

Il y a, paraît-il, des bolcheviks au grand séminaire

A Tambov, en 1903-1904, l'opposition est active (1). Parmi les propriétaires des environs, il y a plusieurs an-

ciens sympathisants des idées radicales des années soixante et du populisme ; parmi les marchands et les avocats de la ville, les libéraux commencent à se compter ; les uns comme les autres reçoivent la jeunesse révolutionnaire, abritent lors de leur passage les agents des partis social-démocrate et social-révolutionnaire qui s'organisent fébrilement. Les SR sont les plus nombreux ; ils orientent leur action, où l'acte individuel, la terreur, tiennent une grande place, vers les paysans et la bourgeoisie des villes.

Mais le groupe social-démocrate, dont le comité d'orientation bolchevique est dirigé par l'étudiant Vassilev (Savitch), peut s'appuyer sur les cheminots du dépôt et des ateliers des chemins de fer, qui reçoivent de l'étranger les journaux clandestins *L'Iskra* et le *Vperiod*. Leur intransigeance dans la lutte et leur esprit d'organisation conquièrent Voronski, qui se distinguait par son efficacité et ses talents de conspirateur ; il adhère au parti au printemps 1904 et prononce pour la première fois devant ses camarades le nom de Lénine (2), l'homme qui veut donner au prolétariat russe une armée de

(1) Ezov, “V podpol'e”, revue *Kommunist*, 1923-XI, Tambov, p. 100.

(2) *Za zivoj I*, p. 14.

révolutionnaires professionnels. Voronski entraîne ses camarades : le cercle, désormais, ne diffuse plus des tracts malhabilement rédigés par ses membres et hectographiés dans l'appartement d'un fonctionnaire du consistoire, mais des journaux imprimés, parvenus illégalement. Avec des élèves d'autres établissements : lycéens, lycéennes, élèves infirmières, Voronski organise un cercle qui donnera à la révolution, outre le "*rassembleur de la littérature soviétique*", un commandant de l'Armée rouge et le premier commissaire du peuple aux Postes et Télégraphe, Vadim Nikolaievitch Podbelski (3).

Sacha ne deviendra pas prêtre. Pâques 1905

Une semaine avant les vacances de Pâques 1905, une émeute se déclencha au grand séminaire, indépendamment du cercle. Une pétition avait circulé dans la ville, soutenue par les élèves des écoles secondaires et par leurs parents. Voronski avait d'ailleurs réussi à y faire inclure des revendications de caractère politique : l'archevêque crut préserver le séminaire de la contagion en y venant lui-même prononcer un sermon contre ceux qui s'attaquent "*aux bases de notre ordre national*". Un incident déclencha le chahut : le conseil de discipline fut convoqué. Dès lors, il était inéluctable qu'éclate une de ces émeutes traditionnelles, pendant lesquelles les séminaristes se défoulaient en battant les gardiens, en saccageant les classes, en brûlant les livres de conduite.

Les membres du cercle social-démocrate devaient-ils y participer ? La réponse de Voronski entraîna l'adhésion de tous : l'émeute anarchique était condamnable, contraire à l'enseignement du marxisme ; mais, d'un autre côté, les révolutionnaires doivent toujours se ranger aux côtés des masses en lutte, sans quoi celles-ci les prendront pour des lâches. Alexandre participe donc à l'émeute, la dirige, s'effrayant même de découvrir en

lui un instinct brut de révolte ; isolé de ses camarades, entouré d'un groupe de professeurs, il s'écrie avec une sorte de désespoir juvénile : "*Ah ! vous voilà, salauds. Moi qui suis marxiste, vous m'avez si bien poussé à bout que nous sommes contraints d'organiser des saccages !*" Après un début d'incendie, la troupe intervient ; les rebelles fuient le séminaire, qui, d'ailleurs, est fermé jusqu'à la rentrée. Le lendemain, on apprend que quatre-vingts séminaristes sont renvoyés, deux cents devront doubler (4). Les meneurs — dont Voronski — sont renvoyés sans droit de réinscription dans un autre établissement, pour "*rébellion de caractère politique, menaces et tentatives d'incendie des bâtiments du grand séminaire*". Le conseil de discipline demande l'ouverture contre eux d'une action en justice. Mais l'archevêque refuse ce scandale supplémentaire. Dans un tract, les membres du cercle tentèrent de justifier leur participation à l'émeute et s'en tirèrent avec une réprimande paternelle et compatissante du groupe social-démocrate de Tambov.

Bolchevik. Révolutionnaire professionnel (Pâques 1905 à automne 1920)

Les séminaristes installèrent leur "commune" dans un appartement vide. Au départ, ils étaient une vingtaine ; certains partirent bientôt, remplacés par de jeunes travailleurs sans toit. La famille Voronski dépêcha des prêtres, parents ou amis, pour ramener la brebis égarée ; ils échouèrent, quand ils ne furent pas eux-mêmes convertis à la vie de bohème. La police prit son parti de l'existen-

(3) En 1904, ce dernier, délégué du cercle de Tambov, se rend à Moscou au congrès des élèves de l'enseignement secondaire. Voir Rasin B., *Vadim Podbel'skij*, Moscou 1963, p. 10.

(4) En 1900, le séminaire comptait 562 élèves (*Encyklopediceskij slovar' Brokgaus-Efron*).

ce de la commune, qui simplifiait son travail de surveillance ; et lorsqu'arrivèrent en résidence surveillée à Tambov deux ouvriers, Jan et Georges, elle trouva pratique de les loger dans la commune. L'un d'eux était Jan Zevine, que Voronski retrouvera comme délégué d'Eka-terinoslav à la conférence de Prague du Parti bolchevique et qui sera l'un des vingt-six commissaires de Bakou assassinés par les Anglais en 1918.

Entre les jeunes idéalistes et les ouvriers à l'esprit positif et volontiers railleurs, sceptiques à l'égard de la poésie, de la philosophie et des lycéennes, camarades des séminaristes, il y a parfois des brouilles, des échanges de propos très vifs, mais les dangers de la lutte commune contraignent à faire passer l'amour-propre au second plan. Seuls quelques SR quittèrent la commune. Jan Zevine fut bientôt élu membre du comité du groupe social-démocrate et les liens de la commune avec le parti s'en trouverent renforcés. La commune devint l'équipe opérationnelle du comité. La révolution était dans l'air en mai 1905 ; tous s'y préparaient ; les SR organisaient des soulèvements paysans, des attaques contre les maisons des propriétaires fonciers ; les sociaux-démocrates multipliaient les adhésions dans les écoles et à la gare. Ils reçurent des pistolets, créèrent un groupe de choc, dont Georges était le responsable ; il avait acquis l'expérience des armes en protégeant les Israélites pendant les pogroms.

“La puérilité, la naïveté entraînent pour une grande part dans notre application à l'entraînement ; pourtant, je pense que personne de notre groupe n'aurait hésité en cas de besoin à remplir une mission de combat.”

La mort, de nouveau la mort

C'est à Voronski qu'on confie la rédaction du tract pour le 1^{er} Mai (5). Il est envoyé dans la province représenter le comité dans des meetings ; il est reconnu par un policier, ancien séminariste.

Alors, il rentre à Dobrinka, où sa mère l'appelait : sa sœur Larissa se portait mal ; elle ne quittait plus le lit (...).

Larissa mourut deux semaines après l'arrivée d'Alexandre à Dobrinka. Elle avait dix-neuf ans.

A Saint-Pétersbourg. La révolution de 1905

Il n'était pas question, pour Voronski, de rester à Dobrinka. A Tambov, il est déjà repéré par la police. De grands événements se préparent, qui auront pour théâtre principalement la capitale. Il faut prendre une décision avant l'automne. Voronski a la chance de se procurer une adresse, grâce à laquelle il pourra prendre contact avec le réseau social-démocrate clandestin de Saint-Pétersbourg. Il saute sur l'occasion. Quelques jours avant son départ, il assiste de nuit, dans une clairière, à un meeting des révolutionnaires de Tambov. Il y a là de cent cinquante à deux cents militants ; parmi eux, l'étudiant Savitch, le serrurier Ejov pour les sociaux-démocrates ; mais les SR sont en majorité : parmi eux, Maria Spiridonova, qui exécutera Lujenovski, responsable de la répression à Tambov ; Kudriavtsev, “l'Amiral”, ancien séminariste, qui exécutera Bogdanovitch, le vice-gouverneur de Tambov ; Anatoli Dobrokhotov, séminariste lui aussi, condamné à mort l'année suivante. Un vieux populiste conclut la réunion nocturne :

“Il ne faut pas tant polémiquer ; il faut penser à ce qui unit et non à ce qui divise. Il y aura encore beaucoup de sang versé ; nous avons encore devant nous un long calvaire et, parmi nous, nombreux sont ceux qui, bientôt, ne répondront plus à l'appel.”

Voronski médite ces paroles dans le train qui l'emmène à Saint-Pétersbourg.

Arrivé dans la capitale, il trouve une chambre au faubourg ouvrier de Ligovo,

(5) Voronskij A. K., “Pervoe proizvedenie”, *Rasskazy*, Moscou, 1932, pp. 28 à 42.

puis part à la recherche des organisations clandestines du parti.

A l'été 1905, le comité de Saint-Petersbourg était dirigé par la sœur de Lénine, Maria Ilinitchna Oulianova (6), à laquelle Elena Stassova, partie pour Moscou en août, avait remis le secrétariat.

Sergueï Malychev, l'un des membres du comité, et qui, après la révolution, sera le réorganisateur de la foire de Nijni, raconte :

« Je me souviens d'un des nombreux faits révélateurs du courant qui portait les jeunes vers nous. Maria Ilinitchna et moi nous trouvions rue Lomakina, au faubourg de Kolomna, dans l'appartement d'un ingénieur, lieu de rendez-vous secret du comité de Saint-Petersbourg. Parmi les visiteurs se présenta un jeune homme de 17-18 ans.

Il se déclara ancien élève du séminaire de Tambov. A sa façon de parler, à l'expression du visage, à son front plissé, à son habit, on pouvait reconnaître le type même du séminariste entêté.

Il me semblait que nous ne devions pas accueillir dans le parti des garçons aussi jeunes. Je me souvenais de plusieurs cas, dans mon expérience passée, où des adolescents de ce genre étaient tombés entre les griffes des gendarmes, qui en avaient ensuite fait ce qu'ils voulaient.

C'est pourquoi, je tentais longuement de convaincre notre visiteur de comprendre les raisons de mon refus et de ne pas insister pour qu'on lui confie une mission. Mais le garçon ne voulait rien entendre ; il exigeait de nous catégoriquement une responsabilité. Je lui disais :

“Vous allez vous faire prendre par inadvertance et vous ferez arrêter toute notre organisation.”

En réponse, il se hérissait, exigeait bruyamment qu'on le mît en contact avec une organisation de quartier du parti (...).

M'étant convaincu de sa détermination, je lui dis de venir me voir à la maison et lui donnai mon adresse. Je voulais observer de plus près ce séminariste et savoir en quoi il pouvait rendre service au parti.

Je louai alors une chambre minuscule chez un ouvrier. J'y hébergeai donc mon jeune entêté, qui devait se révéler par la suite un des hommes de plume bolcheviques les plus en vue, j'ai nommé le camarade Voronski.

Voronski, après s'être familiarisé avec notre organisation de quartier, s'intégra lui-même à un cercle, celui du camarade Nemtsov, je crois, s'habitua vite à la discipline de la conspiration, accomplit tout ce qu'on lui demandait et fit le reste de son chemin dans le parti sans mon aide. »

Au début, il porte le courrier d'une organisation à l'autre ; pour vivre, il économise sur les transports, parcourant la ville à pied de bout en bout ; car le parti ne peut ni lui procurer du travail, ni le faire vivre.

Il n'a pas de contact avec les ouvriers, n'a pas le droit de fréquenter les meetings, mais il lui suffit de savoir qu'il travaille pour le compte du mystérieux et tout-puissant comité central.

Grâce à un avocat menchevique — dans la maison bourgeoise duquel il commet quelques impairs —, il est engagé au service comptable des chemins de fer de la ligne de Varsovie.

A Saint-Petersbourg, comme dans la plupart des centres industriels, la tendance menchevique prévaut ; mais les mencheviques de Saint-Petersbourg sont bien plus radicaux que ceux de l'émigration.

Le jeune bolchevik discute, lit Lénine, *Deux Tactiques de la social-démocratie, Un Pas en avant, deux pas en arrière* ; bientôt, le comité lui confie des tâches plus importantes : il participe à l'installation d'une typographie clandestine quand éclatent les événements d'octobre 1905.

“Les journées survinrent de façon inattendue, comme c'est toujours le cas avec le mouvement spontané des masses.”

(6) Ersov D. A., *Marija Il'inicna Ul'janova*, Saratov, 1965, p. 41.

Les "jours de la liberté" (octobre à décembre 1905)

Le 17 octobre est publié le manifeste impérial. Un cortège se forme sur la perspective Nevski, va rejoindre la foule massée devant l'université. Voronski écoute le président du soviet de Saint-Pétersbourg, Trotsky, jeune tribun enflammé, parler du balcon de l'université, et le voit déchirer le manifeste. Le cortège poursuit son chemin ; la troupe tire ; les manifestants se dispersent ; les groupes isolés sont attaqués par des bandes de Cent-Noirs (organisation nationaliste paramilitaire).

Pendant les "brefs jours de liberté" qui vont d'octobre à décembre 1905, Voronski fait des remplacements comme "agitateur" du parti pour le quartier de l'île Vasilievski ; l'organisation de quartier est placée sous le contrôle direct de Maria Ilinitchna.

Voronski va d'usine en usine, de meeting en meeting, prononcer "son" discours, résumer les thèses développées par Lénine dans le quotidien légal *Novaja Jyzn*, qui paraît du 27 octobre au 3 décembre. Il se sent mal à l'aise pour parler, surtout à des ouvriers, et il envie les talents du meilleur agitateur du parti, le camarade Abraham (Krylenko, futur procureur général et commissaire à la Justice) :

« *Amour-propre de révolutionnaire ! Il n'est pas si facile de se défaire de lui, surtout si vous avez vingt ans, si vous voulez "tonner" dans les meetings populaires, être l'impitoyable accusateur public, ébranler le cœur des masses (...) et des jolies filles.* »

Voronski fréquente aussi les réunions du soviet, où apparaissent les figures légendaires de l'émigration politique Deïtch et Vera Zassoulitch. Un soir de mi-novembre, à la fin d'une réunion à la salle de la Société libre d'économie, dans le brouhaha, un homme monte à la tribune : après un instant d'hésitation, la foule reconnaît Lénine (7) ; il est venu critiquer le programme agraire du parti SR. Vo-

ronski, passionné par le sujet qui se trouvait au cœur des discussions du cercle des séminaristes de Tambov, enthousiasmé par la force polémique des formules léniniennes, est subjugué par la passion qui anime les gestes et la voix de l'orateur ; la pensée qu'un tel révolutionnaire veille au destin du parti le reconfortera, plus tard, dans la solitude de la déportation.

La répression (décembre 1905). Les partis révolutionnaires s'enferment dans une tactique insurrectionnelle. Helsingfors

Pendant que se déroule à Moscou la grève de décembre, Voronski et ses camarades "agitateurs volants", chargés d'organiser dans les rues des faubourgs ouvriers des meetings improvisés afin d'apporter les dernières nouvelles de Moscou et d'appeler à tenir jusqu'au bout, courent de grands risques. Mais la grève insurrectionnelle est écrasée ; les arrestations se multiplient dans la capitale, où il est maintenant impossible de tenir des réunions.

Voronski a fait ses preuves. Il reçoit du comité central bolchevique sa première mission de confiance : partir à Helsingfors (Helsinki) (8), se mettre à la disposition de "l'organisation militaire de Finlande". Cette organisation à prédominance bolchevique est chargée de créer des réseaux dans les unités de la flotte et de l'armée casernées à Helsing-

(7) Lénine V. I., *Biografija*, Moscou 1960, p. 141.

(8) Smirnov V., "Revoljucionnaja rabota v Finlandii, 1900-1907", *Proletarskaja revoljucija*, 1926-I ; Fedorovskij N., "Sveaborgskoe vosstanie", *Krasnaja Nov'*, 1926-III.

fors et dans les autres villes de la région, et doit contenir l'élan révolutionnaire jusqu'à l'heure de l'insurrection des ouvriers de Saint-Pétersbourg. Première mission de commandement, et dont Voronski avait toutes chances de ne pas revenir. Peut-être est-ce la raison pour laquelle lui resta en mémoire la première station de chemin de fer après Vyborg, Nourmiss, dont il devait tirer son pseudonyme de critique littéraire, Nourmine.

Arrivé en janvier 1906 à Helsingfors, où il vit sous le nom de Kiron von Gerlach, à peine revenu de l'émerveillement ironique où le plongent la propreté de l'européenne Finlande, l'élégance de ses maisons "style moderne" et la politesse de ses habitants, il prend contact avec l'organisation militaire, où il compte de nombreux camarades, de l'île Vasilievski ; avec les lieutenants artilleurs Emelianov et Kohanski, casernés dans les forts de Sveahorg, qui ferment la rade ; avec le capitaine Kouk, chef de la Garde rouge finlandaise (que les autorités russes, début 1906, sont encore contraintes de ménager).

Gorki

Le 15 janvier 1906 (9), il rencontre un cortège sur les boulevards ; c'est Gorki, avec sa compagne, l'actrice Maria Andreeva, et l'écrivain Skitalets, que les ouvriers finlandais portent en triomphe. La Garde rouge assure le service d'ordre. La foule chante la *Varsoviennne*. Gorki doit fuir la Russie ; il est sur le chemin de l'Amérique, où il part rassembler des fonds pour le Parti social-démocrate russe. Le 4 février, la Garde rouge organise une réception en l'honneur de Gorki ; devant une salle comble, l'écrivain lit son récit *Camarade*. Andreeva déclame des poèmes révolutionnaires. Après la réception, a lieu un banquet et Voronski figure parmi les invités.

"Nous, Finlandais, affirme Kouk, sommes prêts à nous incliner — tel Ras-kolnikov agenouillé aux pieds de Sonia Marmeladova — devant les insupportables souffrances qu'endure le peuple russe" (10).

Les Russes chantent, boivent, étonnent un peu les Finlandais ; puis commence entre eux une interminable discussion ; Voronski a l'honneur d'être pris pour interlocuteur par Skitalets, qui soutient que le Russe authentique, celui de la haute Volga, est un esprit positif, doué pour le commerce et les affaires, mais dépourvu de sens artistique. Tout ce que la Russie a de grand dans le domaine artistique, elle le doit à l'Asie, aux Tatares, aux Juifs. Gorki acquiesçait, mais soulignait l'apport de l'Occident.

"*Je les fatiguais à force de questions sur Leonide Andreev et les autres écrivains russes. Gorki satisfait de son mieux ma curiosité.*"

Sveaborg. Insurrection militaire (17 juillet 1906)

Voronski devait rester quelques mois encore à Helsingfors. En avril, son ami de l'île Vasilievski, le futur physicien N. Fedorovski, venu rejoindre l'organisation militaire, l'y trouve encore. Voronski fait la connaissance à Helsingfors de V. M. Smirnov, ancien lecteur à l'université de la ville, dirigeant de l'insurrection d'octobre en 1905 (et futur collaborateur de la rédaction de la revue *Terres rouges*), qui apporte à l'organisation militaire de l'argent pour éditer le *Journal de la caserne*, destiné aux fantassins russes. Mais Voronski est frappé avant tout par la personnalité des deux lieutenants artilleurs ; après chaque réunion, ils doivent rentrer aux forts de Sveaborg, où ils sont entourés "*par les ténèbres et les ennemis*". "*Ni toi, ni moi, n'arriverons à tenir longtemps*", dit Emelianov à son camarade.

Au début de 1906, Voronski reçoit de l'organisation militaire la mission de se rendre à Willmanstrand, vieille petite vil-

(9) *Letopis'zizni i tvorcestva A. M. Gor'kogo*, fasc. 1, Moscou, 1958, p. 579 ; *Za. zivoj I*, p. 193.

(10) Voronskij A. K., "Vstreci i besedy s Maksimom Gor'kim", *Novyj Mir*, 1966-VI, p. 213.

le finlandaise de mille trois cents habitants, lieu d'excursion au bord du lac Lappvesi, où sont cantonnés les cinquième et septième régiments de Finlande susceptibles d'être utilisés contre les artilleurs et les marins de Sveaborg. Il doit diriger le travail des comités révolutionnaires de régiment. La police commence à découvrir l'organisation de Willmansstrand ; elle surveille l'école où Voronski habite. Le parti le rappelle au début de juillet à Saint-Pétersbourg ; il y apprend deux semaines plus tard qu'une insurrection spontanée et prématurée, que les

lieutenants ont en vain essayé de contenir, a éclaté à Sveaborg le 17 juillet et a été matée le lendemain par deux cuirassés de la flotte et par les troupes d'infanterie : les deux lieutenants, cinq artilleurs, seize marins sont exécutés, cent soixante-huit soldats et marins envoyés au bagne, cent quatre-vingt-quinze soldats mutés dans les bataillons disciplinaires.

Voronski est en proie aux frissons, à la rage et, sans doute, à une sorte de remords d'avoir, lui, fût-ce par hasard, échappé.

Claude Kastler

Alexandre Voronski

1884-1943

Un bolchevik fou de littérature



ellug

Editions Ellug, université Stendhal, Grenoble. Prix : 21,50 euros.

Fridtjof Nansen :
la famine
de 1921-1922
en URSS

Fridtjof Nansen (1861-1930), explorateur norvégien célèbre, professeur à l'université de Christiania, contribua activement à la séparation de la Norvège d'avec la Suède, qui fut proclamée en 1905.

Il créa, au lendemain de la Première Guerre mondiale, une organisation qui porta son nom et s'occupa de la protection des réfugiés et de l'organisation, en 1921-1922, de l'aide à la Russie soviétique affamée.

A la suite de la guerre civile, qui ruina entièrement le pays, et d'une sécheresse exceptionnelle qui ravagea la Russie d'Europe et une partie de la Sibérie, la Russie soviétique fut frappée par une effroyable famine pendant l'été 1921, l'hiver 1921-1922 et le printemps 1922.

La famine fit environ quatre millions de morts.

Une conférence des Etats européens, réunie à Paris et à Bruxelles, se déclara alors prête à porter secours à la population soviétique affamée... à condition que Moscou reconnaisse les dettes de l'empire tsariste ! Bref, utilisa la famine pour tenter d'extorquer le remboursement des emprunts effectués par les tsars et leurs ministres auprès des banques et des boursicoteurs français et anglais, afin de moderniser son industrie (surtout de guerre), son armée et sa police.

Le futur président républicain des Etats-Unis (1929-1933), Hoover, ancien directeur de l'administration des vivres aux Etats-Unis pendant la guerre, et alors ministre du Commerce, ne posa, lui, aucune condition et mit l'Américain Relief Administration (l'ARA) sur pied de guerre pour apporter une aide aux affamés. Il est vrai que le Middle West américain souffrait d'une crise de surproduction de blé et l'administration américaine put ainsi subventionner les fermiers touchés par cette surproduction au compte de l'aide humanitaire. L'ARA était en partie composée de militaires américains, dont l'un, le capitaine Gregory, avait contribué au renversement du pouvoir des Soviets en Hongrie et s'en vantait abondamment. Ainsi, l'aide américaine humanitaire, certes efficace, comportait des prolongements politiques peu contestables.

“Un Etat aussi ébranlé par la guerre, le blocus et la guerre civile ne pouvait surmonter ce désastre”

IL y a quatre mois, j'ai attiré l'attention de la Société des Nations, dans son assemblée solennelle, à Genève, sur la situation de la Russie et sur la famine qui commençait déjà à dévaster la région de la Volga. Devant le plus haut tribunal de l'humanité, devant la Société des Nations, j'ai essayé d'exposer la situation telle que je la comprenais. J'ai dit que de grandes provinces de la Russie, comptant de 10 à 15 millions d'habitants, étaient menacées d'être entièrement dépeuplées par une très dangereuse famine. J'ai indiqué que, bien souvent, ces régions étaient en danger, mais qu'aussi, il serait essentiel d'y apporter les semences nécessaires pour l'automne et le fourrage indispensable aux chevaux.

Je craignais que si, de l'étranger, on ne venait en aide à la Russie, ces populations ne se trouvaient privées d'aliments, de semences et de fourrage.

Or le fourrage, les semences et les aliments se trouvaient en abondance suffisante pour les sauver, sur les frontières mêmes de la Russie. Les bateaux, les trains, tous les moyens de transport étaient prêts à transporter les céréales aux affamés. Il y avait de par le monde des milliers de chômeurs qui auraient pu être employés à ce ravitaillement. Je demandai aux gouvernements, pour subve-

nir aux plus pressants besoins, de nous accorder cinq millions de livres sterling, c'est-à-dire à peine la moitié du coût d'un des grands cuirassés de guerre.

Malheureusement, les gouvernements n'ont pas cru devoir répondre à cet appel.

La famine arrivait alors, et c'est sans aucun doute possible la plus grande famine que l'histoire ait enregistrée.

Aujourd'hui, elle est arrivée, elle est bien pire encore que je ne le redoutais, car ce n'est pas une région de 10 à 15 millions d'habitants qui est atteinte, c'est une région de 33 millions d'habitants, une région deux fois plus grande que la France, avec une population plus nombreuse que celle de l'Angleterre. Sur ces 33 millions, il y en a 19 millions qui sont menacés de mort et certainement 10 à 15 qui mourront de faim si nous ne leur portons pas secours. Et même, quoi que nous puissions faire, il y en a certainement plusieurs millions qui mourront. Je ne prétends point faire de prophéties : cependant, si maintenant les gouvernements consentaient à agir comme je le leur ai demandé, il y aurait encore la possibilité de sauver des millions de vies. Mais je dois dire ceci : quoi que nous fassions maintenant, il y aura des millions d'êtres qu'on ne pourra plus sauver, et dont la perte est inévitable.

A d'autres égards, la situation est pire que je ne le craignais. Je savais, et je l'ai dit à l'Assemblée des Nations, que la famine ne menaçait pas seulement pour quelques mois. Ce sont des paysans qui habitent cette vaste région de la Volga, population agricole ne vivant que de son travail aux champs, et si cette population ne pouvait pas ensemer ses champs en automne et au printemps, si elle ne pouvait pas récolter au mois de juillet et au mois de septembre, alors, ce serait non seulement la famine de cette année que nous aurions à constater, mais celle, peut-être plus affreuse encore, de l'année prochaine, car il est évident que si nous n'aidons pas les populations atteintes, elles seront incapables de faire les semailles au printemps. Dans les deux mois qui nous restent, il faut arriver à les tirer d'affaire pour le printemps ; il faut, non seulement sauver la vie des travailleurs de la terre, mais encore leur apporter les moyens d'ensemencer cette terre.

Nous avons deux problèmes devant nous : le premier, le plus urgent et le plus pressant, est celui de la famine de cette année ; le second : celui de la famine de l'année prochaine, qui menace d'être plus terrible encore.

Objections de ceux qui refusent de secourir les affamés russes

Certains nous ont demandé : *“Mais après tout, en quoi cela nous regarde-t-il, si des hommes et des femmes meurent là-bas, à des milliers de lieues, le long de rivières glacées ?”*

Deux raisons me paraissent être absolument péremptoires, je les ai exposées devant la Société des Nations et je continuerai à les exposer devant les peuples et les gouvernements d'Europe.

La première est notre intérêt économique. Je ne crois pas — et je pense qu'après avoir sérieusement réfléchi, personne ne peut croire — qu'il est sage pour l'Europe de laisser l'un de ses plus riches greniers et de ses plus vastes marchés se transformer en un désert dépeuplé.

La seconde raison me paraît si forte et si écrasante que je ne puis vraiment croire qu'on puisse la discuter. Je ne crois pas que les peuples de l'Europe puissent rester les bras croisés devant un si grand malheur et laisser là-bas des millions de femmes et d'enfants mourir du froid et de la faim sur les plaines glacées de la Russie. L'humanité ne le permet pas.

Je sais qu'on a beaucoup discuté l'action que j'ai proposée, et si l'Europe de l'étranger, en général, aurait raison d'apporter à la Russie l'aide sans laquelle elle ne pourrait faire face à la situation actuelle.

Je voudrais, ce soir, essayer d'examiner ces arguments avec toute l'impartialité nécessaire, et je commence par là, car c'est sur cette objection que la presse insiste le plus. Quels sont-ils ? Ils sont de trois ordres.

Tout d'abord, on a dit que si les gouvernements tendaient une main secourable à la Russie pour combattre la famine, ils contribueraient, dans une certaine mesure, à maintenir au pouvoir le système des Soviets, qui constitue le gouvernement actuel de la Russie.

La seconde objection, je la crois assez juste, a été qu'il ne serait pas possible, pour nous, d'obtenir la garantie suffisante que les secours atteindraient ceux-là mêmes à qui ils étaient destinés.

Enfin, en troisième lieu, on a dit, et c'est probablement la seule objection sérieuse et réelle, que, dans la situation économique actuelle de l'Europe, nul gouvernement n'avait le droit d'imposer à son peuple les sacrifices nécessaires pour envoyer une aide effective à la Russie.

Tels sont les arguments, et j'y répondrai successivement.

Je n'ai pas besoin de discuter la première objection, car elle n'a rien à voir avec l'action que je propose. J'ai toujours tâché, dans tout ce que j'ai fait, soit pour la Société des Nations, soit pour ce qui concerne la famine, de laisser strictement la politique de côté, et je demanderai à tout le moins de bien vouloir faire de même, tant qu'il s'agit d'un but humanitaire.

Mais peut-être m'est-il permis de dire ceci : je ne crois pas que nous contribuerons à fortifier le gouvernement des Soviets en lui montrant tout simplement qu'il y a des cœurs en Europe. D'ailleurs, a-t-on le droit de faire cette objection ? Quelqu'un est-il prêt à suivre l'argument jusqu'au bout, c'est-à-dire jusqu'à sa conclusion logique, à soutenir que, pour changer le système politique qui existe aujourd'hui en Russie, il faut laisser mourir 20 millions d'hommes, de femmes et d'enfants ?

Je ne crois pas, je ne peux pas croire qu'on en ait le droit et suis sûr que tous seront d'accord avec moi. Si vous et moi étions marins, embarqués sur la vaste mer, et que nous apercevions un navire en détresse au milieu de la tempête, commencerions-nous, avant de secourir l'équipage mourant ou en danger, par demander au capitaine le livre de Loch (journal de bord) ? Nous inquiéterions-nous de pourquoi le navire a été si mal dirigé qu'il a fait naufrage, et exigerions-nous la promesse qu'à l'avenir, on tâche de mieux naviguer ?

Non, je suis sûr qu'aucun de nous n'agirait de la sorte, sachant bien qu'en faisant ainsi, nous laisserions descendre au fond de la mer l'équipage et les passagers. Nous ne ferions qu'une seule chose, nous volerions au secours du navire en détresse.

Ni le peuple russe ni le gouvernement actuel de la Russie ne peuvent être rendus responsables de la famine

Mais on va plus loin ; on dit que le système des Soviets est la cause de la famine, que, par conséquent, il est inutile d'aider le peuple russe tant que ce gouvernement reste au pouvoir.

Je voudrais répondre en détail à cet argument, mais je n'ai malheureusement que peu de temps à ma disposition. Ce que je veux dire, en tout cas, c'est que cette famine a des causes nombreuses et multiples, et tout d'abord je vous cite la

guerre qui a duré sept ans, quatre ans à l'extérieur et trois ans à l'intérieur, et a ruiné la puissance économique de tout l'Etat russe. Puis le blocus, la rupture complète des relations commerciales entre la Russie et l'étranger ; ce qui est mieux, la dépréciation considérable de son outillage agricole, ensuite le système de réquisitions du gouvernement des Soviets, qui a certainement contribué à réduire la culture dans de grandes proportions, et enfin : la terrible sécheresse qui a dévasté la région de la Volga. Et si une sécheresse pareille avait frappé la Russie d'avant-guerre, alors qu'elle était en pleine force économique, elle aurait causé à elle seule une famine aussi terrible, et je doute que la Russie ait pu lutter contre le fléau sans le secours de l'étranger, car la sécheresse de 1921 a été la plus affreuse de mémoire d'homme.

On en a connu d'autres en Russie. Il y en a eu en 1891, en 1911 ; mais jamais semblable à celle qui désole la Volga en 1921 et 1922.

La récolte presque tout entière a été détruite, et si un événement pareil s'était produit avant la guerre, il aurait ébranlé même l'Etat le plus fort. Or la Russie est loin d'être un Etat fort, dans tous les sens du mot.

J'en conclus, et tout homme raisonnable et juste sera de mon avis, que la famine est due à des causes dont le peuple russe n'est pas responsable, et que la Russie, dans les conditions actuelles, ne peut y remédier sans l'aide étrangère.

Tous les secours envoyés arrivent à destination et leur distribution est l'objet d'un contrôle des plus sévères

Maintenant, je passe à la deuxième objection que l'on a faite, à l'œuvre de secours. On a dit qu'il est difficile, sinon impossible, d'obtenir la garantie que les envois arrivent aux malheureux affamés auxquels ils sont destinés.

Sur ce point, il faut examiner divers arguments de même tendance.

Premièrement, en ce qui concerne l'accord que j'ai passé avec le gouvernement des Soviets sur les méthodes à employer pour le transport et la distribution des secours, vous savez tous que cet accord a été attaqué, et attaqué même violemment, dans tous les pays. Des bruits, souvent faux, sur la manière dont il fonctionne, ont circulé. Les philanthropes les plus sincères ont été ainsi induits à penser qu'il y avait quelque danger à employer l'organisation créée par nous pour le soulagement des populations affamées de Russie.

Je voudrais dissiper une fois pour toutes ces doutes. J'ai toujours affirmé, et j'affirme, que mon accord me donnait tout le contrôle désirable du départ à l'arrivée.

J'ai toujours considéré que l'accord de M. Hoover, l'accord américain, que l'on a dit supérieur au mien, était admirable, mais les points sur lesquels il diffère du mien m'ont toujours paru inapplicables en pratique à la Russie, et l'expérience a prouvé que j'avais raison.

Des douzaines de collaborateurs de toutes nationalités travaillent en ce moment en Russie et tous ont constaté que les garanties offertes par mon accord sont plus que suffisantes.

La meilleure preuve en est que tous les secours, y compris aujourd'hui les secours américains, fonctionnent selon un arrangement identique à celui de mon accord. Ainsi, tous ceux qui donneront à l'œuvre de secours en Russie peuvent être assurés que, pour autant que cela dépend de notre accord, les ressources mises à notre disposition atteindront leurs destinataires. C'est là ma première réponse aux critiques qui me sont faites ; mais voici une seconde objection.

Même si l'accord est bon et qu'il soit observé, pouvons-nous affirmer que, dans un pays où règne l'anarchie, les vivres ne soient pas pillés avant d'arriver à destination ? Des bruits ont couru que des vivres ont été volés et des trains mis à sac. Je tiens à dire qu'il n'y a pas un mot de vrai dans ces histoires.

Les provisions que nous envoyons là-bas partent de la frontière russe, dans

des wagons. Des agents à nous vérifient les scellés au départ et à l'arrivée, et les envois sont effectués sous la protection de gardes nommés par les autorités soviétiques.

Je suis heureux de dire que tous les envois arrivent régulièrement avec les cachets intacts, sans perte appréciable.

Le gouvernement des Soviets a pris toutes les précautions désirées. Dans un seul cas, il y eut des vols de marchandises envoyées par la Société des Amis des Quakers. Les Quakers ont présenté la note au gouvernement des Soviets, qui a payé immédiatement par un chèque sur une banque anglaise.

Ce qui est vrai, certes, c'est que la tâche est bien plus dure aujourd'hui qu'elle ne l'aurait été si nous avions eu les secours nécessaires plus tôt. Les transports, en hiver, sont plus longs et plus difficiles, à cause des rivières gelées, de la neige qui bloque les voies ferrées. Mais, malgré tout, nous pouvons être absolument certains que les transports arrivent.

On nous a opposé un troisième argument : on dit que même si les envois arrivent, les autorités chargées de la distribution ne les répartissent pas comme il faut. Je ne cache pas que la distribution des vivres est une chose extrêmement difficile à organiser, à contrôler, dans un pays affamé où les tentations du vol sont naturellement très fortes. Les Américains s'en sont aperçu dans une petite ville où il y a eu des larcins. Mais nous avons créé un système très pratique et très strict de coupons-quittances à remettre en échange de toute ration reçue. Ce qui est, je crois, une bonne garantie contre toutes pertes résultant des vols.

Il est vrai que les difficultés comme celles des transports sont quand même grandes.

Il est vrai que la neige bloque les routes des villages, que les chevaux sont morts ou qu'ils meurent les uns après les autres ; il est vrai que les paysans sont tellement faibles aujourd'hui que beaucoup d'entre eux ne peuvent plus même venir chercher les vivres qui les sauveraient. Mais, malgré tout cela, j'ose certifier que les craintes de pertes ou de

mauvaises répartitions ne sont pas fondées. Et je dois ajouter que dans toute mon expérience, aussi bien dans cette œuvre de secours et de lutte contre la famine que dans l'œuvre organisée par la Société des Nations pour rapatrier les prisonniers, œuvre à laquelle j'ai travaillé précédemment pendant un an et demi, j'ai constaté que les autorités soviétiques ont tout fait pour m'aider, qu'elles m'ont accordé toutes les facilités que j'ai demandées et ont pris toutes les responsabilités que j'ai suggérées. Ceux qui avaient des doutes au sujet de la coopération des autorités gouvernementales peuvent être complètement rassurés.

Nécessité absolue de secourir la Russie

En conséquence, je suis à même de répondre à la question fondamentale posée à propos de la relation entre le système des Soviets et la famine. Elle n'est pas tant de chercher les causes de la famine, de savoir comment elle a éclaté, mais plutôt de savoir s'il vaut encore la peine d'envoyer des secours à la Russie ; s'ils pourront produire une amélioration durable, si les paysans affamés pourront, grâce à eux, reprendre leurs travaux agricoles, leur vie laborieuse, ou bien si ce ne sera qu'un moyen temporaire sans résultat permanent.

A cette question, je vais jusqu'à affirmer, notre expérience le prouve, qu'il est une réponse et une seule : oui, il vaut la peine d'envoyer des secours et si nous pouvons venir en aide à temps à la région de la Volga, nous ne sauverons pas seulement la vie de pauvres gens, mais nous aiderons à la reconstruction du grenier qui a nourri la moitié de l'Europe.

Je crois avoir répondu aux deux premières objections qui ont été soulevées. Passons maintenant, si vous le voulez bien, à la troisième. On m'a dit que les gouvernements ne devaient pas essayer de remédier à la situation russe avant de s'être occupé de leur. On m'a dit que l'Europe ne peut pas, aujourd'hui, se payer le luxe d'aller sauver la Russie. Je réponds que l'Europe ne peut pas se

payer le luxe de ne point sauver la Russie. Car je crois que la reconstruction de l'Europe doit commencer par la reconstruction de la Russie, et la reconstruction de la Russie ne pourra commencer tant que la famine règne dans la région de la Volga, le plus riche grenier de l'Europe.

Je l'ai déjà dit, il n'est pas question seulement d'une année de famine, cette famine peut très bien se prolonger l'an prochain.

Voilà donc les problèmes à résoudre dans les deux mois qui vont suivre et qui décideront de l'avenir de la Volga.

Nous devons, au cours de ces deux mois, faire tous les efforts possibles pour permettre aux populations d'attendre la récolte prochaine de juillet. Si l'on ne le fait pas, la région de la Volga sera rapidement transformée en un désert, la Russie ne pourra pas exporter, la Russie ne pourra pas redevenir un marché pour les produits manufacturés de l'Europe, tant que cette région restera un désert et qu'elle ne sera pas redevenue le grenier et le marché du monde. Ma conviction est donc que ce n'est pas seulement charitable et sage de lui venir en aide, mais que c'est une bonne affaire pour l'Europe d'agir et d'aller avant que soient passés ces deux mois décisifs. C'est également une bonne affaire pour les gouvernements européens d'entreprendre les premières mesures vitales tendant à la reconstruction des marchés économiques dont dépend la prospérité de l'Europe.

J'ai essayé d'examiner impartialement les trois principaux arguments que l'on m'a opposés en septembre dernier. Je crois qu'aucun de ces arguments ne résiste à l'analyse ou à l'expérience. Mais il reste un point sur lequel je désire dire un mot ; une question m'a été posée souvent, elle est fondamentale et j'aimerais y répondre équitablement. La voici :

“Pourquoi, dit-on, le gouvernement des Soviets ne fait-il rien contre la famine ? Pourquoi ne sauve-t-il pas son peuple ?”

J'ai déjà essayé d'y répondre partiellement, en disant que la Russie, brisée et ébranlée comme elle l'est, n'est pas capable de faire face à un fléau pareil, causé par la terrible sécheresse. Mais il faut

bien dire que le gouvernement des Soviétiques fait beaucoup plus pour venir en aide à ces populations que l'on ne croit généralement. D'abord, il a réussi à faire faire les semailles d'hiver dans une grande partie de la région de la Volga ; il a pu persuader les paysans d'ensemencer leurs champs, tandis qu'ils étaient menacés de mourir de faim.

C'était un grand résultat, qui a coûté des sommes énormes au gouvernement des Soviétiques pour faire venir de l'étranger les grains nécessaires aux semailles. De plus, il nourrit, à l'heure actuelle, deux millions un quart d'êtres humains affamés dans les régions de la Volga. Il a dépensé, pour cela, 750 millions de francs.

La perte totale des récoltes dans les vastes provinces de la Volga était un désastre. Un Etat aussi ébranlé par la guerre, le blocus et la guerre civile, ne pouvait le surmonter.

Je savais que le gouvernement des Soviétiques et le peuple n'étaient pas en mesure de faire face eux-mêmes à cette grande catastrophe. En septembre dernier, j'ai dit à la Société des Nations que, quelle que fût la décision des gouvernements, nous continuerions notre action de secours en faisant appel à la charité privée, et que nous ferions tout ce dont nous étions capables pour arriver à notre but.

Nous avons continué, nous avons lancé notre appel, et les résultats ont dépassé toutes nos espérances. La réponse a été magnifique ; nous avons reçu des dons de plusieurs gouvernements, mais la plus grande partie de l'aide qui nous a été apportée nous est venue d'organisations privées et de dons individuels.

Les organisations charitables comprennent les sociétés nationales de la Croix-Rouge de presque tous les pays d'Europe, et également plusieurs autres grandes associations nationales et internationales.

La charité n'est pas morte dans les cœurs européens, il faut le constater, puisqu'en quatre mois, nous avons réussi à recueillir 55 millions pour subvenir à la famine. C'est là une belle œuvre, une grande œuvre, mais j'ai le regret de vous dire que, ni ce que nous avons reçu, ni ce que nous espérons recevoir de la charité

ne peut suffire ; nous restons seulement au seuil de la grande catastrophe. J'espère que je pourrai vous faire comprendre tout à l'heure, par des vues photographiques, ce qu'est le problème de la famine.

Ces images que vous verrez défiler sur l'écran ont été prises par moi-même au cours de mon voyage en novembre et décembre dans la région du fléau. Nous n'avons pas voyagé dans la pure région de famine, mais les photographies prises par nous en passant, si elles ne montrent pas ce qu'il y a de plus effroyable, en donnent cependant une idée.

Ce que vous verrez là n'est tout simplement que ce que l'on a l'occasion de voir par hasard en passant, et ce n'est pas le plus affreux de ce que l'on peut constater.

La responsabilité des gouvernements de l'Europe

Lorsqu'il y a quatre mois, j'ai demandé aux gouvernements de nous accorder une somme de cinq millions de livres sterling pour lutter contre la famine qui arrivait, je n'avais mentionné que cette somme parce que je pensais que nous pourrions organiser la lutte de telle façon que nous la mènerions victorieusement jusqu'en juillet ; une fois organisée, le gouvernement n'abandonnerait pas cette œuvre de secours. Je pensais que les gouvernements de l'Europe, comme le gouvernement de l'Amérique, viendraient noblement, courageusement, au secours de cette population affamée.

Si nous avions eu cette somme, nous aurions pu sauver la situation, et maintenant, je demande aux gouvernements trois millions de livres sterling. Ce n'est pas assez, mais avec ce que donnent le gouvernement américain et le gouvernement des Soviétiques, nous pourrions faire avec cette somme tout ce qu'il est possible de faire aujourd'hui avec les faibles moyens de transport dont nous disposons. Mais il faut que les peuples fassent voir à leurs gouvernements qu'il est nécessaire d'agir et d'agir immédiatement, sans cela il sera trop tard.

Il y a quatre mois, j'avais parlé de la lutte à mener contre le froid et contre la faim ; je croyais savoir ce que c'était de lutter contre le froid, mais la lutte qui se livre en Russie est bien plus terrible que je n'avais osé l'imaginer. Je m'attendais, certes, à trouver là-bas la souffrance et la mort, une misère plus effroyable que je n'en avais jamais vue. Je ne m'attendais pas à trouver des villages, des villes, des provinces entières où la population reste assise patiemment à attendre la mort. Je ne m'attendais pas non plus à voir des êtres humains, poussés par la frénésie de la faim, se livrer à des actes de sauvagerie ; des hommes et des femmes qui appartenaient il y a quelques mois à la grande famille des civilisés et qui, terrifiés par le spectre de la mort, avaient perdu tout sentiment humain et erraient, le soir venu, près des cimetières, pour déterrer les cadavres et trouver quelque chose à manger.

Voilà la vérité, elle est horrible, incroyable, mais c'est la vérité. Il y a un mois, c'était déjà terrible, mais aujourd'hui c'est pire, j'en suis persuadé. Aujourd'hui, les hommes et les femmes, dans certaines régions, affolés par la faim, commencent à se tuer les uns les autres dans la fièvre du désespoir.

Il faut réveiller la conscience des hommes

Ce ne sont pas des choses faciles à dire, ni agréables à entendre, mais il faut

les dire. Je vous les dis ce soir, je les répéterai partout, parce qu'il faut que la vérité soit connue.

Je veux par là réveiller les peuples de l'Europe, je veux qu'ils sachent la vérité. La connaissant, ils diront à leurs gouvernements que, même s'il en va de quelques petits sacrifices, il faut agir sans retard, sauver quelques vies.

L'ange de la mort avance à grands pas sur la région glacée de la Volga ; et sa récolte, là-bas, est plus abondante encore qu'elle ne le fut pendant la guerre.

Pensez à ce qu'il en a coûté aux gouvernements pour produire les ruines de la guerre que nous avons vue, et pensez à ce qu'il en coûterait peu, en comparaison, pour sauver ces millions de vies.

Si nous permettons que ces choses se passent encore une autre année, que pensera de nous l'histoire, que penseront de nous nos enfants, les générations futures ?

Pour eux, nous serons la génération que les dieux ont frappée de démence, et dont la frénésie de cinq années de guerre a pétrifié le cœur endurci.

Il y a six semaines à peine que j'ai quitté les horreurs de la région de la Volga, et les grands yeux de ces enfants que vous avez vus sur l'écran, ces grands yeux me hantent encore.

C'est pour eux, c'est au nom de l'amour et de l'humanité que je fais appel à vous, et par vous, à vos gouvernements, pour que l'on agisse avant qu'il ne soit trop tard.

Docteur NANSEN

LA FAMINE EN RUSSIE



**LIBRAIRIE
DU TRAVAIL
96, QUAI JEM-
MAPES-
PARIS**

**LES BONNES
FEUILLES
N°XVIII 1925
PRIX 0fr.25**

Mikhail Baïtalski : souvenirs

(suite)



Affiche bolchevique de 1920 : "1) Si vous envoyez au soviet un menchevik, arrivera un bourgeois ; 2) Si vous envoyez au soviet un S-R sous le masque d'un sans-parti, vous aurez un S-R propriétaire foncier et général ; 3) Si vous envoyez un communiste, le pouvoir restera dans les mains des ouvriers et des paysans."

“L’année 1929. Mes premières arrestations”

J'AI été arrêté trois fois dans ma vie : deux fois en mai, une en avril. Cette étrange coïncidence m'a appris à me méfier du dégel.

La première fois qu'un agent est venu briser mes rêves avec un mandat d'arrêt, ce fut le 5 mai 1929. Il m'avait réveillé à l'aube, chez un ami, dans le Donbass. Il avait fait un peu de zèle. Les fois suivantes, on ne m'a pas mis un pistolet sous le nez, et c'était moins solennel. “Rangez votre arme, lui dis-je, vous allez me tirer dans le nez.”

Avant de me retrouver dans le Donbass, j'avais passé quelque temps à Moscou. Mais pas comme émissaire “antisoviétique” (1) : personne ne m'avait donné d'instructions. J'y étais allé de mon propre chef. De toute façon, je n'avais rien de mieux à faire et je ne voulais pas m'imposer chez Gricha. Je me suis dit que je pourrais aller voir Boris Gorbatov, Maroussia, Nina (2)... Je ne vais pas citer son vrai nom, disons Nina Lassova. Nous l'aimions tous et la respections, nous les gars d'Artemovsk, c'était une ancienne du Komsomol. Elle était étudiante à Moscou, dans un institut de chimie.

Boris m'a reçu très cordialement et j'ai logé quelque temps chez lui. Il écrivait alors un roman sur l'affaire d'Artemovsk. C'était bien rendu, avec justesse, quoique peut-être moins incisif que ce

qu'en disaient les résolutions du parti et du syndicat. Mais les résolutions paraissent dans la presse périodique et peuvent être oubliées au bout de deux-trois ans, tandis que les bons romans ont une durée de vie plus longue. C'est ce que n'avait pas prévu Boris en l'écrivant, ni moi qui écoutais tous les soirs, avec grand plaisir, les dernières pages qu'il venait d'écrire. Boris aimait lire à ses amis son travail en cours, et c'est ainsi que je fus le premier auditeur de plusieurs chapitres du roman.

Raphaël était déjà en déportation, mais Maroussia n'avait pas encore été arrêtée. Elle logeait dans un foyer chez des amis communs. A Moscou, la neige commençait à fondre et le soleil se reflétait dans les flaques et jouait sur les

(1) C'était le qualificatif que le Guépéou attribuait aux militants qui, à travers le pays, distribuaient les tracts et documents de l'Opposition.

(2) Boris Gorbatov (1908-1954), à cette époque, était journaliste dans le journal d'Artemovsk où avait travaillé Baïtalski (cf. les *Cahiers du mouvement ouvrier*, n° 16) ; il venait de publier le roman *La Cellule*. Il deviendra un écrivain officiel, recevra le prix Staline en 1944 pour le roman *Les Indomptés* et publiera en 1951 le roman *Donbass*, exaltant le mouvement stakhanoviste (recherche permanente de records de production, du nom du mineur Stakhanov).

Maroussia, opposante de gauche, est une amie très proche de Baïtalski, à la fois personnelle et politique.

vitres de l'église du Sauveur, qui n'avait pas encore été détruite. Nous nous étions assis sur un banc, près de l'église. Maroussia savait très bien qu'on allait l'arrêter d'un jour à l'autre. Elle était contrariée d'avoir à conspirer. Pourquoi faudrait-il se cacher ? Est-ce que nous étions les ennemis du pouvoir que nous avions nous-mêmes créé ?

Maroussia savait jouir de l'instant, et cette journée printanière, claire et lumineuse, s'accordait merveilleusement à son humeur. Les jours suivants, nous nous retrouvâmes sur le même banc à parler de choses et d'autres. Maroussia riait avec tant d'insouciance et de franchise que les passants devaient penser : voilà une jeune femme heureuse de vivre ! Ou un jeune couple. Moi aussi, j'étais gai, nous prenions un peu à la légère les arrestations et les déportations. Cela n'allait pas plus loin à l'époque et, avec notre fierté naïve de révolutionnaires, nous ne pouvions tout simplement pas imaginer qu'un désaccord avec Staline pouvait équivaloir à un arrêt de mort.

Maroussia s'efforçait de rester le moins possible avec ses camarades de foyer : si on l'arrêtait, que ce ne soit pas là-bas. Elle n'avait pas envie de mettre en danger des innocents. A l'époque, il faut dire, on arrêtait nos amis dans la rue à Moscou. Quelqu'un s'approchait et disait à mi-voix : *"Suivez-moi !"*

"Qu'est-ce qui se passerait si je continuais mon chemin ? disait Maroussia. On m'entraînerait de force ?" Un jour de ce printemps, Maroussia ne rentra pas chez elle. Elle avait poursuivi son chemin. Son foyer était surveillé.

Qu'en 1929 nous fussions surveillés par des agents, on peut encore le comprendre : nous avions déjà été dénoncés, à tort ou à raison, devant le monde entier, comme des ennemis du pouvoir soviétique. Mais deux ans auparavant, en 1927 ? Il y avait déjà des plantons en manteaux noirs devant les fenêtres de certains de nos camarades.

Staline avait commencé depuis longtemps sa guerre préventive contre ses opposants et la filature constituait déjà l'une de ses méthodes de "lutte idéologique".

Je suis resté encore un peu à Moscou, puis je suis rentré à Kharkov pour repartir aussitôt dans le Donbass, cette fois avec des instructions et un paquet de tracts "antisoviétiques", comme on les a appelés pendant un quart de siècle, parmi lesquels il y avait bien entendu le "pamphlet" écrit par Lénine pour le congrès du parti (3).

"Et sous votre oreiller, vous n'avez pas caché une arme ?", me demanda l'agent, qui croyait manifestement avoir la mission d'arrêter un bandit qui préparait un coup d'Etat contre-révolutionnaire.

Je refusai de faire des aveux au magistrat instructeur du Guépéou d'Artemovsk. Il s'en réjouit. Il n'avait pas encore eu le temps d'assimiler les nouvelles méthodes de discussion idéologique dans le parti. Le mieux, décidait-il, était d'envoyer le prévenu à Kharkov pour qu'ils s'en débrouillent.

A Kharkov, je tombai entre les mains d'un compatriote d'Ananiev, que j'avais retrouvé dans le régiment Nedoloujenko, lorsque nous avions réprimé la rébellion des koulaks à Balta (4). A lui aussi, je refusai de faire des aveux, au motif que les organes de sécurité n'avaient pas à se mêler des discussions internes au parti. Le Guépéou s'impliquait illégalement dans la lutte contre l'opposition et je ne lui ferais donc pas d'aveux. Mais entre gens du même pays, il s'appelait aussi Micha, nous discussions franchement de camarade à camarade. Je savais qu'il n'utiliserait pas mes propos contre moi. Cela ne se faisait pas, à l'époque.

"Trotsky vous trompe, disait-il, les naïfs dans ton genre. Tu crois vraiment qu'il s'intéresse pour de bon à la possibilité d'instaurer le socialisme dans un seul pays ?"

(3) Il s'agit de l'ensemble de courts textes désignés comme "le Testament de Lénine", et qui comprend une caractéristique des six dirigeants jugés par lui les plus éminents du parti et le codicille du 4 janvier 1923 recommandant d'écarter Staline du poste de secrétaire général du comité central.

(4) Voir le récit de la bataille dans le n°16 des Cahiers du mouvement ouvrier.

— *Et Staline, il ne te trompe pas ? répliquai-je. Toi et ceux de ton espèce ? Tu crois qu'il a besoin de cette idée ? Il a trouvé chez Lénine une seule citation à l'appui de sa théorie, et encore indirecte, à savoir que nous avons tout ce qu'il faut pour construire le socialisme. Et il la commente comme mon rabbin commentait le talmud, en agitant son pouce dans les airs. Dis-moi la vérité, Micha, tu as lu le Testament ? Tu ne vois donc pas qui est Staline ?*

— *Bien sûr, que je l'ai lu. Tout ça, nous le savons (Micha n'a pas précisé qui était ce "nous"). Staline est fidèle à Lénine. Il l'a juré, tu te rappelles ? Même au congrès, il a promis de bien se tenir, tu le sais, camarade trotskyste !*"

Nous avons beaucoup discuté, mais on ne peut pas se souvenir de tout. Mon copain brûlait du désir de me convaincre. Il a presque réussi son coup.

Il est étrange d'essayer de combiner dans la même personne les méthodes de la conviction et de la contrainte. Seul le père qui n'a jamais employé la force avec son enfant peut le convaincre de quelque chose. Mais si vous avez battu une fois votre fils, d'où tirez-vous l'assurance que ce sont vos arguments paternels qui agissent sur lui et non pas la pensée des coups qu'il a reçus ? Où est la frontière entre la conviction et la contrainte, si la première s'appuie sur la menace d'employer la seconde ? Un adulte dans ce cas ne réagit-il pas comme un enfant ?

A mon avis, tant que des opinions non conformistes feront craindre une condamnation pénale ou, du moins, d'être rejeté par la société, alors, l'unité des idées ne sera jamais qu'une unité d'apparence et sans principes.

Et de quelles idées peut-on parler ? Dans une société en mouvement et en développement, il n'y a place que pour la compréhension commune d'une idée essentielle qui fait apparaître différents points de vue sur les questions qui en découlent. L'une de ces questions fondamentales est indiscutablement l'idée du pouvoir soviétique. Mais ce n'est pas de cela que nous discutons avec mon camarade ! Il parlait du point de vue cor-

rect que je n'étais pas moins dévoué au pouvoir soviétique que lui. Seulement, il était convaincu que je le défendais mal.

Il ne fit pas de procès-verbal, il appela un planton et choisit dans quelle cellule me mettre. Le refus de faire des aveux ne constituait pas encore un crime supplémentaire. Plus tard, oui.

A peine le gardien eut-il ouvert la porte de la cellule que je tombais dans les bras de plusieurs prisonniers de mon acabit. Nous pouvions parler et écrire sur tout ce qu'on voulait, on nous donnait du papier et de l'encre, ce qui devint impensable plus tard.

La prison intérieure du Guépéou d'Ukraine me sembla petite. A la promenade, je pouvais voir les fenêtres de toutes les cellules, et il n'y en avait pas tellement. A l'époque, on n'éprouvait pas de crainte particulière pour les filatures ou les menaces d'arrestation, ni même pour l'arrestation. Apparemment, il y a chez les révolutionnaires une certaine tradition de courage et de mépris de la prison.

J'ai eu un camarade à qui il est arrivé l'aventure suivante. Il avait organisé une petite fête. Ce n'était nullement un complot trotskyste, pour reprendre l'expression des journaux (eux, ils ne *complotaient* pas, ils se *réunissaient*, de même qu'ils n'avaient pas des *espions*, mais des *enquêteurs*). En outre, il n'y avait pas que des trotskystes parmi les convives. Mais il est tout de même arrivé un planton devant l'immeuble. L'un des convives, un peu éméché, sortit lui offrir un toast et un verre de vin : "*Le pauvre, il est en plein vent, alors que nous, on est bien au chaud ! Ça le réchauffera !*"

Nous avons la même attitude de dérision pour les méthodes de Staline que pour ses idées. Mais quand on discutait de Thermidor, on ne s'imaginait pas la guillotine en marche. Nous pensions que ça n'irait pas plus loin que l'exil : on avait déjà commencé à déporter les opposants dès 1927, mais pas très loin, dans les villes du centre de la Russie : Kalouga, Astrakhan, Kazan. Trotsky, il est vrai, avait été exilé à Alma-Ata, et on trouvait ça sévère. J'ai su par des camarades qu'à Moscou, à la Boutyrka, on

utilisait déjà en 1929 le cachot où Pougatchev lui-même avait été incarcéré. Maroussia y séjourna, semble-t-il, sans doute très peu de temps, après les nombreux moments de joie que nous avons passés ensemble près de l'église du Sauveur. On ne pouvait pas en avoir fait une détenue docile, et elle a dû y passer plus de temps qu'en cellule. Les trotskystes qui séjournaient à l'époque à la Boutyrka organisaient toutes sortes d'obstructions : ils tambourinaient sur les portes des cellules, criaient des mots d'ordre, discutaient d'une fenêtre à l'autre. (J'ai encore connu les discussions à la fenêtre avec les détenus de la promenade au printemps 1936 ; on en vint à bout en fixant des auvents.)

En 1929, on chantait encore *L'Internationale* dans les prisons, tous en chœur. On chantait debout à la fenêtre. Généralement, c'était pour répondre à une brimade ou un passage à tabac. Dans la tour Pougatchev, Maroussia était la meneuse de chant. Ce sont ses camarades de détention qui me l'ont raconté.

À la même époque, on avait une attitude bien plus libérale pour nous à la prison intérieure de Kharkov. Apparemment, les modèles centraux n'étaient pas encore parvenus à la périphérie.

Il se passa deux ou trois semaines et, brusquement, on me fit sortir dans le corridor. Ma mère était là. Eva, en apprenant mon arrestation par un de mes amis, lui avait envoyé un télégramme et elle était venue comme naguère d'Ananiev pour rechercher mon cadavre sur le champ de bataille, mais il s'agissait à présent de bataille idéologique. Elle voulait me sauver de la prison et me demandait de renoncer à mes errements. "*Mais qu'en sais-tu, maman ?*" Elle sait. Eva lui a tout expliqué.

Bientôt, les journaux publièrent une déclaration de Smilga et Préobrajenski (5), des membres éminents de l'opposition. Ils reconnaissaient leurs erreurs et les rejetaient, plaçant au-dessus de tout l'unité du parti. Vítia Gorelov décida de s'associer à leur déclaration avec beaucoup d'autres camarades. Il arriva avec mon ami-instructeur et se porta garant pour moi, afin de discuter à la mai-

son et non pas dans l'atmosphère de la prison. Alors, c'était encore permis. On nous faisait confiance, on n'était pas des voyous. On me fit signer un bout de papier m'engageant à rentrer à la prison au bout de trois jours et on m'ouvrit généreusement les portes. Maman était déjà partie.

Nous avons discuté trois jours, presque sans dormir, avec Vítia, chez lui.

Mais on ne change pas d'opinion comme ça, si c'est le fruit de réflexions. L'honnêteté de la pensée exige de ne pas trahir une opinion à laquelle on est parvenu sur la base des faits. Mais par là même, elle t'enjoint de ne pas te détourner des nouveaux faits qui se présentent, même s'ils menacent manifestement de détruire une opinion précédente depuis longtemps affermie.

La certitude que seule la raison collective, fondée sur l'expérience politique du parti, peut diriger nos actes découle de la nature même du parti prolétarien, où un führer n'a pas sa place. Seule l'opinion de la majorité décide. Et cette opinion collective que je ne connaissais pas encore hier avant le vote, et que j'ai apprise aujourd'hui, s'avère généralement un élément nouveau que je n'ai pas le droit de refuser de prendre en considération. C'est cet élément qui peut surpasser tous ceux que je connaissais et qui me fondaient jusqu'à présent. Ce n'est pas une simple confrontation qui peut restructurer une façon de voir. Et est-ce nécessaire ? Ne suffit-il pas de se soumettre à la discipline de parti ? De se soumettre aux actes sans se soumettre immédiatement aux idées ? Si l'opinion de la majorité, fondée sur son expérience politique, est plus proche de la vérité ob-

(5) Ivar Smilga (1892-1935) et Eugène Préobrajenski (1886-1937), deux économistes, membres de l'Opposition de gauche dès le début, virent dans les mesures prises par Staline en 1929 vers l'industrialisation et la collectivisation agricole l'influence des propositions avancées par l'Opposition de gauche et se rallièrent à lui par une déclaration publique, en juillet 1929. Au congrès du Parti communiste russe de janvier 1934, Préobrajenski se moquera de façon manifeste de Staline ; il sera liquidé en 1937, sans procès. Arrêté le 1^{er} janvier 1935, Ivar Smilga déclarera aux agents du NKVD venus l'arrêter : "*Je suis votre ennemi.*" Il sera fusillé peu après.

jective que la tienne, il en découle logiquement — et tu le sais toi-même et le prévois — que la pratique ultérieure justifiera la ligne de la majorité et que tu rentreras toi-même tôt ou tard dans le sillon commun. Au nom de la cause du parti, je réprime mon opposition interne de nature psychologique, prévoyant en esprit qu'elle disparaîtra d'elle-même sous l'influence de la logique des événements.

L'unité du parti n'est pas dans l'identité constante des opinions, ce qui est impossible pour des individus conscients qui constituent une communauté créatrice volontaire, mais dans la soumission consciente et honnête aux décisions de la majorité. Sans humiliation. Le repentir obligé transforme la cause du parti en rite religieux, en auto-flagellation.

On a reproché des milliers de fois aux opposants repentis que leur repentir n'était pas sincère. Il y a là une confusion volontaire entre repentir et confession. Le repentir est le sentiment intérieur de la faute et ne peut être que sincère. Mais la confession de celui qui se frappe la poitrine et implore la pitié ne peut être sincère que chez les religieux fanatiques, qui considèrent que l'homme est par nature un pécheur : même s'il aspire à la sainteté, il lui arrive de pécher par mégarde. Mais pour un communiste, c'est un mode de penser étranger. En le forçant à se repentir publiquement, on le force à faire l'hypocrite.

Nous avons cru que l'affaire en resterait là : on signerait une déclaration comme quoi on s'associait à la lettre de Smilga et Préobrajenski, et basta ! Mais cela ne servait qu'à vous libérer de prison pour une peine de sept ans.

Je ne jurerais pas de la légalité de ma première arrestation, mais si on m'avait libéré, c'est qu'on me promettait de ne plus m'arrêter tant que je tiendrais parole. Je l'ai toujours tenue. Tous les procès-verbaux subtils des années suivantes étaient cousus de fil blanc, aucun ne pouvait prouver que je n'avais pas tenu ma promesse.

En me libérant, mon compatriote me serra amicalement la main. Il était évidemment soulagé, de même que l'agent

instructeur d'Artemovsk qui m'avait envoyé à Kharkov parce qu'il ne savait pas s'y prendre avec un trotskyste. C'étaient tous les deux des gens de l'école de Dzerjinski (6). Il fallut beaucoup d'années, beaucoup de destitutions et d'expérimentations pour trouver l'instructeur qui a interrogé en 1936 une femme dans le bureau en face de la cellule n° 9 de la Boutyrka.

Je n'étais pas très fier de moi. On m'avait arraché un morceau de mon passé avec la chair. La blessure mettrait du temps à cicatrifier. (Je me rends compte aujourd'hui qu'elle n'est toujours pas cicatrisée.) En arrivant chez Vitia, j'avais l'impression qu'on n'avait plus rien à se dire. Gricha était parti dans le Donbass. Je me sentais vidé, j'avais le cafard.

Il fallait que je change d'air. Et il était temps que je trouve du travail. Au *Prolétaire de Kharkov*, j'ai appris que notre rédacteur Tsyphine avait été muté à Astrakhan et que Savva était parti avec lui. J'écrivis une lettre à Astrakhan et reçus bientôt une invitation. Mes rapports avec Eva (7) s'étaient un peu arrangés, mais elle ne me retint pas et me promit de me rejoindre plus tard avec les enfants. Mais nous avons tout de même décidé de profiter d'un congé qu'elle avait pour aller d'abord à Tchernovo. Mon frère et mes deux sœurs étaient devenus adultes, seule Polia, la cadette, était encore une enfant pour nous. Elle avait quinze ans, je ne l'avais pas vue depuis longtemps. Je l'aimais beaucoup. Maman nous invita.

Polia me sauta au cou comme une chèvre quand j'entraï dans la maison parentale. Elle m'aimait bien aussi. L'aînée, Raïa, s'était mariée avec un de mes amis d'enfance avec qui nous étions inséparables jusqu'à mes dix-sept ans. Iossip était tenace et fier, et me dominait. Maintenant, il était au parti, partisan de la ligne générale et contre l'opposition. Il était un peu ironique à mon égard. "Qu'est-ce qui s'est passé ?", demanda ma mère. "Rien de particulier, maman.

(6) Felix Dzerjinski (1877-1926), fondateur et président de la Tcheka (1917-1922), puis du Guépéou, jusqu'à sa mort en 1926.

(7) Eva : femme de Baïtalski (militante elle aussi), qui avait rompu avec lui trois ans auparavant.

Un chat noir avec des moustaches est passé entre nous. Une histoire banale, une péripétie du parti..."

Rien n'aurait pu réchauffer notre séparation. Nous nous serrâmes la main, mais nous ne nous embrassâmes pas. Et je ne revis jamais mon ami d'enfance. Il mourut en 1937. Lui aussi fut balayé...

Mais Polia, Polia ! Une autre purge sanglante devait l'emporter. Elle aussi, je la voyais pour la dernière fois. Nous nous embrassâmes en nous quittant, c'est la seule de la famille qui n'avait pas peur d'embrasser. Maman avait appris à ses filles à ne pas extérioriser leurs sentiments.

Mourir dans son lit, ce bonheur n'était pas pour tout le monde dans notre peuple depuis deux cents, cinq cents ans. Polia mourut des mains des SS dans le Donbass, où elle s'était installée après son mariage.

Son mari était parti au front et elle était restée à Kramatorsk. Il y avait peu de Juifs là-bas et on ne les gazait pas à part des autres dans les camions, on ne les enterrait pas par milliers dans les Babi Yars...

A Kramatorsk, il y a un monument commun aux victimes du fascisme. Les pionniers y déposent des fleurs.

**Varlam Chalamov :
une lettre
au Guépéou
en 1929**

Varlam Chalamov, l'immortel auteur des *Contes de la Kolyma*, fut arrêté par le Guépéou en février 1929 pour sa participation à l'impression clandestine et à la diffusion du Testament de Lénine, entreprise à laquelle il participait en tant que sympathisant actif de l'Opposition de gauche, ce qui est l'une des raisons de la haine profonde que Soljenitsyne lui voue.

Le 1^{er} mars 1929, il répond à l'enquêteur du Guépéou qui l'interroge : *"Je refuse de répondre à toutes les questions concernant mon activité d'opposant"* et confirme cette déclaration le lendemain. Cette fermeté insolente lui vaut une condamnation à trois ans de camp de concentration, alors que les autres étudiants du groupe de l'université de Moscou avec lesquels il militait sont condamnés, eux, seulement à des peines d'exil.

Irina Sirotinskaïa, qui publie dans la revue *Znamia* (n° 6, 2001, pp. 135-136) la lettre qu'il adresse au Guépéou le 6 juillet 1929, écrit : *"Le 13 avril 1929, Chalamov franchit les portes du camp. L'intrépidité de ce gamin étonne. Passé à tabac pendant le transport, jeté dans le camp avec des droits communs, il adresse le 6 juin une lettre au comité central du Parti communiste russe et au Guépéou."*

Le collège du Guépéou mit fort longtemps à réagir à la lettre de Chalamov... heureusement pour lui. Le 14 février 1932, il fit parvenir à la direction du camp de la Vichera sa décision : à l'expiration de sa condamnation, prolonger la peine de Chalamov pour trois ans et l'envoyer dans un camp du nord. L'administration de la Vichera informa le Guépéou que Chalamov avait été libéré (par une anticipation inexplicquée) le 11 octobre 1931). Irina Sirotinskaïa écrit : *"Les recherches du détenu, qui avait fui le lieu d'exil, furent menées dans tout le nord du pays, alors que Chalamov se trouvait à Moscou, où il écrivait des articles dans les revues syndicales, faisait imprimer ses nouvelles et se mariait."*

Il abandonna toute activité politique, considérant, écrivit-il plus tard, qu'il ne serait qu'un *"jouet dans les mains des politiciens"*. Mais, dans son dossier, figurera constamment la lettre "T" (*"trotskyste"*). Il sera condamné en 1937 pour KRTD, *"activité contre-révolutionnaire trotskyste"*, ce "T" qui, sous Staline, interdisait à celui qui portait ce stigmate de sortir vivant du camp...

Il faut rappeler, pour bien comprendre le contenu de la lettre, qu'à cette époque (et ce jusqu'à l'été 1933), la politique l'Opposition de gauche était orientée vers la réforme démocratique du Parti communiste, à la différence des partisans de Timothée Sapronov et Vladimir Smirnov, qui considéraient que la petite bourgeoisie avait pris le pouvoir en URSS et étaient donc partisans de la constitution d'un second parti.

La lettre

LA situation politique tendue des dernières années a contraint chaque véritable citoyen soviétique à définir d'une façon ou d'une autre son attitude devant ce qui se passe aujourd'hui et ce qui se passera demain.

D'un autre côté, il est tout à fait clair que le parti ne constitue pas une caste fermée, qu'il n'y a pas que les détenteurs d'une carte du parti qui vivent des intérêts du parti. Tout "sans-parti" peut et doit prendre part à la solution de toutes les questions que la vie pose devant le parti et, en conséquence, devant la classe ouvrière, ou, plus exactement, pose devant la classe ouvrière et par voie de conséquence devant le parti.

Pour quiconque a appris à connaître la vérité léniniste, les rapports entre le parti et l'opposition ont été l'axe politique des événements de la dernière période. Aucun individu qui se considère comme un léniniste ne peut parler d'un second parti prolétarien dans le pays à l'époque de la dictature du prolétariat, c'est-à-dire à l'époque d'une lutte exacerbée avec le monde capitaliste agonisant. Il est impossible d'accepter l'affirmation calomnieuse que le Parti communiste russe n'est pas un parti prolétarien.

Le travail de l'opposition avant et après le XV^e Congrès (1) n'a pas été un travail antiparti. Son contenu, y compris

les méthodes les plus "criminelles", comme le soutien à des grèves courtes et exceptionnelles, était dirigé fondamentalement dans un sens utile au Parti communiste russe comme parti de la classe ouvrière.

Contrainte de recourir à des méthodes "illégalistes" pour en appeler à la classe ouvrière — et c'est à elle seulement que s'est adressée l'opposition —, elle ne s'est pas trompée dans la justesse de son attitude. L'opposition léniniste, par sa critique, ses indications et son travail, a pris, dans une mesure significative, sa part dans les mesures prises ces derniers temps. Les décisions de la XVI^e conférence, la purge du parti, la purge de l'appareil, la lutte contre la déviation de droite (2), qui, il est vrai, se mène presque à l'aveuglette sans indication de noms, noms que l'opposition désignait hardiment, constituent indubitablement des pas sérieux à gauche de la direction,

Notes de la rédaction :

(1) Ce XV^e Congrès, tenu en décembre 1927, exclut 75 membres dirigeants de l'Opposition unifiée.

(2) Chalamov fait ici allusion aux décisions prises dans le sens de l'industrialisation du pays et de la collectivisation agricole, qui, en ce qui concerne cette dernière, ne laissaient pas prévoir la collectivisation totale, forcée et sanglante, qui ne sera décidée qu'en décembre 1929.

c'est-à-dire dans le sens de la correction des erreurs qu'elle avait commises auparavant.

Je ne vais pas parler ici de ces erreurs graves, assez connues, en politique intérieure et extérieure, qui ont débouché sur la crise économique permanente du pays, sur le retard imposé à la révolution mondiale et sur la détérioration de la situation internationale du Comintern, trois conséquences dialectiquement liées entre elles. Une chose est claire : la direction essaie de corriger ces erreurs. Mais elle essaie de les corriger d'en haut avec les forces de l'appareil lui-même. Chaque bolchevik-léniniste est obligé de soutenir tous les pas révolutionnaires pratiques de la direction centriste (3), qui maintenant se dépouille en tranchant à droite et à gauche (plus à gauche qu'à droite). La lettre de L. D. Trotsky "*La crise du bloc de la droite et du centre et les perspectives*" en dit assez sur la méthode de la lutte "sur deux fronts".

S'efforçant, d'une main, de corriger ses erreurs (ce qui est impossible sans la plus proche participation des larges masses de la classe ouvrière), la direction du parti, de l'autre main, envoie les opposants au bain. C'est précisément cela qui, au premier chef, contraint de douter du caractère décidé de l'orientation prise, car la politique ignore la haine et quiconque se considère comme un bolchevik est prêt à se battre et se battra pour chaque décision dirigée vers la défense de la dictature prolétarienne. La direction du parti a avec acharnement poussé l'opposition à rompre avec le parti. Toute une série d'interventions de dirigeants et toute une série de mesures répressives contre l'opposition, allant jusqu'à l'exil de Trotsky à l'étranger et les tentatives successives de discréditer le nom de l'un des chefs d'Octobre aux yeux des ouvriers, tout cela témoigne suffisamment de la duplicité de la politique de la direction du parti. Le bavardage sur le fait de savoir si la dictature

du prolétariat existe ou non est pur bavardage, car la mesure de la dictature se juge par toute la série des rapports entre l'URSS et le monde capitaliste (et, globalement, par la part de la participation de la classe ouvrière à la répartition des revenus du pays, par le degré de participation des éléments capitalistes dans cette répartition et par le sens dans lequel se développe la part de l'un et de l'autre, et par toute une série d'autres éléments).

La politique est moins que tout une question d'amour-propre et celui qui n'a pas compris que l'opposition n'a pas cessé de tendre la main au parti, celui-là n'a rien compris aux événements politiques de ces dernières années. Le malheur est que la direction continue à rester un appareil, malgré les affaires de Smolensk, de Sotchi, d'Artemovsk et d'Astrakhan (4). Avec la majorité de l'opposition léniniste, je considère que le seul moyen de redresser l'orientation de la direction du parti et, en conséquence, de toute la politique des soviets et des syndicats, est une profonde réforme intérieure du parti reposant sur une purge impitoyable de tous les éléments aux tendances thermidoriennes et des partisans de la conciliation avec ces éléments, le retour de l'opposition léniniste des lieux d'exil, des prisons et du bain dans le parti.

**Varlam Tikhonovitch Chalamov,
détenu de la 4^e compagnie
des camps spéciaux de la Vichera**

(3) A cette époque, Trotsky analysait la politique du groupe de Staline comme se situant au "centre", entre celle que préconisait l'Opposition de gauche et celle que préconisaient les droitiers (Boukharine, Rykov, Tomski), partisans du soutien à la couche aisée, voire riche, de la paysannerie. Les changements de la situation amèneront Trotsky à abandonner cette analyse au début des années 1930.

(4) Chalamov cite ici des villes où avaient éclaté des grèves manifestant le mécontentement des ouvriers.

**James P. Cannon :
les débuts
de l'Opposition
de gauche
aux Etats-Unis**

(deuxième partie)

\$6.00

The First Ten Years Of American Communism

By James P. Cannon



James P. Cannon has spent more than fifty-six of his seventy-two years as an active socialist. An organizer and strike leader in the IWW, a member of the Socialist Party Left Wing, a founding member of the Communist Labor Party in 1919, a founding member and still national chairman of the Socialist Workers Party—these are but highlights in his long political career.

In 1928 Cannon was expelled from the Communist Party for "Trotskyism." In 1941 the Federal Government convicted him, along with 17 other leaders of the Socialist Workers Party, under the Smith Act.

For this conviction he served a sixteen-month prison sentence at Sandstone Penitentiary.

Of these two punitive actions, Cannon says:

"Neither . . . cured me of the delinquencies for which I was penalized. I still believe in communism—minus the Communist Party; and I still believe in the Russian Revolution—minus Stalin and Stalinism."

THE FIRST TEN YEARS OF AMERICAN COMMUNISM is a report by the only surviving

(Continued on back flap)

“Une fraction qui avait un avenir devant elle parce qu’elle avait un programme basé sur des principes clairs”

NOUS n’avons pas commencé le combat à Moscou, au congrès, bien que nous ayons été entièrement convaincus. Depuis le jour où j’ai lu ce document, je me suis toujours considéré, sans l’ombre de la moindre hésitation depuis lors, comme un disciple de Trotsky. Parce que nous n’avons pas commencé la lutte à Moscou, quelques puristes, parmi les spectateurs, pourraient encore demander :

“Pourquoi n’avez-vous pas pris la parole au VI^e Congrès et élevé la voix pour défendre Trotsky ?”

La réponse est que nous ne pouvions pas mieux remplir nos objectifs politiques qu’en faisant comme nous l’avons fait. Et c’est la raison pour laquelle on fait de la politique : pour remplir des objectifs. Le Comintern était déjà bien stalinisé. Le congrès était biaisé. Si nous avions dévoilé nos positions complètes au congrès, cela aurait probablement eu pour résultat notre détention à Moscou jusqu’à ce que nous soyons taillés en pièces et isolés à notre retour. Lovestone (1), quand son heure est venue, a été plus tard pris dans ce piège à Moscou. Mon devoir, et ma tâche politique comme je la voyais, était d’organiser une base de soutien pour l’Opposition russe dans mon propre parti. Pour réaliser cela,

je devais d’abord regagner mon pays. En conséquence, j’ai gardé le silence au congrès stalinisé. La franchise avec les amis est une vertu ; quand on a affaire à des ennemis sans scrupules, c’est l’attribut de l’imbécile.

En cela, nous n’étions jamais trop prudents en cachant nos sentiments. Moi, particulièrement, j’étais considéré de plus en plus comme “fricotant” avec le trotskysme. Gitlow (2) a relaté, dans son livre — écrit par un nègre — de repentir pathétique, que le Guépéou avait

Notes de la rédaction :

(1) Jay Lovestone (1898-1990) adhère au Parti communiste à sa fondation, en 1919, est élu à son comité central, en devient le secrétaire national en 1923, remplacé en 1929 par son ami Gitlow, avec lequel il est exclu du PC quelques mois plus tard, fonde avec lui un groupe d’opposition de droite (boukharinien), qui disparaît en 1933. Devient ensuite — comme Gitlow — un spécialiste de l’anti-communisme et travaille probablement avec la CIA.

(2) Gitlow Benjamin (1891-1965), adhère au Parti socialiste en 1907, puis sera l’un des fondateurs du Parti communiste américain, appartenait à la tendance gauchiste hostile à la légalisation de ce parti et partisan d’une activité clandestine. Il deviendra membre du bureau politique, puis secrétaire général du PC en 1929 ; lié à Jay Lovestone, il est exclu avec lui à la fin de l’année, adhère au Parti socialiste en 1933 et ne cesse ensuite d’évoluer vers la droite.

vérifié mes activités à Moscou et avait rapporté au Comintern que "*Cannon, en discussion avec des Russes, avait dévoilé qu'il avait de forts penchants trotskystes*". Ils me suspectaient, mais ils hésitaient à engager trop brutalement des poursuites contre moi. Ils pensaient qu'ils pourraient me remettre dans le droit chemin et que ça serait bien mieux plutôt que déclencher ouvertement un scandale. Ils avaient de bonnes raisons de penser que je ferais un scandale s'il avait fallu recourir à une lutte ouverte.

Finalement, donc, nous sommes retournés chez nous — je pense en septembre — sans avoir rien résolu en ce qui concerne la lutte de fraction dans le parti américain. Les partisans de Lovestone avaient gagné quelques pouces sur le champ de bataille à Moscou, mais en même temps, Staline avait inclus quelques qualifications dans la résolution qui posaient des jalons pour se débarrasser plus tard des partisans de Lovestone. J'avais sorti de Russie en cachette la critique du programme rédigée par Trotsky et je l'avais rapportée avec moi. Nous sommes rentrés et je me suis engagé immédiatement dans la tâche déterminée de recruter une fraction en faveur de Trotsky.

On peut penser que c'était une chose facile à faire. Mais voici comment se présentait la situation. Trotsky avait été condamné dans chaque parti de l'Internationale communiste, et encore une fois condamné par le VI^e Congrès en tant que contre-révolutionnaire. Pas un seul membre du parti n'était connu comme un partisan déclaré du trotskysme. Le parti tout entier avait été mis au pas contre lui. Vers cette époque, le parti n'était plus une de ces organisations démocratiques où l'on peut poser une question et avoir un débat loyal. Se déclarer partisan de Trotsky et de l'Opposition russe signifiait qu'on pouvait se voir accuser d'être un traître contre-révolutionnaire et d'être exclu immédiatement, sans discussion. Dans de telles circonstances, la tâche était de recruter une nouvelle fraction en secret avant l'explosion inévitable, avec la perspective certaine que cette fraction, qu'elle soit grande ou petite, serait victime d'exclusion et de-

vrait se battre contre les staliniens, contre le monde entier, pour créer un nouveau mouvement.

Depuis le tout début, je n'avais pas le moindre doute sur l'immensité de la tâche. Si l'on s'était permis quelques illusions, nous aurions été si déçus quant aux résultats que cela aurait pu nous briser. J'ai commencé à rechercher des contacts individuels et à leur parler en secret. Rose Karsner (3) a été ma première adhérente ferme. Elle n'a jamais failli depuis cette époque jusqu'à ce jour. Shachtman et Abern (4), qui travaillaient avec moi dans l'International Labor Defense (5) et étaient tous les deux membres du comité national, bien que non-membres du bureau politique, m'ont rejoint dans notre grande nouvelle tentative. Quelques autres sont venus nous rejoindre. Nous avançons bien, marquant ici et là des avancées, travaillant toujours

(3) Rose Karsner : militante du PC américain, puis du mouvement trotskyste, épouse de James Cannon.

(4) Max Schachtman (1904-1972) adhère au PC américain en 1921, bientôt l'un des principaux dirigeants des Jeunesses communistes, rédacteur de leur journal, *The Young Worker*. Membre du secrétariat international de l'Opposition de gauche de 1930 à 1933, membre du comité politique du Socialist Workers Party (SWP) lors de sa proclamation le 1^{er} février 1938, délégué à la conférence de fondation de la IV^e Internationale en septembre 1938, il est élu au comité exécutif de l'Internationale et engage en septembre 1939 avec James Burnham et Martin Abern la polémique sur la "nature de l'URSS", dont il niait le caractère d'"Etat ouvrier dégénéré", rejetant donc la "défense de l'URSS". Il quitte le SWP avec eux, entraîne avec lui un bon tiers des membres du parti et la majorité de la YPSL, l'organisation de jeunesse, et fonde le Workers Party, qu'il transforme en 1949 en Independent Socialist League, puis fait adhérer en bloc cette dernière au Parti socialiste américain et soutient l'intervention américaine au Vietnam.

Martin Abern (1898-1949) adhère au Parti socialiste en 1912, puis à l'organisation syndicaliste révolutionnaire Industrial Workers of the World (IWW) en 1916, tout en restant au PS. En 1919, fait partie de l'aile gauche du PS, qui scissionne et fonde le PC américain, appartient à son comité exécutif et, en 1923, devient secrétaire national des Jeunesses communistes. Membre du comité politique du SWP, responsable de la presse et des publications, est l'un des dirigeants du Workers Party. Meurt d'une crise cardiaque peu après avoir suspendu ses activités militantes pour raisons de santé.

(5) Organisation de soutien aux militants victimes de la répression, variante du Secours rouge.

avec prudence. Une rumeur circulait disant que Cannon était trotskyste, mais je ne l'ai jamais dit ouvertement ; et personne ne savait quoi faire de la rumeur. Qui plus est, il y avait une petite complication dans la situation du parti, qui a aussi joué en notre faveur. Comme je l'ai relaté, le parti était divisé en trois fractions, mais la fraction Foster (6) et la fraction Cannon travaillaient dans un seul bloc et avaient à cette époque un comité commun. Cela a placé les partisans de Foster entre le marteau et l'enclume. D'un côté, s'ils ne dénonçaient pas le trotskysme caché et ne le combattaient pas énergiquement, ils perdraient la sympathie et le soutien de Staline ; mais, d'un autre côté, s'il s'opposaient à nous et perdaient notre soutien, ils ne pourraient pas espérer gagner la majorité de la convention à venir. Ils étaient tiraillés par l'indécision et nous avons exploité sans merci leur contradiction.

Notre tâche était difficile. Nous avions un exemplaire du document de Trotsky, mais nous n'avions aucun moyen de le dupliquer ; nous n'avions pas de sténographe, nous n'avions pas de machine à écrire, nous n'avions pas de machine à miméographe (7), et nous n'avions pas d'argent. La seule façon pour nous d'opérer était de mettre la main sur des individus soigneusement sélectionnés, aiguiser suffisamment leur intérêt et ensuite les persuader de venir lire le document à la maison. Un procédé long et fastidieux. Nous avons rassemblé quelques personnes et elles nous ont aidées à répandre l'évangile à de plus grands cercles.

Finalement, après environ un mois, nous avons été découverts par une petite indiscretion de l'un de nos camarades, et nous avons dû faire face à la question dans le comité commun Foster-Cannon. Les partisans de Foster l'ont soulevée sous la forme d'une enquête. Ils avaient entendu untel et ils voulaient une explication. Il était clair qu'ils étaient très inquiets et toujours pas décidés. Nous avons pris l'offensive. J'ai dit :

“Je considère comme une insulte que qui que ce soit m'interroge. Ma position dans le parti a été largement et claire-

ment établie depuis maintenant dix ans et je n'accepte pas que personne la mette en question.”

Donc, nous les avons roulés pendant une nouvelle semaine et, pendant cette semaine, nous avons fait de nouveaux adeptes ici ou là. Alors, ils ont convoqué une nouvelle réunion du comité pour examiner la question à nouveau. A ce moment, Hathaway était rentré de Moscou. Il avait été à la prétendue école Lénine, à Moscou ; en réalité, c'était l'école du stalinisme. Il avait été entièrement dressé dans l'école de Staline et savait mieux comment procéder contre le “trotskysme” que les cordonniers du coin. Il déclara que la meilleure façon de procéder était de faire une motion : *“Ce comité condamne le trotskysme comme étant contre-révolutionnaire”*, puis de voir où se situait chacun sur cette motion. Nous avons objecté à cela sur l'argument — dissimulation formelle, mais une tactique nécessaire quand on a affaire à un diplômé de l'école de Staline à l'esprit policier — que la question du trotskysme avait déjà été décidée il y a bien longtemps et qu'il n'y avait absolument aucun motif de soulever à nouveau cette question. Nous avons déclaré que nous refusions de participer à ce dossier en aucune manière.

Nous avons débattu de cela pendant quatre ou cinq heures et ils ne savaient toujours pas quoi faire de nous. Ils étaient face à ce dilemme : d'une part, s'ils étaient marqués de l'étiquette “trotskysme”, ils perdraient la sympathie de Moscou ; si, d'autre part, ils faisaient la scission avec nous, leur espoir de gagner la majorité serait perdu. Ils voulaient par-dessus tout la majorité et ils nourrissaient l'espoir — oh, combien ils ont espéré ! — qu'un chic type comme

(6) Foster William (1881-1961), militant des IWW, adhère au PC américain à l'automne 1921 au retour d'un voyage à Moscou, devient membre de son bureau politique, responsable syndical de l'AFL dans la sidérurgie, se rallie à Staline. et appartient ensuite au présidium de l'Internationale communiste à dater de 1924 (comme suppléant), puis comme titulaire à partir de 1928. Auteur d'une apologétique *Histoire du Parti communiste américain*.

(7) Le miméographe est l'ancêtre de la photocopieuse.

Cannon reprendrait en fin de compte ses esprits et n'irait pas jusqu'à commencer une guerre futile pour Trotsky sur le tard. Sans le dire ouvertement, nous leur avons laissé un peu de place pour qu'ils pensent qu'il en serait ainsi. La décision a été à nouveau ajournée.

Nous avons gagné environ deux semaines avec cette histoire. Finalement, les partisans de Foster ont décidé entre eux que la question devenait trop brûlante. Ils entendaient de plus en plus de rumeurs sur Cannon, Shachtman et Abern recrutant des disciples du trotskysme parmi les membres du parti. Les partisans de Foster mouraient de peur à l'idée que les partisans de Lovestone apprennent cela et les accusent d'être complices. Pris de panique, ils nous ont exclus du comité commun et nous ont accusés devant le bureau politique.

On nous fit un procès devant un comité commun du bureau politique et de la commission centrale de contrôle. Nous avons relaté ce procès dans les premiers numéros du *Militant*. Naturellement, ce fut une caricature de procès, mais nous avons pleinement l'occasion de faire beaucoup de discours et de poser des questions aux témoins partisans de Foster. Ce n'était pas un effet de la démocratie dans le parti. On a donné des "droits" parce que les partisans de Lovestone, qui étaient majoritaires au bureau politique, voulaient à tout prix compromettre les partisans de Foster. Afin d'atteindre leurs buts, ils nous ont laissé un peu d'espace, et nous en avons profité. Le procès a traîné en longueur pendant des jours et des jours — de plus en plus de dirigeants et de permanents du parti ont été invités à y assister —, jusqu'à ce que nous ayons un public d'environ cent personnes.

Jusqu'alors, nous n'avions rien admis. Nous nous étions contentés d'interroger contradictoirement leurs témoins et de mouiller et de compromettre les partisans de Foster, et d'autres choses encore. Finalement, nous nous sommes lassés de ce jeu, et puisque le rapport sur ce qui se passait s'étendait dans tout le parti, nous avons décidé de frapper. J'ai lu devant une assistance silencieuse et plutôt terri-

fiée de permanents du parti une déclaration dans laquelle nous soutenions à cent pour cent Trotsky et l'Opposition russe sur toutes les questions de principe et annoncions notre détermination à combattre sur cette ligne jusqu'au bout. Nous avons été exclus par le comité commun de la commission centrale de contrôle et du bureau politique.

Exactement le jour suivant, nous avions une déclaration "miméographiée" circulant dans tout le parti. Nous avons anticipé l'exclusion. Nous étions préparés et nous avons contre-attaqué. Environ une semaine plus tard, à leur profonde consternation, nous avons frappé un grand coup avec le premier numéro de *The Militant*. L'édition avait été préparée et un marché avait été conclu avec l'imprimeur pendant que l'on faisait traîner le procès en longueur. Nous avons été exclus le 27 octobre 1928. *The Militant* est sorti la semaine suivante pour l'édition de novembre, célébrant l'anniversaire de la révolution russe, donnant notre programme et ainsi de suite. Ainsi a commencé la lutte ouverte pour le trotskysme américain.

Nous n'avions certainement pas de perspectives très brillantes au début. Mais nous avons gagné progressivement dans les premières semaines et construit avec fermeté depuis le commencement, parce que nous avons débuté correctement. Nous avons fait sauter le barrage de fractionnisme sans principe dans le parti avec une charge de dynamite. En une seule déflagration, nous nous sommes débarrassés de toutes les vieilles erreurs des fractions du parti américain dès le moment où nous nous sommes placés sur le terrain d'un programme de principes de l'internationalisme.

Nous étions sûrs de ce pour quoi nous luttions. Toutes les petites machinations organisationnelles, qui s'étaient tant enflées dans les vieilles querelles de bout de ficelle, ont été jetées à la poubelle comme de vieilles chaussettes. Nous avons commencé le vrai mouvement du bolchevisme dans ce pays, la régénérescence du communisme américain.

Ce n'était pas très prometteur pour la lutte du point de vue du nombre. Nous

trois, qui avions signé la déclaration — Abern, Shatchman et moi-même —, nous nous sentions un peu seuls en rentrant à pied à la maison pour dresser les plans d'un nouveau parti qui devait prendre le pouvoir aux États-Unis.

Tous les trois, nous avons travaillé pour l'International Labor Defense. Nous en avons été immédiatement exclus, avec des salaires qui restaient dus et non payés. Nous n'avions pas du tout d'argent et nous ne savions pas où nous pourrions en trouver. Nous avons programmé la première édition de *The Militant* avant de savoir comment nous allions faire pour la payer. Mais nous avons conclu un marché avec l'imprimeur pour nous faire crédit pour un numéro. Nous avons écrit à des amis à Chicago, qui nous ont envoyé de l'argent, et nous avons sorti le journal. Nous avons fièrement annoncé qu'il serait publié deux fois par mois. Et il en a été ainsi.

Très peu de temps après que nous avons été jetés en dehors du parti, nous avons découvert un groupe de camarades hongrois qui avaient été exclus du parti pour diverses raisons dans les luttes fractionnelles un ou deux ans auparavant. Indépendamment de nous, sans que nous le sachions, ils étaient entrés en contact avec quelques oppositionnels russes travaillant à l'Amorg — l'agence commerciale russe à New York — et étaient devenus des trotskystes convaincus. Ils ont certainement ressemblé à une armée d'un million de soldats pour nous. Nous avons trouvé un petit groupe d'oppositionnels italiens à New York, partisans de Bordiga, pas vraiment trotskystes, mais ils ont travaillé avec nous pendant quelque temps. Nous avons conduit une lutte énergique. Nous répondions aux accusations de manière militante. Nous avons commencé à faire circuler de nouveaux documents de l'Opposition russe dans *The Militant* — la critique de Trotsky du projet de programme, et ainsi de suite. Bientôt, on pouvait voir le début de la cristallisation d'une fraction qui avait un avenir devant elle parce qu'elle avait un programme basé sur des principes clairs.

Bien que nous soyons restés pendant longtemps une petite fraction, c'était une

fraction très convaincue, déterminée et combative. Nous avons commencé à recruter dans tout le pays. Notre plus importante acquisition vint de Minneapolis. Minneapolis a joué un rôle, non seulement dans les grèves des chauffeurs routiers, mais aussi dans la construction du trotskysme américain. Nous avons gagné des soutiens à Chicago.

Nous étions salement handicapés sur bien des aspects. Nous n'avions pas eu le temps, avant notre exclusion, de beaucoup communiquer avec les membres du parti en dehors de New York. La première chose que la plupart des camarades du Parti communiste ont connue de notre position est l'information que nous avons été exclus. La tactique primaire de la direction du parti nous a beaucoup aidés. Leur méthode a été de parcourir le pays de long en large, soumettant une motion à chaque comité et à chaque cellule pour approuver l'exclusion de Cannon, Shatchman et Abern. Et quiconque voulait poser une question ou avoir plus de renseignements était accusé d'être un trotskyste, et aussitôt exclu. Cela nous a vraiment beaucoup aidés ; ils ont placé de tels camarades juste dans la position où nous pouvions au moins leur parler. Dans le Minnesota, où nous avions de bons amis auxquels nous étions associés depuis longtemps, le commissaire du gang de Lovestone les a convoqués à une réunion et a exigé un vote immédiat sur une motion approuvant notre exclusion. Ils ont refusé :

“Nous voulons savoir ce que c'est ; nous voulons entendre ce que ces camarades ont à dire.”

Ils ont été immédiatement exclus. Ils ont communiqué avec nous. Nous leur avons fourni le matériel, *The Militant*, etc. Finalement, pratiquement tous ceux qui avaient été exclus pour avoir hésité à voter pour confirmer notre exclusion sont devenus pour nous des sympathisants et la plupart d'entre eux nous ont rejoints.

Nous avons souligné depuis le début que ce n'est pas simplement une question de démocratie. La question est le programme du marxisme. Si nous nous étions contentés d'organiser les gens sur la base du mécontentement à l'égard de

la bureaucratie, nous aurions eu plus d'adhérents. Ce n'est pas une base suffisante. Mais nous avons utilisé la question de la démocratie pour qu'on nous écoute avec sympathie, et ensuite, immédiatement, nous avons commencé à enfoncer le clou sur la justesse du trotskysme sur toutes les questions politiques.

Vous imaginez quel choc terrible ont été notre prise de position et notre exclusion pour tous les membres du parti. Pendant des années, on leur avait fait entrer dans le crâne que Trotsky était un menchevik. Il avait été exclu comme "contre-révolutionnaire". Tout avait été tourné à l'envers. L'esprit des adhérents sans défense avait été rempli de calomnies contre Trotsky et l'Opposition russe. Et soudain, un beau jour, trois dirigeants du parti ont déclaré être eux-mêmes trotskystes. Ils ont été exclus et, immédiatement, sont allés en direction des membres du parti, où qu'ils puissent les trouver, pour dire : *"Trotsky a raison sur toutes les questions de principe, et nous pouvons vous le prouver."*

C'est la situation avec laquelle un grand nombre de camarades ont été confrontés. Beaucoup, parmi ceux qui avaient été exclus pour avoir hésité à voter contre nous, ne voulaient pas quitter le parti. Ils ne savaient rien du trotskysme à ce moment-là et étaient plus ou moins convaincus que c'était contre-révolutionnaire. Mais la bêtise de la bureaucratie de les avoir exclus nous a donné une chance de discuter avec eux, de débattre avec eux, de leur fournir de la littérature, etc. Cela a créé les bases de la première consolidation de la fraction.

En ce temps-là, chaque individu compte énormément. Si vous êtes quatre pour commencer une fraction, quand vous en trouvez un cinquième, c'est une augmentation de vingt-cinq pour cent. Selon la légende, le Socialist Labor Party, au bon vieux temps, avait fait une fois une annonce jubilatoire comme quoi, à une élection au Texas, il avait doublé son nombre de voix. On a su après qu'au lieu de leur habituelle seule et unique voix, ils en avaient obtenu deux.

Je n'oublierai jamais le jour où nous avons recruté notre premier adhérent à

Philadelphie. Peu de temps après que nous avons été exclus, quand le tollé général faisait rage contre nous dans le parti, quelqu'un est venu un jour frapper à ma porte et c'était Morgenstern, de Philadelphie, un jeune homme, mais un vieux "cannoniste" des luttes de fraction. Il a dit : *"On a entendu parler de votre exclusion pour trotskysme, mais on ne l'a pas cru. Quel est vraiment le gros problème ?"*

En ce temps-là, on ne prenait rien pour argent comptant, à moins que cela ne vienne de votre propre fraction. Je me rappelle encore aujourd'hui être allé, dans la pièce du fond, sortir le précieux document de Trotsky de sa cachette et le tendre à Morgie. Il s'est assis sur le lit et il a lu la longue "critique" — c'était un livre entier — du début à la fin sans s'arrêter une seule fois, sans lever une seule fois son regard. Quand il a eu fini, il s'était décidé et nous avons commencé à travailler à des projets pour construire un noyau à Philadelphie.

Nous avons recruté d'autres individus de la même manière. Les idées de Trotsky étaient des armes pour nous. Nous avons publié la "critique" en plusieurs fois dans *The Militant*. Nous n'avions qu'un seul exemplaire, bien longtemps avant que nous ayons pu le publier sous forme de brochure. A cause de sa taille, on ne pouvait pas le "miméographier". Nous n'avions pas d'appareil nous-mêmes, pas de typographe, pas d'argent.

L'argent était un sérieux problème. Nous avons tous été privés de nos mandats dans le parti et nous n'avions aucun revenu d'aucune sorte. Nous étions trop occupés avec notre lutte politique pour chercher d'autres emplois de façon à gagner notre vie. Par-dessus le marché, nous avions le problème de financement d'un mouvement politique. Nous ne pouvions pas nous payer un local. C'est seulement au bout d'un an que nous avons finalement réussi à louer un bureau très mal conçu sur la Troisième Avenue, avec le vieux ventilateur qui faisait un bruit infernal dans la fenêtre. Au bout de deux ans, nous avons acquis notre première machine "miméographe", et alors nous avons pu aller de l'avant.

**Wilhelm
Fahnert :
*Survivant
antifasciste***

(II)

Les cahiers du mouvement ouvrier
numéro 17
1978

“Je suis resté un communiste, un révolutionnaire”

1933-1939

Les capitalistes choisissent Hitler

DE 1914 à 1933, la population allemande a toujours connu la misère. Mais cette misère est devenue encore plus grande dans les années trente.

Pour se faire acclamer par les masses, le parti nazi expliquait que la principale cause de la misère était la défaite de 1918. Ce qu’il réclamait, c’était l’abolition du traité de Versailles et le réarmement de l’Allemagne.

Pour relancer l’industrie de guerre, pour mobiliser la population pour le réarmement et pour la guerre, il était nécessaire de détruire les organisations ouvrières, et principalement le KPD.

Le parti nazi était illégal, mais il a su montrer aux officiers et au grand capital qu’il était prêt à l’action. La politique nazie a pris la forme d’une terreur formidable contre le SPD et le KPD. La cible privilégiée était le Parti communiste.

Cette politique de terreur a convaincu le grand capital. Le parti nazi était prêt à

détruire le mouvement ouvrier. C’est pourquoi Hindenburg a remis le pouvoir à Hitler en janvier 1933.

Avec Hitler au pouvoir, les capitalistes allemands ont pu s’enrichir davantage. Ils ont mis au pas leur propre peuple, ils se sont préparés à la guerre, puis ils ont pillé l’Europe. Aujourd’hui, le capitalisme allemand est le plus puissant et le plus riche d’Europe.

Les capitalistes anglais voyaient aussi avec satisfaction l’arrivée de Hitler au pouvoir. Et, pour l’aider à détruire le mouvement ouvrier allemand, ils lui ont envoyé de l’armement.

En France, la bourgeoisie voulait aussi détruire les organisations de la classe ouvrière. C’est pourquoi, pendant la “drôle de guerre” (1939-1940), elle a laissé faire Hitler. Après l’armistice, toute la bourgeoisie française était derrière Pétain.

En 1941, Hitler a lancé ses troupes contre l’URSS. Son objectif était de faire reculer le mouvement ouvrier cent ans en arrière. Mais l’URSS a tenu, et c’est l’Allemagne qui s’est affaiblie.

Pour détruire le mouvement ouvrier et augmenter ses profits, le capital a donc remis le pouvoir à Hitler.

La jeunesse doit connaître ce passé pour que cela ne se reproduise jamais.

La dictature du III^e Reich

L'incendie du Reichstag a servi de prétexte pour l'arrestation en masse des militants communistes et l'interdiction du KPD. Puis, tous les partis ont été interdits. Tous les livres et brochures des partis de gauche ont été brûlés dans la rue.

A leur arrivée au pouvoir, les nazis ont installé leurs hommes dans l'appareil d'Etat, dans la police, l'armée, les écoles. Il fallait être nazi pour être fonctionnaire. Dans les mairies et dans les classes d'école, la photo de Hitler était obligatoire. Pour saluer, on ne pouvait plus dire bonjour, mais on devait dire "Heil Hitler", c'était obligatoire.

On obligeait les ouvriers et les fonctionnaires à ne pas manger de viande deux jours par semaine. L'argent économisé devait être remis à un quêteur des jeunesses hitlériennes. Si l'un de ces jours on était vu en train de manger de la viande, il fallait verser le double pour la quête. C'était pour remonter l'Allemagne et lutter contre le chômage, nous disait-on. En fait, ces quêtes étaient une aide à l'industrie de guerre.

Le mouchardage était une institution. En famille, il ne fallait plus parler devant les enfants, parce que les instituteurs leur demandaient quelles idées avaient leurs parents.

Les nazis ont divisé les rues en blocs. Dans chaque bloc, ils avaient un homme de confiance.

La propagande était formidable. Au-devant des locomotives étaient fixés de grands panneaux où on pouvait lire : "*Le Führer commande. Nous suivons tous pour la grande Allemagne.*"

La plus grande victoire de Hitler, c'est d'avoir conquis la classe ouvrière en proclamant la journée du 1^{er} mai journée de fête nationale. A l'époque des social-démocrates, les manifestations étaient interdites ce jour-là et elles se terminaient toujours dans le sang pour la classe ouvrière.

Le docteur Goebbels déclarait à cette époque que le Reich durerait mille ans.

La pègre hitlérienne au pouvoir regroupait des gens prêts à tuer leurs pères, leurs mères et leurs frères. L'Allemagne est devenue un immense camp de concentration.

Je ne veux pas parler de la terreur nazie, qui fit des millions de morts. Toute l'humanité est aujourd'hui informée sur cette barbarie.

Les nazis ont développé une propagande raciste contre le peuple juif.

Toutes les misères des Allemands, l'inflation de 1923 et la crise économique des années trente, tous les échecs de la République de Weimar, tout cela était la faute des Juifs. Les magasins juifs étaient pillés. Hommes, femmes et enfants étaient déportés.

Streicher était le chef de cette propagande contre les Juifs

Ley était le chef de l'Arbeitsfront. Tous les ouvriers étaient contraints d'adhérer à ce syndicat. La cotisation syndicale était directement prélevée sur le salaire.

Les jeunesses hitlériennes portaient des uniformes et étaient armées de poignards. Leur chef était un noble : Baldur von Schirah.

Röhm, chef des SA, a été exécuté par Hitler, ainsi que plusieurs autres chefs.

Chaque ministre avait sa police SS et la Gestapo surveillait tous les officiers, même les généraux.

Tous ceux qui n'étaient pas de race aryenne étaient condamnés à disparaître dans les fours crématoires ou autrement.

Pour reproduire la race aryenne, des jeunes filles étaient élues par les SS. Elles devaient être aryennes aux cheveux blonds et aux yeux bleus. Elles étaient encasernées.

Les personnes nées malades, ou qui avaient des maladies héréditaires, étaient stérilisées. Les militants antifascistes aussi.

Les Polonais devaient porter un insigne sur leurs vestes pour être reconnus. Les Juifs également. Pour eux, l'étoile de David attestait qu'ils étaient de race juive.

Et les communistes étaient assassinés.

C'était cela, le III^e Reich.

Dans les prisons nazies

Après l'arrivée de Hitler au pouvoir, toutes les heures, les SS faisaient des rondes dans les quartiers ouvriers de Stendal, pour fouiller et voir si nous avions des armes, et pour arrêter les opposants. Mais nous ne nous sommes pas laissé faire et il y a eu une grande bagarre provoquée par les SS.

Le lendemain, le 5 février, j'ai été arrêté avec plusieurs camarades et transporté, menottes aux poings, à la prison de Stendal. Sur la place du marché que nous traversions, il y avait de nombreux manifestants venus pour nous délivrer. Mais ils n'ont rien pu faire contre le cordon de police SS.

Dans l'autobus, j'ai crié : "A bas Hitler ! Vive la révolution !", mais ça m'a coûté cher. Pour me faire taire, ils m'ont matraqué sauvagement.

Le 30 mars 1933, j'ai été condamné à quinze mois de prison comme ennemi de l'Etat. En prison, j'étais maltraité. J'ai fait quinze jours de grève de la faim, mais ils ne m'ont pas libéré pour autant. J'étais souvent interrogé et transporté d'une prison à une autre, à Stendal, Salswedel, Altmark...

A Magdeburg, j'ai été torturé par des brutes de la Gestapo, qui voulaient obtenir des renseignements sur le parti. Je suis resté alors plusieurs jours dans le coma. Des camarades qui ne m'ont pas revu ensuite ont attesté plus tard qu'ils m'avaient vu mort à Magdeburg.

On m'a conduit ensuite à Torgau. Cette prison, où j'avais déjà fait deux séjours, avait de nombreux souterrains, et il n'y avait aucune maison autour. On pouvait crier, personne ne pouvait entendre. On pouvait nous tuer, personne ne l'aurait su.

Je lève mon chapeau à tous ceux qui ont lutté contre le fascisme.

J'aimerais serrer la main à tous ceux qui, à cause de la torture, ont parlé. Ces camarades n'étaient ni des traîtres ni des mouchards. C'est parce qu'on les a brisés qu'ils ont parlé. Certains sont morts après la torture, d'autres sont restés invalides.

Malgré les tortures qu'ils m'ont fait subir, ils n'ont pas réussi à détruire ma volonté de lutte contre le fascisme. Mon cœur était dur comme fer, et j'ai tenu.

Evasion

En septembre 1934, j'ai été transporté par les SS de Torgau à Borstel, près de Stendal, dans un commando disciplinaire, pour travailler à la construction d'un camp d'aviation pour la guerre.

Les prisonniers politiques étaient transportés au camp en camion ; nous étions étroitement surveillés. Matin, midi et soir, nous étions contrôlés par la police. Nous n'avions aucun papiers. Les ouvriers qui travaillaient là jour et nuit avaient une carte avec leur photo. Nous ne travaillions pas la nuit.

Un jour de septembre, alors qu'il y avait du brouillard, je suis allé au coin et j'ai disparu. Je me suis mouillé les pieds, j'ai volé une bicyclette et, sans papiers ni argent, j'ai rejoint la Sarre, qui, alors, était occupée par la France.

Quand j'étais fatigué, je me réfugiais dans les cimetières. Les hommes de la Gestapo n'étaient pas très courageux et ils me laissaient tranquille. A Trèves, je suis monté dans un train ouvrier. J'ai réussi à éviter le contrôle de police et à entrer en Sarre.

Mon évasion n'aurait pas été possible sans l'aide de mon jeune camarade, Willy Vendt, militant des Jeunesses communistes, que j'avais formé et qui était resté fidèle à notre idéal. Comme il était jeune, il n'a été condamné qu'à six mois, puis libéré. Dehors, il m'a fourni la bicyclette et des vivres, ce qui m'a permis de fuir.

Par la suite, j'ai appris qu'il était tombé sur le front en Russie. Il a risqué gros pour moi. Je garde beaucoup de respect pour ce jeune combattant contre le fascisme. Jusqu'à ma mort, Willy Vendt restera vivant dans mon cœur.

En Sarre

Je ne pouvais pas rester en Allemagne, on ne pouvait plus avoir confian-

ce en personne. Je suis donc allé en Sarre.

Ma vie ne tenait qu'à un fil. Je savais ce qui m'attendait si je tombais dans les mains de la Gestapo. Devant chaque difficulté, je devais rapidement prendre des décisions.

Sans papiers, sans argent, je suis arrivé au château Von der Heide, à Sarrebruck. Le KPD, qui occupait ce château, était déjà informé sur ma personne. Les nazis avaient signalé par tract mon arrivée. Ils avaient des espions partout. Sur ces tracts, on pouvait lire : *"Le chef rouge du Parti communiste de Stendal est arrivé à Sarrebruck."*

Le parti m'a donné le nom de Blücher. Aussitôt, j'ai repris la propagande contre le III^e Reich.

Nos meetings étaient très populaires. Ils rassemblaient des dizaines de milliers de personnes. Mais le 13 janvier 1935, jour du plébiscite, 90 % des voix étaient favorables à Hitler : les gens tournent comme le vent.

Les SS et la Gestapo sont aussitôt entrés en Sarre. J'étais à nouveau obligé de partir.

Réfugié en France

J'ai réussi à me procurer une fausse carte d'identité et je suis entré illégalement en France.

Les Croix de feu, organisées en commandos, attendaient, partout sur la frontière, les Allemands qui fuyaient le fascisme. Heureusement pour moi, les gardes mobiles étaient là pour m'arrêter, sinon j'aurais été assassiné.

Quand les autorités françaises ont compris que je n'étais pas un réfugié sarrois, mais un réfugié politique du Reich, elles m'ont envoyé dans la caserne des gardes mobiles d'Ancenis, où je suis resté jusqu'à la fin 1936.

C'est ici que j'ai connu Karl Röhl, un militant communiste qui fuyait comme moi le régime de Hitler.

Après une année d'emprisonnement, les autorités françaises m'ont mis en liberté surveillée. J'étais contraint de tra-

vailer gratuitement dans une ferme, sous la responsabilité du paysan.

J'étais déchu de la nationalité allemande, déclaré *"ennemi d'Etat"*, condamné à mort par le Reich et recherché par la Gestapo. On m'a permis de choisir une terre d'asile : le Canada, l'Angleterre ou la France. C'est ce dernier pays que j'ai choisi, parce que je ne voulais pas fuir. En restant en France, je pouvais continuer la lutte contre le fascisme (...).

1939-1945

Le pacte germano-soviétique

En signant un pacte avec le pire ennemi du prolétariat, avec ce régime nazi qui tuait des prolétaires par milliers dans les camps de concentration, Staline et Molotov ont trahi la classe ouvrière. Cette trahison m'a fait quitter le KPD.

Je ne voulais plus quitter ma vie dans un combat devenu inutile. Le Parti communiste était devenu réformiste, nationaliste et sectaire. C'était inacceptable pour un révolutionnaire.

J'ai compris que les belles paroles des bureaucrates pour le socialisme n'étaient que du vent. Et que, dans la lutte contre le fascisme, ils avaient imposé au parti une politique désastreuse, qui a fait échouer notre combat par une défaite totale.

Je suis resté un communiste, un révolutionnaire. Mais je ne suis allé dans aucun parti.

Dunkerque

Un vrai massacre. Quarante-huit heures de combat sans arrêt. Les stukas allemands piquaient sur nos troupes. Avec leurs sirènes, ils faisaient plus de bruit que les bombes. Toutes les quarante-huit heures, six cent bombardiers arrivaient. On installait nos mitrailleuses

derrière les morts, on ne pouvait pas construire de tranchées.

Les chevaux qui tiraient les canons se sont noyés dans la vase. Le feu partout ; des chevaux crevés ; des blessés, des hommes de trente-cinq ans criant : "*Maman ! Maman !*" Certains avaient le ventre ouvert, mais on ne pouvait rien faire pour eux. C'était terrible.

Pour que les Allemands ne récupèrent rien, on a jeté à la mer des camions neufs et de la marchandise par milliards.

Les troupes françaises étaient consignées pour protéger l'embarquement des troupes anglaises.

C'était un vrai massacre.

A la fin, on ne pouvait plus se défendre, on n'avait plus de munitions.

Prisonnier

J'ai été fait prisonnier sous le nom de Cartier Guillaume, matricule 52 500. Nous marchions en colonne, surveillés des deux côtés par les chars de SS. Ceux qui ne pouvaient pas suivre étaient achevés au pistolet.

En Belgique, les Wallons mettaient dans les rues des seaux d'eau fraîche. Mais les SS les renversaient à coups de botte.

Celui qui sortait des rangs était un homme mort.

En Hollande, nous avons été embarqués dans les cales d'un bateau transportant du charbon. Nous étions noirs comme des nègres et on ne pouvait pas se laver, nous n'avions pas d'eau.

A Wiesel am Rhein, en Allemagne, les nazis nous ont présentés au peuple allemand. Avec nos gueules noires, ils nous traitaient de sous-hommes. Et on nous crachait à la figure. Même les ouvriers, des cheminots le faisaient.

En 1918, le peuple Allemand criait : "*A bas la guerre, plus jamais la guerre !*" En 1939, ce même peuple soutenait une guerre encore plus criminelle. Il soutenait les plus grandes cruautés. Les prisonniers étaient enfermés dans des wagons à bestiaux, plombés, sans eau, sans

pain. Certains tombaient dans le coma, parce qu'ils avaient faim ou soif. Beaucoup étaient obligés de boire leur propre urine.

C'était cela, la civilisation du III^e Reich. Quelle monstruosité !

Je n'ai pas essayé de m'évader. Mes amis de France m'avaient prévenu que, sous le régime de Pétain, mon nom français ne suffirait plus, que je serais vendu, à cause de mon accent, par un des nombreux collaborateurs.

Je suis resté cinq ans prisonnier en Allemagne, sous le nom de Cartier. La Gestapo me cherchait en France, c'est dans les camps d'Allemagne que je vivais. Elle ne m'a pas découvert.

Ma lutte antinazie a continué pendant tout ce temps. Mes camarades français en sont témoins. Après la guerre, c'est par leur initiative que le ministère de la Guerre m'a proposé la nationalité française. Je l'ai acceptée en 1947.

Dans les camps de prisonniers

Dans les camps, c'était la plus grande misère. Partout, il y avait des mouchards et des espions. Les chefs de camp étaient des prisonniers. Ils frappaient leurs propres camarades et étaient protégés par la Gestapo.

De jeunes officiers bretons, collaborateurs des Allemands, recrutaient des volontaires pour une Bretagne libre. Ils m'ont interrogé pour savoir pourquoi je ne parlais pas breton.

Je leur ai répondu que j'étais un Sous-Breton, que mes parents habitaient Nantes et ne parlaient pas cette langue. J'ai refusé de lutter dans leurs rangs sous prétexte que j'étais républicain, ce qui m'a donné droit à huit jours.

On me changeait souvent de camp, parce que je ne voulais pas travailler pour les Allemands. On ne pouvait rien faire de moi. J'étais une forte tête, toujours malade.

Je suis passé à Müllberg an der Elbe, à vingt-cinq kilomètre de Stendal, où

j'étais recherché par la Gestapo. Puis à Bergen-Belsen, à Hammerstein, à Stargard, en Poméranie, et à Oschatz-Würzen, près de Leipzig.

A Stargard, il n'y avait pas de cabinets, mais un grand fossé de cinq à six mètres de profondeur. Tous les prisonniers avaient la dysenterie. Celui qui était trop faible tombait dans la fosse. On ne pouvait plus rien pour lui.

Les prisonniers fouillaient les poubelles des Allemands. C'était la famine.

Dans les camps, il y avait des prisonniers de toutes les nations. Les Polonais n'étaient pas bien vus, car beaucoup d'entre eux étaient des mouchards. Les Russes étaient les plus malheureux ; les Français les plus égoïstes.

Tous les mois, je recevais un colis de la Croix-Rouge, et des amis français m'en envoyaient d'autres encore. J'avais tout ce qu'il faut.

Le chocolat que je recevais, je le vendais aux Allemands pour obtenir de la farine, du poulet ou du canard dans les fermes voisines. On a même mangé du dindon à Noël.

J'ai acheté des cigarettes allemandes pour les donner aux prisonniers russes qui n'avaient rien, et tout ce que je trouvais, je le leur donnais, parce qu'ils étaient misérables. Certains Français ne comprenaient pas que je fasse cela. Ils préféraient détruire ce qui leur restait ou le donner aux chevaux plutôt que le donner aux prisonniers russes.

Après la conquête de l'Ukraine, des jeunes filles de quinze-seize ans ont été amenées au camp. Les Allemands voulaient des volontaires français pour désinfecter avec des pinceaux ces pauvres malheureuses, qui auraient pu être nos filles. Comme nous auparavant, on les a transportées dans des wagons à bestiaux, sans eau, sans nourriture et, bien sûr, elles étaient sales et couvertes de poux.

Il y eut des Français volontaires. Ils n'avaient pas honte. Les pauvres filles, nues, qu'on traitait de putains, pleuraient. Les Allemands rigolaient. C'était ignoble.

Dans le camp, un prisonnier russe a été attaché nu à un poteau. Il faisait

moins vingt degrés. On l'a arrosé d'eau. Il est mort comme cela. Pas tout de suite. Les autres rigolaient. Je ne peux pas pardonner cela.

Jamais je n'oublierai cette criminalité du peuple allemand. Jamais je n'oublierai toute cette horreur. J'ai une haine formidable contre l'Allemagne. Qu'un peuple civilisé ait fait tout cela ! J'avais honte d'être Allemand.

Avec les partisans de De Gaulle

Les Français n'étaient pas meilleurs que les Allemands. Ils portaient tous la francisque. J'ai manqué être tué par un soldat pétainiste, parce que je lui avais dit que Pétain était le boucher de Verdun. Heureusement, des camarades qui étaient derrière moi ont pu arrêter le couteau de ce fanatique.

Les Français qui étaient hostiles à Pétain étaient partisans de De Gaulle. Bien sûr, de Gaulle était un nationaliste et un réactionnaire. Mais pour rassembler les Français contre le fascisme, il fallait lutter avec ses partisans. Je n'avais pas le choix. Je croyais que la classe ouvrière française était plus instruite, mais elle ne s'intéressait que peu à la politique.

Contact avec le KPD

Je n'avais évidemment pas le droit de sortir du camp, mais, avec l'aide des camarades français, cela devenait possible.

J'ai pris contact avec des militants du KPD. Mais, par prudence, je ne leur ai pas dit qui j'étais, ni que je n'étais pas Français. Ils m'ont fourni des vêtements civils pour voyager hors du camp. Avec eux, j'ai pu continuer le combat contre le nazisme, par exemple en faisant pour les prisonniers des tracts sur la guerre.

La défaite allemande

L'armée allemande était aux portes de Moscou. Cependant, j'ai déclaré à

cette époque que l'armée russe entrerait dans Berlin. Mes camarades ne me comprenaient pas.

Je savais cela parce que l'URSS est immense. Il y fait froid et l'armée allemande n'était pas équipée pour lutter contre ce froid. Enfin, le peuple russe ne pouvait accepter cette occupation. Or ils étaient des millions.

J'ai appris par la suite que les soldats allemands étaient morts debout, gelés. L'Allemagne comptait affaiblir l'URSS, mais cela a été le désastre pour elle.

Cependant, je croyais que les Russes seraient allés plus loin. Mais la révolution internationale, ça ne les intéressait pas. Ils se sont arrêtés en Allemagne. Ce qu'ils voulaient, c'était affaiblir le pays, le couper en deux.

La défaite, pour l'Allemagne, a été terrible. A cause des bombardements, les

ouvriers ne pouvaient plus aller à l'usine. Les usines ont alors été installées dans la rue, sous les tentes. Mais les avions anglais, les doubles-queue, sont passés en rase-mottes. Personne ne pouvait aller au travail. Les colonnes allemandes ne chantaient plus, mais elles baissaient la tête.

En cette année 1944, jour et nuit, des milliers d'avions bombardaient l'Allemagne. Ce n'était pas beau à voir.

Avant de prendre la fuite, les SS allemands ont mis le feu au camp de Gardelagen. Tous les prisonniers ont été brûlés vifs.

A Dresde, les Allemands ont mis des barbelés autour de la ville. Bombardée au phosphore, c'était devenu une ville morte. Il y a eu 200 000 à 250 000 morts. Personne ne sait exactement. Les cadavres, entassés dans les fosses communes, ont été couverts de chaux.

**Ludwikg
Hass :
la dissolution
du Parti
communiste polonais
et ses échos...**

Les *Cahiers du mouvement ouvrier* ont déjà évoqué par deux fois la dissolution du Parti communiste polonais par Staline en 1938, en publiant dans leurs n^{os} 4 et 6 des documents concernant Léon Lipski, le seul membre du secrétariat national du PC polonais qui refusa d'accepter cette dissolution.

Staline, en pleine préparation du rapprochement avec Hitler, décréta la dissolution du PC polonais de façon à moitié clandestine en stigmatisant ce parti comme un repaire de "*trotskyistes, luxemburgistes et espions allemands*". Le NKVD finit par retrouver la trace de Lipski et le fit abattre en 1943 par un tout jeune militant convaincu d'avoir affaire à un agent de la Gestapo... entre les mains de laquelle, par un concours de circonstances guère surprenant, il tomba une semaine plus tard.

Ainsi, disparut l'exécuteur naïf des basses œuvres de la police politique stalinienne.

L'article de Ludwik Hass, publié il a douze ans dans une revue d'histoire polonaise, apporte des informations très précises sur cette question et surtout sur la façon dont elle fut traitée dans le Parti ouvrier unifié polonais (le POUP), produit de la fusion forcée en 1948 du Parti communiste polonais reconstitué et du Parti socialiste polonais. L'article est suivi de deux documents : les extraits retrouvés de la déclaration de Lipski contre la dissolution et le tract diffusé à cette occasion par les trotskystes polonais.

Les réactions des communistes en Pologne à la suite de la dissolution du PCP (1938)

LA dissolution du Parti communiste de Pologne (PCP) en 1938 par la direction de l'Internationale communiste (Comintern) fut un événement sans doute sans précédent dans l'histoire du mouvement ouvrier dans son ensemble.

Cependant, la suite des événements à l'échelle mondiale — la Seconde Guerre mondiale, les années de "guerre froide", le schisme du PC yougoslave — ont détourné l'attention de cette triste fin de ce Parti communiste aux marches de l'Europe. Cette affaire continua de tourmenter seulement une partie des survivants du PCP, qui ont survécu à la terreur hitlérienne et stalinienne (qui a duré en Pologne jusqu'à la moitié des années cinquante), et qui vivaient toujours en Pologne.

Parmi eux, seul un petit nombre osaient, avant 1956, exprimer leurs doutes quant à la justesse de cette décision du Comintern, et la véracité de motifs par lesquels elle fut justifiée. Ces réflexions s'exprimaient entre quatre murs, et uniquement devant les plus proches camarades du parti d'avant-guerre, en qui on pouvait avoir une confiance absolue, très rarement devant ses propres enfants.

Il ne pouvait en être autrement vu les conditions du pays en ces temps-là (le stalinisme dans la version de l'équipe de

Bierut). Car la position du Parti ouvrier unifié polonais (POUP), dans cette affaire, était catégorique. Il est vrai que, dans les divers documents et résolutions, on glorifiait le PCP et l'activité de ses membres, mais on soulignait en même temps ses péchés idéologiques, la prise de sa direction par des éléments provocateurs, ainsi que la justesse de la décision de sa dissolution. Ce point de vue fut répété sans la moindre réserve dans le rapport de base de Bierut, devant le VIII^e plénum du comité central du POUP du 28 mars 1953, c'est-à-dire trois semaines après la mort de Joseph Staline (1).

La situation se modifia radicalement seulement trois ans plus tard. A Moscou, dans l'ambiance des débats du XX^e Congrès du PCUS (14-25 février 1956), une semaine avant la lecture par N. S. Khrouchtchev du rapport secret "*sur le culte de la personnalité et ses consé-*

(1) "*Cependant, au cours de la période la plus difficile et la plus décisive de l'activité du PCP, il s'est avéré que la direction du parti fut sérieusement mise en danger par des agents masqués de l'ennemi, lequel est parvenu à s'introduire dans le parti et à pénétrer peu à peu jusqu'aux plus hautes instances de l'appareil du PCP. Ainsi, en prononçant la dissolution du PCP, l'Internationale communiste a coupé court à ce danger, ce qui fut une décision juste et irréversible dans la situation d'alors*" (B. Bierut, "*Les leçons immortelles du camarade Staline sont un instrument de lutte afin de renforcer le parti et le Front national*", *Nowe Drogi*, n° 3, mars 1953, pp. 60-61).

quences" (2), les représentants du PCUS et des quatre autres partis communistes ont signé un document. Celui-ci reconnaissait que les accusations sur la base desquelles fut dissous le PCP étaient sans fondement (3). Par là même, on procéda à ce que l'on nomma dans les publications la "réhabilitation" du PCP. L'énigmatique contenu de ce texte ne fournissait pas la moindre réponse aux questions les plus évidentes, dans le genre : de quand était datée la résolution du comité exécutif du Comintern concernant la dissolution ; quels étaient les termes de l'accusation ; enfin, pour quelles raisons, précisément, quatre partis, celui de l'Union soviétique, ceux d'Italie, de Bulgarie et de Finlande, se crurent appelés ou obligés de se charger de cette vilaine affaire d'il y a dix-huit ans ?

D'ailleurs, ce texte n'était pas en mesure de satisfaire les curiosités de cette sorte, étant donné que les documents du Comintern n'étaient pas accessibles. Pour y avoir accès, il fallut attendre encore trente ans. Cependant, la question des causes, du déroulement et des conséquences de la dissolution du PCP était posée, quoique de manière semi-officielle, surtout dans la sphère de la conscience et de la thématique dans le domaine de la recherche. A partir de là, on pouvait encore repousser cette question à l'arrière-plan, mais l'éviter complètement et passer à autre chose devenait déjà impossible.

Ce thème contenait deux aspects, dont chacun exigeait une réponse spécifique. Le premier, le plus évident, concernant l'aspect international, donc celui du Comintern, renvoyait au problème des relations entre le centre international et une section nationale, ce qui, dans la transposition vers la fin des années cinquante et des deux décennies suivantes de la théorie brejnévienne de la "souveraineté limitée", nous amenait au problème des relations interétatiques, et notamment aux relations réciproques entre l'URSS et la Pologne.

Le second aspect concernait l'attitude que doit adopter un communiste ou tout autre militant adhérant à une idéologie

quelconque face au dilemme pouvant surgir dans certaines circonstances : fidélité envers l'organisation ou fidélité envers les principes. Ce qui, dans le contexte de l'intensification des luttes entre les factions au sein du POUP au cours des années soixante, devenait une question d'actualité (4). Dans ces circonstances aussi bien extérieures qu'internes, il ne fut pas étonnant que des voix s'élèvent pour appeler à ne pas accorder une importance excessive à la question de la dissolution du PCP, car le fait d'examiner en détail cette affaire causait prétendument des dommages à tout le mouvement communiste (post-stalinien, en réalité). Ces arguments trouvaient de la compréhension et un appui également en dehors de l'appareil du POUP, parmi la plupart des ex-militants du PCP, en ce temps-là encore assez énergiques et bruyants. Car ce qui les inquiétait, c'était l'éventualité de la révélation par les chercheurs du rôle et de la conduite de chacun au cours de l'opération de dissolution de ce parti, ce qui, à la lumière des crimes du stalinisme déjà connus, et d'autres connus d'eux seuls et restés encore cachés, aurait été difficile à défendre devant le tribunal de l'histoire (5).

Dans la situation où l'examen de l'histoire du mouvement ouvrier commençait à être monopolisé par des cher-

(2) Pour le texte complet du rapport, voir *Polityka*, n° 31, du 30 juillet 1988, pp. 7 à 10. Sur les péripéties de sa diffusion en Pologne, voir Z. Rykowski et W. Wladyka, exemplaire n° 204, *Polityka*, n° 31, 30 juillet 1988, p. 6.

(3) Déclaration parue dans *Trybuna Ludu*, n° 49, 19 février 1956, p.1.

(4) Voir entre autres L. Hass, "Le mouvement ouvrier, les Juifs et l'année 1968", *Dzieje Najnowsze*, 1988, n° 2, pp.121 à 126.

(5) L'auteur attira publiquement l'attention sur cet aspect de la question, que l'on évitait d'ordinaire, déjà, en septembre 1958 : "Enfin, la question la plus difficile et nécessitant une approche analytique : le problème de la dissolution du PCP en 1938 et l'attitude des communistes polonais face à cette décision du Comintern. Il faudrait passer des considérations politico-morales à l'analyse historique des faits (...), notamment éclaircir le fait suivant : pourquoi le parti, qui ne s'est pas laissé terroriser par Luck ou Bereza, s'est-il laissé dissoudre par la force d'une décision écrite ?" (VIII^e Congrès des historiens polonais, *Histoire récente de la Pologne*, Varsovie, 1960, p. 220).

cheurs proches de l'appareil du POUP, et le plus souvent membres de celui-ci, repousser la question de la dissolution à l'arrière-plan est devenu facilement un fait accompli. Ainsi, les travaux préparatoires concernant la documentation, commencés en 1958 par l'Institut de l'histoire du parti auprès du comité central du POUP, ont peu à peu cessé (6). L'unique publication un peu plus importante concernant la dissolution du PCP est parue seulement en 1968, douze ans après sa "réhabilitation" et trente ans après son tragique épilogue (7). La limitation, par la force des choses, des sources, du fait de l'inaccessibilité des archives du Comintern, gênait la recherche concernant le déroulement de l'affaire vue à travers l'optique des militants de l'époque, ceux-ci étant de plus gênés pour relater les faits par les conceptions courantes concernant l'attitude que doit adopter un membre du POUP face aux directives reçues.

Pour toutes ces raisons et d'autres de même nature, l'examen des faits n'est pas parvenu jusqu'aux causes profondes et aux sources de cette décision du Comintern, et ne put également procéder à une évaluation critique de la conduite des communistes face à celle-ci. Il ne fut pas possible non plus de rendre la place qui leur revenait à ceux, parmi eux, qui ont sauvé dans ces temps funestes l'honneur du communisme.

Les lecteurs furent informés, presque sans commentaires, de la rédaction par le liquidateur alors désigné du parti, Pinkus Kartine, d'un document intitulé "*Rapport du représentant du Comintern concernant la dissolution du Parti communiste de Pologne*" (8). On informait brièvement du texte rédigé par Kartine, avec l'aide de quelques militants, d'un "*Communiqué n° 1*" approuvant entièrement et sans réserve l'acte de dissolution et le contenu du "rapport", et signé : "*Les ouvriers, les paysans et l'intelligentsia travailleuse de Pologne se solidarisent avec les décisions de l'Internationale communiste concernant la dissolution du PCP*" (9). Également sans commentaires, furent cités des extraits de la déclaration, antérieure à ces deux documents, de Léon Lipski (pseudony-

me Lukasz), membre de la direction provisoire du PCP, contenant des reproches à l'adresse du secrétaire général du PCP, Julian Lenski-Leszczynski, et du PCP dans son ensemble. Une autre déclaration de lui, protestant contre la dissolution du PCP et désignant des causes plus profondes de cette décision, fut appréciée négativement et, bien sûr, pas le moindre extrait de cette déclaration ne fut reproduit.

Une telle approche du problème ne pouvait satisfaire grand monde, surtout dans la situation de la montée grandissante des critiques face à la réalité régnant dans le pays. Néanmoins, les questions qui venaient à l'esprit quant à l'affaire de la dissolution du PCP purent être posées d'une façon légale dans la presse seulement en 1986, à l'occasion du trentième anniversaire de la "réhabilitation" du PCP, et cela sous une forme fortement censurée (10).

Dans l'atmosphère de libéralisation qui se dessinait clairement, les militants de longue date, et les plus récents, s'efforçaient de donner des réponses à ces questions, de façon à favoriser leur orientation. Le plus souvent, ils se contentaient d'établir un tableau chronologique des événements ; en revanche, la question des responsabilités s'expliquait principalement par des animosités personnelles et par les règlements de comptes de Joseph Staline avec le PCP. Des aspects plus vastes comme les intérêts de la couche bureaucratique de

(6) L'Institut de l'histoire du parti avait commencé, en mai 1958 — si l'on en juge d'après les dates —, à rassembler les témoignages des militants du PCP concernant les derniers mois de son existence. Il a poursuivi ce travail jusqu'au début des années 1960.

(7) M. Malinowski, "*Contribution à la question de la dissolution du PCP*", *Z pola walki*, n° 3, 1968, pp. 3 à 24.

(8) Texte des Archives centrales du comité central du POUP, 274/III-1, Koscian 12-16. Biographie de l'auteur du document : E. Mark, "*A Pinkus Kartin - Andrzej Szmidt (1914-1942)*", *Z pola walki*, n° 4, année 1967, pp. 141 à 155.

(9) Texte des Archives centrales du comité central du POUP.

(10) Zajac (L. Hass), "*Duma z rodomont*", *Sprawy i ludzie*, n° 8, 20 février 1986, pp. 1, 4, 6 et 14.

l'URSS et la poursuite de sa politique au plan international restaient en deçà de leur horizon mental, et ce fut d'autant plus le cas concernant le second aspect du problème déjà mentionné — l'attitude des membres du PCP (11). Le point de vue acquis par les historiens polonais à partir de 1987, après l'examen des actes du Comintern et la transmission vers les Archives centrales du comité central du POUP de la résolution du comité exécutif du Comintern datée du 16 août 1938 concernant la dissolution du PCP, ont permis enfin de concrétiser les étapes de cette affaire, vue cependant sous un aspect formel et bureaucratique (12). En revanche, le tableau du déroulement de cette affaire à travers le pays n'est pas plus enrichi à l'heure actuelle (13).

Il est d'autant plus nécessaire de réexaminer l'attitude des membres et des ex-membres du PCP face à la dissolution de leur parti. Cela nécessite entre autres de poser un regard neuf sur les deux proclamations déjà mentionnées et de relativiser quelques-uns parmi les souvenirs contemporains des événements, provenant principalement des sources policières.

Il faut commencer par préciser la genèse de la déclaration de L. Lipski. Les bruits concernant la répression envers les ex-dirigeants du PCP et ceux encore en poste se trouvant en URSS commencèrent à parvenir en Pologne au début de la seconde moitié de l'année 1937, le plus souvent par l'intermédiaire de la presse non communiste. Ce qui rendait ces bruits vraisemblables, ce fut le sort réservé aux dirigeants bolcheviques, les fameux procès de Moscou des années 1936-1938.

La confirmation directe, pour les membres du PCP, de ces mauvaises nouvelles fut la parution dans le numéro du mois de janvier 1938 de la revue *Internationale communiste* en russe (organe du comité exécutif du Comintern), d'une prétendue lettre d'un correspondant à Varsovie intitulée "*Les provocateurs au travail*". Cette lettre, signée du pseudonyme "*J. Swiecicki*" et placée dans la rubrique traitant de la lutte contre le trotskysme, présentait le passé et l'activité actuelle du PCP dans la version qui,

quelques mois plus tard, servit de justification pour la dissolution de ce parti. L'article ne citait encore aucun nom des dirigeants du parti, présentés dans un document ultérieur ("le rapport") comme agents des services secrets polonais et comme des traîtres.

Il n'est pas exclu que cet article ait incité l'organisation des bolcheviks-léninistes faisant partie du mouvement pour la Quatrième Internationale, ou trotskyste, à publier la "*Lettre ouverte aux membres du PCP et de la Jeunesse communiste*", datée de février 1938 (14). Cette lettre ronéotée a été colportée à Varsovie et quelques autres villes polonaises dès le mois de mars. La déclaration clouait au pilori la direction de Staline et prenait la défense de la réputation des dirigeants du PCP victimes de la répression en URSS. Elle soulignait en même temps que les voies suivies par

(11) E. Szyr, "*Les circonstances de la dissolution du PCP*", *Nowe Drogi*, n° 7, 1987, pp. 88 à 104. J. Ptasinski, "*Pourquoi Staline n'aimait pas le PCP*", *Zycie Literackie*, n° 18-28, 1988 (11 extraits), "*Tentative d'imposer la version d'espionnage*", J. Tworowski, "*L'affaire compliquée de la dissolution du PCP*", *Zycie Literackie*, n° 42, 16 octobre 1988, p. 2.

(12) H. Cimek, "*La dissolution du PCP et les plans de son renouveau*", *Trybuna Ludu*, n° 289, 13 décembre 1988, pp. 3-4 ; *idem*, "*Les communistes et la Pologne (1918-1939)*", Varsovie, 1989, pp. 161 à 194 (chapitre XI).

(13) Par exemple, dans les souvenirs de W. Klosiewicz, l'affaire apparaît assez embrouillée. L'auteur apprit la dissolution du PCP par un numéro de *L'Humanité* apporté de Paris. Ensuite, il assista à la réunion du secrétariat du comité central du PCP au cours de laquelle on décida "*que la nouvelle de la dissolution du PCP n'a pas été démentie, mais n'a pas été confirmée non plus*", après laquelle on continua de poursuivre l'activité. Tout cela eut lieu avant le mois de février 1938 (W. Klosiewicz, *Lorsque souffle le vent de l'histoire*, Varsovie, 1987, pp. 38-39).

(14) Pour les informations au sujet de l'histoire de l'organisation des bolcheviks-léninistes en Pologne et de ses prédécesseurs, voir C. Wilko, "*Sur la trace des trotskystes polonais*", *Quatrième Internationale*, n° 29-30, année 1988, pp. 109 à 113 ; *Le Mouvement des bolcheviks-léninistes en Pologne (IV^e Internationale) jusqu'à l'année 1945* (Wrocław, 1989). Au-dessus du titre, un entête, "*Szermierz*", présente les *Mémoires* de H. Mendel (Sztokfisz), *Erinnerungen eines jüdischen Revolutionärs*, (Berlin-Ouest, 1979) ; en langue française : Grenoble, 1989 ; en anglais : *Memoirs of a jewish revolutionary*, Londres, 1989.

ces dirigeants et celles de l'organisation éditrice de la lettre se sont séparées depuis longtemps. Son intervention fut justifiée par le devoir de vérité à leur sujet et concernant le PCP, l'organisation à laquelle appartenaient les auteurs de la lettre (15).

Bientôt, les informations qui parvenaient au sujet du rappel à Moscou des militants connus séjournant à l'Ouest et le manque des nouvelles à leur sujet après leur arrivée en URSS ont clairement inquiété le noyau actif du parti.

Pour Lipski et le petit cercle qui pensait comme lui, la publication dans le *Quotidien populaire* (organe communiste paraissant à Paris en langue polonaise, n^{os} 133 et 135, datés des 5 et 8 juin 1938), ainsi que, dans une version abrégée, dans le numéro de mai du *Drapeau rouge* (organe clandestin du PCP paraissant dans le pays), de la "correspondance" de Swiecicki pouvait retentir comme un signal d'alarme.

La réaction à ces faits fut intitulée "*Déclaration de L. Lipski*", imprimée dans une imprimerie clandestine des environs de Varsovie et signée "*Des vieux militants du PCP*". Dans la capitale, elle fut diffusée vers la fin du mois de juillet — entre autres, le 27 juillet, on avait diffusé 50 exemplaires dans l'immeuble de la rue Kacza, n^o 7, où se trouvait le siège du syndicat de gauche des travailleurs du bâtiment et des travaux de terrassement. La déclaration ne mentionnait pas la dissolution du PCP, mais prenait néanmoins la défense de J. Lenski-Leszczynski, ainsi que de l'acquis du PCP.

Dans sa critique de la direction du Comintern, elle fut très inconséquente. Elle s'élevait d'une manière résolue contre les déclarations de celle-ci concernant la situation dans le parti, mais ne put se décider à nommer clairement l'instance qui les avait formulées et ne parvenait pas à lier toute cette affaire avec ce qui ressortait des "procès de Moscou". Elle ne se décidait pas, d'autant plus, à nommer l'acteur principal de tout cela — la bureaucratie soviétique et son chef Staline. De ce fait, elle ne tenta même pas de mettre en lumière les raisons motivant les calomnies à l'encontre

de Lenski-Leszczynski. A la question posée dans la déclaration : "*A qui profitent ces calomnies ?*", ses auteurs éludaient la réponse. Celle-ci fut formulée ainsi : "*Uniquement au fascisme.*" Ils ne parvenaient pas, par conséquent, à se libérer des pièges mentaux et des liens du stalinisme (17).

Tout autre fut la déclaration déjà mentionnée des bolcheviks-léninistes, publiée pour la première fois ici à nouveau depuis 1938. Tirée sur une ronéo, elle fut diffusée à Varsovie dès la première semaine du mois d'août, et en ce même mois également à Lodz et quelques autres villes (18). Ses auteurs, s'ils n'avaient pas en main le "*Rapport du représentant*", connaissaient ses thèses et, sans nommer ce document, polémiquaient d'une manière résolue avec celui-ci. En revanche, apparemment, ils n'avaient pas la connaissance du "*Communiqué n^o 1*", celui-ci devant sûrement ne paraître qu'un peu plus tard. La première indication da-

(15) Mention à propos de la déclaration et de sa diffusion : AP (archives d'Etat) Warszawa, commissariat d'Etat 70, p. 70. La déclaration n'a pas été retrouvée, son contenu a été reconstitué sur la base des témoignages.

(16) AP, Varsovie, commissariat d'Etat 70, p. 70 ; notice d'information du 3 juillet 1938. Les données de source policière concernant la diffusion de la proclamation contredisent les informations citées dans l'article de M. Malinowski affirmant que les membres de la direction provisoire du PCP ont décidé "*de ne pas permettre sa diffusion et ont détruit tout le tirage de la déclaration. Vraisemblablement, Lipski avait réussi à sauvegarder quelques exemplaires de celle-ci.*" Le témoignage sur lequel repose cette information est un exemple classique de l'attitude des ex-membres du PCP s'efforçant des années plus tard de prouver que leurs rangs ne se sont pas rendus coupables de diffusion de points de vue critiques à l'égard de l'activité du Comintern.

(17) Jusqu'à présent, la déclaration n'a pas été retrouvée. Les extraits de celle-ci ont été publiés dans le journal *Robotnik* (n^o 184, 5 juillet 1938, p. 3), reproduits par Malinowski. Il ressort des documents de la police qu'elle contenait également un appel à se "*dresser pour la défense des meilleurs militants exclus*" du PCP et à exiger "*leur réintégration immédiate dans l'organisation*", Archives centrales du comité central du POUP, 274/III-1, Star. Pow. Koscian, p. 20.

(18) AP Warszawa, commissariat d'Etat 70, p. 77 ; Archives centrales du comité central du POUP, cf. p. 21. Texte de la déclaration, *ibidem*, pp. 22 à 25.

tant des années d'après-guerre au sujet de cette déclaration se trouve dans le travail d'Isaac Deutscher publié en 1958 : *"La tragédie du communisme polonais d'entre les deux guerres"* (19), la suivante, dans l'article de Malinowski datant de l'année 1968. Ensuite, ce fut le silence complet à son sujet.

La déclaration contient certaines allusions nécessitant des éclaircissements. Cela est commenté dans les rapports la concernant. Pourtant, une chose nécessite un traitement plus approfondi que ce que permet le procédé des rapports : ce sont les allusions suggérant les penchants antisémites de la bureaucratie soviétique et de Staline lui-même et distillés par celui-ci par l'intermédiaire de la direction du Comintern. D'une certaine façon, cela peut paraître invraisemblable, surtout dans le contexte de la fin des années 1930, quand, dans la propagande anticommuniste polonaise (et autre) de la droite et du centre-droit, le principal argument était celui de *"judéo-communisme"*.

En réalité, pourtant, dès 1925 et surtout l'année suivante, la bureaucratie stalinienne eut plus d'une fois recours à la démagogie antisémite, surtout à l'encontre de ses adversaires au sein du parti. Cependant, elle le faisait adroitement, de manière masquée, ce qui fit qu'il fut difficile de la contrer. Car en même temps, elle déférait devant les tribunaux les fauteurs de pogroms à l'encontre des Juifs. Avec le temps, afin de consolider son pouvoir, elle n'a pas hésité de faire appel aux — déjà fort peu masqués — sentiments chauvins. C'était sous-jacent au cours des "procès de Moscou", où les internationalistes jugés sans fondement furent présentés par la propagande officielle comme des Juifs pour lesquels il n'existe rien de sacré, et prêts à se mettre au service même de la Gestapo.

Cette attitude de la bureaucratie est apparue clairement au cours de la campagne contre le *"cosmopolitisme"* des années 1948-1949 et trouva son couronnement vers la fin de 1952 avec l'affaire des *"assassins en blouse blanche"*. Dans cette af-

faire, toutes les victimes, sauf une, étaient d'origine juive. Bientôt, d'ailleurs, on commença à démasquer les "nationalistes" lituaniens, moldaves, et d'autres encore, mais jamais les nationalistes russes, oubliés dans un silence de mort. Cela démontrait clairement le flirt de la bureaucratie stalinienne avec le chauvinisme grand-russe.

Dans les "pays frères", la bureaucratie locale adaptait ces "exemples lumineux" à ses besoins propres et aux conditions du pays. C'est ainsi qu'est apparu chez nous le concept de la *"régulation nationale"* au sein du POUP, ainsi que dans la vie publique, à l'initiative de certains dirigeants du "groupe de Natolin", vers la moitié des années 1950.

C'est de cette façon paradoxale que l'annonce du futur parti stalinien adossé sur un paragraphe aryen non écrit, paraissant absurde en 1938, fut bien près d'être confirmée moins de deux décennies plus tard (20).

(19) Au sujet de l'affaire de la dissolution du PCP, cet auteur déclara : *"Le groupe oppositional auquel j'appartenais fut même le seul groupe de membres ou d'anciens membres du Parti communiste polonais à le stigmatiser alors, et à protester avec véhémence"* (I. Deutscher, *"La tragédie du communisme polonais entre les deux guerres"*, *Les Temps modernes*, n° 145, mars 1958, p. 1 675 ; en anglais : *"The Tragedy of the Polish Communist Party"*, I. Deutscher, *Marxism, Wars and Revolutions*, London, 1984, pp. 91 à 127). I. Deutscher (1907-1967), exclu en juin 1932 du PCP, membre des bolcheviks-léninistes, avait accordé une interview en langue polonaise à *"l'écrivain"* — comme il est dit dans la version française — d'origine polonaise K. S. Karol. L'interview fut commanditée par l'hebdomadaire *Polityka*, dans lequel elle devait figurer en tant que matériel pour le débat intérieur précédant le III^e Congrès du POUP, Deutscher devant obtenir une invitation afin d'y participer en tant que témoin. La direction gomulviste empêcha l'un et l'autre. *Unabhängige Kommunisten, "Der Briefwechsel zwischen Heinrich Brandler und Isaac Deutscher"*, 1949, puis 1967 (Berlin-Ouest, 1976), pp. 171 et 172. M. Malinowski écrit d'une manière erronée que la brochure de Deutscher fut *"éditée à l'étranger en 1957"* (*op. cit.*, p. 23).

(20) Référence à l'antisémitisme zoologique des spécialistes soviétiques en matière de sécurité d'Etat détachés vers la fin des années 1940 en Hongrie et en Tchécoslovaquie. Voir *Przegląd Tygodniowy*, n° 43, 22 octobre 1989, p. 14.

Déclaration de Lipski (signée “Des vieux militants du PCP”) de juin 1938 (fragments conservés)

“Notre dirigeant de longue date, secrétaire général de notre parti, le camarade Lenski, sous la direction duquel le parti a grandi, se renforça et se trempa au cours des combats quotidiens de la lutte de classe, est déclaré être un espion. Est-ce possible ? Non, c’est faux, nous n’y croyons pas. Nous ne croyons pas à ce mensonge, car le camarade Lenski a derrière lui plus de trente années d’activité au sein du mouvement révolutionnaire clandestin, et personne d’autre que la direction l’ayant à sa tête a mené à bien le développement formidable de notre parti.

Aujourd’hui, tout l’acquis de notre parti est anéanti. Qui en profite ? Uniquement le fascisme.

Est-ce que nous, les communistes, devons observer tout cela sans réagir ? Devons-nous permettre que l’on continue à détruire notre mouvement, que nous avons bâti avec tant d’abnégation et de courage ? Commençons par chasser les membres, nommés par diable sait qui, des comités de districts, des comités régionaux, ainsi que du comité central” (“Les destins du communisme en Pologne”, Robotnik, 5 juillet 1938, n° 184, 7 453, p. 3).

La déclaration proteste et appelle à “se dresser pour défendre tous les meilleurs camarades qui ont été exclus et d’exiger leur réintégration immédiate au sein de l’organisation” (Archives des Actes Nouveaux, Varsovie, département VI, 274/III-1, p. 20).

“Prolétaires de tous les pays, unissez-vous ! Aux membres et sympathisants du PCP et de la Jeunesse communiste ! Aux ouvriers révolutionnaires de Pologne !”

LE Parti communiste de Pologne n’existe plus. Sa mort organisationnelle fut précédée, depuis plusieurs années déjà, de sa mort idéologique. Le but fondamental de notre combat contre ce parti était de délivrer les éléments révolutionnaires du mouvement ouvrier de l’abêtissante et démoralisante domination stalinienne. Nous avons lutté afin de soustraire à l’influence du PCP le plus grand nombre possible de militants. Et cependant, la

dissolution de ce parti par la voie d’un décret bureaucratique à l’aide de mensonges éhontés suscite de tristes pensées.

Le PCP a existé durant dix-huit ans (1), dans des conditions de terreur digne des Balkans. Les cellules des prisons et celles de la police secrète ont été les témoins de

(1) Il s’agit d’une erreur. Le PCP a été fondé en décembre 1918, et par conséquent, au moment de la dissolution, il avait déjà derrière lui vingt ans de luttes.

plus d'une sinistre scène de torture et de meurtre. On ne compte plus les communistes morts de tuberculose contractée au cours des années d'emprisonnement. Personne ne pourra prendre la mesure des souffrances endurées durant des années par la meilleure partie du prolétariat et de l'intelligentsia polonaises, organisée dans ce parti et ayant en lui une foi aveugle en tant que l'unique outil révolutionnaire (2).

Aujourd'hui, tous ces magnifiques atouts de dévouement révolutionnaire ont été barrés d'un trait de plume du Politburo stalinien (3). Dix-huit ans de souffrances et de luttes se sont avérées inutiles. Des centaines de jeunes existences ont été perdues pour rien. Nous le savions même avant le décret de dissolution.

Mais ce décret a mis brutalement fin à tout cela. *"Nous n'avons plus besoin de vous, dit-il aux staliniens polonais. Vous êtes un obstacle pour nos nouveaux objectifs. Dans vos têtes, s'agitent encore des restes de traditions et des idéaux révolutionnaires, ce qui sent le trotskysme contre-révolutionnaire. Nous avons des buts nouveaux, donc, nous cherchons des hommes nouveaux."*

On est saisi de tristesse lorsque l'on pense à l'immense énergie révolutionnaire des idéalistes staliniens dilapidée en pure perte. Mais que faire ? Dorénavant, on peut lutter uniquement pour que ces hommes trouvent enfin la voie vers la véritable avant-garde révolutionnaire, et par là même vers la victoire. La compréhension des raisons du décret stalinien et le fait de tirer des conclusions correctes de la situation présente sera un grand pas en avant dans cette voie.

Quatre partis communistes furent dissous : les parti polonais, hongrois, yougoslave et celui de Palestine (4). Nous n'avons pas d'informations précises quant à la dissolution de ces trois derniers partis. La raison officielle de la dissolution du PCP est la présence d'un grand nombre de provocateurs en son sein (5), ainsi que l'influence du trotskysme parmi les communistes juifs (6).

Le mensonge sur ce point n'est ici que partiel — fait rare dans les "publica-

tions" staliniennes. Les dernières instructions transmises aux membres du PCP ordonnent de cesser tout contact organisationnel entre ses membres, de cesser toute activité politique au nom du parti et de diffuser le plus largement possible l'annonce de sa dissolution (7). De plus, il fut transmis aux ex-militants un "testament politique" en trois points, dont voici le contenu :

1) lutter contre la politique actuelle de la Pologne ;

2) lutter pour de nouveaux cadres électoraux ;

3) intensifier la lutte contre le trotskysme.

Ce dernier point ne manque pas d'humour. On recommande aux membres

(2) Sous-entendu : la lutte pour la révolution socialiste.

(3) Politburo : bureau politique.

(4) On manque de données concernant la dissolution des partis de Hongrie, de Yougoslavie et de Palestine. Le plus vraisemblable, c'est qu'il s'agissait de changements personnels importants dans la composition de leurs directions.

(5) Extrait du rapport : *"Durant près de vingt ans, les rangs de notre parti furent rongés par une terrible tumeur — la défense (on appelait ainsi, dans le milieu communiste polonais, la police politique — L. H.). Elle truffait le PCP de ses agents, lesquels se sont rapidement emparés de la direction de notre parti et détruisaient systématiquement à l'aide de provocations le mouvement révolutionnaire."* Le rapport du représentant du Comintern dans l'affaire de la dissolution du PCP (Archives centrales du comité central du POUP, 274/ III-1. Koscian 12).

(6) *"Dans les pays où notre parti est fort, les trotskystes sont contraints de créer leur propre organisation ; en revanche, là où notre parti est faible, les trotskystes pénètrent dans nos rangs, menant de l'intérieur leur travail destructeur, comme ce fut le cas en Pologne"* (Archives centrales du comité central du POUP, 274/ III-1 Starostwo Koscian, p. 14).

(7) *"Après la découverte d'un large réseau de nature policière et provocatrice au sein des instances dirigeantes du PCP, le Comintern prit la décision de dissoudre le Parti communiste de Pologne, afin de vider d'un seul coup l'abcès qui infectait le corps du parti depuis pas mal de temps déjà, et de reconstruire de nouveau le parti sur des saines bases prolétariennes. En conséquence de quoi, tous ceux qui ne se conformeront pas à cette décision et n'appliqueront pas la dissolution des cellules du parti dans les limites de leur domaine d'activité seront considérés comme des espions et des agents de la police politique"* (Archives centrales du comité central du POUP, 274/ III-1 Koscian, p. 15).

d'un parti dissous à cause de l'influence du trotskysme de lutter contre ce même trotskysme. La logique, ici, est aussi imparable que dans les accusations des procès de Moscou. Sur les trois points du testament du PCP, on compte donc deux banalités réformistes et une sottise amusante.

Examinons de plus près les motivations officiellement avancées. Au cas où elles seraient réelles, alors, obligatoirement, surgissent d'autres questions : jusqu'à quel point le PCP était-il rempli de provocateurs pour qu'il faille, pour la première fois dans l'histoire du mouvement ouvrier, recourir pour cette raison à la dissolution de toute une section de l'Internationale ? Et de quelle Internationale ! Aucune autre, dans le passé, n'avait un tel chef génial ; aucune autre n'avait le soutien d'un aussi puissant appareil d'Etat. Tout s'éclaire si l'on considère les choses d'un autre point de vue : que Staline est un despotique et obtus représentant de la bureaucratie soviétique victorieuse, qui opprime politiquement et économiquement le prolétariat russe, que le Comintern est le représentant de cette bureaucratie, et non pas du prolétariat international.

Il n'est pas exagéré d'affirmer que, durant les dernières années, les partis communistes furent épurés de leurs meilleurs éléments révolutionnaires ayant quelque indépendance d'esprit.

Le parti s'efforçait de maintenir ses membres au niveau de lecteurs de feuilletons policiers, non sans succès, d'ailleurs. Il en résulta que le travail de la police politique fut facilité au maximum. Même un analphabète politique peut facilement se maintenir dans un parti exigeant de ses membres une obéissance inconditionnelle et une absence de tout sens critique. Il suffit pour cela au premier mouchard imbécile venu de glorifier Staline et de maudire le trotskysme pour connaître le programme, la théorie et la stratégie du Comintern.

Cependant, s'agissant de l'affirmation selon laquelle tout le comité central du PCP était composé d'agents de la police politique, la bêtise, ici, rivalise avec l'ignominie (8). D'ordinaire, font partie

du comité central les révolutionnaires les plus formés du point de vue théorique et pratique. Tout parti normal se donne précisément de tels dirigeants.

Et si c'est vraiment Staline qui choisit les dirigeants, il faudrait croire que c'est précisément de tels dirigeants qu'il choisit ? Donc, au cours de près de vingt ans, le mouvement ouvrier de Pologne n'a pas été capable de donner naissance ne serait-ce qu'à un seul dirigeant capable digne de faire partie du comité central ? Ce serait uniquement au sein de la police politique polonaise que de tels talents se développent ? Quelle honteuse et répugnante absurdité !

La deuxième raison avancée — le trotskysme parmi les communistes juifs — n'est pas entièrement sans fondement. Dans l'histoire de la Pologne et des rapports actuels, parmi les raisons qui poussent le travailleur juif au premier rang de la lutte révolutionnaire, la principale est l'oppression nationale (9).

D'ailleurs, tous les ouvriers juifs que le stalinisme gratifie du nom de trotskystes ne méritent pas cette appellation. Tout simplement, tout stalinien qui n'est pas un imbécile complet et un automate fait pour exécuter n'importe quelle décision est désigné et exclu en tant que trotskyste.

D'ailleurs, le plus important, c'est que la faute des Juifs faisant partie du PCP n'est pas tant d'être trotskystes que d'être... Juifs. Ce reproche n'est pas, pour le stalinisme, uniquement un prétexte quant à sa nouvelle tactique consistant à se démarquer des Juifs. Mais cela

(8) Le "Rapport du représentant" abordant la question des agents de la police secrète qui se sont emparés des postes dirigeants du PCP cita les noms suivants : "Ce furent des hommes tels que Zarski, Wojewodski, Dabal, Henrykowski, Bronkowski, Krajewski, Dabski (il s'agit en fait de Domski, L. H.), Rwal, Leszczynski et beaucoup d'autres" (Archives centrales du comité central du POUP, 274/ III-1 Koscian, p. 13).

(9) Pour ce qui est des causes de cet état de fait, voir L. Hass, "Le mouvement ouvrier, les Juifs et l'année 1968", *Dzieje Najnowsze*, 1988, n° 2, pp. 117 à 121. Il s'agit d'une polémique avec l'article de J. Rem (J. Urban) "Le salissement d'une tache blanche" (*Polityka*, n° 25, 20 juin 1987, p. 10).

concerne déjà les raisons véritables, et non pas apparentes, de la décision de la dissolution. Car si, dans ces deux raisons avancées — la provocation et le trotskysme —, il existe une part de vérité, ce n'en sont pas moins les motifs véritables.

Une section du Comintern ne peut exister qu'en tant qu'agence de la bureaucratie soviétique. Ses possibilités en tant qu'agence déterminent son utilité, son importance pour la clique stalinienne. Le cours général droitier et réformiste de la politique stalinienne donne des possibilités d'agir aux partis communistes des pays démocratiques. Dans ces pays, elle peut former des blocs et conclure des alliances avec certaines fractions de la bourgeoisie. Mais que faire lorsque, comme c'est le cas, par exemple, en Pologne, cela n'est pas possible, lorsque le soutien illégal est tout aussi illusoire que son opposition ? Dans ce cas, le parti stalinien, en tout cas sous sa forme traditionnelle de parti politique, perd sa raison d'être. Il faut comprendre que le stalinisme a perdu ses tendances révolutionnaires, qu'il tend à devenir un facteur réel et un partenaire, et non pas un ennemi, afin de s'intégrer dans le système international de la politique bourgeoise. Cette nouvelle politique a fait disparaître sans laisser de trace l'attitude antagoniste envers la bourgeoisie et a suscité également une attitude antagoniste envers les révolutionnaires.

Ces tendances nouvelles du stalinisme permettent de comprendre les raisons de la liquidation de certaines sections du Comintern, et parmi elles le PCP.

Le PCP fut un parti illégal dans la tradition léniniste et dans celle du Parti social-démocrate de Pologne et de Lituanie (souvent d'ailleurs formelles), groupant des gens d'opinions très diverses, mais le plus souvent révolutionnaires et non pas patriotiques. Et c'est là précisément que se trouvent les raisons véritables de la dissolution du PCP.

La nouvelle politique du Comintern (10) ne peut qu'entrer d'une manière inévitable en contradiction avec des sections telles que le parti polonais. La

clandestinité et les traditions révolutionnaires constituent un obstacle compromettant dans la lutte pour le Pacte de l'Est (11) ou des nouvelles élections. A chaque idéologie et à chaque politique doivent correspondre un certain élément humain et une certaine forme d'organisation. Dans le PCP, l'un et l'autre étaient adaptés au but du renversement de la domination de la bourgeoisie. Cela entraînait en contradiction profonde avec les buts assignés par la bureaucratie soviétique au parti actuel — collaboration avec la bourgeoisie — dans la malheureuse coalition avec le Parti socialiste polonais (PPS), l'Union populaire et, si possible, avec le front Morges.

Le stalinisme a glissé vers un tel marais d'ultra-droitisme qu'afin d'accomplir sa traîtresse besogne, il a dû liquider en tant que son outil même ce misérable PCP, de même qu'il devait liquider les vieux militants bolcheviks, dont les restes de traditions révolutionnaires et les noms liés à la révolution d'Octobre entraient en contradiction complète avec le cours étranger qu'est celui du stalinisme (12).

(10) Les auteurs de la déclaration avaient en vue l'adoption par VII^e Congrès du Comintern, qui s'est tenu à Moscou du 25 juillet au 20 août 1935, de la politique des Fronts populaires, c'est-à-dire d'alliances avec les partis sociaux-démocrates et avec des partis démocratiques petits-bourgeois et bourgeois, en vue de la défense de la démocratie face aux attaques du fascisme, impliquant le renoncement à la lutte pour la révolution socialiste.

(11) Le Pacte de l'Est : il s'agit d'une conception d'accords internationaux avec la participation des Etats d'Europe centrale, des pays Baltes, de l'Allemagne, de la France, ainsi que de l'URSS, formulée par le ministre français des Affaires étrangères, J.-L. Barthou, après l'accord avec le commissaire du peuple aux Affaires étrangères de l'URSS, Litvinov. Son but était d'assurer le statu quo en Europe centrale et de l'Est, menacé par les aspirations de l'Allemagne hitlérienne. Le pacte ne se réalisa pas du fait du refus du gouvernement allemand et de la position du gouvernement polonais, lequel conditionna sa participation au pacte par l'adhésion allemande à celui-ci.

(12) Allusion aux trois "procès de Moscou", de Zinoviev et de Kamenev en 1936, de Piatakov et de Radek en 1937, et de Boukharine et de Rykov en 1938, procès au cours desquels les vieux dirigeants et militants bolcheviques ont avoué des crimes absolument invraisemblables, fruits de l'imagination de l'appareil judiciaire et de ceux qui le supervisaient au sommet.

Que va créer la bureaucratie à la place du PCP ? Il n'est pas difficile de l'imaginer. Dans le nouveau parti — ou, pour mieux dire, une caricature du parti —, un paragraphe non écrit d'aryanité sera obligatoire. Vraisemblablement, Staline cherchera, pour la poursuite de ses buts, des gens de "race pure", à qui on ne pourra pas adresser de reproche de judéo-communisme. L'accent principal sera mis sur la propagation de l'orientation pro-soviétique en politique étrangère, non pas sur l'activité organisationnelle indépendante, mais sur la pénétration dans d'autres organisations. Le nouveau parti se formera avec les débris de l'Union démocratique, des populistes et des socialistes.

Il va se créer vraisemblablement une quelconque association d'"Amis de l'URSS", composée en partie d'honnêtes imbéciles que l'on trouve toujours, entrant en extase dès que l'on évoque le Magnitogorsk (13) ou le Dnieprostroï. Tel sera plus ou moins le visage de la nouvelle organisation stalinienne. En même temps, va se créer vraisemblablement un département terroriste du Guépéou en Pologne. Il servira, entre autres, à intensifier la lutte contre le trotskysme. Ce ne sont pas des paroles en l'air. Nin (14), Reiss (15) et Wolf (16) ont déjà été victimes des coupe-jarrets staliniens. Parmi les assassins de Reiss, se trouvaient un officier tsariste et une prostituée parisienne (17). Voilà l'élément qui convient pour le nouveau PCP.

Un grand nombre de staliniens, face à ces événements nouveaux, vont incliner d'une manière approbative leurs crânes obtus et vont, par nécessité et dans le style de la maison, glorifier la nouvelle organisation, le grand Staline et le Magnitogorsk. Ceux-là constituent d'ailleurs un poids mort pour le mouvement ouvrier et sont définitivement perdus pour celui-ci.

Le danger réside dans le fait qu'une partie des ex-staliniens se tournent vers les partis réformistes ou, pire encore, que cela provoque des sentiments de découragement et d'apathie. Ceux qui adhèrent d'une manière sincère et non superficiel aux idéaux d'Octobre trouveront sûre-

ment la voie pour nous rejoindre, quoique, il est vrai, celle-ci soit parsemée d'insultes et de calomnies staliniennes. Cependant, les révolutionnaires ne craignent pas les mensonges. Ils ne craignent même pas une chose bien plus redoutable : la vérité. Car qu'importe que la vérité actuelle ne soit pas réjouissante, que les perspectives soient mo-

(13) D'une certaine manière, il s'agit d'une allusion au poème de Wladyslaw Broniewski *Le Magnitogorsk ou la conversation avec Jean*, écrit en 1931-1932.

(14) Andrés Nin (1892-1937), dirigeant communiste espagnol, fut à partir de 1921 l'un des secrétaires de l'Internationale syndicale rouge à Moscou. Il adhère là-bas à l'Opposition de gauche en 1923 et, dès 1926, devient membre de la commission internationale de celle-ci. Expulsé d'URSS en 1930, il revient en Espagne et milite au sein de la section espagnole de l'Opposition de gauche. A partir de 1935, il fut l'un des dirigeants du Partido Obrero de Unificación Marxista (POUM) et occupa en 1936 le poste de ministre de la Justice au sein du gouvernement autonome de Catalogne. Après le soulèvement de Barcelone provoqué par les staliniens, il fut arrêté le 16 juin 1937 et emprisonné dans une prison "privée" du Guépéou, à Valence, puis à Madrid, où il fut torturé et assassiné ensuite (J. Gorkin, *El Proceso de Moscu en Barcelona*, Barcelone, 1973. A. Suarez, *El Proceso contra el POUM*, Paris, 1974).

(15) Ignacy Porecki, connu sous le pseudonyme de Reiss (1899-1937), alias Ludwig. Communiste à partir de 1919, faisant bientôt partie de l'appareil du Comintern et, à partir de 1922, du service de renseignement de l'Armée rouge, il devint ensuite l'un des hauts fonctionnaires du Guépéou en Europe de l'Ouest. Indigné par les "procès de Moscou" et la terreur stalinienne à l'encontre des révolutionnaires espagnols, il informa le comité central du PC d'Union soviétique, par lettre envoyée de Paris le 17 juillet 1937, de sa rupture avec le stalinisme et déclara publiquement que ces procès étaient truqués et qu'il adhérerait au Mouvement pour la création de la IV^e Internationale. Il fut assassiné en Suisse, près de Lausanne, le 4 septembre 1937 (E. K. Poretsky, *Les Nôtres*, Paris, 1969 ; édition en anglais : *Our Own People*, University of Michigan Press, 1970).

(16) Erwin Wolf (1902-1937), Allemand de Tchécoslovaquie, milita au sein du PC tchécoslovaque, puis au sein de l'Opposition de gauche. Il fut pendant un temps le secrétaire de Léon Trotsky, puis l'un de ses proches collaborateurs. A disparu en Espagne, comme beaucoup d'autres, en 1937, assassiné par les staliniens (Pierre Broué, *Quelques proches collaborateurs de Trotsky*, *Cahiers Léon Trotsky*, n° 1, 1979).

(17) L'un des assassins de Porecki-Reiss fut l'ex-officier tsariste vivant en France, Dimitri Smolenski, membre du PCF, qui a trempé également dans l'assassinat de la citoyenne suisse Renata Schneider, institutrice vivant à Paris.

destes, lointaines et dures. La crise actuelle du mouvement ouvrier, c'est avant tout la crise de direction. C'est la crise de l'aspect subjectif du mouvement ouvrier.

L'avenir du mouvement, camarades, dépend de vos cerveaux, de votre courage et de la clarté dans la pensée. Relevez avec nous le drapeau de Lénine traîné dans la fange.

Le stalinisme est l'ennemi mortel du communisme et de la révolution. Il nous faut nous lever pour une lutte à mort à l'encontre de la contre-révolution stalinienne.

Lutte pour une renaissance du mouvement sur la base du marxisme révolutionnaire !

Lutte contre le capitalisme et le fascisme !

Lutte pour la Quatrième Internationale !

Lutte pour la reconstruction du Parti bolchevique en Pologne, parti fidèle aux idéaux de Marx, Lénine et Trotsky !

Vive la révolution internationale victorieuse !

Vive la République des soviets de Pologne !

Les bolcheviks-léninistes

Staline et ses écrivains

(Jean-Jacques Marie)



**“Entouré d’une meute de parrains au cou mince
Il joue avec les sous-hommes qui le courtisent,
L’un siffle, l’autre miaule, le troisième larmoie,
Et lui seul tonne, et lui seul tutoie.
Il forge comme des fers d’innombrables décrets
Au bas-ventre, en plein front, en plein nez,
dans les yeux.
L’échafaud, pour lui, c’est toujours la fête
Pour l’homme au large poitrail d’Ossète”**

(Ossip Mandelstam)

DEVENU secrétaire général du comité central en avril 1922, Staline, jusqu’en 1929, se consacre essentiellement à la lutte politique pour abattre l’Opposition de gauche, puis l’Opposition unifiée. Pendant ces sept années, il ne s’intéresse que de loin au monde des écrivains et des artistes en général.

L’Opposition unifiée est chassée du Parti communiste à la fin de 1927 et au début de 1928. L’“opposition de droite” (Boukharine, Rykov, Tomski), que Staline qualifie seulement de “*dévi*ation de droite”, car elle n’a pas engagé de combat public dans le parti, capitule à l’automne 1929, au moment où Staline lance la collectivisation totale et forcée, qui dresse contre lui la majorité de la paysannerie.

Il se penche alors sur l’intelligentsia, et d’abord sur les écrivains. Le stalinisme suppose en effet le monolithisme politique d’un parti unique sans courant, fraction ni tendance, qui exige à son tour le monolithisme intellectuel, et donc le contrôle absolu de toute la vie intellectuelle. Staline s’attaque d’abord à la lit-

térature. Il passera ensuite à l’histoire, puis à la philosophie, à la musique, aux sciences exactes même, avant de se faire élire en décembre 1939 à l’Académie des sciences de l’URSS.

Le repoussoir des “écrivains prolétariens”

Il veut gagner à lui de fidèles serviteurs, que la seule contrainte ne saurait garantir. Le champ littéraire est alors dominé par l’Association des écrivains prolétariens (le RAPP), la plupart dénués de talent, mais tous ou à peu près membres du Parti communiste et fervents staliniens. Staline n’apprécie guère ces braillards, un moment utiles pour éliminer les amis littéraires de Trotsky, comme Voronski, ou pour intimider les “compagnons de route”, talentueux mais politiquement incertains, comme Isaac Babel ou Boris Pilniak. Ils constituent un repoussoir pour les célébrités que Staline veut gagner en URSS ou dans l’émigration.

Il affecte d'abord la modération, en feignant de distinguer les domaines littéraire et politique. Ainsi s'en prend-il indirectement au RAPP et à son terrorisme intellectuel dans une lettre du 1^{er} février 1929 à un certain Bill-Bielotserkovski, où il déclare « *incorrect de parler de "droite" et de "gauche" dans la littérature* ». Il y affirme : « *La question n'est pas d'interdire* » ! Recevant deux semaines plus tard, le 12 février 1929, un groupe d'écrivains ukrainiens, il leur déclare : « *La littérature n'est bien entendu pas une affaire de parti. Elle est beaucoup plus large que le parti et les critères doivent y être autres, plus généraux (...). Exiger que la littérature et l'auteur développent un point de vue de parti, c'est chasser tous les sans-parti* », qu'il veut se gagner. Il ajoute à cet apparent libéralisme une modestie tout aussi affectée. Il écrit le 19 mars 1930 au versificateur Bezymenski : « *Je ne suis pas un connaisseur de la littérature* », parodiant ainsi Lénine, qui avait prononcé la même phrase, mais l'avait, lui, mise en application...

Une feinte humilité

Donnant un peu plus tard du bout des lèvres l'autorisation au metteur en scène Stanislavski de monter *Le Suicide*, d'Erdman, que, dit-il, « *il n'apprécie pas énormément* », il feint encore l'humilité : « *Je suis un dilettante.* » Mais en privé, il exprime sa vraie conception de la littérature : en avril 1931, la revue *Krasnaïa Nov* publie la nouvelle de Platonov « *En réserve* », qui donne une triste vision des kolkhozes. Staline égrène en marge des annotations furieuses : « *crétin* », « *andouille* », « *gredin* », « *pitre* », « *fripouille* ». Pourtant, selon le rapport de l'agent du Guépéou Chivarov, accroché à ses basques, Platonov aurait déclaré : « *Ce que diront les autres m'est bien égal. J'ai écrit cette nouvelle pour une personne (pour le camarade Staline).* » Mais malgré la violence de ses réactions, Staline n'inclura pas Platonov dans les quelque six cents écrivains qu'au cours de sa carrière, il fera fusiller ou envoyer au Goulag.

Chacun sait que ce bonaparte, expression suprême de l'appareil bureaucratique, au-dessus duquel, en même temps, il veut se hisser pour ne pas en dépendre, décide déjà de tout et qu'il est le dernier recours, et nombre d'écrivains s'adressent à lui comme au mécène et au sauveur suprême. Le 28 mars 1930, Boulgakov lui adresse une lettre à la fois désespérée et critique. Il y dénonce l'interdiction de la quasi-totalité de ses œuvres et la censure contre laquelle il s'affirme décidé à « *lutter (...)* quel que soit le pouvoir au nom duquel elle s'exerce (...), de même qu'il est de mon devoir d'appeler à la liberté d'expression ». Il est un auteur satirique, or « *en URSS, tout auteur satirique porte atteinte au régime* ». Dans la misère, il demande à être expulsé d'URSS. La lettre de Boulgakov est à la fois un défi et un appel à l'arbitre suprême, qu'il juge implicitement capable de se hisser au-dessus de l'appareil qui le persécute. Un peu plus tôt, ce distinguo entre Staline et l'appareil qu'il incarne aurait été prématuré, un peu plus tard, il n'aurait plus présenté aucun intérêt pour Staline, qui enverra alors à la mort les membres du bureau politique eux-mêmes (Postychev, Tchoubar, Kossior, Roudzoutak, Eikhe). En ce mois d'avril 1930, au moment où Staline vient de marquer son indépendance à l'égard de l'appareil en décidant seul la collectivisation totale, puis sa suspension très provisoire, l'appel de Boulgakov tombe à pic. Staline lui téléphone. Il se dit très occupé, mais décidé à tenter de faire quelque chose pour lui.

Le sauveur suprême

Plusieurs comptes rendus de cette conversation, hissée au rang de récit mythique, circulèrent dans l'intelligentsia moscovite. Un agent du Guépéou souligne les effets du récit public de cette conversation, qui permet à tout un chacun, écrit-il, de « *voir le vrai visage de Staline (...)*. On le jugeait responsable de tous nos malheurs et on l'imaginait comme un être féroce installé derrière les murs du Kremlin. Maintenant, on dit : *Staline est vraiment un grand homme, et*

en plus, simple et accessible (...), et il n'a rien à voir avec la ruine du pays. Il mène une ligne correcte, mais est entouré de racaille."

Staline reprend la livrée monarchique du maître protecteur des artistes contre les persécutions tâtilloannes de ses fonctionnaires et délivre, en plus, un message politique : le RAPP poursuit de sa haine tenace Boulgakov, écrivain "blanc", hostile à la révolution. Le coup de téléphone de Staline avertit le RAPP que sa domination sur le monde des lettres touche à sa fin. Leur fidélité et leurs incantations "communistes" ne sauveront pas ses membres de la disgrâce prochaine : Staline prépare, en douceur, un virage vers le nationalisme. Il veut se concilier, tout en les intimidant, les rescapés de l'ancien régime.

Boulgakov lui écrit à nouveau le 30 mai 1931 et lui déclare : *"Mon rêve d'écrivain, c'est d'être convoqué personnellement par vous."* Marietta Chaguïnian sollicite une préface de lui pour son roman *L'Hydrocentrale*. Pilniak lui demande de l'autoriser à partir à l'étranger et lui *"donne sa parole d'honneur de tout son destin d'écrivain : si vous m'aidez à partir à l'étranger et à travailler, je mériterai au centuple votre confiance"*. Staline considère sans doute avec méfiance cet engagement de l'auteur du *Conte de la lune non éteinte*, qui, cinq ans plus tôt, lui imputait en termes à peine voilés l'assassinat du commissaire à la Guerre, Frounzé. Mais il laisse partir Pilniak à l'étranger. La mise au pas progressive du monde intellectuel doit précéder les règlements de comptes.

De l'internationalisme au nationalisme

Staline veut à la fois contrôler totalement la vie littéraire soviétique et passer de l'internationalisme affiché d'hier à un nationalisme russe mâtiné de phraséologie soviétique. Le versificateur officiel Demian Biedny, logé depuis 1919 au Kremlin, lui en fournit l'occasion. En novembre, la *Pravda* et les *Izvestia* publient deux feuilletons rimés de Biedny :

"Descend du poêle" et *"Sans pitié"*, qui ridiculisent certaines mœurs et coutumes de la Russie tsariste. Le 6 décembre 1930, Staline fait condamner par le secrétariat du comité central ces deux feuilletons, qui, dit-il, dénigrent la Russie et présentent les ouvriers russes comme des fainéants.

Il cherche d'abord à attirer en URSS Gorki, installé en Italie, à Sorrente, depuis 1921. Après avoir violemment dénoncé la révolution d'Octobre, Lénine et Trotsky, dans son journal, *Novaïa Jizn*, en 1917-1918, Gorki, en cette fin des années 1920, se rapproche du régime. Staline l'invite en URSS. Gorki y vient en mai 1928. Staline le fait recevoir en grande pompe. L'année suivante, il l'envoie visiter le camp des îles Solovki, au moment même où le système concentrationnaire prend son essor. Gorki en revient ému par le "travail rééducatif" du Guépéou ! Il est mûr pour le ralliement total et définitif. Reste à le fixer pour toujours au pays. Ce sera fait en 1933. En attendant, Staline l'utilise comme appât. Il se réunit régulièrement avec lui pour préparer sous son patronage la mise au pas du monde des lettres.

"Contre la perfidie de Trotsky"

Lors d'une de ces réunions, en 1931, il discute avec Cholokhov du troisième livre du *Don paisible*, refusé par les rédactions des revues et maisons d'édition. Cholokhov y raconte le soulèvement des Cosaques de Vechensk contre le gouvernement bolchevique en 1919 ; cette évocation est fâcheuse en cette année 1931, où des soulèvements paysans éclatent aux quatre coins du pays. Staline, d'abord très réticent, lui demande ses sources sur les "pereguibi" (excès) des dirigeants de la région à l'époque, devenus plus tard des opposants à Staline. Cholokhov répond : *"Les trotskystes (...) avaient déchaîné des répressions massives contre les Cosaques (...), qui se sont alors soulevés contre la perfidie de Trotsky."*

Satisfait, Staline décide de faire imprimer ce troisième livre. C'est son critère-

re premier : l'utilité de l'ouvrage pour ses fins immédiates.

Gorki déçoit quelque peu Staline. A la fin de 1931, il entreprend une biographie du secrétaire général. Malgré la documentation choisie que Staline lui fait envoyer d'URSS, il n'arrive pas à écrire l'hagiographie attendue. Staline lui confie pourtant, en 1932, la présidence d'un comité préparatoire à la création d'une Union des écrivains unique pour toute l'URSS, qu'il met sur pied après avoir dissous, le 25 avril 1932, les dernières unions existantes. Le règne des "écrivains prolétariens" cesse ainsi, à la grande satisfaction de la majorité des écrivains soviétiques. Gorki se met au travail. En janvier 1933, il écrit à Staline : *"Vous êtes un grand homme, un véritable chef, et le prolétariat de l'URSS est heureux d'avoir à sa tête un second Ilitch."*

Installé définitivement en URSS, il aide Staline à domestiquer le monde des lettres. Pourtant, le directeur de la revue *Novy Mir*, Ivan Gronski, familier de Staline, qui l'enverra au Goulag cinq ans plus tard, affirme : *"Gorki gênait Staline (...). Staline se comportait avec lui extérieurement de façon amicale et paisible. Mais c'était seulement extérieur. Staline ne lui faisait pas confiance."*

La renommée mondiale de Gorki et sa stature personnelle lui laissent en effet une marge, même réduite, d'indépendance, ce qui le rend dangereux.

Staline l'utilise néanmoins au maximum. Le 19 octobre 1932, il organise une première réunion d'écrivains communistes chez Gorki. Il déclare avec mépris aux "écrivains prolétariens" : *"Vous êtes tout simplement encore de petites gens, de toutes petites gens, et vous voulez diriger toute la littérature !"*

"Les ingénieurs des âmes"

Le 26, il réunit une cinquantaine d'hommes de lettres chez Gorki. Staline reproche aux "écrivains prolétariens" de ne savoir que *"susciter la peur"*, chose,

dit-il, nécessaire mais insuffisante. Il faut être aussi capable de *"susciter la confiance"*. Il ne demande pas une *"unanimité qui n'existe que dans les cimetières"*, il les invite à répondre *"aux besoins du peuple, c'est-à-dire du parti. En quoi ? En fournissant une marchandise adéquate."* Les écrivains produisent, eux aussi, *"une marchandise intéressante, qui, dit-il, nous est très nécessaire : les âmes des gens (...). Vous aidez au remaniement de l'âme des gens. C'est une production importante, les âmes des gens. Et vous, vous êtes les ingénieurs des âmes."*

Ces ingénieurs d'un genre particulier doivent être bien traités. En cette année de restrictions, alors que la famine ravage l'Ukraine, le Kouban, le Kazakhstan, l'Altaï, et frappe aux portes des villes, Staline fait attribuer à Gronski 600 "rations" (*paiok*) à distribuer à sa convenance aux écrivains pour les libérer de tout souci matériel et les attacher ainsi au régime. Gronski souligne : *"Le paiok académique était alors le meilleur à Moscou"* et rappelle : *"Staline me sermonnait régulièrement en me reprochant d'être pingre et de soutenir peu la vieille intelligentsia"*, qu'il veut se gagner.

Gavés et conditionnés

Ils ne doivent pas seulement être bien nourris, ils doivent aussi être conditionnés. En août 1933, Gorki emmène avec lui 103 écrivains visiter le chantier du canal Baltique-mer Blanche, où près de 250 000 détenus creusent à mains nues en deux ans et demi un canal qui s'avèrera à peu près inutilisable. Le jeune écrivain-ouvrier Avdeïenko, invité à participer à cette Odyssée touristique et gastronomique, n'en revenait pas encore près de soixante ans plus tard : *"Dès que nous fûmes les hôtes des tchékistes, commença pour nous le règne du communisme complet. Nous mangeons et buvons à volonté sans rien payer. Des saucissons fumés. Des fromages. Du caviar. Des fruits. Du chocolat. Des vins. Du cognac. Et tout cela en pleine famine !"*

Et Avdeïenko se rappelait le train qui l'avait amené de Magnitogorsk à Mos-

cou : *“Partout, le long des voies, s’alignaient des enfants et des vieillards en haillons, nu-pieds, épuisés. La peau sur les os. Des reliques vivantes, et qui tendaient les mains vers les wagons qui passaient. On devinait sur leurs lèvres le même mot, toujours : du pain ! du pain ! du pain !”*

Gorki prépare aussitôt avec 35 autres écrivains un ouvrage luxueux, qui sort au nom du “Comité d’organisation de l’Union des écrivains soviétiques”, la veille de l’ouverture du XVII^e Congrès du Parti communiste, auquel il est dédié. L’ouvrage, intitulé *Le canal Staline de la mer Blanche à la Baltique*, est orné d’une photo de Staline.

La liste des auteurs comprend des écrivains policiers, comme Nikouline, l’ancien secrétaire général du RAPP, Averbakh, des ralliés (le comte Alexis Tolstoï), le formaliste Chklovskii, le satiriste Zochtchenko.

La mise en cage ou en condition des écrivains est en bonne voie. Le congrès fondateur de l’Union des écrivains doit la parachever.

Staline complète l’arsenal idéologique par des avantages matériels. Pendant la Grande Terreur, il augmentera sensiblement les traitements des cadres du parti à tous les niveaux, des officiers et officiers supérieurs, et, par deux fois, ceux des cadres du NKVD. Il fait de même avec les écrivains.

Peu avant l’ouverture du congrès, le 27 juillet, il fait créer un fonds littéraire (*Litfond*), destiné à améliorer les conditions d’existence des écrivains et à leur apporter une aide matérielle.

La mise au pas des écrivains est présentée sous une forme rassurante. Le congrès de fondation de l’Union des écrivains soviétiques, en août 1934, adopte une conception officielle de l’art soviétique, le “réalisme socialiste”. L’art, défini comme une arme, doit servir la politique du parti, donc être un instrument de propagande.

L’artiste s’attachera à peindre en rose une réalité qui ne l’est guère et réservera le noir aux résidus du passé, aux ennemis de classe et aux traîtres.

“Des rapports entièrement mensongers”

Staline a confié la direction des opérations à Jdanov, qui lui adresse des rapports enthousiastes : à l’en croire, tout marche à merveille ; les écrivains sont ravis. Les agents du NKVD, qui quadrillent la salle et les couloirs, l’informent de nombreuses réactions sarcastiques, critiques, voire hostiles, dans les conversations privées. Novikov-Priboï dénonce l’imminence de *“la bureaucratization complète de la littérature”* ; Babel compare le congrès à une *“parade tsariste”*. Semeiko soupire : *“Une bonne moitié de l’assistance (...) désirerait passionnément énumérer en hurlant la masse des injustices, protester, exiger, parler d’une voix d’homme et non de laquais, et on les force à écouter des rapports entièrement mensongers des dirigeants, qui nous racontent que tout va bien.”*

Staline liquidera trois ou quatre ans plus tard ces contestataires. En attendant, il les apaise et même les récompense pour leur docilité publique, en créant un village spécial pour eux, à Peredelkino, dans les bois, à une trentaine de kilomètres de Moscou. Il fait décider, le 23 octobre 1934, d’y construire 90 villas pour écrivains. La première liste de bénéficiaires de 26 noms comprend les futurs fusillés Babel, Pilniak, Bruno Jassenski, Artiom Vessioly, Zazoubrine, ainsi que Pasternak, Selvinski, Marietta Chaguinian, Ilyia Ehrenbourg, et des fonctionnaires de plume depuis longtemps oubliés. L’Union des écrivains offre à ses 2 000 et quelques membres des places en maisons de repos et des billets de train de première classe.

Gorki, ayant rendu tous les services attendus, passe au second plan. Staline a besoin d’une nouvelle figure emblématique. Il la trouve, ou plutôt la fabrique, en novembre 1935. Le 24 novembre, l’ancienne compagne de Maïakovski, Lily Brik, sur le conseil du vice-président du Guépéou, Agranov, se plaint dans une lettre à Staline du mépris dans lequel est tenue l’œuvre de Maïakovski, mort cinq

ans plus tôt. Staline transmet aussitôt à Nicolas Iejov la lettre de Lily Brik, assortie d'un commentaire impérieux : *“Maïakovski a été et reste le meilleur, le plus talentueux poète de notre époque soviétique. L'indifférence à l'égard de son souvenir est un crime.”*

L'implantation de Maïakovski

Qui dit crime, dit NKVD ! Confier à Iejov, policier à demi illettré, la promotion de Maïakovski montre qu'il ne s'agit pas d'une question littéraire. Selon le mot de Pasternak, Staline va implanter Maïakovski comme jadis Catherine II imposa la culture des pommes de terre. Maïakovski, mort, peut être utilisé sans risque, sous réserve de coupures. Pour compléter l'opération, Lily Brik, avec le concours de sa sœur, Elsa Triolet, réussira à se faire passer, auprès d'une intelligentsia “progressiste” occidentale bien complaisante, pour une quasi-victime du régime dont elle est une privilégiée.

Malgré la brutalité de la répression généralisée, Staline sait jouer de plusieurs registres et, alternativement ou en même temps, de la carotte et du bâton. En 1933, Cholokhov a dénoncé dans plusieurs lettres à Staline les méthodes barbares utilisées pour arracher aux paysans affamés leurs ultimes livres de blé. Staline finit par répondre à son appel. Cinq ans plus tard, Cholokhov, dans une lettre à Staline, exige des poursuites contre les dirigeants du NKVD de Rostov, qu'il accuse d'avoir jeté en prison des centaines d'innocents, torturés pour leur faire avouer des crimes imaginaires, et de préparer un dossier contre lui. Il exige la libération des innocents emprisonnés. Une commission du comité central le désavoue. Il monte à Moscou. Staline le convoque avec le chef du NKVD, Iejov, et un général qui dénonce un complot de Cosaques du Don désireux de constituer une république cosaque autonome présidée par Cholokhov. Staline conclut la réunion en tranchant : *“Il faut créer de bonnes conditions de travail au grand écrivain russe Cholokhov.”*

Au même moment, il prépare un procès d'écrivains et d'artistes “traîtres”. Il a fait arrêter Mikhaïl Koltsov, ancien menchevik devenu un stalinien fanatique, correspondant de la *Pravda* en Espagne pendant la guerre civile. Une dénonciation de l'hystérique André Marty scelle son sort. Koltsov est un maillon d'un complot en gestation.

Les complots imaginaires

Arrêté le 20 juin 1939, le metteur en scène Meyerhold, longuement torturé, “avoue” : il est trotskyste depuis 1923 ; il a participé en 1933, avec Ilya Ehrenbourg, qui l'a recruté dans l'organisation trotskyste, à la création d'une organisation antisoviétique visant à regrouper *“tous les éléments antisoviétiques dans le domaine artistique”*, puis est devenu espion anglais. On lui fait “avouer” qu'Ilya Ehrenbourg a recruté dans son groupe trotskyste les écrivains Iouri Olecha et Boris Pasternak.

Isaac Babel, arrêté le 16 mai 1939, est déclaré trotskyste depuis 1927, espion franco-autrichien depuis 1934 et fondateur d'une organisation terroriste-trotskyste comprenant encore Ilya Ehrenbourg et Iouri Olecha, le cinéaste Serge Eisenstein, le metteur en scène et acteur du théâtre juif Mikhoels, et cinq autres écrivains (Leonide Leonov, Valentin Kataïev, Vsevolod Ivanov, Lidia Seïfoulina, Vladimir Lidine). Leur agent de liaison était André Malraux. Staline préparait donc, dans le milieu intellectuel, une opération du même type que le procès des dirigeants du Comintern et des diplomates, qu'il tente alors en vain de fabriquer.

La plupart de ces comploteurs imaginaires sont des partisans ou sympathisants avoués du régime. A quelques exceptions près, les autres, les adversaires du régime ralliés sont épargnés (Boulgakov — qui, au même moment, écrit une pièce à la gloire du jeune Staline, intitulée *Batoum* —, Akhmatova, Prichvine, Kouprine — que le Guépéou réussit à faire revenir en URSS en 1937 —,

Alexis Tolstoï, qui demande une villa de onze pièces et en reçoit une de neuf).

Les prix Staline

Ils sont, certes, souvent réduits au silence ou au demi-silence, mais ne sont pas mêlés à cette mise en scène, que Staline abandonne en cours de chemin. Reste à se débarrasser des comploteurs avortés : le NKVD fusille Isaac Babel le 27 janvier 1940, Meyerhold et Koltsov le 2 février. Peu avant, le 21 décembre 1939, Staline a fait annoncer la création des prix Staline dans tous les domaines de la vie intellectuelle. Le prix rapporte la gloire, parfois éphémère, et une somme convenable en roubles.

À l'heure des fusillades succède le temps de la rectification des survivants. Il lui faut un prétexte. Avdeïenko, ancien mineur du Donbass, propulsé vers la gloire en 1933 pour son roman *J'aime*, le lui fournit. En juillet 1940, le film *La loi de la vie*, dont il a écrit le scénario, sort sur les écrans. Il ridiculise un jeune bureaucrate arriviste et arrivé. Le 16 août 1940, ce "film faux" est dénoncé par un article anonyme de la *Pravda*, commandité, corrigé et en partie réécrit par Staline lui-même, qui préside à l'exécution d'Avdeïenko, convoqué au comité central le 9 septembre. Staline l'accuse d'être "attiré par l'étranger", crime déjà capital. "Avdeïenko, ajoute-t-il, est un homme qui porte un masque, un suppôt de l'ennemi."

Une semaine après, Avdeïenko est rayé de la liste des correspondants de la *Pravda*, chassé de l'Union des écrivains, puis de son appartement. C'est le début d'une remise en ordre idéologique dans le monde littéraire, que la guerre interrompt.

Un discours subversif

La guerre, malgré ses épreuves, ses 30 millions de morts, ses destructions, a engendré une atmosphère de liberté relative, qui enivre certains. La romancière Marietta Chaguinian, qui a adhéré au

Parti communiste en 1942, prononce à la fin d'août 1945 un discours subversif devant la section du parti de Moscou de l'Union des écrivains. Applaudie par une partie des militants, elle reproche aux écrivains de "peindre la réalité en rose", dénonce l'utilisation du travail des enfants dans l'industrie pendant la guerre et évoque une grève de 15 000 ouvriers dans l'Oural, d'où elle revient. Selon le romancier Constantin Simonov, les soirées littéraires, où des écrivains en marge du régime, comme Akhmatova et le romancier Zochtchenko, officiellement critiqué en 1943 pour son roman *Avant le lever du soleil*, avaient été ovationnés, inquiétaient Staline : "Il y avait là, écrit-il, un peu de tapage, un soupçon de fronde, fondés sur une appréciation erronée de la situation et sur l'assurance que les frontières du permis s'élargiraient silencieusement, tandis que se rétréciraient celles de l'interdit au lendemain de la guerre."

Staline ne peut l'accepter. Il stimule l'énergie, à ses yeux défaillante, de Jdanov. Au bureau d'organisation du 9 août, il stigmatise la publication, dans la revue leningradoise *Zvezda*, des *Aventures d'un singe*, de Zochtchenko. Un chimpanzé, échappé du zoo, confronté aux embarras de la vie soviétique quotidienne, préfère retourner dans sa cage. Staline stigmatise cette "chose très vide (...), une anecdote de bazar, une pitreserie". Il condamne aussi la poésie d'Akhmatova pour son caractère lyrique intimiste et passéiste.

Le jdanovisme

Tout cela paraît bien tenu. En réalité, sa dénonciation esquisse le leitmotiv de la campagne anticosmopolite qui va dominer la vie culturelle et politique à partir de l'hiver 1948-1949. Staline reproche au rédacteur en chef de *Lenin-grad*, Likharev, de "marcher sur la pointe des pieds devant l'étranger. Vous encouragez ces sentiments d'obséquiosité. C'est un grand péché. Vous inoculez le goût d'un respect exagéré vis-à-vis des étrangers. Vous inoculez le sentiment

que nous sommes des gens de deuxième catégorie, et que, là-bas, ce sont des gens de première catégorie..." Un décret du 14 août 1946 condamne *Zvezda et Leningrad*, Akhmatova, Zochtchenko et l'écrivain Khazine.

Pour donner chair à sa politique nationaliste et anticosmopolite, Staline promet le tsar Ivan le Terrible. Dès 1940, il a commandé à Alexis Tolstoï un *Ivan le Terrible*, achevé en 1942, année où paraît un roman du même titre d'un certain Vipper, que Staline fait entrer à l'académie, et la première partie d'une trilogie consacrée au même tsar, qui vaudra à son auteur inconnu, Kostylev, le prix Staline en 1947.

Le 12 mai 1947, Staline convoque les trois dirigeants de l'Union des écrivains : Fadeiev, Ehrenbourg et Gorbatov. Il leur répète ce qu'il a déclaré trois mois plus tôt à Eisenstein et à Tcherkassov, qui joue le rôle d'Ivan le Terrible : Ivan est un tsar progressiste, parce qu'il a protégé la Russie de l'influence étrangère en empêchant les étrangers d'y entrer, alors que le libéralisme de Pierre le Grand à l'égard des étrangers a mené à la germanisation du pays. Et il reproche à nouveau aux écrivains de s'agenouiller devant l'Occident.

Le dressage des serviteurs

Leur mise au pas exige que les fidèles serviteurs eux-mêmes soient dressés. En 1938, Staline a confié la direction de l'Union des écrivains à un ancien du RAPP, Alexandre Fadeiev, dont le roman *La Jeune Garde* reçoit le prix Staline en 1946. Un an plus tard, la *Pravda* accuse le romancier, invité à revoir sa copie, d'avoir sous-estimé le rôle du parti. Fadeiev sait que le coup vient de Staline ; il refait le roman et s'enivre une bonne semaine pour se consoler.

La campagne nationaliste, xénophobe et de plus en plus nettement antisémite débouche sur le prétendu "complot des blouses blanches", que Staline lance publiquement le 13 janvier 1953. Sur les

neuf médecins accusés d'avoir assassiné les secrétaires du comité central, Chtcherbakov en 1945 et Jdanov en 1948, et de préparer l'assassinat de cinq haut dignitaires de l'armée, il y a six Juifs. La majorité des autres médecins arrêtés (vingt-huit) sont juifs eux aussi. Pour camoufler la nature antisémite de l'opération, Staline utilise l'écrivain juif Ilya Ehrenbourg, dont la *Pravda* du 23 janvier publie un grand article sur la politique internationale. Le numéro du 28 janvier annonce sur trois colonnes la remise du prix Staline de la Paix à Ehrenbourg, dont la photographie s'étale en première page. Aragon et Elsa Triolet sont bien entendu là pour appuyer l'opération.

La campagne antisémite

Les Juifs sont à la fois victimes et prétexte d'une purge plus large : bien que fidèle de Staline, le romancier Constantin Simonov se voit accusé par la section d'agitation et de propagande du comité central d'être un Juif masqué, dont le vrai nom serait Simanovitch. Un responsable de la section accuse Simonov de diriger, "dans les cercles littéraires moscovites, un groupe d'individus liés au Joint Committee", que la presse du Kremlin dénonce comme une organisation sioniste d'espionnage américain.

Le 13 février, la *Pravda* publie un grand article, qui dénonce en termes vifs le roman de Vassili Grossman, *La Bonne Cause*, sur Stalingrad, accusé de n'avoir "pas créé une seule image vive, vivante, du communiste de l'épopée de Stalingrad". L'article annonce l'élargissement de l'affaire des "blouses blanches". En 1938, Staline avait un moment envisagé de monter un procès d'écrivains "trotskystes" décrétés agents de la Gestapo, du Mikado et de l'Intelligence Service. Il avait dû abandonner ce projet. Il le reprend en 1953 en remplaçant les "trotskystes" par les Juifs, promus agents américains.

Les écrivains juifs Grossman, Marchak, Aliokhine, Kaverine, Kazakhie-

vitch et d'autres sont menacés. Mais l'opération est plus délicate encore que le procès avorté de 1939.

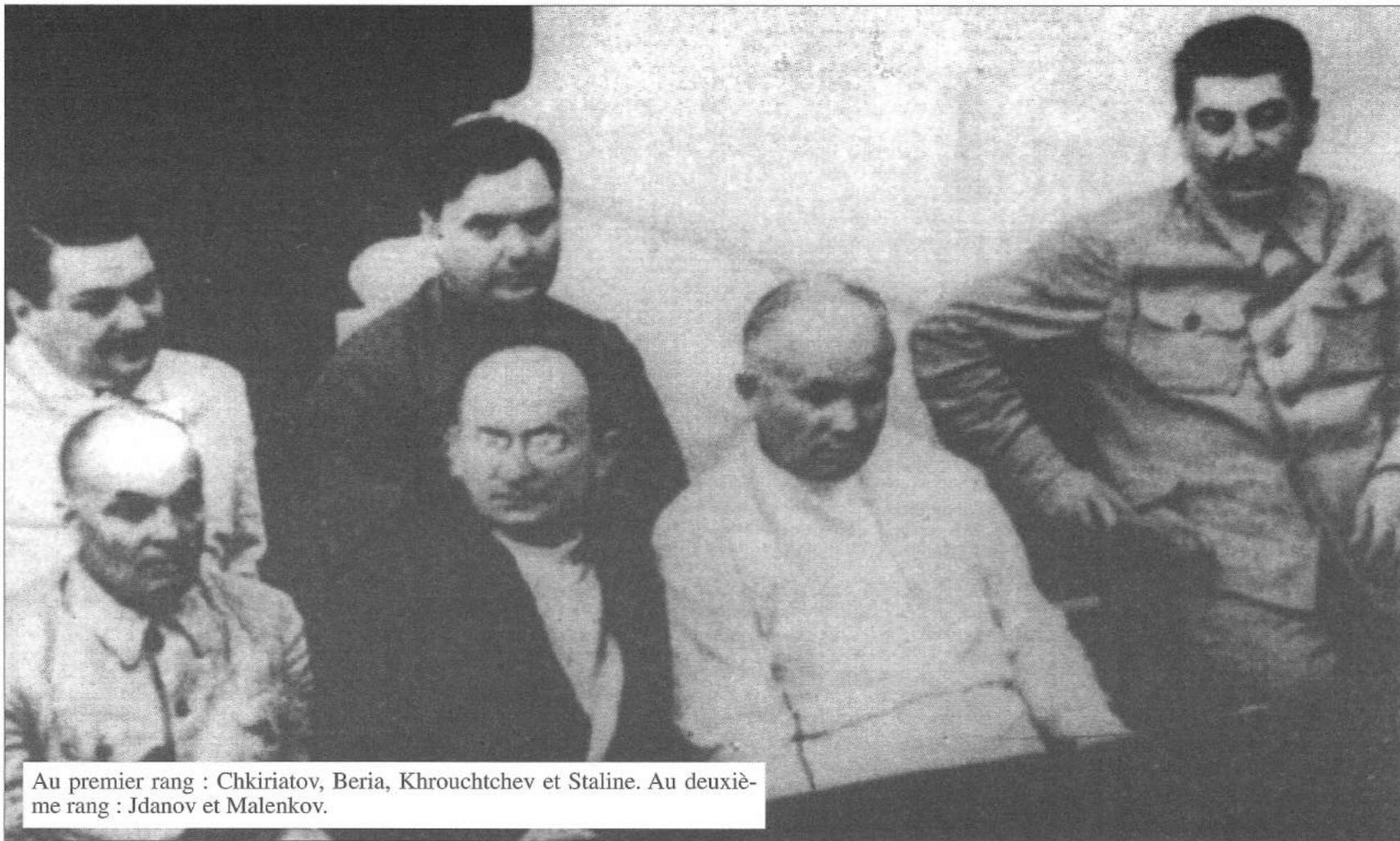
Et Staline a présumé de ses forces : une congestion cérébrale le terrasse le 1^{er} mars ; ses plus proches collaborateurs ne se hâtent pas de le faire soigner... et il meurt le 5 mars.

Sa mort ne libérera pas les écrivains soviétiques du contrôle d'une censure tâillonne et obscurantiste, mais elle sème dans le milieu des écrivains à la fois trouble, espoirs et confusion. Le 24 février 1956, Khrouchtchev prononce en séance à huis clos du XX^e Congrès du PCUS un rapport contre certains crimes de Staline, dont le contenu se répand comme une traînée de poudre dans le pays. C'en est trop pour l'ancien homme

lige de Staline, Fadeiev, dont l'existence semble brusquement vidée de toute sa douteuse signification. Le 13 mai, il se suicide. Le plus sincèrement stalinien des écrivains ne peut survivre à l'effondrement du mythe artificiel qu'il a tenu à bout de bras, mais auquel il a cru.

Jean-Jacques Marie

Les textes cités sont pour la plupart extraits du volume de documents d'archives *Vlast i Khou-doiestvennai Intelligentsia* (Moscou, 1999), du recueil de documents d'archives établi par D. L. Babitchenko, *Literatoumy front* (Moscou, 1994) de son livre *Pissateli i cenzory* (Moscou, 1994), et du livre de Evgueni Gromov : *Stalin i lskous stvo* (Moscou, 1998), *Istochriik*, 1994, n° 6, p. 9 216, A. Avdeienko, *Oduchenie* (L'Excommunication), *Znamia*, n° 3, mars 1989, p. 11).



Au premier rang : Chkiriatov, Beria, Khrouchtchev et Staline. Au deuxième rang : Jdanov et Malenkov.

Les 80
“antipétainistes”
de juillet 1940
vus à travers
les souvenirs
de Vincent Auriol

Quatre-vingts antipétainistes ?

**“Les fameux 80 qui se targueront ensuite
d’avoir engendré la Résistance”**

(Robert O. Paxton, *La France de Vichy*, Le Seuil, p. 41)

DANS l’histoire officielle de la mort de la III^e République figurent quatre-vingt héros républicains, qui ont, à l’Assemblée, le 10 juillet 1940, voté contre la motion déposée par Pierre Laval et lue par le président du Sénat, Jeanneney, donnant les pleins pouvoirs au maréchal Pétain pour prononcer la mort de la République (sans compter les vingt-sept demi-héros qui se sont manifestés par une abstention déclarée). La motion de Laval affirmait :

“L’Assemblée nationale donne tous pouvoirs au gouvernement de la République, sous l’autorité et la signature du maréchal Pétain, à l’effet de promulguer par un ou plusieurs actes une nouvelle Constitution de l’Etat français. Cette Constitution devra garantir les droits du Travail, de la Famille et de la Patrie. Elle sera ratifiée par la nation et appliquée par les Assemblées qu’elle aura créées.”

Les quelques pages des *Mémoires* de Vincent Auriol (publiés en 1945 aux éditions Charlot, au lendemain même de la Libération), et que nous citons ci-après, sont trop rarement utilisées par les historiens de cette période. Ainsi, Robert O. Paxton, dans sa *France de Vichy*, ne le cite jamais. Or ces *Mémoires* ont l’avantage de montrer le vote effectué sous un

éclairage quelque peu différent de la légende dorée des intrépides défenseurs de la République.

Dans ces souvenirs publiés en 1945, Vincent Auriol évoque et publie un texte élaboré par ceux qu’il appelle “*les Anciens combattants du Sénat*”, rédigé par le radical Paul-Boncour et dit projet Taurines, du nom de l’un des membres du bureau du Sénat chargé de le déposer. Vincent Auriol fait l’éloge de ce projet, qu’il qualifie de “*clair et précis*”, et dont il propose que l’un des deux ministres socialistes du gouvernement (Rivière) demande la réunion du Conseil des ministres et y défende ce projet.

Vincent Auriol cite la réponse de Rivière : “*Je suis prêt à soutenir la thèse que vient de développer Vincent Auriol*” (au Conseil des ministres réuni le soir même à 9 heures), et il ajoute : “*Tous les parlementaires socialistes présents lui font confiance.*” Donc, ils sont prêts à soutenir ce texte... qui suspend la Constitution de 1875 et remet, on le verra ci-après, les pleins pouvoirs à Pétain ; le texte des sénateurs, pour l’essentiel, ne se distingue du texte de Laval que par un détail (que d’ailleurs, dans ses souvenirs, Vincent Auriol détache en l’imprimant en caractères différents pour montrer que là est, en effet, l’essentiel) : l’idée que Pétain devra préparer les

Constitutions nouvelles “*en collaboration avec les commissions compétentes*”, ce qui, on l’avouera, ne modifie guère le fond de l’affaire : le texte de Paul Boncour — Anciens combattants —, comme celui de Laval, suspend ou liquide la Constitution républicaine de 1875 et donne les pleins pouvoirs à Pétain, avec une petite bride dans le premier cas, sans aucune dans le second.

Le texte de Paul-Boncour, dit texte Taurines, a été résumé et partiellement reproduit dans *Le Véritable procès du maréchal Pétain*, de Louis Noguères (Fayard éditeur, p. 157). Fred Kupferman en cite un paragraphe, qu’il présente comme le texte complet dans son *Pierre Laval* (Masson, p. 81) et dont la formulation est assez sensiblement différente de celle de Louis Noguères, mais dont le sens est identique.

Texte de Noguères : “*La Constitution est suspendue jusqu’à la signature de la paix. Le maréchal Pétain, chef du pouvoir exécutif, a pleins pouvoirs de prendre, par décret, toutes les mesures qu’il jugera nécessaires et, en même temps, d’établir, en collaboration avec les Assemblées, les bases d’une Constitution nouvelle.*”

Texte de Kupferman : “*La Constitution de 1875 est suspendue jusqu’à la conclusion de la paix, le maréchal Pétain ayant tous les pouvoirs pour prendre, par décrets ayant force de loi, les mesures nécessaires au maintien de l’ordre, au relèvement du pays et à la libération du territoire.*”

Robert Aron a reproduit le texte entier cité par Vincent Auriol dans son *Histoire de Vichy* (Fayard, pp. 122-123). Il utilise d’ailleurs assez abondamment les souvenirs de Vincent Auriol, mais ne cite jamais ce qu’il dit sur la réunion du groupe socialiste et sur la position de ce dernier.

Rappelons que, le 9 juillet, l’Assemblée vote par 624 voix contre seulement 4 — le député socialiste Bondi, les deux députés radicaux-socialistes Margaine et Roche et le sénateur marquis de Chambrun — un texte proposé par Laval, affirmant “*que les lois constitutionnelles doivent être révisées*”.

Lors du débat du 10 juillet, le chef du Parti socialiste, Léon Blum, n’a pas pris la parole. Il s’en est expliqué plus tard en déclarant :

“*Je n’avais aucunement peur du tumulte féroce que j’aurais déchaîné rien qu’en me levant de mon siège ou par le premier accent de ma voix. J’en avais vu bien d’autres (...), je ne pouvais douter que, dans l’échauffourée dont mon intervention donnerait le signal, la très grande majorité de mon groupe m’abandonnât, que dis-je ? nombreux seraient ceux qui feraient secrètement chorus avec les insulteurs. Je ne voulais pas offrir le spectacle public de ce reniement. C’est là seulement ce qui me paralysa, ce qui me cloua la bouche.*”

On a quelque mal à comprendre comment ceux “*qui feraient secrètement chorus avec les insulteurs*” pourraient offrir “*le spectacle public du reniement*”.

Dans sa biographie de Léon Blum, Jean Lacouture, qui cite ce passage, le commente : “*Il reste que le silence de Léon Blum, ce jour-là, fût-il physiquement, matériellement imposé, fait mal. Lui qui a su braver héroïquement des assemblées furieuses et des meetings en forme de fournaises reste muet le jour où la République est non seulement assassinée, mais couverte de crachats*” (p. 455).

Il ne s’agit sans doute pas d’une question de courage personnel, dont Léon Blum n’était nullement dénué, mais d’une question politique, et purement politique. L’étonnement de Jean Lacouture s’explique certainement parce qu’il ne dit mot du texte des Anciens combattants du Sénat, dont il semble ignorer l’existence, et de l’approbation que Blum et le groupe socialiste donnaient à ce texte. Or ses auteurs, ou du moins ses signataires, Dormann et Taurines, acceptent de ne pas le soumettre au vote... Robert Aron excipe, pour expliquer cette non-mise aux voix, d’une manœuvre réglementaire de Laval, qui fait attribuer à son texte la priorité et décider qu’un autre texte ne sera soumis au vote que si le sien est battu, et déclare : “*Nous n’accepterons aucun amendement.*”

Certes, mais si Paul-Boncour — dont la haine personnelle pour Pierre Laval est notée par tout le monde — vote contre le texte de Laval... les deux sénateurs signataires **votent pour ce texte** ! Il y a donc là bien plus qu'une astuce d'ordre du jour, il y a le sentiment que presque rien ne distingue leur texte et celui de Laval. Et malgré les affirmations de Vincent Auriol, c'est parfaitement exact. D'ailleurs, Pétain avait déclaré aux deux sénateurs : *"J'accepte votre contre-projet, mais il faut convaincre maintenant M. Laval, qui, comme vous le savez, pour cette discussion, est l'avocat du gouvernement."*

Soutenant le texte des deux sénateurs, les socialistes, et Léon Blum parmi eux, étaient dès lors réduits au silence.

Aucun député ni sénateur socialiste ne prend d'ailleurs la parole dans la séance de l'Assemblée nationale du 10 juillet : ils restent tous muets comme des carpes. Seuls deux radicaux-socialistes, isolés, Vincent Badie et Margaine, tentent d'intervenir. Vincent Badie a, en effet, rédigé une motion signée de 27 parlementaires et essaie d'en donner le contenu. Il est agrippé au collet par le très républicain Fernand Bouisson, qui l'empêche de prendre la parole pendant que le président de séance, le très républicain Jeanneney, s'empresse de faire

voter le texte de Laval. Au moins, lui, a-t-il essayé...

Si Pierre Laval avait accepté le texte des Anciens combattants du Sénat, le groupe socialiste, si l'on en juge par les souvenirs de Vincent Auriol, l'aurait soutenu. Que pouvaient bien faire à Laval les "commissions" sans pouvoir dont les sénateurs avaient décoré leur texte, alors même que ce texte suspendait la Constitution et donnait *"tous pouvoirs"* au maréchal Pétain ? Rien, dans les faits. Mais sans doute Laval, grisé par une victoire parlementaire massive dans une Assemblée nationale qu'il détestait pour y avoir été marginalisé depuis les élections de 1936, a-t-il voulu ajouter à la victoire politique un triomphe personnel sur ses ennemis politiques et personnels, et prendre sa revanche. Il n'a pas seulement voulu battre ses adversaires, il a voulu les écraser.

Lénine disait : *"Le ressentiment est mauvais conseiller en politique."* Une bonne partie des 80 peuvent certainement dire merci à Laval, à titre posthume : à dater de 1945, seuls ceux qui ont voté contre ou se sont abstenus sur la motion Laval pourront se retrouver à la tête du personnel politique de la nouvelle République.

Jean-Jacques Marie

“C’est dans une tragique clarté que M. Laval a réclamé et obtenu les pleins pouvoirs”

AUCUN membre des assemblées responsables ne peut dire qu’il ne savait où on le menait et que MM. Pétain et Laval ont outrepassé leurs pouvoirs. C’est dans une tragique clarté, et non dans l’équivoque, que M. Laval a réclamé et obtenu des pouvoirs absolus et que la France et la République lui ont été livrées (1).

Le premier sursaut sénatorial et la résistance prolongée du groupe des Anciens combattants du Sénat en sont la preuve.

Laval, qui, après la réunion du Petit Casino, se rendit chez les sénateurs, se heurta à l’hostilité du plus grand nombre. Mais il est sénateur ; il sait leur parler ; M. Léon Bérard, qu’il nomma, quelque temps après, ambassadeur au Vatican, l’aida puissamment à “apaiser” les craintes et les oppositions. Laval y parvint grâce à sa promesse de soumettre la Constitution nouvelle “à la ratification de la nation”.

La résistance des Anciens combattants du Sénat

Mais le groupe des “Anciens combattants du Sénat” ne cède pas. Il donne mandat aux membres de son bureau,

MM. Dormann et Taurines, de déposer et de soutenir devant l’Assemblée nationale un contre-projet, dont on m’a remis le texte dans la soirée du 9 juillet. Le voici :

“L’Assemblée nationale décide :

1. L’application des lois constitutionnelles des 24, 25 février et 16 juillet 1875 est suspendue jusqu’à la conclusion de la paix ;

2. M. le Maréchal Pétain a tous pouvoirs pour prendre, par décrets ayant force de lois, les mesures nécessaires au maintien de l’ordre, à la vie et au relèvement du pays et à la libération du territoire ;

3. L’Assemblée nationale confie à M. le Maréchal Pétain la mission de préparer, en collaboration avec les commissions compétentes, les Constitutions nouvelles qui seront soumises à l’acceptation de la nation dès que les circonstances permettront une libre consultation.”

(1) Le 11 juillet 1943, Laval a rappelé ce fait désormais indiscutable. Dans une réunion du “Mouvement du Prisonnier”, à la salle Wagram, il a dit textuellement ceci : “Au Casino de Vichy, je demandai aux représentants de la nation, sénateurs et députés, de voter une résolution qui mettait un terme, non pas seulement à l’activité des parlementaires, mais à un régime” (voir journaux de Vichy).

Nous voilà loin du texte et de la politique de Laval ! Ce contre-projet est clair et précis ; l'objet en est limité. Les pouvoirs ne sont délégués que dans le cadre d'une administration normale. Ni la nation ni ses représentants ne se dessaisissent de leur souveraineté. C'est en collaboration avec les élus législatifs que le gouvernement administrera le pays, s'efforcera de libérer le territoire et préparera la Constitution nouvelle de la République. C'est la nation seule qui en décidera, soit par un référendum, soit par l'élection d'une Constituante. La France n'est pas livrée à l'aventure. La République continue. Un but : la libération et le relèvement de la patrie.

Dans les présentes conjonctures, cette proposition est de haute sagesse politique. En effet, si coupable, si regrettable qu'il soit, l'acte d'armistice existe, mais, pour le répudier, il faut que la France conserve sa totale liberté, s'organise, reprenne des forces, fasse son unité. En ce juillet 1940, par son âge et son prestige, le maréchal Pétain, à tort ou à raison, a encore la confiance, hélas ! aveugle, de la majorité de la nation. Soutenu par des Assemblées courageuses qui eussent eu le souci de notre avenir et le respect de la souveraineté nationale, un chef patriote aurait pu résister à l'occupant et, le moment venu, se dégager de son étreinte. Le vote unanime du contre-projet aurait surtout reconstitué l'unité dans le Parlement et dans le pays. Par cette unité vivante, on aurait pu briser les tentatives de Laval et de son équipe et, le moment venu, les chaînes de la servitude étrangère.

Lorsque les "constituants" félonx déclarèrent, pour se justifier, que les opposants ne proposèrent rien, le contre-projet Taurines fait éclater ce mensonge.

J'ai appris que ce texte avait été rédigé par Paul-Boncour. Je n'en suis pas surpris. Il reflète son caractère fait de loyauté républicaine, de patriotisme et de mesure.

Dans une conversation que j'ai eue avec lui, à Muret, où il est venu me voir, quelque temps après, il a précisé dans quelles conditions ce contre-projet a été rédigé : « *J'ai fait partie, me dit-il, de la*

délégation qui s'est rendue chez le Maréchal pour l'informer des objections, des craintes et des espoirs de notre groupe d'anciens combattants. Je lui ai exposé nos vues.

"Mais, interrompit Pétain, c'est ce que je veux. Je ne veux être ni César ni Mussolini. Rédigez donc un texte en ce sens." *Ce fut rapidement fait*, continua Paul-Boncour. *Prenant mon papier, le président du Conseil rectifia quelques expressions et dit à la délégation : "Ça me va tout à fait. Montrez-le à M. Laval, que j'ai chargé des négociations avec le Parlement..." Vous savez, conclut mon ami, ce que Laval en a fait. »*

Voyant le danger, il y a paré, à sa manière. Au Conseil des ministres, malgré les instances du président Lebrun, il a éludé toute discussion sur le projet. Il a rassuré les anciens combattants, il leur a donné "tous apaisements", selon son expression préférée. Il a fait traîner les négociations engagées avec eux. Il s'est dérobé à leur pression jusqu'au moment du vote où, par l'ultime manœuvre procédurière d'un compère roublard, il forcerait la décision du Congrès... Petits et misérables moyens !

La première décision des Assemblées

C'est dans ces conditions que, le 9 juillet, les deux Chambres ont d'abord délibéré séparément, sur le "projet de résolution tendant à réviser les lois constitutionnelles" : la Chambre des députés, le matin ; le Sénat, le soir.

A la Chambre, bref discours du président Herriot : éloge des députés morts pour la France ; hommage à la nation. Aucune passion, aucun sursaut. Il semble, jusque dans le ton, porter le deuil de la République et, hélas ! il conclut : "*Rassemblons-nous autour du Maréchal...*" Pourquoi donc se résigne-t-il ainsi, lui qui, en 1935, avait quitté le fauteuil présidentiel pour combattre le petit projet de pleins pouvoirs financiers demandés par Caillaux ? Lui qui, à Bordeaux, avait écrit à Pétain une lettre si ferme et qui, plus tard, avec un

noble courage, lui renverra sa croix de la Légion d'honneur ?

Brève suspension de séance, afin de permettre à la commission de statuer sur le projet de résolution et de désigner un rapporteur. *“Que ferons-nous ?”* demande Léon Blum à quelques amis groupés autour de lui. *Je crois qu'il nous faudrait voter contre ce projet préalable. Nous savons quel est le programme de la révision. Nous devons donc dès aujourd'hui affirmer notre hostilité.”*

« Mais, lui répondent quelques-uns d'entre nous, nous avons toujours demandé la modification des lois constitutionnelles. Pendant des années, nous en avons saisi l'opinion publique. Au lendemain du jour où le Sénat ligota votre gouvernement et le força à se retirer, nous avons repris, sur ce sujet, des campagnes incessantes.

Si le Congrès n'avait à se prononcer demain que sur ce seul projet Pétain-Laval, aucune hésitation ne serait possible. Il faudrait rejeter la proposition de révision. Mais un contre-projet Taurines, qui prévoit la révision par les voies régulières, est opposé à celui du gouvernement, et sans doute le voterons-nous. En outre, la résolution va réunir aujourd'hui une immense majorité ; notre opposition va la mettre en relief et créer ainsi un “préjugé favorable” à Laval. Celui-ci s'en servira pour préparer le vote décisif. Il arguera de cette majorité pour rassembler les peureux. Ne facilitons pas ses manœuvres. Noyons aujourd'hui dans l'unanimité la majorité qu'il prépare. Demain, nous nous efforcerons de faire voter le contre-projet Taurines. »

Léon Blum, qui est le militant le plus discipliné, n'insiste pas. Quelques jours après, il m'a dit que nous avions eu tort. C'est possible. En effet, grâce à une manœuvre procédurière de M. Bouisson, le contre-projet Taurines ne put pas être mis aux voix et nos arguments s'effondraient. Mais ce premier scrutin a peu d'importance et l'intérêt de cette discussion est minime en présence du seul vote qui importe : celui du Congrès.

Le projet de résolution est donc accepté à l'unanimité, moins trois voix, parmi lesquelles celle du marquis de

Chambrun, sénateur, descendant de La Fayette, oncle par alliance de Laval (...).

Une réunion des socialistes

A l'issue de cette séance préparatoire, Léon Blum, président du groupe socialiste, réunit les sénateurs et les députés socialistes présents à Vichy. C'est dans un des salons de l'hôtel où Rivière a installé le ministère des Colonies que se tient cette réunion. Pas de convocation officielle. Aucune invitation aux complices de Laval, tels que Spinasse, Rives, l'obscur et sinistre Rauzy, député de l'Ariège, commensal de M. Abetz, etc.

Nous sommes une soixantaine. Presque tous sont hostiles au projet Laval. Seuls, Roucaÿrol, député de l'Hérault, Chouffet, député du Rhône, exposent leurs raisons d'un vote favorable. Georges Monnet, Moutet, Hussel, Dormoy, le sénateur Bruguier, Jules Moch, Léon Blum leur répondent. Intervenant en fin de débat, je pose à Rivière quelques questions :

« L'exposé des motifs du projet de loi nous apprend que ce projet est déposé “au nom du gouvernement”. Le gouvernement en a-t-il délibéré ? S'il l'a fait, quelle a été l'attitude des deux ministres socialistes, Février et toi-même ? Le Conseil a-t-il examiné le contre-projet du groupe sénatorial des anciens combattants ? »

A ces questions, Rivière répond nettement :

“Le Conseil des ministres n'a délibéré sur aucun texte, ni sur le projet Laval, ni sur le contre-projet Taurines. C'est le Maréchal et c'est Laval qui, seuls, ont pris la décision.”

Personne n'en est surpris. Je fais alors quelques suggestions :

“Qu'un projet aussi grave soit déposé au nom du gouvernement sans délibération préalable de ce gouvernement, c'est déjà une grave atteinte aux principes républicains. Ce que les socialistes ne peuvent, à mon avis, accepter, c'est

que deux membres de leur parti laissent engager leur signature et leur responsabilité sans qu'ils aient été appelés à exprimer leur opinion. Rivière agirait sagement en demandant la convocation du Conseil des ministres et en y défendant le contre-projet Taurines. M. Pétain, paraît-il, s'est déclaré favorable à ce contre-projet. Le président Lebrun le soutiendra certainement de tout ce qui lui reste encore d'autorité.

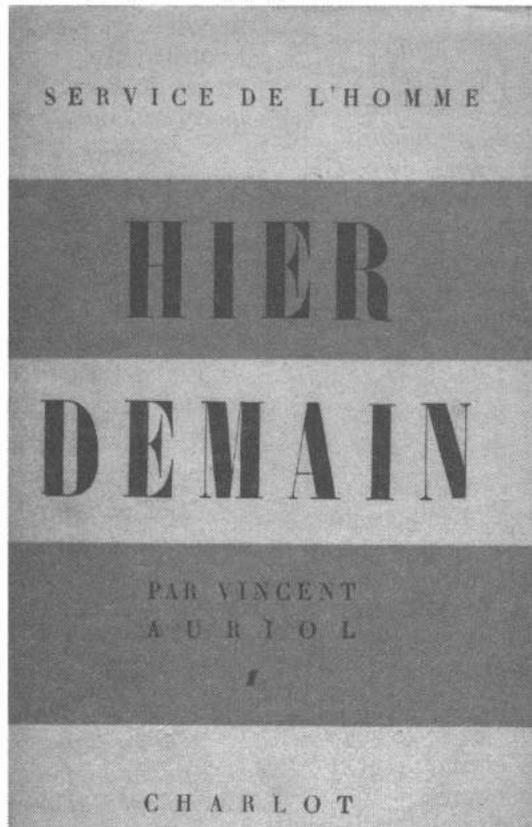
Pour éviter le pire, nous pourrions voter ce contre-projet, bien que je n'aie pas confiance dans le Maréchal. Mais s'il l'acceptait, si l'unanimité ou la presque unanimité du Congrès le votait, l'unité nationale se ferait contre les conspirateurs. Sous le contrôle des assemblées, le gouvernement préparerait la Constitution, pourrait redresser la situation intérieure et, grâce à l'unité française, résister aux exigences de l'ennemi et, à la première occasion, reprendre sa liberté. Ce qu'il faut tenter, c'est de refaire l'unité nationale, l'unité

républicaine. Laval, battu, démissionnerait ? Quel bienfait !

Pendant mon intervention, un huissier a remis un pli à Rivière : "Ça tombe bien, nous dit-il. Le Conseil se réunit ce soir, à 9 heures. Je suis prêt à soutenir la thèse que vient de développer Vincent Auriol."

Tous les parlementaires socialistes présents lui font confiance. Afin de seconder son action, ils décident d'envoyer une délégation auprès de M. Jeanneney, une autre auprès de M. Herriot. Chaque délégation est chargée d'insister auprès des deux présidents pour qu'ils obtiennent, avant le Conseil des ministres, l'adhésion du Maréchal à la proposition des sénateurs anciens combattants.

Léon Blum nous consulte enfin sur le projet Laval, au cas où le gouvernement rejetterait la proposition Taurines. Par 56 voix contre 4, les élus socialistes présents décident de voter contre ce projet.



Pages oubliées

**Jean
Duvignaud**

Le **Ça**^{perché}

Stock

Quelques souvenirs de Jean Duvignaud (1945 et 1947)

LA France "libérée", c'est la boue, la faim, le charbon qu'on vole ou qu'on achète au prix du cognac, le "pétainisme" qui a troqué son masque pour celui de la victoire.

"Le pouvoir s'installe", dit-on. L'ordre règne. Le pays est bien en main. Qui sont ces mains obscures, parachutées, qui ont remplacé celles des notables de Pétain ? Nous l'ignorons. Niort, Poitiers ont à peine changé, sauf qu'on voit partout des drapeaux mouillés par la pluie neigeuse et des uniformes fripés. Morne constat, mornes âmes...

1945. Le vide : qu'est-ce que l'Europe peut nous offrir ? La fascination de la mort : le stalinisme

Les "Jeeps" des soldats américains en permission soulèvent des pissats de bout neigeuse. On ne vend rien dans les magasins aux vitres sales. Les Français sont râleurs et hargneux. Les péniches de charbon du Nord arrivent mal, et le froid s'installe dans les chambres.

Les gens sont recroquevillés, mal habillés. La Libération a été une fête, et

puis on est retombé dans le tout-venant de la vie quotidienne. Un changement s'est effectué dans les esprits : petite conversion acrobatique, qui remplace les Américains bombardeurs (1) par les Allemands massacreurs, et Pétain par de Gaulle. On constate le poids de cette classe moyenne, qui n'a écouté la radio anglaise que comme alibi, et qui maintenant rêve de retrouver "le petit vin de la Villette" et les déjeuners du dimanche plus qu'elle n'imagine construire une autre société. Cela va de soi : nous sommes des idiots d'avoir cru à cela !

Des avions survolent la ville, par centaines, jour et nuit. C'est le plus sale hiver de la guerre. Pendant l'Occupation, il y avait l'espoir ; maintenant, il y a le règlement de comptes. Les gens qui n'ont rien fait font payer ceux qui se sont mouillés. Le pétainisme éternel massacre ou torture ceux des siens qui sont allés trop loin vers les Allemands. Ceux qui pensent que la révolution continue sont partis sur "le front", dans la boue et la

Notes de la rédaction :

(1) Jean Duvignaud fait ici allusion, en particulier, au bombardement de Royan par l'aviation américaine, qu'il a évoqué un peu plus haut. Ce bombardement a entièrement détruit une ville sans objectif ni importance militaire.

neige de Lorraine, où va se faire tuer Fabien.

Est-ce l'enthousiasme, la fête de la fin de la guerre ? Il a neigeé quelques heures plus tôt. Et d'un seul coup, la chaleur est là, avec ce cadeau : la paix.

On s'entasse sur les Champs-Élysées, et le "V" dessiné par des projecteurs apparaît dans le ciel. Le général-président esquisse un pas de parade au milieu des notables des vieux partis.

Il y a un "gauchisme" de 1944. Le mot n'existe pas encore, la chose existe. Les anciens "mouvements", les groupes idéologiques de gauche, l'aile extrême des FTP et certains communistes pensent que le départ des nazis signifie la révolution. Je l'ai cru.

Les "sages" disent que nous ne pouvons affronter les Américains, que nous devons attendre, que l'heure viendra (elle attend toujours !), que nous ne pouvons faire comme les Grecs, qui se sont lancés dans une révolution impossible et condamnée d'avance. Certains d'entre nous s'engagent dans les troupes qu'on envoie en Indochine. On les retrouvera à Alger, avec les colonels. Plus tard, je les combattrai. Avons-nous eu tort ou raison ? Eux aussi, ils attendaient "autre chose". Ils ont affronté cette boue sordide de l'hiver 1944-1945.

Comment saurions-nous que "nous sommes faits comme des rats" ? Que les accords de Yalta ont divisé une fois pour toutes l'Europe comme le traité de Berlin avait divisé l'Afrique sans les Africains, en 1880 ? Que s'établit cette partition du monde entre Soviétiques et Américains, qui abolit pour un demi-siècle les chances de révolution ? (...) On a peu parlé de cette époque. On a projeté sur elle la Résistance ou la collaboration. Période épouvantable : 1944-1947 a été une période d'extrême confusion et de malheur pour ceux qui étaient entrés dans la guerre en pensant à ce monde qui pouvait être et qui n'est jamais venu. C'est pour cela que j'ai cru plus tard que 1968 allait en casser les racines. Là aussi, je me suis trompé. Le mal vient probablement de ce que la somme d'énergie accumulée durant l'Occupation par des révoltés n'a pas trouvé moyen de se ma-

nifester à ce moment, que le refoulement social a écrasé l'infime puissance du désir. Les pères ont encore gagné !

De Gaulle a été ce père : il a écrasé les énergies de ce pays en replaçant la France dans la continuité historique de Pétain, l'histoire du passé, l'histoire de la grandeur. Ses novations sont archaïques et classiques. Il a fait une synthèse de la III^e République, du pétainisme et d'une sorte de socialisme planificateur. Thorez, dès son retour de Russie, n'a pas été en reste ; il a désarmé les "milices patriotiques", qui étaient l'émanation des "mouvements", il a hurlé, je l'ai entendu : "*Retrouvez vos manches !*" ; et il a lancé les hommes dans le travail traditionnel : "*Alors comme alors !*"

(...) Je reviens à ma cellule du Bateau-Lavoir. Un soir, brutalement, je découvre que la gêne du veilleur de nuit à nous rejoindre vient de ce qu'il a bu au comptoir l'argent de la cotisation qu'il doit nous donner. Je pense que ce problème est aussi important pour lui que la lourde manducation de Picasso l'est pour nous. Il se passe quelque chose de trouble dans l'esprit de ce type à moustache, mal arrivé dans la vie et à qui rien ne réussit. Qui nous dira que nous avons le droit de penser librement, tant que le veilleur de nuit n'aura pas réglé son problème ?

Il y a dans la cellule un ouvrier des usines Renault. C'est un solide gaillard, râleur et généreux. Je suis plus petit et il me prend par les épaules, on s'entend bien. Un jour, cependant, une question est posée, et, secrétaire que je suis de ce groupe, je dois l'enregistrer. D'ailleurs, il a raison : pourquoi Thorez et les autres restent-ils membres d'un gouvernement qui fait une guerre coloniale en Indochine ? Pourquoi sont-ils complices d'un massacre ?

On parle des heures là-dessus. On portera la question à des autorités plus hautes. C'est vite dit : quand je m'en ouvre au "responsable" qui centralise tout, ce dernier rêve : "*Il faut réfléchir.*" Revenir le lendemain, c'est découvrir plusieurs hommes inconnus dans ce bureau. "*Qu'est ce type ? D'où vient-il ? Est-il trotskyste ?*" Je n'en sais rien. "*Il*

faut faire une enquête, savoir, revenir avec des données certaines."

Enquêter, qu'est-ce que ça veut dire ? Enquêter sur ce grand type qui porte avec lui une raison que j'approuve ? Je reviens : je n'ai rien su. "*Nous, on sait*", dit le responsable. "*C'est un provocateur, et tu dois l'exclure.*" Exclure ? Mais sur quelles bases ? "*Celles de sa provocation.*"

Près de trente ans ont passé depuis ces événements, mais je ne les oublierai pas. Je suis revenu à la cellule, chargé de l'autorité de l'appareil. Un monde parle en moi, qui n'est pas celui de l'évidence. Je suis poussé dans le dos, en avant. Finis, les rêves et les méditations solitaires : voici un homme dont je suis plus proche que d'Aragon ou des gens que je rencontre au club des intellectuels, et je dois l'expulser du monde où s'élabore notre vie commune.

Certains événements portent avec eux cet absolu dont j'ai parlé. Il n'y aurait jamais eu de bolchevisme si la pratique n'avait pas été plus riche de raison que la raison pure. Ce ne sont pas dans les jeux du discours que se décident les instances de la stratégie, mais là, dans ce café mi-teux.

Qu'est-ce qui me pousse ? Est-ce le sentiment d'appartenir à cette élite que je rencontre au club des écrivains ? Qu'est-ce qu'un ouvrier pour eux ? Un appoint, car ils ne connaissent que les "masses", c'est-à-dire l'idée que l'appareil se fait de ce que doivent être les hommes.

La séance commence. Vaste discussion. J'ai exclu cet ouvrier. Il s'est levé. Il est allé au comptoir, il a demandé un Pernod. Le patron a tout entendu. Il se taît. L'exclu se taît : il boit lentement, tandis que nous achevons la réunion. Il ne nous regarde plus : l'exclusion dans ce quartier, à cette époque, ça veut dire qu'il n'aura plus de crédit chez l'épicier. La fin des copains. Il lui faudra sans doute déménager... Je sors. La nuit est tiède et il pleut vaguement. Il me suit. Il marche à ma hauteur, puis il me dépasse. Il rit en me regardant et me file un coup de poing dans le menton, pas très fort, juste ce qu'il faut, bien calculé. Il prend soin de voir que je ne suis pas sonné. Alors, il fait un geste de la main droite, curieusement allègre. Il disparaît dans la rue Ravignan.

Quelques jours plus tard, le "Parti" quitte le gouvernement. Ou peut-être en est-il expulsé (2)...

(2) A la suite de la grève des ouvriers de Renault commencée fin avril 1947 pour une augmentation de salaires, alors que le gouvernement du socialiste Ramadier (ancien membre du parti de Marcel Déat), auquel appartenaient plusieurs ministres communistes, dont Maurice Thorez, avait décrété le blocage des salaires en même temps qu'il menait avec ardeur la guerre coloniale au Vietnam. Les trotskystes jouèrent un rôle important dans cette grève, que les stalinien condamnèrent le plus longtemps qu'ils purent, jusqu'à ce que le développement massif du mouvement ne les contraigne à refuser la confiance au gouvernement dont ils étaient membres, afin, dira Jacques Duclos plus tard, de ne pas perdre le contrôle de la classe ouvrière.

**Eugène Kozlov,
Vladimir Soloveïtchik
et I. G. Abramson**

**Dix ans d'histoire
de la Russie
contemporaine :
la naissance
et les convulsions
du Parti russe
des communistes
(PRC)**

En août 1991, le putsch raté du GKTchP (initiales russes du comité d'état d'urgence mis en place par les putschistes) déboucha sur l'interdiction et la dissolution du Parti communiste de l'Union soviétique (PCUS), qui, malgré ses 15 millions de membres à l'époque (il en avait perdu 4 millions au cours des deux années précédentes), disparut sans coup férir ; cette disparition fut suivie de la proclamation de divers partis communistes, dont les deux plus connus sont le Parti communiste de la Fédération de Russie (PCFR), dirigé par Guennadi Ziouganov (par ailleurs membre à titre individuel de la société "L'héritage spirituel", qui mélange le stalinisme, des relents de la monarchie et une grande affection pour l'Eglise orthodoxe), et le Parti communiste ouvrier de Russie (PCOR), dirigé par Tioulkine.

Ces deux partis communistes ont comme caractéristiques : a) de se réclamer de l'héritage de Staline ; b) d'être liés à divers groupes mafieux selon les régions ; c) d'être d'un antisémitisme viscéral, qui les amène, au moins en privé, et parfois en public, à dénoncer le "*complot juif* (ou sioniste, ou judéo-maçonnique) *mondial*".

Existait encore le Parti bolchevique-léniniste, de Nina Andreieva, parti ultra-stalinien, qui a connu une scission et est en coma prolongé, et le Parti russe des communistes, d'où fut exclu sous l'accusation de "trotskysme" le groupe de Saint-Pétersbourg, qui a constitué depuis lors le Parti régional des communistes. La majorité a finalement, l'an passé, fusionné avec le Parti communiste ouvrier de Russie, et le parti unifié a, par un vote unanime, demandé l'annulation de la résolution du XXII^e Congrès du PCUS condamnant Staline !

Les principaux dirigeants du groupe de Saint-Pétersbourg ont publié pour le dixième anniversaire de leur existence une brochure, tirant un premier bilan de leurs dix années d'activité pour reconstituer un parti authentiquement communiste.

Nous publions dans ce numéro les trois premières d'une série de leurs contributions, qui fournissent de nombreux éléments sur l'histoire du mouvement ouvrier en Russie au cours de ces dix dernières années.

Comment s'est constitué le Parti russe des communistes (PRC)

(Eugène Kozlov)

SI nous avons souhaité évoquer la fondation du Parti russe des communistes et de son organisation de Leningrad, c'est pour comparer nos projets et nos réalisations, en tentant de retrouver les idées et les sentiments que nous étions nombreux à partager en 1990-1991. Certes, en dix ans, l'oubli a fait son œuvre, on s'en rend compte quand on les confronte aux documents disponibles. Ces souvenirs sont incomplets, ils peuvent contenir des inexactitudes ou des erreurs. Je ne me souviens pas toujours des dates, parfois de l'ordre des événements, en particulier des séances et des réunions où nous avons tellement discuté.

C'est probablement le lundi 26 août 1991, à mon retour de vacances, que je rencontrai pour la première fois V. A. Tioulkine, dans les fameuses pièces du second étage de l'aile gauche de la Maison de l'éducation politique, où, après le putsch, s'était transportée l'activité des communistes de Leningrad. Je me présentais à Victor Arcadievitche comme membre du conseil de coordination de la Plate-forme marxiste du PCUS et proposais ma collaboration pour résoudre les problèmes surgis après la dissolution du PCUS. Je me souviens que Tioulkine avait comparé la situation créée par le GKP Tch à l'incendie du Reichstag (1), c'est-à-dire qu'il y voyait une provoca-

tion destinée à empêcher la tenue du congrès extraordinaire du PCUS, pour lequel nous nous battions à l'époque et qui était prévu pour octobre ou novembre.

Nous, militants de la Plate-forme marxiste, considérions le Mouvement d'initiative communiste dirigé par Tioulkine, Terentiev, Popov, Kossolapov, etc., comme un allié dans la lutte contre la direction opportuniste-bureaucratique du PCUS, mais nous ne partagions pas leur idéologie et leur programme orthodoxes-dogmatiques, staliniens, qui, à nos yeux, n'offraient pas d'issue à la crise du PCUS et de la société.

A cette époque à peu près, peut-être même avant 1990, le juriste bien connu Boris Pavlovitch Kourachvili (notre futur compagnon du PCR-PCUS) avait publié une brochure où il proposait un "*divorce à l'amiable*", sous la forme de la constitution de trois partis issus du PCUS, un parti social-démocrate, un parti néo-stalinien et un parti marxiste classique. Déjà, alors, cette idée me séduisait et je pense aujourd'hui encore que, n'eût été le putsch d'Eltsine, la constitution de plusieurs partis, sur la base des courants et des plates-formes alors

(1) Incendie du siège du Parlement allemand organisé par les nazis pour déclencher la répression en février 1933.

apparus dans le PCUS, aurait pu conduire à la formation de partis authentiques, réellement influents, disposant de cadres formés et de bases matérielles solides. On aurait pu éviter l'évolution catastrophique qu'a ensuite connue la Russie. Si de tels partis avaient pu mener la lutte politique contre les soi-disant "démocrates", la dictature d'Eltsine, avec sa thérapie de choc, sa privatisation de voleurs, la fusillade du Soviet suprême et la guerre en Tchétchénie, n'aurait pas été possible.

Mais, dans les jours qui ont suivi le coup d'Etat des 19-21 août, la tâche immédiate était de s'opposer aux mesures illégales de suspension de l'activité du PCUS, que les triomphateurs des événements d'août avaient solennellement adoptées "*à des fins d'apaisement*". Je me souviens encore de l'indignation et de la haine qui m'ont saisi, tandis que je regardais les émissions télévisées du 22 au 25 août, quand les anciens boss du parti et le haut du panier des idéologues soviétiques se démenaient pour vanter les services qu'ils avaient rendus à "*la révolution démocratique*", se gaussant des convictions communistes de millions de militants sincères. Il me semble même avoir alors juré à mes proches de consacrer le reste de ma vie à lutter contre ce nouveau régime de crapules.

Ma première idée avait été de constituer un "comité de ville clandestin du PCUS", centre de coordination réunissant ceux des secrétaires d'arrondissement qui n'avaient pas capitulé, des membres de l'appareil du comité de ville et du comité de région, des militants des divers courants du parti. Et ce fut le sujet de ma première discussion avec Tioulkine. Il me semblait que, dans la situation de pression anticommuniste, de trahison, de désarroi dans le rang des militants, il eût été important de créer un centre de résistance au niveau de la ville, pour non seulement soutenir moralement les communistes, mais élaborer un programme d'action.

J'avais alors le soutien d'un copain de la fac d'histoire, S. Petrov, qui était alors secrétaire à l'idéologie du comité d'arrondissement de l'île Vassilievski,

ainsi que d'A. Jgoun, un jeune ingénieur, premier secrétaire de l'arrondissement de la Nevsky. Je fis alors le tour des arrondissements : celui de l'île Vassilievski rappelait un siège d'état-major, il y avait des réunions de travail, sans arrêt des gens venaient, repartaient avec des directives claires. Au contraire, dans l'arrondissement de Kouïbychev, dont j'étais membre, en tant que secrétaire adjoint du comité de l'Institut pédagogique Herzen, l'atmosphère était au défaitisme et à la panique. Le premier secrétaire partit bientôt dans une structure commerciale, le second secrétaire dissertait sur la nécessité de renoncer aux convictions communistes et de passer au "centrisme de gauche".

Nous proposâmes Iouri Belov au poste de dirigeant du "comité de ville clandestin". Son attitude courageuse quand les députés démocrates s'étaient emparés du bâtiment du comité régional du PCUS et la déclaration où il affirmait qu'il resterait à son poste de secrétaire régional en dépit du décret d'Eltsine lui avaient valu une grande autorité.

N'ayant pas personnellement participé aux discussions, j'ignore pour quelles raisons et comment le "comité de ville clandestin" s'est transformé en mouvement de défense des droits civiques, avec les mêmes participants. Peut-être à l'initiative de Belov lui-même. Je me souviens que, dans une interview que nous avons publiée, A. Jgounov et moi-même, dans *Smena* ("La Relève"), il avait particulièrement insisté sur la nécessité de constituer en Russie une société citoyenne et d'y respecter les droits civils proclamés dans la *Déclaration des droits de l'homme et du citoyen* adoptée le 5 septembre 1991 par le Soviet suprême de Russie. C'est ainsi qu'au début septembre apparut à Leningrad le mouvement Communistes pour les droits des citoyens, dont le but était de faire casser par les tribunaux l'oukase d'Eltsine sur la suspension du parti, puis sur sa dissolution, et d'unir tous les responsables du comité de district du PCUS et les représentants des divers courants et plates-formes à l'intérieur du parti qui refusaient de se plier à ces décrets.

Les 7 et 8 septembre, se tint à Moscou la dernière séance du comité de coordination de la Plate-forme marxiste du PCUS (2). Elle se termina par une scission et la formation d'un comité d'organisation pour la création du Parti des communistes de Russie. Les divergences avaient mûri dès la fin de 1990, quand, à l'intérieur de la Plate-forme marxiste, s'était détaché le groupe Marxisme du XX^e siècle, dirigé par A. Bouzgaline. En 1991, à la première (en mai) et surtout à la deuxième (en août) étape de la quatrième conférence, un conflit avait surgi entre A. Prigarine et le groupe de Bourdioukov-Krioutchkov. Ces derniers accusaient Prigarine de s'éloigner, dans son projet de programme du PCUS, des thèses de la Plate-forme marxiste, en caractérisant la société soviétique comme socialiste et en n'admettant pas l'existence de la propriété privée à l'époque transitoire.

A ces accusations théoriques s'ajoutaient des accusations politiques, une excessive loyauté vis-à-vis du PCUS et de son appareil, les freins mis à l'organisation effective de la Plate-forme.

A la session de septembre, tout était réglé. Bouzgaline affirmait que la Plate-forme avait fait son temps, puisqu'au moment du putsch, elle s'était retrouvée des deux côtés de la barricade, et il appelait ses partisans à rejoindre le Parti du travail. Un des officiers, membre du comité de coordination et qui soutenait Bouzgaline, rappela nerveusement qu'on avait voulu le fusiller quand il avait refusé de se soumettre au GKP Tch. Mais dans la majorité du comité, qui avait annulé le 26 août sa déclaration de soutien hâtive au GKP Tch, les avis divergeaient sur la tactique à suivre. L'idée avancée par Krioutchkov et Bourdioukov de créer, sur la base de la Plate-forme, un nouveau parti communiste, apparaissait douteuse aux partisans de Prigarine, parce qu'elle coïncidait objectivement avec la volonté d'Eltsine d'enterrer le PCUS.

Finalement, les membres du comité se divisèrent en deux groupes : l'un annonçait la constitution du mouvement politique et social Plate-forme marxiste et invitait à y entrer tous ceux qui se sentaient comme auparavant membres du

PCUS. L'autre, dont je faisais partie, se constitua en comité d'organisation pour la constitution du Parti des communistes de Russie (devenu par la suite PRC, Parti russe des communistes).

Cependant, à la réunion des partisans de la Plate-forme de Leningrad, je ne parvins pas à faire approuver la décision soutenue par la majorité du comité. La majorité des participants rejeta mon projet de résolution, qui affirmait que la décision de constituer le Parti des communistes était *"un pas correct pour reconstituer à la base le parti communiste"* et que *"la renaissance de l'ancien modèle du PCUS, non seulement était peu vraisemblable, mais n'était pas souhaitable, car elle aurait signifié le retour à l'ancien parti amorphe, qui réunissait des gens dont les positions étaient non seulement diverses, mais parfois même totalement opposées"*.

Un autre projet y fut opposé (visiblement, après des contacts avec les partisans de Prigarine au comité de coordination), qui condamnait la décision du comité du 8 septembre, geste de désespoir, voué à l'échec, parce qu'il rejette de la lutte pour le parti la grande masse des communistes, qu'il rejette le destin d'un parti vieux d'un siècle entre les mains de gens prêts à retourner leur veste. Dans cette lutte, il est nécessaire de consolider tous les communistes et non de les disperser dans divers partis. Une telle ambition conduirait à la constitution de partis minoritaires, incapables d'avoir une influence réelle sur les événements politiques, dans la mesure où la masse des communistes, peu au fait des différences de programmes et de dirigeants, serait incapable de choisir et resterait en dehors de l'un comme de l'autre. Le projet de résolution se terminait sur la transformation de la Plate-forme marxiste dans le PCUS en mouvement social et politique.

Je n'avais pas envie d'une scission dans l'organisation de Leningrad, déjà peu nombreuse. D'autant plus qu'il y

(2) Rassemblement des opposants de gauche à Gorbatchev.

avait du vrai dans les arguments de mes contradicteurs. La tragédie du PCUS résidait bien dans le fait que même les militants honnêtes et convaincus du parti n'avaient jamais été (et ne pouvaient pas être) des combattants politiques. Leurs convictions communistes avaient plus un caractère moral que scientifique et l'aspect théorique se réduisait à l'assimilation d'une interprétation uniforme du marxisme-léninisme, et non à la lutte des points de vue, qui l'avait caractérisé à l'époque de son développement. De plus, les décrets d'Eltsine avaient aussi la conséquence pernicieuse, en suscitant la protestation morale des communistes, de les empêcher de former de nouveaux partis sur la base de l'ancien.

Enfin, après des débats acharnés, une majorité se prononça pour des textes de compromis, une déclaration fixant les tâches des communistes après les événements d'août et une résolution spéciale sur la scission dans la Plate-forme marxiste furent adoptées.

Dans la résolution principale, on proposait aux organisations de base de ne pas admettre la scission dans le mouvement communiste et de ne pas se hâter de détruire les cellules existantes, sur la base desquelles seraient élus les représentants au comité d'organisation de préparation du congrès des communistes de Russie, qui devait constituer un parti uni avec constitution de fractions en son sein. Dans la résolution *"Sur la scission à la direction de la Plate-forme marxiste"*, le bureau du comité de coordination de Leningrad exprimait sa solidarité avec la position idéologique et théorique du comité d'organisation pour la constitution du Parti des communistes de Russie (du camarade Krioutchkov), et en même temps affirmait que *"la direction du comité de coordination de la Plate-forme marxiste pouvait encore travailler à surmonter les divergences dans le cadre d'un mouvement unique et que la scission du mouvement serait néfaste, entre autres parce que la majeure partie de ses partisans, localement, n'étant pas en état de définir leur position sur le fond et de choisir entre les deux comités d'organisation, la poursuite de la discussion pour préparer le congrès de fon-*

dation était non seulement possible, mais nécessaire".

Je ne sais pas qui a eu l'idée de constituer à Leningrad un chaînon intermédiaire sur la voie de la création de l'organisation de Leningrad du Parti des communistes de Russie-Union de la Plate-forme marxiste. Mais ce pas était visiblement nécessaire et correct tactiquement, même s'il ne s'inscrivait pas exactement dans la logique de nos camarades de Moscou.

C'est que, à la différence du Mouvement d'initiative communiste, nous ne disposions pas d'une organisation formelle, n'avions pas de structures de base, de membres enregistrés. En fait, notre mouvement ne fonctionnait qu'au niveau des conférences centrales et du conseil de coordination élu à ce niveau (à partir de mai 1991, un comité d'organisation de 5 membres fut également constitué). Tout délégué pouvait devenir membre du conseil de coordination, il lui suffisait de présenter sa candidature, et tous ceux qui le souhaitaient venaient à la conférence avec voix délibérative.

A mesure que la situation se tendait dans le PCUS et que grandissait le nombre des mécontents de la politique du comité central, de nombreux militants qui ne partageaient pas l'analyse objective des contradictions à l'intérieur de la société soviétique et du PCUS faite dans le document de fondation de la Plate-forme ont commencé à assister à ses conférences. Parmi eux, certains ont commencé à donner de la voix en proposant de résoudre ces contradictions en instaurant l'état d'urgence, en remettant le pouvoir à l'armée. Une partie d'entre eux ont ensuite rejoint le Parti communiste ouvrier russe (PCOR) et le Parti communiste de Russie-Parti communiste de l'Union soviétique (PCR-PCUS).

A Leningrad, le Mouvement d'initiative communiste était bien représenté, ainsi que l'OFT (3) et la Plate-forme démocratique dans le PCUS, qui rassemblait les partisans de la démocratisation du PCUS.

(3) Obiediniionny front trudiachtchikhsia (OFT) : Front uni des travailleurs, organisation de masse fondée en 1989 par des staliniens orthodoxes, avec le soutien d'une partie de l'appareil, pour lutter contre la perestroïka.

Aussi je fus très étonné en constatant que nous n'étions que trois délégués de Leningrad à la troisième conférence de la Plate-forme marxiste : Guerassimov, Kolmogorova et moi-même.

Quand, en mai 1991, nous réussîmes à élargir le nombre des partisans de la Plate-forme et à tenir une conférence pour discuter des différents projets de programme du PCUS, nous tenions tous dans le bureau du comité de parti de l'Institut pédagogique.

Et encore, la suite a montré qu'en fait, une bonne partie des participants étaient là par hasard. Ainsi donc, ce n'est qu'après les événements d'août que nous avons entrepris la tâche d'organiser la Plate-forme marxiste, de recruter sous cette bannière, qui était populaire (d'après les données d'un sondage effectué dans l'ensemble du parti au début de 1991, plus de 20 % des communistes se reconnaissaient dans la Plate-forme), comme étape préparatoire à la fondation du PCR.

La conférence des partisans de la Plate-forme a eu lieu 19 octobre, dans la grande salle d'un institut scientifique, sur la Fontanka. Il y avait 49 participants avec voix délibérative, 14 avec voix consultative. Igor Gotlib était chargé du rapport sur la situation politique générale, je présidais et fis un rapport sur la situation interne du parti dans le pays et à Leningrad ; généralisant l'expérience politique acquise après août 1991, je disais (les thèses ont été conservées) :

« Les événements d'août ont dissipé les illusions sur le "sage secrétaire général", ont renforcé la polarisation à l'intérieur du parti, ont fait fuir les carriéristes et les faibles, mais ils n'ont pas pu briser les traditions de la "majorité silencieuse" du PCUS. Plus encore, la "suspension" de son activité, les libérant de leurs tâches habituelles, de la nécessité de choisir entre tel ou tel courant idéologique, même du paiement de leur cotisations, leur a néanmoins permis de garder leur visage politique, leur réputation d'hommes restés fidèles au parti dans l'attente de son sort final. Un immense obstacle est l'incompréhension d'un grand nombre de communistes de

la nécessité objective de réformer le PCUS, la peur traditionnelle de la scission dans les rangs du parti. Mais par ailleurs, dans les conditions de la traque anticommuniste, la fidélité au "vieux" PCUS représente un soutien moral, elle manifeste la fermeté idéologique, la fidélité à soi-même et à ses principes. »

M'appuyant sur cette analyse des conditions objectives et subjectives, je posais la question : comment établir la démarcation, sur le plan idéologique et organisationnel, entre ceux qui, dans les rangs du PCUS, voulaient détruire le parti, ceux qui voulaient le moderniser, ceux qui voulaient le préserver, tout en évitant deux écueils : a) la constitution de plusieurs petits partis, qui, pis est, hostiles les uns aux autres, où la masse des communistes actuels ne voudraient pas ou ne pourraient pas entrer ; b) la renaissance de l'ancien modèle du PCUS, unissant des gens de toutes opinions politiques, des libéraux aux staliniens, menant entre eux d'interminables débats théoriques et incapables de mener une activité politique efficace et énergique.

Je voyais la réponse à ces questions dans une "stratégie d'actions parallèles"... dont le but était la constitution, sur la base du PCUS, d'un parti reconnaissant le droit de fraction, conservant son unité par son nom, son programme, ses statuts, où auraient pu trouver leur place aussi bien ceux qui se reconnaissaient dans une tendance déjà formée que ceux qui n'étaient pas encore en état de choisir.

Le développement ultérieur des événements montrerait si ce parti renforçait son unité ou s'il se réorganisait en un bloc de partis distincts.

Je proposais dans mon rapport une série de mesures pratiques :

1. Enregistrement des partisans de la constitution de nouveaux partis et mise en place de leurs comités d'organisation et de leurs structures régionales.

2. Organisation, par ces structures et des organisations du type Communistes pour les droits civiques, d'une campagne contre les décisions illégales de dissolution du PCUS.

3. Tenue de discussions entre les comités d'organisation de ces nouveaux partis et les dirigeants des organes officiels du parti encore en activité sur la coordination d'actions communes.

4. Utilisation de la conférence de fondation convoquée à Moscou le 26 octobre à l'initiative des députés au Soviet suprême de la Fédération russe des communistes pour discuter de la formation d'un comité d'organisation de coalition pour la préparation d'un congrès des communistes de Russie.

5. Tenue en décembre 1991 du congrès des communistes de Russie. En fonction des circonstances politiques et des possibilités juridiques (il s'agissait du maintien ou non du décret d'Eltsine sur la suspension de l'activité du PCUS), le congrès aurait pu se proclamer soit II^e Congrès du Parti communiste de la Fédération de Russie, soit congrès de fondation du Parti de coalition des communistes de Russie. Si ce congrès était soutenu par tous les courants internes au parti, les congrès prévus à Moscou (le 26 octobre), à Sverdlovsk (les 23-24 novembre) et le congrès des partisans de la Plate-forme marxiste n'auraient pas été des congrès de scission, mais des congrès permettant d'apprécier le nombre et le poids politique des partisans de ces courants, pour constituer leur représentation au congrès commun.

6. Après la proclamation du Parti des communistes de Russie (parti de coalition) et son enregistrement officiel, organisation dans tout le parti d'une discussion sur le programme et les statuts du nouveau parti.

7. Bilan de cette discussion au printemps 1992, au II^e Congrès du Parti des communistes (ou III^e Congrès du Parti communiste de la Fédération de Russie), où seraient adoptés le programme et les statuts, qui définiraient le type de parti (uni, de coalition, bloc de partis distincts).

Pourquoi est-ce que je rapporte ces propositions, qui ont été rejetées une semaine à peine après leur adoption, à la conférence de fondation du STP (4) du 26 octobre ? Pas seulement pour faire revivre les contradictions objectives qui

ont présidé à la constitution du PRC, et que nous tentions de surmonter en élaborant et en défendant des projets qui sont par la suite apparus illusoire. Le PRC s'est fondé sur l'affirmation du mot d'ordre de l'unité de tous les communistes. Nous n'avons pas seulement semé des illusions, nous avons réuni des gens autour de ces illusions. Nous avons mené un travail persévérant pour la réalisation de la petite chance qui existait tout de même de réaliser cette stratégie. C'est seulement avec la fondation du Parti communiste de la Fédération de Russie (PCFR), en février 1993, que cette chance a été définitivement enterrée, entraînant en même temps le PRC dans un traquenard d'où il a eu beaucoup de mal à se sortir.

Ces dernières années, on a beaucoup dit, dans le PRC, que si nous n'avions pas laissé traîner les choses jusqu'en décembre 1991 et avions tenu dès le mois d'août un congrès de fondation, nous aurions été beaucoup plus nombreux, parce que nombre de camarades qui ont rejoint le PCOR auraient adhéré à notre parti. Il y a probablement une part de vérité dans cette appréciation. Mais la Plate-forme marxiste pouvait-elle tenir un tel congrès avant décembre, alors que son conseil de coordination était divisé et que, dans ses rangs, l'idée de la priorité des intérêts communs à tout le parti, à tous les communistes, était dominante ? Je pense que ce n'était pas réaliste. Et d'ailleurs, plus tel ou tel courant était hostile au PCUS (à commencer par la Plate-forme bolchevique), plus il s'est empressé de tenir son congrès.

Mais revenons à la conférence du 19 octobre à Leningrad. En décidant de la constitution d'une union sociale et politique Plate-forme communiste, l'immense majorité, sans grande discussion (avec trois contre et une abstention), avait décidé de "*soutenir le comité d'organisation du Parti des communistes pour que*

(4) Parti socialiste des travailleurs, fondé par R. Medvedev, A. Denissov, I. Rybkine, sur la base d'une fraction des communistes au Soviet suprême de Russie, en 1993, 90 % de ses membres sont ensuite entrés au PCFR de Ziouganov.

se constitue un parti se battant pour le choix socialiste et la perspective communiste, héritier du PCUS si celui-ci était dissous. Dans cette perspective, constituer dans notre ville une section régionale de ce parti, dont notre organisation pourrait être le noyau". Je me souviens que A. Krioutchkov était satisfait de cette décision et du cours général de la conférence.

La conférence du 19 octobre s'adressait au conseil de coordination du mouvement Communistes pour les droits civils, ainsi qu'à divers courants et organisations d'orientation communiste, pour leur proposer d'élaborer un plan d'actions communes dans la perspective de la préparation du congrès des communistes de Russie. Elle avait aussi décidé

de participer à la formation de la coalition Gauche unie et au mouvement de masse Russie travailleuse (Troudovaïa Rossia). Furent élus au bureau exécutif : Guerassimov, Gotlib, Efimov, Kolmogorodova, Panfilov, Soloveïtchik, Teslenko, Eskine.

En me retournant vers le passé, je pense que ce zigzag organisationnel et la souplesse de notre tactique a, en définitive, renforcé les positions du futur PRC à Leningrad... Les gens qui s'étaient unis dans la Plate-forme marxiste ont apporté une contribution importante à la préparation des documents du congrès de fondation du PRC et à la constitution du nouveau parti.

E. A. Kozlov

Comment je suis venu au Parti russe des communistes (PRC) (Vladimir Soloveïtchik)

POUR le dixième anniversaire de la fondation de notre parti, il a été décidé de publier les souvenirs de ceux qui ont participé aux événements. Comme il me semble que j'y ai pris une part assez active, ce texte représente ma contribution à la réalisation de cette tâche.

Je voudrais d'abord parler des mois qui ont précédé la fondation du Parti russe des communistes, sinon, la suite ne serait pas très claire, d'autant que les événements de cette époque ont largement déterminé mon choix. Je me suis toujours intéressé à la politique, mais plutôt sur le plan historique. A l'âge de 15 ans, j'ai commencé à étudier les classiques du marxisme. Il faut dire qu'à

l'époque de Brejnev, le système d'enseignement des sciences sociales dans les écoles et les universités était absolument débile (des résumés sans lecture réfléchie, du par-cœur, des réponses toutes prêtes aux questions d'examen, etc.), ce qui pouvait faire de tout jeune un anti-communiste et un antimarxiste spontané ; c'est pourquoi il était si précieux de revenir aux textes originaux.

J'ai été très impressionné par le *Manifeste du Parti communiste*, son caractère achevé, sa logique interne (ce n'est pas pour rien que Staline l'appelait le "*cantique des cantiques du marxisme*"). Par la suite, alors que j'étais en Allemagne, j'ai été frappé par la force du texte allemand, comme œuvre littéraire

qui se lit presque comme un poème en prose, ce qui n'est pas aussi sensible dans le texte russe, bien que la traduction soit excellente. Parmi les œuvres de Lénine, j'ai été surtout frappé par *L'Etat et la révolution*, que je considère toujours comme son œuvre la plus significative. Les textes qui m'ont marqué, sur le plan des idées, sont également les ouvrages d'Engels : *L'Origine de la famille, de la propriété et de l'Etat*, *Le Développement du socialisme de l'utopie à la science*, et le livre de Bebel : *La Femme et le socialisme*. A la lecture des œuvres de Staline, il m'a semblé qu'il n'était pas un aussi grand théoricien que les classiques, bien qu'il fût plus facile à lire. Je considère encore que certains de ses procédés littéraires sont très réussis et je m'efforce, dans la mesure de mes moyens, de les utiliser dans mes propres exposés.

Avec le début de la perestroïka, la vie sociale, en premier lieu les discussions d'idées, les débats politiques, s'est animée. On a publié les œuvres de "marxistes réhabilités". Les travaux de Boukharine ne m'ont pas fait grande impression (en dépit de toute ma compassion pour son malheureux sort), en revanche, ceux de Trotsky, avant tout *La Révolution trahie*, ont fait sur moi une impression ineffaçable. Son analyse des raisons de la dégénérescence et de l'échec de la société soviétique est, me semble-t-il, le fondement non seulement du programme de notre parti, mais des recherches de tous les marxistes qui réfléchissent aujourd'hui. (A ce propos, lisant pour la première fois en 1999 son dernier livre, *Défense du marxisme*, je réalisai à quel point sa description des scissions et de la dégradation idéologique des sectes trotskystes en 1939-1940 rappelait, jusque dans les détails, la dégénérescence et la chute du Parti russe des communistes en 1997-1999.) Les articles de V. M. Smirnov de 1926-1927, publiés dans le quatrième tome des "*Archives de Trotsky*", m'ont aussi beaucoup plu. J'ai lu également avec intérêt la lettre de Rakovsky (1928) et le livre de Rioutine : *Staline et la crise de la dictature du prolétariat*. C'est ainsi que s'est formée ma vision du monde, et elle m'a

conduit tout à fait consciemment dans les rangs précisément du PRC.

C'est en septembre 1990 que je suis devenu formellement communiste (notre parti s'appelait PCUS, ce qui ne me plaisait guère, car il signifiait la victoire de Staline sur le marxisme révolutionnaire et la transformation du Parti bolchevique en un parti purement étatique). J'étais alors ingénieur chez Plastomer et j'ai pu observer pendant toute une année l'agonie des organisations du parti, non seulement au niveau de la cellule d'entreprise, mais au niveau des deux arrondissements où Plastomer avait ses locaux. C'est un souvenir qui m'est encore pénible, dix ou douze camarades nous quittaient chaque mois (sur un nombre total d'un millier, tout au plus) ; qui plus est, c'étaient les ouvriers qui partaient les premiers, et en masse. La cellule de l'usine mourait doucement avant même 1991 et celle du bureau d'études prenait le même chemin, quoique plus lentement. Les gens agissaient peu (comme action pratique, je me souviens seulement de la participation aux manifestations du 7 novembre 1990 et du 1^{er} Mai 1991, et de quelques piquets près des stations de métro à la veille du référendum du 17 mars pour le maintien de l'Union), ils se contentaient d'aller aux réunions (où l'on discutait ardemment de la "grande politique", qui se faisait très loin de nous) et payaient leurs cotisations.

Il est clair que le comité central du PCUS a eu tort, après le XXVII^e Congrès, de ne pas procéder à une réadhesion de tous les membres du parti, ce qui aurait permis à tous les adhérents passifs de quitter le parti sans douleur. La plupart des membres des organisations de base disaient ouvertement qu'ils étaient gênés, honteux de partir d'eux-mêmes ("*Nous ne sommes quand même pas des traîtres*"), mais qu'ils n'avaient ni l'envie, ni la volonté d'être actifs.

Déjà, à l'époque, une différenciation s'opérait à l'intérieur de la minorité active. La Plate-forme démocratique était très active (en tout cas, jusqu'à la fin 1990). Personnellement (et je n'étais pas le seul), j'étais attiré par la Plate-forme marxiste du PCUS, mais je ne parvins pas à trouver un seul de ses partisans. Quelques

membres de L'Initiative avaient même une fois invité Tioulkine lui-même comme orateur.

J'avais des préventions à leur égard pour toute une série de raisons.

Premièrement, un bruit persistant affirmait que, contrairement aux plates-formes "marxiste" ou "bolchevique", la DKI (1) n'avait pas surgi spontanément, mais était l'œuvre d'apparatchiks de Leningrad, et pas seulement de Leningrad. C'est ainsi que Iouri Petrovitch Lojetchko, un militant que je respectais pour son attitude lors de la transformation de Plastomer en société par actions, où il avait tenté de sauver au moins l'institut, me dit plus tard carrément, quand il fut délégué au XVII^e Congrès et au congrès de fondation du PC de la République de Russie, que les interventions des membres de la DKI étaient "*grossières et répugnantes*" et que Tioulkine était "*un roquet que ses patrons de l'appareil lâchaient contre Gorbatchev, craignant de le faire eux-mêmes*".

Deuxièmement, Tioulkine et Terentiev avaient travaillé dans le district de Kalinine, ils s'étaient présentés aux élections (et avaient été battus) dans ma circonscription, nous les connaissions bien. Si Terentiev était apprécié au moins comme spécialiste de la défense (il avait été constructeur à l'Arsenal avant d'être permanent) et comme un homme honnête personnellement, je n'ai jamais entendu personne dire du bien du second "guide" potentiel du mouvement ouvrier russe, Tioulkine.

Troisièmement, de nombreux militants de la DKI avaient une tendance marquée à s'unir aux nationalistes. Enfin, parmi leurs idéologues, Kossolapov, "*chantre de la stagnation*" et favori de Tchernenko, jouait un rôle actif, ce qui éclairait suffisamment les choses.

Les événements d'août 1991 mirent un terme à l'existence du PCUS. A l'époque, je le vivais mal, mais je pense maintenant que c'était légitime et indispensable pour que se forme un nouveau parti communiste moderne. Il est vrai que dix ans ont passé, et où est-il, ce parti ? Le PC de la Fédération de Russie, c'est le même PCUS, parti étatique, mais

dans de nouvelles conditions. Le PCOR et le KPS ne sont que des entreprises strictement commerciales pour nourrir les "chefs" et leurs militants, les autres ne sont que des cercles ou des sectes (c'est-à-dire que je considère qu'en dix ans, nous n'avons pas rempli la tâche que nous nous étions fixée). Pourtant, après le putsch, dès septembre, la Plate-forme marxiste s'est enfin fait connaître. Je pense que c'est le 14 septembre (un samedi) que, dans les *Vedomosti de Saint-Pétersbourg*, est paru l'article d'Evgueni Alexandrovitch Kozlov, "*Nous ne sommes pas des clandestins*", où il rendait compte de la réunion de la Plate-forme marxiste qui s'était tenue les 7 et 8 septembre, annonçait la formation d'un nouveau parti, L'Union des communistes, donnant son numéro de téléphone pour prendre contact. Je téléphonai. Evguenii Alexandrovitch m'invita à la Maison de l'éducation communiste, où devait se tenir le comité de coordination de l'Union politique et sociale Communistes pour les droits civiques. J'y étais un peu avant l'heure, mais je ne vis personne qui eût "*une barbiche, un imper et une casquette verte*", il était en retard. Mais Tioulkine était là. J'eus l'imprudence de lui demander s'il « *savait où était Kozlov, de la "Plate-forme marxiste"* ». Sa réaction fut immédiate, je me souviens de chaque mot de notre dialogue, et même de l'intonation :

« *Qu'avez-vous besoin de Kozlov et de sa plate-forme ?*

— *On s'est mis d'accord au téléphone, je veux en faire partie*

— *Et pourquoi donc ? Jenia est très bien pour les tables rondes, il écrit d'excellents articles, mais ce n'est pas un leader. Et à la plate-forme, ce sont des intellectuels, des doyens de faculté, ils ne construiront jamais un parti. Et nous, nous le construirons, nous serons légalisés ("Pourquoi en est-il si sûr, pensai-je. Eltsine lui a fait des promesses, ou quoi ?"), nous avons des perspectives,*

(1) Dvijenie kommunistitcheskoï initsiativy (DKI), Mouvement d'initiative communiste : c'est sur la base de ce mouvement que s'est constitué le parti de Tioulkine-Ampilov (le PCOR).

nous avons de l'argent, nous choisirons des cadres, jeunes et intelligents ("Pour écrire les textes des discours que tu prononceras et qui seront publiés sous ton nom", pensai-je à part moi). Venez, on a de l'argent. »

Au même moment, quelqu'un s'approcha de Tioulkine (peut-être même Sergueï Nicolaevitch Petrov), ouvrit son attaché-case pour lui donner un papier, et l'on pût voir (d'ailleurs, Tioulkine ne s'en cachait même pas) qu'il y avait dedans des liasses de billets de cent roubles. J'étais écœuré. Mais Kozlov arriva enfin et nous fîmes connaissance... Je commençais à participer régulièrement aux réunions de la plate-forme au DPP. La première réunion importante eut lieu, je crois, le 3 octobre, il y avait une vingtaine de participants. Je me souviens de V. N. Guerassimov, décédé, hélas ! prématurément, un homme qui réfléchissait théoriquement et, de plus, écrivait des récits dans l'esprit des œuvres de jeunesse d'Aksionov ; de Iouri M. Teslenko (je l'avais vu en août 1990, à la commémoration du 50^e anniversaire de la mort de Trotsky au Musée polytechnique de l'histoire russe) ; V. A. Tchernenko, enseignant-philosophe dans un institut, antistalinien convaincu, décédé dans des circonstances tragiques ; Iou. Gotlib, dont les capacités théoriques et la connaissance du marxisme me frappèrent...

J'étais, à vrai dire, un peu étonné par les discussions sans fin au DPP, j'avais parfois l'impression de gens qui, n'ayant pu, à l'époque soviétique, s'exprimer sur les questions idéologiques et théoriques, rattrapaient maintenant activement le temps perdu. D'ailleurs, je dois dire que, dix ans après, j'ai parfois encore la même impression à nos séminaires et commissions théoriques. Le plus drôle est que ce sont parfois les mêmes, que nos théoriciens me pardonnent.

La conférence de fondation devait avoir lieu le 19 octobre, nous reçûmes un papier de Moscou nous enjoignant de prendre le nom de "Parti" et non d'"Union" des communistes, et d'en exclure Prigarine. J'en discutai avec Volodia Guerassimov ; le nom de "parti" ne

lui plaisait pas, il aurait voulu une Union des communistes comme au temps de Marx et d'Engels. Ses arguments me semblaient valables, mais la décision ne dépendait pas de nous. Nous regrettions aussi la scission avec Prigarine, qui ne me semblait en rien justifiée, si ce n'est par son désir de faire renaître le PCUS. Je ne le connaissais pas personnellement, mais j'avais lu ses interventions et l'avais vu à la télévision, il me semblait mieux convenir comme dirigeant que le policier professionnel Krioutchkov ; Volodia me persuadait du contraire. Malheureusement, son pronostic ne s'est pas révélé heureux.

La conférence constitutive se passa, dans l'ensemble, normalement. J'appréciai la façon démocratique et tranquille dont Kozlov présidait et la hauteur de vue du rapport de Gotlib. C'est là que je vis Krioutchkov pour la première fois. Il défendait alors fermement les positions de la plate-forme, intervenait calmement, mais un peu sèchement. On sentait qu'il avait une grande force de volonté, qu'il était obstiné, mais je préférais nos camarades de Piter pour leurs manières plus souples, plus démocratiques.

Un bureau exécutif fut élu et j'en fis partie, sans m'y être du tout attendu. Tout ce travail de parti et d'organisation était nouveau pour moi, et j'étais très intimidé, jusqu'à ce que je me rende compte que mes autres camarades (à l'exception de Kozlov) n'étaient pas non plus de grands professionnels. Nous nous sommes attelés à des tâches aussi palpitantes que l'élaboration de projets de programme. Je pris bientôt le large, me concentrant sur le projet de statuts.

Le 7 novembre, pour la première fois après les décrets d'Elt sine, il n'y eut pas de meeting sur la place du Palais. Les communistes se rassemblèrent près du croiseur *Aurore*. On sentait déjà, à ce meeting, les premiers épisodes des "règlements de comptes internes au parti" ; des militants de l'association Unité chassaient un groupe qui diffusait sa presse (visiblement, de futurs membres du PCOR). J'entendis distinctement : "*Et votre Touretski, on l'a exclu, il a voulu piquer les listes et les bordereaux.*" Plus

tard, connaissant mieux Nina Andreevna et l'ayant entendu publiquement répéter ces accusations, je ne m'étonnais plus. Mais alors, c'était nouveau et un peu barbare.

Nous avons passé tout le mois de novembre à rédiger les documents préparatoires. C'est une maladie caractéristique du PRC, on discute sur chaque virgule et, finalement, on adopte un texte assez élaboré, bien que marqué du sceau du compromis, pendant que les autres partis renforcent leur organisation et recrutent de nouveaux membres ; elle a perduré jusqu'à ce jour. A mon avis, cette période de septembre à décembre 1991 a été pour nous celle des occasions perdues, nous avons laissé partir de nombreux partisans potentiels vers le PCOR, qui était plus actif et énergique. Il fallait fonder le parti beaucoup plus tôt, sans attendre que se soient constitués le PST, le SK (2), le Parti communiste de l'Union (bolchevique) — PCU(b) et le PCOR. Mais il ne sert à rien d'agiter les poings après la bataille.

Il semble que Krioutchkov ait tenté de convaincre Iouri Belov d'entrer dans notre parti et d'en prendre la direction. Certains de nos camarades nourrissaient des illusions à ce sujet, mais je partageais plutôt le point de vue de Guerassimov, qui pensait que si Belov venait chez nous, toute la nomenclature de l'appareil suivrait (les ex-secrétaires de comités de parti et de comité de district), et que tout serait perdu. Bien sûr, il y aurait eu un avantage, on aurait été beaucoup plus nombreux, mais tant sur le plan des idées que sur le plan psychologique, ç'eût été un tout autre parti. La démocratie interne et l'esprit de camaraderie auraient disparu et, après toutes nos mésaventures dans nos rapports avec Krioutchkov, cela m'apparaît comme l'essentiel.

Finalement, Belov prit la parole à notre conférence, mais n'entra pas au parti.

Les 14 et 15 décembre, à Jejeznodorjny, près de Moscou, se tint notre conférence de fondation. De nouveaux camarades nous ont alors rejoints, certains venus du mouvement Communistes pour les droits du citoyen, d'autres au cours des "actions communistes communes", qui se poursuivaient à la Maison de l'éducation politique. Lors de la conférence de fondation du PST, I. G. Abramson n'y adhéra pas et nous rejoignit.

Le 22 décembre, il y eut, pour la première fois dans notre ville, un meeting de protestation des communistes contre la hausse des prix et, en fait, contre le pouvoir qui défendait le libéralisme et le marché. C'était la première manifestation de rue à laquelle participait le PRC et elle se tenait sur la place du Palais. J'étais responsable avec Pirojnikov de la sono, c'est-à-dire que le fil amène l'électricité jusqu'à la tribune ; il faisait froid et il y avait du vent, le fil était arraché, et aussitôt le son était coupé ; il fallait le tenir dans nos mains. Presque dix ans plus tard, le 22 juin 2001, confronté à un problème du même genre avec les fils électriques, lors du concert organisé par le PRC dans le jardin de l'amirauté, je compris que le monde est cyclique et que l'histoire se répète, mais la deuxième fois, ce n'est plus une tragédie (le 22 décembre, j'avais eu aux doigts quelques engelures).

Ainsi commença mon activité militante au PRC...

Vladimir Soloveïtchik

(2) Soiouz Kommunistov (SK), aile orthodoxe de la Plate-forme communiste dans le PCUS, dirigée par A. Prigarine, qui n'est pas entrée au PRC.

“Pour un éclairage historique objectif d’Octobre”

(I. G. Abramson, Saint-Pétersbourg)

Cet article a été publié dans le journal *Le Communiste de Leningrad*, n° 1 (22), 1998, journal édité par l’organisation de Leningrad du Parti russe des communistes (PRC)

LA presse du PCFR (G. Ziouganov, Iouri Belov) et certains de ses dirigeants mènent en permanence une violente campagne, encore plus furieuse en cette année du 80^e anniversaire de la révolution d’Octobre, contre celui qui fut le plus éminent compagnon d’armes de Lénine dans la préparation et la conduite de l’insurrection armée, pendant toutes les années de la guerre civile et celles qui ont suivi ; je veux dire L. D. Trotsky.

On sait que, jusqu’en 1917, les relations entre Lénine et Trotsky ont été complexes et loin d’être sans nuages. Lénine a âprement critiqué les erreurs politiques de Trotsky dans les années prérévolutionnaires. Mais on sait aussi que dès qu’il eut rejoint les bolcheviks à la tête du groupe interraysons, il a fait partie du noyau dirigeant et a joui de la confiance de Lénine et du parti. Trotsky a été président du soviét de Petrograd, dirigeant direct de l’insurrection armée comme chef du comité militaire-révolutionnaire, premier président du soviét militaire révolutionnaire et l’est resté pendant toute la guerre civile, membre de tous les bureaux politiques du Parti bolchevique sous Lénine. Tout cela ne montre-t-il pas que L. D. Trotsky était un des plus proches compagnons du dirigeant du parti pendant les sept dernières années de sa vie ? Rappelons le livre de John Reed *Dix jours qui ébranlèrent le monde*, dont Lénine et Kroupskaïa ont jugé indispensable l’édition à grand tirage dans de nombreuses langues, pour que chacun puisse apprendre auprès de ce témoin fidèle comment avait vaincu la révo-

lution socialiste en Russie. Le dirigeant révolutionnaire le plus souvent cité dans cet ouvrage, après Lénine, est Trotsky.

Enfin, tournons-nous vers le témoignage de celui dont le nom est toujours révérendé par les dirigeants du PCFR, du PCOR et du PCU(b) (1). Je cite intégralement la 4^e thèse de l’article de Staline “*L’insurrection d’Octobre (les 24 et 25 octobre à Petrograd)*” (la *Pravda*, 6 novembre 1918) :

“4. Le rôle des représentants les plus éminents du parti.

L’inspirateur de l’insurrection fut de bout en bout le comité central du parti, dirigé par le cam. Lénine Vladimir Ilitch, qui vivait alors clandestinement à Petrograd, dans le quartier de Vyborg. Le 24 octobre, dans la soirée, il fut appelé à Smolny pour diriger les opérations. Tout le travail d’organisation pratique de l’insurrection s’est mené sous la direction directe du président du soviét de Petrograd, le cam. Trotsky. On peut dire avec certitude que c’est essentiellement et d’abord à lui que le parti est redevable du passage rapide de la garnison du côté des soviets et de l’habileté avec laquelle a été dirigé le travail du comité militaire révolutionnaire. Les camarades Antonov et Podvoïsky ont été les principaux collaborateurs du camarade Trotsky.”

On peut porter des appréciations divergentes sur l’activité de Trotsky dans

(1) PCU(b) : parti ultra-stalinien de Nina Andreieva.

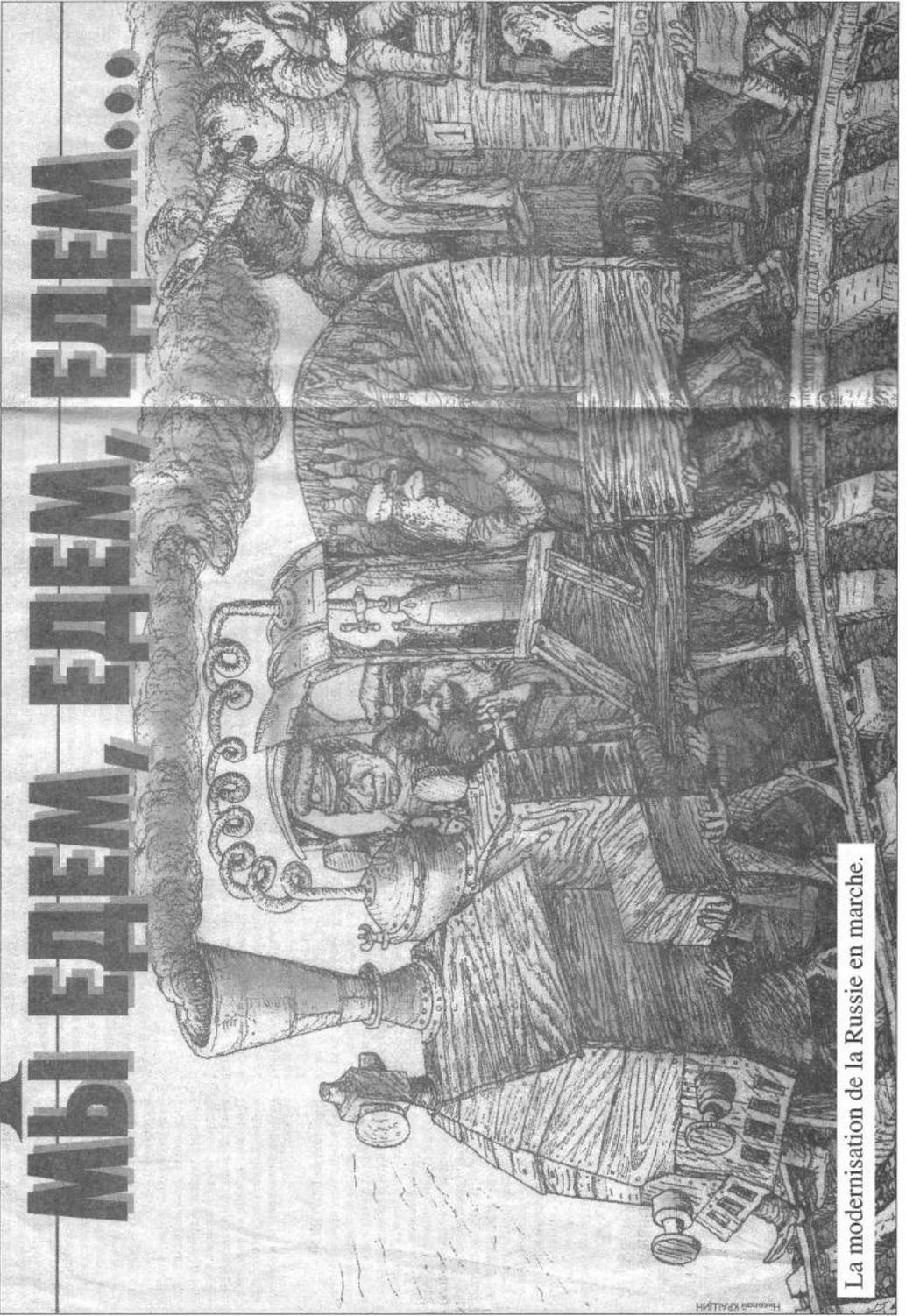
l'émigration. Mais on ne peut pas ne pas reconnaître que, en dépit de son hostilité pour la ligne de Staline, il a toujours appelé les ouvriers du monde entier à soutenir l'URSS comme Etat originellement ouvrier. Et peut-on ignorer l'ouvrage de Trotsky *La Révolution trahie*, dans lequel il a remarquablement analysé la dénaturation en URSS des orientations définies par Lénine et pronostiqué la probabilité d'une restauration bourgeoise, engendrée par la dégénérescence bureaucratique du parti et des soviets ? Pronostic qui s'est malheureusement avéré parfaitement exact...

Alors, comment peut-on expliquer cette soudaine campagne engagée contre Trotsky ? Sans doute par le fait que celui qui a été, à partir de 1917, le plus proche compagnon de Lénine et le plus grand marxiste après la mort de ce dernier a été un partisan conséquent de l'approche de classe, de l'internationalisme prolétarien, de la transformation révolutionnaire de la société, qu'il considérait qu'il était inadmissible que l'Union soviétique s'enferme dans ses problèmes internes et a démontré l'inconsistance, d'un point de vue marxiste, de la thèse stalinienne sur la possibilité de construire le socialisme dans un seul pays. Et que cela contredit l'orientation de la direction du PCRF, pour qui, on le sait, la révolution appartient au passé et pas du tout à l'avenir. Et qui, pour déguster de Trotsky et des perspectives révolutionnaires les membres de leur parti, les sympathisants communistes, les citoyens, ose faire du révolutionnaire Trotsky le grand-père

spirituel... de Gaïdar, Tchoubaïs, Nemtsov (voir par exemple *Sovietskaïa Rossiia*, 30 octobre 1997).

Mais les dirigeants du PCRF, comme, d'ailleurs, ceux du PCOR et du PCU(b), doivent savoir qu'en frappant Trotsky, en niant toute son activité révolutionnaire, il frappent en même temps Lénine, dont Trotsky suivait les directives à l'époque d'Octobre, comme pendant toute la guerre civile.

L'Opposition de gauche combattit en permanence le dénigrement de la révolution d'Octobre et de la période soviétique de notre histoire dans les médias officiels. Alors que les actuels leaders du PCRF et les moyens d'informations qu'ils contrôlent donnent l'exemple d'une approche antihistorique dans la façon de traiter les événements et ceux qui en ont été les héros, nous, communistes, héritiers du grand Octobre, devons rendre justice à tous ceux qui, aux côtés de Lénine, ont été les artisans de la révolution, ont jeté les bases du pouvoir soviétique : Trotsky, aussi bien que Sverdlov, Boukharine, Dzerjynsky, Staline, Ordjonikidzé, Zinoviev, Tomsy, Frounzé, Rykov, Kamenev, Kirov et bien d'autres encore. Encore une fois, c'est Lénine qui nous montre l'exemple. Quelles qu'aient été ses divergences de vue sur la révolution avec Plekhanov et Luxemburg, il a hautement apprécié le rôle historique joué par ces penseurs révolutionnaires dans le développement du marxisme et du mouvement ouvrier international.



La modernisation de la Russie en marche.

**L'histoire
du monde
dans les dessins
du dessinateur
bulgare
Tsonev**



Brejnev et Deng Xiaoping cajolant l'Oncle Sam.



Le capitalisme pourrissant.



La tentative de l'Oncle Sam de dominer le monde.

op. 13



ЦОНЕВ 1993

-СВЕТОСЛОБОДНОТО БРАТСТВО СЛОРЕД СЛУЖБИ-

71

Eugenio Fernandez Granell

(Wilebaldo Solano)

Militant du POUM et peintre surréaliste

EUGENIO FERNANDEZ GRANELL, né en 1912 à La Corogne, est mort à Madrid en octobre 2001. Il allait avoir 89 ans. C'était un grand artiste et une des figures les plus prestigieuses du POUM. Cette double personnalité le range parmi les personnages les plus intéressants du XX^e siècle et, par conséquent, de la période révolutionnaire espagnole de 1930-1936, à propos de laquelle des centaines de livres ont été écrits.

Il était musicien, écrivain politique, romancier, journaliste, sculpteur et, avant tout et surtout, peintre. Son nom et son prestige le situent au sommet du mouvement surréaliste, très proche d'André Breton, son professeur et ami aux premiers moments de l'exil. Nous, ses amis et ses camarades, nous savions qu'Eugenio était un homme simple, cordial, spirituel et amusant, que seules les grandes impostures de son temps irritaient, en premier lieu le fascisme et le stalinisme.

Sa vie de militant

Quiconque voudra écrire une biographie de Granell se trouvera confronté à un travail énorme : Eugenio était un travailleur infatigable et un militant toujours prêt à assumer toutes les tâches qui

lui étaient proposées. Ainsi, l'étude de sa vie de peintre posera de grands problèmes, parce qu'on se trouvera confronté à un travail de création considérable, qui, par chance, est rassemblé au musée de la Fondation Granell, à Saint-Jacques-de-Compostelle.

Mais celui qui aborderait sa longue vie politique pourrait se rendre compte que peu d'artistes se sont occupés comme lui de tant de choses dans les années de lutte contre le fascisme et pour le socialisme. Etant donné que beaucoup de choses ont été dites sur son œuvre de peintre, il me semble important de parler également de sa vie de militant.

Eugenio Granell arriva à Madrid en 1928, presque à la veille de la chute de la dictature de Primo de Rivera et de l'ouverture du processus révolutionnaire de 1930. Peu de temps après, il entra à l'École supérieure de musique, où il vécut au milieu de l'effervescence politique qui s'exprimait dans les centres d'enseignement de Madrid. Il participa très tôt à l'agitation étudiante et il vécut avec intensité dans l'euphorie de la proclamation de la République. En 1932, il décida d'adhérer à l'Opposition de gauche, qui était une petite organisation animée par Juan Andrade, éditeur et directeur de la revue *Comunismo*, une des premières publications qui critiquait la politique de Staline. Granell commença

à collaborer à cette revue et il se fit remarquer, en particulier, par le travail politique qu'il accomplissait pendant la période de l'Alliance ouvrière, à la veille du mouvement d'octobre 1934.

Son organisation, qui s'était transformée en la Gauche communiste, tandis qu'elle prenait ses distances vis-à-vis de Trotsky, renforçait ses relations avec le Bloc ouvrier et paysan de Joaquin Maurin. Après une intense collaboration au sein de l'Alliance ouvrière, le Bloc ouvrier et paysan et la Gauche communiste s'unifièrent en octobre 1935 pour créer le Parti ouvrier d'unification marxiste (POUM).

Granell et le POUM de Madrid

Granell fut un des militants qui accueillit la création du POUM avec un grand enthousiasme. A partir de ce moment-là, le nouveau parti se développa remarquablement à Madrid, et cela permit sa participation intense à la lutte contre le soulèvement des militaires, le 19 juillet 1936. Granell, membre du comité du POUM de Madrid, donna des preuves de son talent et de son incroyable dynamisme en assumant la direction du journal *El combatiente rojo* ("Le combattant rouge" — NDT), l'organisation de la Colonne motorisée du POUM de Madrid, qui, dirigée par Hipólito Etchebehere, combattit sur le front de Sigüenza, et la mise en place d'une émission de radio qui fut très efficace pour le recrutement des milices et pour informer toute l'Espagne.

Fin octobre 1936, fut organisé à Madrid un meeting de la Jeunesse communiste ibérique au théâtre Infanta Isabel, où nous prîmes la parole, Enrique Rodriguez, Eugenio Granell et moi-même. Le rassemblement eut un succès extraordinaire... mais provoqua la colère de Santiago Carrillo, qui lança une scandaleuse campagne contre le "trotskysme" avant que soient lancées, comme nous le savons maintenant, les directives de Staline contre le POUM. Cette campagne fut couronnée par l'assaut du local de la

Jeunesse du POUM, pendant que nos miliciens luttèrent sur le front de Sigüenza avec le bataillon "Pasionaria". Je me souviens encore de la fureur de Granell et de tous nos combattants. Nous avons dû calmer de nombreux camarades qui voulaient donner une réponse cinglante à Carrillo. Mais la situation fut si désagréable que de nombreux miliciens demandèrent à être transférés sur le front d'Aragon, où les forces de la CNT et du POUM étaient majoritaires et où prévalaient les valeurs de solidarité face à l'ennemi franquiste. Peu de temps avant le début de la répression contre le POUM, Granell séjourna à Barcelone, appelé par Nin pour donner une nouvelle impulsion à la revue théorique *La Nueva Era*. Dans la période de la clandestinité imposée par les attaques contre le POUM le 16 juin 1937 (la détention de la plus grande partie des dirigeants du POUM et la séquestration et l'assassinat d'Andreu Nin), Granell collabora avec le nouveau comité exécutif jusqu'à ce qu'il pût rejoindre en tant que commissaire politique un bataillon dirigé par un militant de la CNT.

Granell s'exila en France quelques mois. Comme il ne voulait pas être pris par les nazis, il décida de quitter la France, ce qui n'était pas facile. Finalement, il réussit à s'embarquer en direction du Chili, mais il dut rester à Saint-Domingue. Détail important : dans le train qui le conduisait au port, il fit la connaissance d'Amparo, qui ne tarda pas à devenir la femme de sa vie. Pour survivre à Saint-Domingue, il fit beaucoup de choses. Il fut créateur de meubles, professeur de violon. Et c'est là qu'il connut André Breton, la figure centrale du surréalisme. A Madrid, il avait connu Benjamin Péret. Il y a quelques années, au cours d'une entrevue accordée à Concha Garcia Sampoy, il indiqua : "J'étais déjà dans la tendance surréaliste, et la personnalité de cet homme extraordinaire provoqua en moi une impression terrible." Il me dit la même chose au cours d'un dîner à Madrid, et il fut ravi d'apprendre que Breton nous avait apporté un grand soutien dans la période de la répression stalinienne et que nous avions participé ensemble à de nombreux ras-

semblements politiques pendant notre exil en France.

Granell et la Fondation Andreu Nin

Pour éviter que cet article soit trop long, je n'évoquerai pas les succès et les péripéties de Granell dans les pays d'Amérique et le fait qu'il dut quitter le Guatemala parce que les staliniens lui rendirent la vie impossible. Mais il faut rappeler qu'il réalisa une partie importante de son œuvre picturale aux Etats-Unis, où il devint docteur en sociologie et anthropologie, et où il fut professeur à l'université de New York. Mais il déplore le manque de succès du surréalisme aux Etats-Unis et la prédominance de la peinture abstracto-expressionniste, qui, selon lui, était devenue "*l'art national américain*".

Il faut maintenant souligner qu'Eugenio Granell fut l'un des créateurs de la Fondation Andreu Nin et qu'il intervint activement dans ce travail à deux moments importants. Le jour où nous nous rendîmes chez Ramos Armero pour signer l'acte notarial de la Fondation Andreu Nin, nous étions tous de très bonne

humeur, mais Eugenio se fit remarquer. Le notaire lui demanda quelle était sa profession, et il répondit : "*Antistalinien.*" Et alors, nous éclatâmes tous de rire.

Un jour de juin de 1990, une délégation de la Fondation Nin fut reçue à l'ambassade d'URSS pour présenter une lettre signée par plus de 300 intellectuels et militants adressée à Gorbatchev et à la commission des réhabilitations du Parti communiste, qui exigeait "*l'éclaircissement du cas Andreu Nin*". Granell faisait partie de la délégation et fut étonné que les diplomatiques russes parlent si bien l'espagnol. Ceux-ci s'exprimaient très aimablement et posèrent même des questions sur la destinée des filles de Nin, et ils nous donnèrent un bulletin en espagnol sur les réhabilitations de Zinoviev, Boukharine, Kamenev et sur les autres figures du bolchevisme assassinées par Staline. Granell regardait attentivement les murs pour voir s'il y avait une photo de Staline. Bien sûr, il n'en vit pas. Il sortit de l'ambassade aussi content que nous. Enfin, après de nombreuses années de lutte, nous avons revendiqué le nom de Nin et le nom du POUM en territoire russe. Cela était très important pour Eugenio Granell.

**Wilebaldo Solano,
le 31 octobre 2001**

Notes de lecture

Souvenirs sur Trotsky (1)

LA réédition des deux ouvrages de Jan Van Heijenoort et de Pierre Naville n'a pas suscité dans les médias le même engouement que les grossiers opuscules à scandale consacrés à Trotsky et au trotskysme qui se sont déversés depuis janvier 2002 sur le public. On hésite légitimement à qui, dans ce fatras, donner la palme de la falsification injurieuse, qui revient sans aucun doute au pesant libelle de Chérel, finement intitulé *Le Fils caché de Trotsky* (Lionel Jospin !), dont l'unique source est le cancan, l'invective le seul argument et la vulgarité complaisante la marque de fabrique stylistique.

Ces souvenirs n'éclairent certes qu'une toute petite partie de l'activité politique de Trotsky ; ils permettent surtout de mieux comprendre sa personnalité et sa méthode de travail.

Jan Van Heijenoort a été le secrétaire plus ou moins permanent de Trotsky de 1932 à 1930, à Prinkipo, en France, en Norvège, à Coyoacan. Il résume ces sept années marquées par la grève générale de juin 1936 en France, la révolution espagnole, les procès de Moscou, la sanglante traque stalinienne contre Trotsky et les trotskystes, massacrés de par le monde, et la marche à la Seconde Guerre mondiale en un récit centré sur l'attitude de Trotsky et ses rapports avec ses collaborateurs.

Il s'intéresse surtout à la manière dont Trotsky organise son temps et son activité de façon systématique, à ses rapports difficiles avec les deux groupes trotskystes français (Naville-Rous et Molinier-Frank) et ses méthodes de travail : il insiste sur son souci du détail, sur ses exigences de rigueur et de minutie dans les questions d'organisation.

Cette chronique de la vie quotidienne est certes plutôt courte politiquement. Van Heijenoort, qui a écrit ses souvenirs à une époque où il avait complètement rompu avec le trotskysme, s'en explique dans son avant-propos :

"Je n'ai pas cru opportun de mêler à ces souvenirs un examen critique de la personnalité de Léon Trotsky de ses idées, de son caractère."

Van Heijenoort règle en revanche quelques comptes dans une annexe intitulée : *"Remarques sur quelques écrits touchant Léon Trotsky."*

Il y écrit : *"Chaque jour, un nouvel écrit paraît et il apporte sa part de nouvelles erreurs ou en répète d'anciennes"*, et il s'amuse à en faire un relevé chez Victor Serge, chez Francis

(1) Jan Van Heijenoort : *Sept ans auprès de Léon Trotsky*, éditions Maurice Nadeau, Paris, 2002. Pierre Naville : *Trotsky vivant*, éditions Maurice Nadeau, Paris, 2002.

Wyndham et David King, auteurs d'un album *Trotsky*, et surtout chez le biographe de Trotsky, Isaac Deutscher, dont il descend la biographie en flammes :

“Le livre de Deutscher contient sur le plan des faits de nombreuses erreurs.”

Il en fait une liste impressionnante et ajoute :

“Mon conseil à ceux de ses lecteurs qui veulent étudier les choses de près, c'est de n'accepter dans le récit de Deutscher aucune date ou aucune information sans les avoir eux-mêmes vérifiées.”

L'évocation de Pierre Naville, dirigeant de la section française de la IV^e Internationale tout au long des années 1930, jusqu'à la déclaration de guerre, qui l'amena à abandonner la IV^e Internationale et — provisoirement — toute activité politique, est beaucoup plus politique que celle de Jan Van Heijenoort, bien qu'il précise lui aussi :

“Je ne cherche pas ici à faire le bilan des idées dont Trotsky fut le champion, mais à relever quelques traits de caractère où ces idées ont pris leur forme, du style qu'elles avaient acquis.”

Les soixante-dix premières pages, où Naville évoque son voyage à Moscou avec Francis Gérard à l'occasion du X^e anniversaire de la révolution d'Octobre en 1927 et ses conversations avec Trotsky et avec les opposants Rakovsky et Preobrajensky, sont particulièrement dignes d'intérêt. Il donne, à travers elles, un moyen de comprendre ce qui sépare, par exemple, la route de Trotsky et de ce dernier, qui se ralliera un instant à Staline en 1929. Preobrajensky s'affirme sceptique :

“Il était prêt d'admettre que l'URSS ne pouvait miser sur un secours de la classe ouvrière occidentale ; il ne pensait pas non plus que la révolution chinoise pût à cette époque prendre à nouveau la relève. Dans ces conditions, la classe ouvrière russe ne pouvait s'en tirer que sur le dos de la paysannerie.”

Trotsky, au contraire, s'adresse à Naville et à Gérard pour les pousser au combat :

« Il n'attendait, pour l'Opposition de gauche russe, qu'un seul genre de se-

cours efficace : celui de la révolution internationale ; il nous peignait la situation en URSS, les nouveaux rapports de classe comme une affaire dont nous étions responsables nous aussi. Ses questions nous mettaient au pied du mur : “Qu'allez-vous faire ?” Autour de lui (...), on parlait souvent d'exemple russe : il fallait épauler ce qui se faisait là-bas, bien ou mal. Trotsky renversait la perspective : à vous d'agir et nous vous aiderons, ce qui nous sauvera nous-mêmes. »

Il le retrouve un peu plus tard à Prinkipo (en face de Constantinople), où Staline a exilé Trotsky. Il souligne la manière dont Trotsky polémique :

“Ses jugements politiques ou historiques sont d'une précision et d'un mordant sans faille ; ses portraits moraux sont nettement frappés. Mais on n'y trouve jamais ni laisser-aller ni vulgarité, ni ces épithètes platement insultantes qui foisonnent dans la polémique de tant de révolutionnaires.”

Il insiste sur son mépris pour les dilettantes et leurs *“opinions superficielles, leur manque de sérieux et leur amateurisme”*. Trotsky ne supporte pas, en effet, l'amateurisme et le dilettantisme, où il voit l'une des caractéristiques des intellectuels petits-bourgeois.

Trotsky trouvait d'ailleurs en Naville des traces de cette double tare. Ainsi, un jour, il le saisit par le bouton de la veste et lui chuchote à l'oreille : *“Tenez, P..., voilà un intellectuel petit-bourgeois. Vous avez dix pour cent de P...”* Naville réplique : *“Si c'est vous qui le dites, que puis-je répondre ? — Eh bien, cela se corrige.”*

On peut douter que Naville se soit réellement corrigé si l'on pense qu'en 1950, il publiera un livre intitulé *La Chine future*, où, pour s'adapter à l'air du temps, il gommara complètement les analyses de la révolution chinoise données par Trotsky, dont le nom n'est courageusement pas une seule fois cité dans le cours de cet ouvrage.

Il s'agit, en effet, pour Trotsky, d'une question de volonté. Il écrit d'ailleurs dans *Littérature et Révolution* : au début était non pas le verbe, mais l'action. Trotsky aurait sans doute chaleureuse-

ment approuvé la phrase fameuse du philosophe et tragique romain Sénèque : "Ce n'est pas parce que les choses sont difficiles que nous ne les faisons pas,

c'est parce que nous ne les faisons pas qu'elles sont difficiles."

Jean-Jacques Marie

Socialiste utopique ou pas ? (1)

JACQUES JULLIARD, dans *La Faute à Rousseau*, définit Henri de Saint-Simon, "dont l'œuvre, écrit-il, nous parle sans cesse plus haut et plus clair, quand tant d'autres voix se sont tuées", comme "le plus prophétique des socialistes du temps". Julliard supprime même "l'utopique" dont Engels avait accompagné le "socialisme" de Saint-Simon. Olivier Pétré-Grenouilleau, auteur de cette nouvelle biographie de Saint-Simon au sous-titre énigmatique, voire quelque peu provocateur ("*L'utopie ou la raison en actes*"), pose clairement la question reprise dans le titre de cette recension et y donne une réponse argumentée tout aussi claire, à savoir : non...

Dans son introduction, il souligne :

"Encensé mais aussi honni, Saint-Simon a suscité les commentaires les plus divers et les plus contradictoires. A force d'être répétés, certains ont presque acquis force de loi, devenant de quasi-certitudes. Cette progressive acceptation d'images multiples et contradictoires a, à son tour, contribué à accentuer l'image d'un homme fantasque, insaisissable. Ainsi, héritier de ces Lumières si critiques à l'égard de l'institution ecclésiastique, il aurait été le fondateur d'une nouvelle religion ; un socialiste utopique et le défenseur des prolétaires en même temps qu'un publiciste au service du libéralisme et l'annonciateur des totalitarismes du XX^e siècle. Les commentaires établis à propos de l'homme sont tout aussi fluctuants, divers et contradictoires que ceux relatifs à son œuvre.

Tantôt l'on découpe et recompose sa vie en une série de périodes philosophiques bien délimitées, tantôt l'on insiste sur la totale incohérence de son itinéraire. Il serait pour les uns un génie, pour les autres un piètre penseur, dont la folle ambition aurait largement dépassé les faibles moyens intellectuels (...). Réaliste pour certains, Saint-Simon n'est qu'un utopiste pour d'autres. Eveilleur, on l'accuse enfin d'avoir profité de ses secrétaires, à qui il aurait en quelque sorte volé les idées" (pp. 16-17).

Olivier Pétré-Grenouilleau s'attache à débusquer les légendes qui obscurcissent la vie de son personnage. Impossible, dans cette brève recension, de les énumérer toutes. Il démolit en particulier celle qui en fait un rallié à la Révolution française, qui aurait pris le nom sans-culotte de Jacques Bonhomme pour manifester son ralliement à la cause révolutionnaire. Il montre de façon très convaincante que Saint-Simon a, pendant la période jacobine comme sous le Directoire, été essentiellement un homme d'affaires — et même un affairiste — qui a multiplié des opérations financières auxquelles, plus tard, il a tenté de donner un caractère philanthropique parfaitement illusoire et trompeur.

Il démolit aussi la légende de Saint-Simon défenseur des prolétaires, née d'une interprétation pour le moins rapide de certains de ses écrits, et en particulier de la fameuse parabole (reproduite

(1) Olivier Pétré-Grenouilleau : *Saint-Simon*, Payot éd., 512 pages, 27,44 euros.

en partie pages 306-307 de l'ouvrage) où Saint-Simon compare les effets pour la France de la disparition éventuelle de ses centaines de physiciens, chimistes, physiologistes, mécaniciens, ingénieurs civils, banquiers, maçons, etc., et de la disparition éventuelle des membres de la cour royale, des ministres, conseillers d'Etat, maréchaux, cardinaux, archevêques, évêques, etc., et conclut que la première serait une tragédie et la seconde n'aurait aucune importance :

“Cette perte des trente mille individus réputés les plus importants de l'Etat ne leur causerait de chagrin que sous un rapport purement sentimental, car il n'en résulterait aucun mal politique pour l'Etat. D'abord, par la raison qu'il serait très facile de remplir les places qui seraient devenues vacantes ; la prospérité de la France ne peut avoir lieu que par l'effet et en résultat des progrès des sciences, des beaux-arts et des arts et métiers.”

Mais l'ordre social qu'envisage Saint-Simon est beaucoup plus près d'un ordre corporatiste, où les banquiers et les industriels jouent le rôle essentiel, que d'un système socialiste fondé sur la disparition de la propriété privée... dont Saint-Simon, qui fut longtemps un habile spéculateur, est un ardent défenseur,

c'est-à-dire un ordre fondé sur l'idée d'une communauté d'intérêt entre les différents “producteurs”, les industriels et leurs ouvriers...

On est à cent lieues de la lutte des classes. En 1821, s'adressant aux ouvriers, Saint-Simon leur conseille de dire à leurs patrons : *“Vous êtes riches et nous sommes pauvres ; vous travaillez de la tête et nous des bras ; il résulte de ces deux différences fondamentales qui existent entre nous que nous sommes et que nous devons être vos subordonnés”*... dont les besoins physiques (la subsistance) et moraux (l'éducation) doivent être satisfaits. Encore, pour l'éducation, Saint-Simon n'accorde-t-il aux prolétaires qu'une instruction minimale : *“quelques notions de géométrie, de physique, de chimie et d'hygiène”* (p. 383), bref, les éléments d'une qualification élémentaire pour faire un “bon” travailleur.

Il est hors de question de résumer cet ouvrage dense de 512 pages. Disons simplement que quiconque s'intéresse à la pensée de Saint-Simon et à sa place dans l'histoire des idées, qu'il voie en lui ou non un “socialiste utopique”, a tout intérêt à lire le livre très riche d'Olivier Pétré-Grenouilleau.

Jean-Jacques Marie

Le Pianiste, de Wladyslaw Szpilman (1)

“Extraordinaire destin...”

Ce livre a pour sous-titre (ajouté par l'éditeur) : *“L'extraordinaire destin d'un musicien juif dans le ghetto de Varsovie. 1939-1945.”* Extraordinaire... Recherche d'un effet à des fins commerciales ?

W. Szpilman était pianiste à la radio polonaise avant-guerre, et concertiste

très connu. Enfermé (avec sa famille, dont tous les membres seront déportés et exterminés) dans le ghetto de Varsovie de novembre 1940 à février 1943, il vivra ensuite, caché, et survivra à l'insurrection de Varsovie de 1944 et à la destruction de la ville par les nazis. Il sera sauvé *in extremis* par un officier alle-

(1) W. Szpilman : *Le Pianiste*. Robert Laffont, 2001. Prix indicatif : 18,14 euros.

mand hanté par l'atrocité des crimes de son armée.

Dès la fin de la guerre, il écrit un récit autobiographique, sans aucun pathos, sans la moindre trace de gloriole, et même avec une étonnante distanciation — ce qui contribue, d'ailleurs, à la force de son témoignage. Ce récit a été publié en 1946 en Pologne, mais fut presque aussitôt proscrit par le régime stalinien. Ce n'est qu'en 1998 qu'il sera réédité en anglais à Londres, puis en français en 2001. Mais sera-t-il édité en hébreu ?

Cet écrit avait tout pour déplaire à la bureaucratie stalinienne, compte tenu qu'il ne correspondait en rien à l'histoire officielle établie par le régime imposé par le Kremlin (2), et il ne pouvait pas non plus être agréé par le mouvement sioniste et l'Etat d'Israël : le rôle du Conseil juif et de la police juive au sein du ghetto y était décrit sans concession.

Le lecteur déjà documenté sur les exactions et sur les crimes, plus atroces les uns que les autres, perpétrés par les nazis et leurs sbires en Pologne contre les Juifs, et aussi contre la population polonaise dans son ensemble, n'apprendra rien de fondamentalement nouveau. Mais, déjà informé ou non, tout lecteur n'en sera pas moins bouleversé par ce récit sobre et poignant, dont on ne pourra donner ici qu'un pâle aperçu.

Une totale destruction

Dès septembre 1939, commence la tragédie qui allait culminer avec l'extermination massive des Juifs polonais. "Tout ce que nous avions jadis cru immuable avait été détruit en l'espace d'un mois" (p. 36). Certes, une fois maître de Varsovie, le commandement nazi placarde en allemand et en polonais une proclamation annonçant "le retour à la normale, sous la protection du Reich", avec un paragraphe garantissant aux Juifs "tous leurs droits et l'inviolabilité de leurs biens, ainsi que leur complète sécurité personnelle" (p. 34). En réalité, mesures et actes arbitraires, particulièrement à l'encontre des Juifs, se multi-

plient. A partir du 5 décembre au plus tard, chaque Juif devra porter un brassard blanc avec l'étoile de David en fil bleu. "Notre statut de parias devait donc être proclamé aux yeux de tous. Plusieurs siècles de progrès allaient être effacés d'un seul coup : nous étions replongés en plein Moyen Age" (p. 50). Et ne cesseront de se succéder de nouveaux décrets de plus en plus répressifs. Ainsi, en janvier-février 1940, il est stipulé que les Juifs, hommes de 12 à 60 ans, femmes de 14 à 45 ans, devront accomplir deux ans de travail forcé dans un camp.

Le Conseil juif

Pour l'enregistrement et l'organisation des déportations, "les Allemands avaient préféré s'épargner ce souci, confiant cette tâche au Conseil juif en charge de l'administration communautaire". Szpilman écrit : "En clair, nous devions programmer nous-mêmes notre extermination, préparer notre ruine de nos propres mains. C'était une forme de suicide collectif légalement codifié." Et il apporte les précisions suivantes : "Le Conseil a décidé d'épargner la majeure partie de l'élite intellectuelle. A raison de mille zlotys par tête, il se chargeait d'envoyer un prolétaire juif à la place des personnes théoriquement enregistrées. Evidemment, cet argent ne finissait pas toujours dans la poche des malheureux supplétifs, loin de là : il fallait que les fonctionnaires du Conseil vivent, eux aussi. Et ils vivaient fort bien, ma foi, ne manquant jamais de vodka ni de quelques friandises à côté" (pp. 51-52).

(2) Non seulement l'auteur ne passe pas sous silence l'engagement dans la collaboration avec les occupants nazis de ces Polonais, Ukrainiens, Litvaniens ou Russes, comptant parfois parmi les miliciens les plus barbares au compte de la soldatesque nazie, mais, au sujet de l'insurrection de Varsovie d'août-septembre 1944, il note simplement que "les résistants ne recevaient pas de soutien de l'extérieur" (p. 181). En effet, Staline ordonnera à l'armée soviétique, arrivée aux portes de Varsovie, de rester l'arme au pied, laissant la Wehrmacht écraser l'insurrection.

Le ghetto et ses contrastes

Les nazis en viennent à décréter le regroupement de tous les Juifs dans un quartier séparé, "par précaution hygiénique".

Le 15 novembre 1940, les portes de ce que les nazis, soucieux de bannir un terme moyenâgeux, interdisent d'appeler un ghetto, se referment sur la communauté juive de Varsovie. Ainsi, "un demi-million de personnes étaient soudain à la recherche d'un toit dans une partie déjà surpeuplée de la capitale, qui pouvait accueillir difficilement plus de cent mille habitants". Mais, au sein de cette communauté juive désormais isolée du reste de la population, les contrastes vont être saisissants. Le ghetto, du moins pendant un temps, ne sera pas un enfer pour tout le monde.

Que constate Szpilman ?

"On était à l'hiver 1941-1942, une saison très rude dans le ghetto. Un océan de misère s'étendait autour des îlots constitués par la relative prospérité dont jouissait l'intelligentsia juive et par l'insolente opulence des spéculateurs" (p. 82).

En effet, une contrebande était contrôlée par des Juifs collaborateurs de la Gestapo, "des hommes puissants, des magnats du marché noir tels que Kon ou Heller" (3), qui parvenaient à introduire sans encombre "alcools de prix, victuailles des plus raffinées, tabac arrivé droit de Grèce, fanfreluches et parfums français".

Ces articles coûteux, Szpilman les voyait tous les jours, là où, comme pianiste, il venait gagner quelque argent, au café Nowoczesna, qui "n'était fréquenté que par les richards et leurs cavalières couvertes de diamants et de bijoux en or".

Et il précise : "C'est ici que j'allais perdre deux de mes grandes illusions : celle que nous étions tous solidaires face à l'adversité, et celle que tous les Juifs savaient apprécier la musique" (pp. 77-78).

La police juive

Quant à la police juive, à laquelle les nazis laisseront la charge des rafles, Szpilman en brosse un tableau accablant :

« Les jeunes recrues étaient pour la plupart issues des milieux les plus aisés, et plusieurs de nos relations en faisaient partie. Le choc n'en a donc été que plus grand lorsque nous avons vu ces hommes, dont nous serrions jadis la main, que nous avions traités en amis et qui, hier encore, jouissaient d'une bonne réputation, se conduire désormais de façon aussi méprisable. On aurait dit que la mentalité gestapiste était devenue leur seconde nature. Il suffisait qu'ils endossent leur uniforme et empoignent leur matraque en caoutchouc pour changer du tout au tout. Ils n'avaient plus d'autre ambition que de travailler avec la Gestapo (...) et de rivaliser avec leurs maîtres dès qu'il s'agissait d'accabler la population juive (...). Au cours des chasses à l'homme (au printemps 1942), ils ont opéré avec la froideur professionnelle de SS "purs Aryens", s'exhibant dans leurs élégants uniformes" (pp. 90-91).

Il indique qu' "ils n'étaient pas moins dangereux et cruels que les Allemands, et peut-être plus encore", que "ni les larmes, ni les supplications, ni même les cris terrorisés des enfants n'avaient d'effet sur eux" (p. 106) et que "le policier juif avait l'obligation de livrer au moins cinq personnes par jour au risque d'être déporté lui-même, si le quota n'était pas rempli" (p. 122).

Fin 1942, les partisans juifs parviennent à abattre Lejkin, "l'un des plus sinistres officiers de la police juive, (...) tristement connu pour son zèle", et First, "l'homme de liaison entre la Gestapo et le Conseil du ghetto" (p. 143). Et début 1943, les exigences des nazis deviennent telles que même le commandant en chef de la police juive, le colonel Szerynski, se suicide. "Les nouvelles qu'il avait re-

(3) Ces collaborateurs cyniques n'en seront pas moins abattus comme des chiens, fin 1942, par une bande SS rivale de celle qui les protégeait.

çues devaient être accablantes, puisque même lui, le plus fidèle collaborateur des Allemands, l'homme dont les occupants avaient le plus besoin et qui aurait été le dernier à être déporté, n'avait plus eu d'autre issue que de se donner la mort" (p. 153).

Korczak et Zyskind

Aux antipodes de ces spéculateurs et de ces policiers corrompus, essayait de survivre, dans des conditions de plus en plus abominables, la masse de la communauté juive et, en son sein, Szpilman croquera des hommes exceptionnels, les uns célèbres, les autres maintenant inconnus. Il fait, par exemple, allusion à ses conversations avec Janus Korczak, qui a décidé de rester dans le ghetto quand les portes se sont refermées, "alors qu'il aurait pu aisément se mettre à l'abri", pour continuer son action en faveur des orphelins juifs (4) (p. 79). Et comment ne pas citer ce superbe portrait du "fervent socialiste" Yehouda Zyskind, même si son nom est sans doute aujourd'hui oublié ?

Yehouda Zyskind, "outre sa fonction de concierge, remplissait si besoin était les offices de courrier, de chauffeur et de contrebandier chargé de faire passer l'enceinte du ghetto aux marchandises". Mais, souligne Szpilman, "au-delà de ces occupations quotidiennes, il était aussi et surtout un fervent socialiste, qui ne perdait jamais contact avec l'organisation clandestine, introduisait de la presse interdite dans le ghetto et tentait d'y former des cellules (...)". D'une "inflexible volonté", il était un "optimiste convaincu", qui, "même lorsque les nouvelles transmises par la radio étaient accablantes, était toujours capable d'y apporter une interprétation encourageante", avec un "grand pouvoir de persuasion".

Mais, pendant l'hiver 1942, il est surpris chez lui par les nazis en train d'assembler des journaux clandestins. Toute sa nombreuse famille est abattue sur place, y compris l'enfant de trois ans.

Ce portrait se conclut par un remarquable hommage : "Après l'assassinat

de Yehouda Zyskind, j'ai eu du mal à garder l'espoir, d'autant qu'il n'y avait plus personne pour tout m'expliquer en détail et me dessiller les yeux... Il a fallu que des années s'écoulent avant que je me rende compte que j'étais dans l'erreur, tout comme ces désolants bulletins d'information, et que c'était lui qui avait été dans le vrai. Aussi invraisemblables qu'ils aient pu paraître à l'époque, tous ses pronostics ont été plus que confirmés par l'histoire" (pp. 68 à 70).

Des scènes dantesques

En écrivant son livre en 1945, Szpilman a voulu faire œuvre de témoin, et non d'historien. Il ne s'agit donc pas d'une histoire de Varsovie pendant la Seconde Guerre mondiale. Mais, à travers ce qu'il a vécu et vu, le déchaînement croissant de la barbarie nazie apparaît concrètement dans toute son horreur bestiale (5).

Que de scènes dantesques vécues ou vues par l'auteur, dans Varsovie au lendemain de la défaite de septembre 1939, et surtout au sein du ghetto, à partir de novembre 1940 (6), ou encore dans les

(4) Szpilman a aussi été le témoin de la déportation de Korczak et de ses orphelins : "(...) Les Allemands entendaient que les enfants partent seuls. Korczak (...) avait réussi à les persuader de l'arrêter, lui aussi. Après avoir passé tant d'années avec ses petits protégés, il ne voulait pas les abandonner dans cet ultime voyage (...)." Récit émouvant de cette déportation pp. 113-114.

(5) Rappelons un seul chiffre, cité par Wolf Biermann dans sa postface : trois millions deux cent cinquante mille Juifs polonais ont été exterminés par les nazis.

(6) Citons une seule scène au sein du ghetto en juin 1942, terrible, et pourtant loin d'être la plus meurtrière : les SS ont pénétré dans l'immeuble placé en face de celui où est logée la famille Szpilman. « Juste en face de nous, habitait la famille d'un homme d'affaires, que nous croisions souvent dans le quartier (...). Nous avons aperçu des soldats casqués se ruer à l'intérieur, pistolet automatique levé. Nos voisins étaient encore assis autour de la table (...) et sont restés à leur place, tétanisés d'effroi. Le sous-officier qui commandait le détachement a pris cela pour une insulte personnelle ; muet d'indignation, il est resté un moment à regarder la table avant de vociférer : "Debout !" Ils ont obtempéré aussi vite que possible. Tous, sauf le grand-père, un vieil

quartiers détruits ou incendiés après l'écrasement de l'insurrection de 1944 !

Sur sa propre famille, le récit de Szpilman est à la fois sobre et poignant. Par exemple, le lecteur n'oubliera pas, après leur arrestation le 16 août 1942, la description de l'*Umschlagplatz*, esplanade où étaient regroupés les Juifs avant leur transport vers les camps d'extermination ; il n'oubliera pas cette scène, où, après avoir acheté un seul caramel à la crème, "*Père l'a découpé en six parts avec son couteau de poche. C'est le dernier repas que nous avons pris tous ensemble*" (p. 123). Et il y a ces discussions sur la destination du voyage : "*Était-ce vraiment pour travailler que nous allions être déplacés, ainsi que la police juive avait voulu nous en persuader ?*" (p. 119). A ce moment-là, la plupart des déportés s'accrochent encore à la moindre parcelle d'espoir (7).

Après avoir été, au dernier moment, extrait du groupe des déportés par un garde juif qui l'a reconnu, Szpilman vivra encore quelques mois dans le ghetto, où la situation devient de plus en plus apocalyptique (8), avant de parvenir, à la faveur de travaux forcés à l'extérieur du ghetto et grâce à l'aide d'amis polonais (9), à se réfugier, le 13 février 1943, hors du ghetto, dans des caches où il survivra, reclus, et souvent dans des conditions incroyablement éprouvantes, jusqu'à la fin de la guerre.

Un mur... autour de Jérusalem ?

Une fois terminée la lecture de ce livre, bouleversant et passionnant, qui est une superbe leçon de résistance, de survie et d'humanité, comment aujourd'hui ne pas penser à la situation existant... en Palestine (sans nullement identifier les situations et les protagonistes) ? Quand le gouvernement de Sharon-Peres, ne se contentant pas du bouclage total de Gaza et des villes et villages de Cisjordanie, en vient à envisager la construction d'un mur autour de Jérusalem pour mettre à l'écart la population palestinienne, comment peut-on voir en

lui l'héritier légitime de Szpilman et des Juifs du ghetto de Varsovie (10) ?

**Le 17 février 2002,
Alain Chicouard**

homme que ses jambes ne portaient plus. Fou de rage, le sous-officier s'est avancé vers la table, a posé ses poings sur la table et a fixé l'infirme de ses yeux furibonds en répétant : "Debout, j'ai dit !" L'aïeul tentait vainement de se relever en pesant sur les bras de son fauteuil. Avant même que nous comprenions ce qu'ils allaient faire, les SS ont fondu sur lui, l'ont soulevé avec son siège, l'ont emporté sur le balcon et l'ont précipité dans la rue, du troisième étage » (p. 93).

(7) En témoigne le dialogue, rapporté par Szpilman pp. 120-121, entre son père et deux autres Juifs. A son voisin dentiste, qui s'exclame que c'est une honte de se laisser conduire à la tuerie comme des moutons à l'abattoir, le père répond qu'il n'y a rien de sûr et qu'il faut prendre le risque de garder l'espoir, même s'il n'y avait que dix pour cent de chances de survivre. Szpilman résume ainsi le raisonnement qui prévaut encore : "*Les Allemands ne pouvaient pas être assez stupides pour dilapider l'énorme force de travail que les Juifs représentaient potentiellement (...). Nous étions destinés à des usines, à de grands chantiers où la discipline serait de fer, sans doute, mais non à la mort.*"

(8) En janvier 1943, note Szpilman, "*(...) une fusillade a éclaté derrière nous. Pour la première fois, c'étaient des groupes d'ouvriers juifs, qui, sur le point d'être encerclés, répondaient à la terreur nazie par les armes*" (p. 151).

(9) Dans sa postface, W. Bierman apporte la précision suivante : "*Sur les trois millions et demi de Juifs qui vivaient en Pologne, deux cent quarante mille ont survécu à l'occupation nazie. Certes, l'antisémitisme local était virulent bien avant l'invasion allemande, et cependant trois à quatre cent mille Polonais ont risqué leur vie pour sauver des Juifs (...). Si vous cachez un Juif en France, vous risquez la prison ou la déportation ; en Allemagne, cela vous coûtait la vie ; en Pologne, c'était toute votre famille qui était massacrée avec vous*" (p. 253).

(10) Et que penser de cette démarche d'officiers israéliens ? "*Afin de se préparer aux prochaines campagnes, l'un des chefs de l'armée dans les territoires a récemment dit que (...), si l'objectif doit être de s'emparer d'un camp de réfugiés surpeuplé ou de la casbah de Naplouse, le commandant sur place doit avoir analysé les leçons de combats similaires (dans l'histoire), y compris, aussi bouleversant que cela puisse paraître, de la façon dont l'armée allemande s'y est prise avec le ghetto de Varsovie (...). Beaucoup (d'officiers supérieurs) jugent que, pour réussir, il faut accumuler des connaissances tirées des plus terribles circonstances (...). Le ghetto de Varsovie ne leur sert que d'exemple extrême*" (article du 25 janvier 2002 d'Amir Oren, spécialiste des questions militaires du *Haaretz*, le plus prestigieux quotidien d'Israël, cité par *Le Monde*, 10-11 février 2002, p. 19).

P. S. : Le cinéaste Roman Polanski s'est engagé dans l'adaptation pour l'écran du récit de Szpilman. Il n'aura pas trop de tout son talent pour assurer

une reconstitution à la hauteur de cet ouvrage. La sortie du film est annoncée pour l'automne 2002.

Souvenirs d'un militant (1)

GEORG SCHEUER nous raconte dans ce volume ses souvenirs d'une vie militante agitée, dangereuse et passionnante, des années 1920 à la fin de la guerre, en 1945. Son itinéraire est assez simple : jeune Juif autrichien, membre d'une famille juive totalement intégrée à la société autrichienne, au point que son père et sa mère refuseront jusqu'au bout de quitter l'Autriche après l'Anschluss et en mourront, Georg Scheuer adhère d'abord aux Jeunesses socialistes ; bientôt déçu par la politique attentiste de la social-démocratie face au danger fasciste grandissant, il adhère au petit Parti communiste autrichien, qu'il considère pourtant au début "comme un ramassis d'impuissants et d'infortunés, bien que phraseurs de bonne foi" (p. 39), par volonté de combattre le fascisme y compris dans la rue, que les dirigeants sociaux-démocrates laissent aux nazis.

Très vite, la politique de division systématique du Parti communiste, qui fait de la social-démocratie l'ennemi n° 1, le trouble et l'inquiète. Lors d'un séjour à Berlin, il est hébergé par des militants communistes de la capitale :

"C'est ici, note-t-il, que j'entends parler pour la première fois de l'opposition de gauche au sein du KPD (le PC allemand). Léon Trotsky (...) stigmatise les actions que pratique le KPD en accord avec les nationaux-socialistes, et il recommande un front unique avec les sociaux-démocrates contre Hitler. Front unique avec le parti de Noske et de Zörgiebel (2) ? Jamais ! La réponse du Kremlin est sans équivoque. Mais beau-

coup de communistes doutent et, dans leur for intérieur, ils donnent raison au Vieux, qui, dans son exil, avertit et met en garde tout en écrivant des thèses" (p. 47).

Ce n'est pas la grève des transports organisée en Allemagne début novembre 1932 en commun par les nazis et les cadres du Parti communiste qui peut dissiper les doutes de Scheuer sur la politique stalinienne.

"Au printemps 1933, avec quelques camarades des Jeunesses communistes de la Blumauergasse, j'organise une discussion de fond, qui sera malheureusement interrompue par les émissaires du comité central ou par la direction viennoise, qui ne jugent pas opportun de mettre cette question à l'ordre du jour" (p. 60).

Staline et la direction de l'Internationale communiste à sa botte interdisent en effet toute discussion sur le bilan catastrophique de leur politique.

Après l'écrasement par le chancelier Dolfuss des milices socialistes du Schutzbund, vite abandonnées par leur direction en février 1934, nombre des jeunes socialistes, passés au Parti communiste par rejet de la capitulation de leurs dirigeants, rompent avec le PC au-

(1) Georg Scheuer : *Seuls les fous n'ont pas peur (scènes de la guerre de trente ans, 1915-1945)*, Syllepse, 288 pages, 19,50 euros.

(2) Noske, dirigeant social-démocrate, organisateur de la répression contre les spartakistes et de l'assassinat de Rosa Luxemburg et de Karl Liebknecht ; Zörgiebel, préfet de police social-démocrate de Berlin.

trichien et fondent une organisation indépendante. Les staliniens autrichiens organisent aussitôt la chasse à ces jeunes trotskystes dénoncés comme "*fascistes, indicateurs, contre-révolutionnaires, agents de l'ennemi*" (p. 81).

Georg Scheuer devient trotskyste, est condamné pour activités trotskystes par la justice autrichienne, participe au congrès de fondation de la IV^e Internationale en temps qu'observateur, puis s'en éloigne pour participer à la fondation d'un groupe dit de "*communistes révolutionnaires*" (RK) avec Karl Fischer, que le NKVD enlèvera à Vienne en 1945 et enverra au Goulag.

Scheuer et ses camarades passent dans la clandestinité.

"*En août (1936), note-t-il, le début de la révolution espagnole ébranle le régime austro-fasciste et éveille des espoirs téméraires*" (pp. 98-99), vite étranglés par la politique de Staline en Espagne.

Arrêté par la police autrichienne, Scheuer est condamné à la prison ; il est libéré par l'amnistie des prisonniers politiques proclamée par le chancelier Schussnig à la veille même de l'Anschluss, s'enfuit en Tchécoslovaquie, où il va se heurter à la réalité de l'antisémitisme dans les pays démocratiques. "*Les Juifs dehors ! Les Allemands dehors ! hurlent les nationalistes tchèques radicaux*" (p. 160).

Commence alors une vie de révolutionnaire errant, qu'il ne saurait être question ici de résumer, et dont le récit est souvent passionnant, même si celui que fait Scheuer du congrès de fondation de la IV^e Internationale (pp. 170-171) est, sans doute à cause de sa déception, très caricatural.

Puis, c'est la guerre, l'arrestation par la police française, qui traque tous les émigrés étrangers allemands, autrichiens, espagnols, juifs au premier chef ; il raconte en détail les conditions d'internement au camp des Milles, dans le Sud-Est de la France, où se retrouvent les écrivains Walter Benjamin, Walter Hasenclever, Lion Feuchtwanger, Golo Mann, les artistes surréalistes Max Ernst et Hans Bellmer et les dirigeants du SPD

Rudolf Breitscheid et Rudolf Hifferding, qui ne s'évaderont pas et seront après la débâcle livrés à Hitler et assassinés.

Il s'échappe et, avec ses camarades, organise une activité de résistance révolutionnaire pendant toute l'occupation dans la région lyonnaise.

Au cours de ses errances racontées avec beaucoup de verve, dans la France d'après la débâcle, Georg Scheuer est confronté à quelques situations riches d'enseignement. Ainsi, il rencontre des militants du PC allemand, qui, bien entendu, lui disent : "*Nous ne discutons pas avec les trotskystes*", mais l'informent que, dans la droite ligne du pacte Hitler-Staline, ils ont reçu comme consigne de "*rentrer au Reich*".

"*Beaucoup suivent cet ordre et rentrent au Reich vers la mort*" (p. 217). A Toulouse, il vit une autre brève expérience : "*Une pénible surprise m'attend au secrétariat du Parti socialiste SFIO à Toulouse. Il faut réviser nos erreurs passées, y dit-on, Hitler a apporté beaucoup de progrès, des conquêtes sociales. Nous étions mal informés...*" (p. 218). Plutôt que de discuter avec ces socialistes déjà convertis à la collaboration de demain, il préfère, dit-il, "*gagner le large au plus vite*".

Ce livre de souvenirs est très prenant, écrit avec beaucoup de vivacité, orné d'un beau cahier de photographies. Il n'est nul besoin de partager toutes les idées de l'auteur pour se plonger dans sa lecture. Une seule fausse note. Ces souvenirs sont précédés d'une préface de "*Michel Cullin, secrétaire général adjoint de l'Office franco-allemand pour la jeunesse*", qui donne du livre une image sans grand rapport avec la réalité, mais sans doute étroitement reliée à ses propres fonctions.

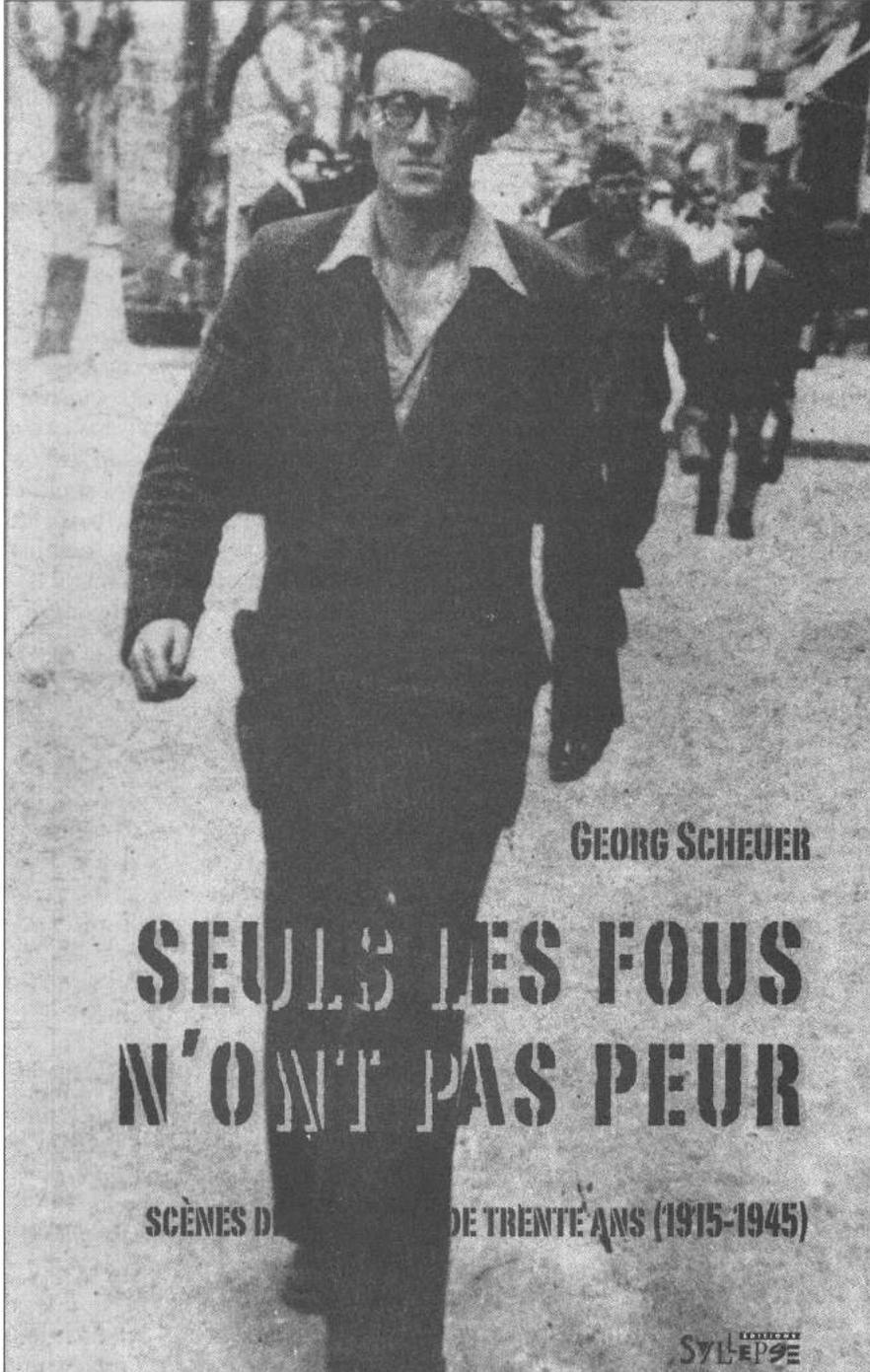
Il fait de Georg Scheuer un "*pionnier de la citoyenneté européenne*", dont Scheuer ne parle pas dans son ouvrage. Et il conclut : "*Finalement, n'incarnerait-il pas simplement, en rejetant tout repli identitaire, ce judaïsme solaire et positif dont parle Bernard Henri-Lévy à propos d'Albert Cohen ?*"

"Judaïsme solaire et positif" auquel Georg Scheuer ne se réfère jamais au

cours de son ouvrage. Cette récupération des souvenirs de Scheuer dans un sens qu'il ne donne pas lui-même est d'une

honnêteté intellectuelle pour le moins douteuse.

Marc Teulin



Chronique des falsifications

L'antisémitisme complaisant de Soljenitsyne...

NOMBRE de ceux qui ont vu dans Soljenitsyne un héros prophétique du combat contre le totalitarisme des temps modernes (et le messie d'un anticommunisme de bon aloi) à la suite de l'*Archipel du Goulag* devraient être quelque peu gênés aux entournures à la lecture de ce premier tome de la trilogie soljenitsynienne sur "*Russes et Juifs*", qui s'annonce comme une trilogie solidement antisémite (1).

Imagination et histoire

Certes, l'*Archipel du Goulag* avait le mérite de sauver de l'oubli les souvenirs de quelque deux cents victimes du Goulag stalinien, et en ce sens, l'ouvrage mérite sa place au Panthéon de l'histoire. Mais les erreurs, voire les falsifications nombreuses qui s'y trouvaient montraient déjà chez l'auteur une capacité fâcheuse à soumettre l'histoire à ses préjugés idéologiques. On y trouve, par exemple, une conversation, entièrement inventée par Soljenitsyne, entre Staline et un détenu, futur responsable de camps, dénommé Naftali Frenkel, dont Soljenitsyne éprouvait alors le besoin de nous préciser qu'il s'agissait d'un "*Juif de Turquie*". La précision n'est pas innocente, car Soljenitsyne lui attribue l'in-

vention des mécanismes essentiels du Goulag (après les avoir attribués aux bolcheviks dès 1918 !). Cette conversation imaginaire et imaginée par Soljenitsyne, qui nous précise lui-même qu'elle n'eut ni témoin ni sténogramme (ce qui retire toute entrave à l'envol de l'imaginaire !), comme une conversation tout aussi totalement inventée par Soljenitsyne, prétendument tenue en novembre 1952 entre le ministre de la Sécurité d'Etat, Abakoumov (en prison depuis... juillet 1951, et donc réduit au silence !) et son adjoint, Rioumine, auraient dû attirer l'attention sur les capacités d'invention de l'ultra-nationaliste Soljenitsyne, dont l'antisémitisme perçait déjà sous les notes antitotalitaires.

Un refus obstiné...

Soljenitsyne expose, dans *Deux siècles ensemble*, une conception de l'histoire des Juifs en Russie digne de figurer dans un manuel de falsification historique : les Juifs n'ont cessé de rejeter les tentatives des tsars russes pour les

(1) Alexandre Soljenitsyne : *Deux siècles ensemble* (tome I., *Juifs et Russes avant la révolution*), 562 pages, Fayard éd., Paris, 2002, 27 euros.

intégrer à la bonne société russe, car ces Juifs préféraient distiller et vendre de la vodka aux paysans ukrainiens et russes (ainsi exploités et abrutis par eux) plutôt que de travailler la terre qu'on leur offrait avec des subventions, qu'ils dépensaient sans jamais les rembourser. Mais dès que le service militaire fut instauré, les jeunes Juifs se défilèrent avec ardeur. Quant à la vague d'émigration des Juifs vers l'étranger ? Vous croyez, ô lecteur simpliste, qu'elle est due aux pogromes ? Que non ! Elle a commencé quand le ministre des Finances Witte a instauré, en 1896, le monopole de l'Etat sur la fabrication de la vodka, privant ainsi des dizaines de milliers de distillateurs et cabaretiers juifs de leur activité préférée.

D'ailleurs, Soljenitsyne rétablit l'histoire véritable des pogromes, dont nous aurions une vision mystifiée. En tout cas, l'histoire telle qu'elle a été vue par la police tsariste, car, pour Soljenitsyne, la vérité se trouve dans sa bouche :

“Les rapports de police qui datent en Russie du début du XX^e siècle ont fait à maintes reprises la preuve de leur exactitude et de leur précision irréprochable” (pp. 374-375).

Comment peut-on croire que les rapports de la police d'un Etat autocratique et religieux sur des événements où, selon de nombreuses sources, l'Etat, sa police, ses Cosaques et son Eglise étaient impliqués, nous donneraient la clé de la vérité ? Soljenitsyne ne nous fournit aucune raison ni aucun argument pour confirmer son affirmation. Le lecteur doit le croire sur parole...

Les pogromistes ne sont pas ceux que vous croyez...

L'un des pogromes les plus sanglants qui ont frappé les Juifs de Russie en 1903 a été celui de Gomel, en Biélorussie. Soljenitsyne rétablit une vérité qui dormait dans les rapports de la police tsariste, et cette “vérité” est assez renversante : c'était en réalité, nous dit-il, un pogrome antirusse, organisé par les

Juifs. Que disent en effet ces rapports ?

“Depuis quelque temps, l'attitude des Juifs de Gomel est devenu non seulement méprisante, mais franchement provocante ; les agressions — tant verbales que physiques — contre des paysans et des ouvriers sont devenues monnaie courante, et les Juifs manifestent de toutes sortes de façons leur mépris même à l'égard des Russes appartenant à des couches sociales plus élevées, obligeant par exemple des militaires à changer de trottoir” (p. 375).

Depuis le pogrome de Kichinev, quelques mois plus tôt, certains Juifs, surtout les membres du Bund, avaient eu l'étrange idée de ne pas se laisser massacrer sans réagir. Sous la plume de la police et de Soljenitsyne, ils deviennent donc les agresseurs...

Après un incident au marché, écrit un rapport cité par lui comme preuve, les Juifs, *“armés de pierres, de bâtons, de marteaux, de casse-têtes fabriqués spécialement ou même simplement de barres de fer”*, se ruent sur un pauvre client russe d'une marchande de harengs juive, avec qui il a eu une altercation.

“Quand ils attrapaient des Russes, les Juifs les frappaient sans pitié, ils frappaient les vieillards, les femmes et même les enfants” (p. 376).

Les victimes deviennent ainsi les assaillants, qui attaquent même la police, accueillie *“du côté des Juifs par une grêle de pierres et par des coups de revolver...”* (p. 376). Ce sont bien eux, les assaillants !

Des accusations fantaisistes ?

Non content d'assaillir les braves pandores tsaristes, les Juifs fabulent sur les violences dont ils seraient les victimes lors des pogromes ! Ainsi, évoquant le pogrome de Kichinev, en avril 1903, Soljenitsyne affirme que, contrairement aux rumeurs répandues par *“les Juifs influents en Angleterre (...), aucune trace de sévices ou de viols n'avait été observée sur les corps”* (des assassinés)

(p. 364), et il répète : *“Les récits des familles eux-mêmes ne confirmèrent aucun cas de viol”* (p. 364) ; mais un peu plus loin, il signale que comparurent au procès *“36 personnes accusées de meurtre et de viol”* (p. 371).

La justice russe aurait-elle donc subi elle aussi l'influence des *“Juifs influents en Angleterre”* pour confirmer la rumeur de ces viols ? Difficile de ne pas voir dans la main de ces prétendus *“Juifs influents en Angleterre”* les ancêtres des Juifs du Joint Committee, auxquels Staline attribuera à la fin de sa vie moult calomnies contre la patrie du socialisme et la paternité du prétendu *“complot des blouses blanches”*. On peut donc être fort anticommuniste et se nourrir aux mêmes sources que la propagande stalinienne, elle-même continuatrice, sous une forme amplifiée et caricaturée, de nombreuses et très réactionnaires traditions tsaristes.

Cette révision radicale de l'histoire amène Soljenitsyne dans des eaux très troubles. Ainsi, il reprend tous les ragots sur l'influence (voire la prédominance) juive dans la révolution de 1905. Les rapports de police présentent alors systématiquement les manifestations révolutionnaires comme organisées par les Juifs et composées essentiellement de Juifs (ce qui provoque évidemment l'indignation légitime des Russes, qui se dressent pour défendre leur honneur national bafoué). Soljenitsyne cite ces rapports comme autant de vérités établies et feint de s'interroger :

“Qu'est-ce donc qui poussait ces Juifs, au milieu de la plèbe en délire, à bafouer si brutalement ce que le peuple vénérât encore ?” (p. 411).

A savoir, le tsar et ses portraits.

Le 3 octobre, à l'Institut polytechnique de Kiev, *“près de 5 000 personnes se sont réunies (...), avec une majorité juive de sexe féminin”* (p. 409). Comment les mouchards ont-ils établi cette statistique ? Au faciès ? A la forme du nez ? A la couleur de visage ? A celle des cheveux ? Au nombre de barbus (mais *quid* des femmes ?). Soljenitsyne ne se pose même pas la question. Au contraire, il insiste :

“Le rôle prépondérant des Juifs est mentionné encore à maintes reprises”.(p. 409).

Un rapport du 12 octobre signale en effet à l'université *“des masses de Juifs des deux sexes”* (p. 409).

Lorsque le rapport de police est muet, Soljenitsyne cite abondamment le journal *Le Kievien*, *“orienté à droite”* (p. 410), nous dit-il. C'est aimablement dit pour un journal que l'on pourrait qualifier aujourd'hui sans exagération de *“lepéniste”*.

Les Juifs contre le bon Nicolas II

Les manifestations contre le tsar ? Ce sont les Juifs, toujours les Juifs ! Et Soljenitsyne évoque le *“soviet des députés ouvriers de Pétersbourg, avec à sa tête les incomparables Parvus et Trotsky”* (p. 407). Or Parvus, Juif, n'a jamais été à la tête de ce soviet, et Trotsky fut une semaine durant l'un de ses trois coprésidents (entre le 26 novembre et le 3 décembre 1905), les deux autres n'étant pas Juifs et n'intéressant donc pas l'historien et moraliste. Ceux qui vénèrent la monarchie appartiennent au peuple, les autres à la plèbe. Si la question reste sans réponse, une chose est claire : les troubles révolutionnaires sont provoqués par les Juifs, le peuple russe y est étranger, et même hostile.

Vous avez bien dit : “meurtres rituels” ?

L'attitude de Soljenitsyne à l'égard des *“meurtres rituels”* attribués aux Juifs par une tradition paysanne soigneusement alimentée par le clergé orthodoxe est encore plus renversante ou révélatrice du personnage. Selon cette tradition, mère de plusieurs pogromes, les Juifs, à la veille de Pâques, tuaient un enfant chrétien et le vidaient de son sang pour cuire leur pain azyne. En 1913, à Kiev, on découvre le cadavre d'un garçon de 12 ans, percé de *“quarante-sept piqûres*

dénotant une connaissance certaine de l'anatomie" (p. 490).

Puis, ajoute Soljenitsyne :

"On (qui ? mystère ! J.-J. M.) fait le rapprochement avec le début de la Pâque juive et la mise en chantier d'une nouvelle synagogue sur les terrains de Zaitsev (un Juif). Quatre mois après le meurtre, cette version de l'accusation conduit à l'arrestation de Menahem Mendel Beyliss, 37 ans, employé à l'usine de Zaitsev. Il est arrêté sans que de véritables charges pèsent contre lui" (p. 490).

Puis Soljenitsyne opère un léger glissement :

"Beyliss fut donc accusé de meurtre — alors même que les charges pesant contre lui étaient douteuses — parce qu'il était Juif" (p. 491).

Comment, "douteuses" ? Les "meurtres rituels" ne relevaient donc pas du fantasme ou de la provocation ? Les charges contre Beyliss étaient donc possibles et Beyliss peut-être coupable ? Alors même que Soljenitsyne s'empresse d'affirmer : "Longtemps, l'accusation porta sur la famille de la victime, jusqu'à ce que celle-ci fut mise complètement hors de cause" (p. 491), affirmation audacieuse, car cette famille liée à la pègre était très suspecte... sauf pour les inspireurs de l'accusation rituelle. Soljenitsyne ajoute :

"Cette parodie d'enquête fut conduite comme s'il s'agissait d'un banal fait divers" (p. 491).

Une accusation de meurtre rituel relevant d'un "banal fait divers" ? De qui se moque l'auteur ?

Soljenitsyne ajoute :

"Essayer de démêler l'écheveau des détails sans nombre de cet imbroglio judiciaire ne ferait qu'en rendre la compréhension encore plus difficile" (p. 493).

Donc, il ne démêle pas l'écheveau, mais laisse planer sur Beyliss l'ombre de l'accusation. A aucun moment Soljenitsyne ne dit clairement (ni même confusément) que l'accusation de meurtre rituel ne saurait être qu'un conte noir à dormir debout. En revanche, il renvoie l'origine de ces accusations aux Polonais catholiques, pour lesquels il éprouve une sympathie mesurée :

"Jusque-là, les procès pour meurtres rituels (quand il en parle, il n'ajoute jamais "prétendus" — J.-J. M.) s'étaient plutôt déroulés en milieu catholique (...). En Russie, à proprement parler, il n'y avait eu que l'affaire de Saratov, en 1856. Cependant, Sliosberg ne manque pas de souligner que l'affaire de Saratov avait également eu une origine catholique, tandis que dans celle de Beyliss, on observe que la bande de voleurs qui avait été un moment soupçonnée était composée de Polonais, que l'expert en affaires de crimes rituels désigné au procès était catholique et que le procureur, Tchaplinski, était également Polonais" (p. 492).

Donc, l'Etat orthodoxe et son ministère de l'Intérieur n'y sont pour rien. Soljenitsyne, d'ailleurs, renvoie aimablement la balle aux catholiques, surtout polonais, sur les terres desquels ces meurtres rituels se seraient produits... Et, conclut-il, "ce meurtre étrange et tragique resta inexplicé" (p. 495). "Etrange" : donc, il y a anguille sous roche : ce n'est pas un simple meurtre de droit commun, qui, comme l'indique son nom, n'aurait aucun caractère étrange...

Dans la mauvaise foi, Soljenitsyne ne s'arrête pas en chemin : il souligne que l'affaire Beyliss a fait grand bruit en Occident, où nul n'a rien dit sur le procès "du Juif Leo Frank, accusé lui aussi du meurtre d'un enfant (une petite fille violée et assassinée), là aussi avec des charges très incertaines. Il fut condamné à la pendaison et, pendant la procédure de cassation, une foule armée l'arracha de sa prison et le pendit" (p. 496).

Certes, mais Leo Frank fut seulement accusé, à tort ou à raison, d'avoir violé et assassiné une petite fille, comme le sont des centaines d'individus de toute origine, classe ou race, et non d'avoir accompli ce meurtre pour des raisons religieuses en application des pratiques supposées de tout un groupe religieux et ethnique, comme Beyliss ; Soljenitsyne le sait. Sa comparaison visant à présenter la Russie comme victime d'une dénonciation systématique de l'Occident ne tient donc pas debout. Soljenitsyne est manifestement plus doué pour la vocifération que pour le raisonnement.

La captation du cerveau de la nation... par les Juifs !

Enfin, Soljenitsyne utilise un dernier procédé bien connu des polémistes peu exigeants. Il cite comme autant de documents des déclarations antisémites d'écrivains ou de politiciens, reproduites sans commentaire. Ainsi, il cite le politicien d'extrême droite Choulguine, qui déclare :

“A cette époque (un quart de siècle avant la révolution), les Juifs avaient pris le contrôle de la vie politique du pays... Le cerveau de la nation (si l'on excepte le gouvernement et les cercles qui lui étaient proches) se trouva être entre les mains des Juifs et s'habitua à penser selon leurs directives (...). Malgré toutes les restrictions apportées à leurs droits, les Juifs avaient pris possession de l'âme du peuple russe” (p. 512).

Rien que cela ! Et Soljenitsyne n'a rien à retrancher à cette accusation moyenâgeuse de possession de l'âme d'un peuple digne des époques où l'on croyait aux exorcistes !

Il n'éprouve le besoin d'accompagner d'aucune réserve ou d'aucun commentaire critique sa citation d'un rapport du département de la Sécurité de Petrograd d'octobre 1916, qui affirme :

“A Petrograd, le commerce est exclusivement aux mains des Juifs... Il existe encore officiellement quelques firmes russes ; mais elles sont en fait contrôlées par des Juifs : il est impossible d'acheter ou de commander quoi que ce soit sans l'entremise d'un Juif” (p. 546).

L'entourage du moine Raspoutine est formé de gens louches ? Certes. Soljenitsyne le dit et cite « *l'ambassadeur de France à Petrograd, Maurice Paléologue, qui en mai 1916, notait dans son journal : “Un ramassis de financiers juifs et de spéculateurs malpropres, Rubinstein, Manus, etc., ont conclu un accord avec lui (Raspoutine) et le dédommagent grassement pour services rendus”* » (p. 547). Vous devez le croire sur parole : Paléologue n'est pas un homme

de droite... et il dit la vérité ! Combien de personnages louches autour de Raspoutine étaient pourtant de purs (si j'ose dire) Russes !

L'antisémitisme de l'Eglise orthodoxe ? Soljenitsyne ne connaît pas...

Soljenitsyne, enfin, efface complètement l'antisémitisme profond de l'Eglise orthodoxe (à laquelle il consacre une seule page, en tout et pour tout, dans son livre) et du tsar Nicolas II. Alors que de nombreux prêtres orthodoxes ont, croix en mains, conduit des processions par lesquelles commençaient de nombreux pogromes, il écrit froidement :

“Les plus hauts hiérarques eurent beau exhorter le bon peuple chrétien, des mois et des années durant, ils ne purent même pas empêcher la foule d'arborer des crucifix et des icônes en tête des pogromes” (p 446).

Les “plus haut hiérarques” ? Quelques-uns, oui, mais ils étaient minoritaires. Et Soljenitsyne efface la présence fréquente de prêtres — comme de Cosaques — en tête de nombreuses processions pogromistes.

L'antisémitisme viscéral de Nicolas II

Nicolas II, en décembre 1905, reçut une délégation de l'Union du peuple russe, organisatrice de pogromes, accepta leur insigne et félicita son président pour son travail ! Avec son élégance aristocratique, Nicolas II avait écrit à sa mère, le 27 octobre 1905, pendant une vague de pogromes :

“Le peuple s'est indigné de l'impudence et de l'insolence des révolutionnaires et des socialistes et, comme neuf dixièmes d'entre eux sont des youpins, toute sa colère s'est abattue sur eux, d'où les pogromes juifs. Il est frappant

de voir avec quelle unanimité et quelle simultanéité cela s'est passé dans toutes les villes de Russie et de Sibérie (...). Mais en plus des youpins, les agitateurs russes ont aussi écopé : les ingénieurs, les avocats et toutes sortes d'autres sales gens."

Soljenitsyne ne dit mot de ce genre de déclarations de Nicolas II, qui, plusieurs fois, stigmatisera ce qu'il appelle la "clique juive". Ce Nicolas II s'opposera en 1907 à la proposition avancée par son Premier ministre, Stolypine, d'accorder aux Juifs les mêmes droits civils qu'aux autres sujets de l'empire pour en détacher une partie de la tentation révolutionnaire.

Au début de son ouvrage, Soljenitsyne affirme :

"J'appelle les deux parties — russe et juive — à chercher patiemment à se comprendre, à reconnaître chacune sa part de péché" (p. 9). Il ne précise pas si ce fameux "péché" (?) est originel ou pas, mais une chose est certaine, le partage du péché est très inégal : tout pour les Juifs, ou presque, rien pour les Russes, les uns et les autres rassemblés, d'ailleurs, dans une entité aux contours obscurs.

Sa façon d'aborder l'histoire en général reproduit d'ailleurs largement cette idée d'un péché que les autres auraient à expier un jour ou l'autre. Ainsi, selon lui :

"L'Allemagne de Guillaume II a ouvert la voie à Lénine pour qu'il détruise la Russie, vingt-huit ans plus tard, c'est elle qui s'est retrouvée divisée" (p. 488), *la Pologne a contribué au renforcement*

des bolcheviks au cours de l'année 1919, si difficile pour eux, et elle a récolté 1939, 1944, 1956, 1980."

Il ajoute, effaçant la terrible répression subie par les sociaux-démocrates "rouges" finlandais en mars-avril 1918, fusillés, massacrés, déportés dans les premiers camps de concentration de la guerre civile, où 12 000 d'entre eux périrent, emportés par la famine et le typhus :

"Avec quel empressement la Finlande a aidé les révolutionnaires russes, elle qui ne supportait pas les libertés particulières dont elle disposait — mais au sein de la Russie — et, en retour, elle a subi quarante ans d'humiliation politique (la finlandisation)" (p. 488).

Bref : c'est bien fait, vous ne l'avez pas volé ! L'explication est un peu courte et la jubilation, visible, plutôt mesquine. Mais l'ampleur de la pensée n'est manifestement pas une marque de Soljenitsyne. Sa religiosité maniaque mélangée à un nationalisme étroit débouche sur une conception maurrassienne de l'histoire d'un antisémitisme nauséabond, même si les oripeaux en sont plutôt grotesques...

Contre les retournements de l'histoire qu'il évoque ainsi, Soljenitsyne propose un remède infaillible :

"La seule façon de se prémunir contre de telles erreurs est de toujours se laisser guider par la boussole de la morale divine" (p. 488).

Apparemment, cela ne lui réussit pas trop bien à lui-même.

Jean-Jacques Marie

Quelques falsifications concernant Trotsky dans quelques ouvrages récents

LA dizaine d'ouvrages sur les trotskystes publiés depuis janvier 2002 comprennent une pluie d'erreurs et de falsifications en tout genre. Nous voudrions, dans cette chronique, relever certaines déformations et caricatures grossières, qui concernent Trotsky lui-même et son activité.

Christophe Nick, auteur des *Trotskistes*, présente d'emblée Trotsky comme un faussaire (ainsi, Trotsky "truque, falsifie" (p. 143), un tueur ("évidemment, quiconque ne croit pas Trotski est un traître qu'il faut éliminer" (p. 145) et un fou : "Trotsky endosse des lunettes hallucinogènes" (p. 144) (1) "délire" (*idem*), fait une "analyse individuelle paranoïaque" (p. 153). La "révolution permanente" est un mythe... dangereux :

"Tant que ce mythe reste le fait d'une secte ou d'un groupuscule, il ne fait de mal à personne. Mais lorsqu'il inspire ceux qui tiennent les commandes de l'Etat, la folie n'a plus de limite" (p. 145).

Trotsky est, sous la plume de Guillaume Chérel, auteur du *Fils caché de Trotsky*, un tueur sanglant. Il écrit :

« Peu importe les morts, les dégâts, la folie. Léon est un extrémiste, un psychopathe, comme l'est resté pour l'histoire le seul monstre vraiment reconnu de l'Union soviétique, Staline (...). Léon a toujours pris la "trahison de Staline" pour l'une des causes de la faillite révolutionnaire et non la conséquence. Ce

discours fallacieux lui a permis de nier sa responsabilité, d'effacer son rôle dans l'édification de cette dictature sanguinaire, depuis la mise sur pied de la glorieuse Armée rouge jusqu'à l'ouverture des sinistres Goulags, dont Staline fera un usage immodéré. Trotsky appelle constamment à la violence, réclame un Etat fort et impitoyable" (pp. 94-95).

Chérel cite à l'appui de ces propos Jean-François Revel, membre de l'Académie française, admirateur de Georges Bush, qui a écrit "Trotsky, aussi longtemps qu'il a participé au pouvoir soviétique, a été un tyran tout aussi implacable que Staline", et qui dénonce "la conception sanguinaire du pouvoir" de Trotsky (p. 32). Les citations de Jean-François Revel ne contiennent par ailleurs aucun fait, aucun argument, aucune preuve. Le titre de membre de l'Académie française ne saurait suffire à les remplacer, même si Jean-François Revel fut en son temps, c'est-à-dire dans sa lointaine jeunesse, membre de la société des Amis de Benjamin Péret, le poète surréaliste qui fut un moment trotskyste et ne renia jamais, lui, ses engagements, malgré les divergences politiques sérieuses qu'il eut avec la IV^e Internationale.

Evoquant la guerre civile et la responsabilité de Trotsky à la tête de l'Armée rouge, Chérel fait une citation de Trotsky, dont, il coupe la seconde partie, comme l'avait fait avant lui l'ancien chef des services politiques de l'armée sovié-

tique, le général Volkogonov, afin de présenter Trotsky comme un fanatique de la Terreur. Trotsky, après avoir affirmé :

“On ne peut mener à la mort des masses d’hommes si le commandement ne dispose pas dans son arsenal de la peine de mort”,

ajoute, ce que Chérel supprime :

“Pourtant, ce n’est pas par la terreur que l’on fait des armées (...). Pour notre armée, le ciment le plus fort, ce furent les idées d’Octobre.”

Un vieux dissident soviétique, Grigori Pomerantz, raconte dans la revue russe *Novy Mir* d’août 2001 l’épisode suivant, très révélateur. En 1950, il avait comme voisin au Goulag un paysan *“devenu anti-soviétique”*, mais, dit-il, *“en 1920, après avoir entendu un discours de Trotsky ou de Zinoviev, il était prêt à partir à l’assaut du ciel. Et pas seulement lui, son régiment tout entier (...). Les rouges étaient prêts à donner leur vie pour le monde des soviets, pour un monde sans mendiants et sans infirmes.”*

La principale responsabilité de Léon Trotsky ayant été la formation et la direction de l’Armée rouge, regardons-y d’un peu plus près... L’Armée rouge fut péniblement constituée à partir de la fin février 1918, pour répondre à une guerre civile engagée dès l’exécution à la mitrailleuse de près de 300 gardes rouges au Kremlin, à Moscou, à la fin d’octobre 1917, puis le 5 novembre 1917, lorsque l’ataman Doutoy, premier chef contre-révolutionnaire, prit la décision de fermer le journal bolchevik d’Orenbourg et constitua le premier détachement de Cosaques contre-révolutionnaires. Elle fut constituée pour répondre à des adversaires soutenus par l’Allemagne (jusqu’à sa défaite), la France, l’Angleterre, le Japon, les Etats-Unis, etc., et dont le général Kornilov résumait ainsi le programme :

“Même s’il faut brûler la moitié de la Russie et verser le sang des trois quarts de la population, nous le ferons si c’est nécessaire pour sauver la Russie.”

Dans cette situation désespérée, Trotsky, soumettant au comité exécutif central des Soviets, le 22 avril 1918, un

décret sur l’instruction militaire obligatoire pour constituer l’Armée rouge, fait adopter neuf articles additionnels. Le premier stipule :

“Les hommes dont les convictions religieuses ne tolèrent pas l’usage des armes sont appelés à ne s’instruire que dans les fonctions qui ne nécessitent pas l’emploi des armes.”

Plus d’un an plus tard, en plein soulèvement de Cosaques, Trotsky, dans un article du bulletin de l’Armée rouge, affirme :

“Le communisme ne sera instauré que par la persuasion et par l’exemple.”

Mais la guerre contre les blancs soutenus par des détachements français, anglais, italiens, grecs, roumains — minés par la haine de la guerre et la solidarité avec la révolution russe —, américains, japonais, sans parler de l’armée polonaise organisée par le général Weygand et le capitaine de Gaulle, oblige à ne pas se contenter de l’exemple et de la persuasion...

Le 22 octobre 1919, alors que Petrograd est soumise à l’offensive de l’armée blanche de Ioudenitch, soutenu par le gouvernement britannique, et risque de tomber, Trotsky publie l’ordre du jour n° 158 exigeant le respect de la vie des prisonniers :

“Camarades soldats de l’Armée rouge ! Epargnez les prisonniers ! Recevez amicalement les transfuges. Dans l’armée blanche, les ennemis vénaux, corrompus, sans honneur, les ennemis du peuple travailleur sont une insignifiante minorité. La majorité écrasante est faite d’hommes dupés ou mobilisés de force. Une part importante même des officiers de la Garde blanche combat contre la Russie soviétique sous la menace de la trique, ou parce qu’elle a été trompée par les agents des financiers russes et anglo-français et des propriétaires.”

Et il souligne plus loin que son appel *“ne s’adresse pas seulement aux simples soldats, mais aussi aux officiers”*. Trotsky sanguinaire, c’est une légende forgée par la propagande monarchiste russe...

Trotsky a joué le rôle qui fut le sien dans la guerre civile non par goût, mais

par nécessité. Dans *Leur morale et la nôtre*, il évoque *“la guerre civile avec son cortège d’horreurs et de crimes”* et souligne :

“La guerre civile est la plus cruelle de guerres. Elle ne se conçoit pas sans violences exercées sur des tiers et, tenant compte de la technique moderne, sans meurtre de vieillards et d’enfants” (il pense à l’artillerie et aux bombardements — J.-J. M.).

Mais fallait-il donc décider de ne pas défendre la révolution et ses mesures démocratiques (la terre aux paysans, la séparation de l’Eglise et de l’Etat, le droit au divorce et au mariage civil, qui mirent l’Eglise orthodoxe et les blancs en fureur, l’instruction obligatoire et gratuite pour tous, etc.), de ne pas défendre les premières mesures socialistes (collectivisation de la grande industrie), de ne pas défendre les soviets, fallait-il laisser Kornilov et ses amis appliquer le programme exposé par ce dernier, qui passait entre autres par le dépeçage de la Russie et... les pogromes massifs de Juifs ?

Faut-il rappeler ce que chantaient les armées du général blanc Denikine en entrant dans les villes ?

*“Nous irons au combat hardiment
Pour la Sainte Russie
Et nous massacrerons
Toute la racaille des youpins.”*

Fallait-il donc laisser les armées blanches exterminer les Juifs, comme elles le chantaient ainsi ? Le dépeçage de la Russie que l’Armée rouge a interdit en 1918-1921 s’est produit en 1991. Les mesures prises par les dépeçeurs, anciens nomenklaturistes, ont abouti à ce que le journaliste américain Paul Klebnikov qualifie de *“catastrophe sans précédent dans l’histoire moderne, la seule comparaison possible étant avec des pays détruits par la guerre, le génocide ou la famine”*. Fallait-il donc accepter cette catastrophe dès 1918 ou rassembler jusqu’à la dernière extrémité toutes les forces pour préserver la Russie soviétique du dépeçage ?

Présenter Trotsky sous les jours d’un psychopathe sanguinaire ne vise bien entendu pas le seul Trotsky comme personnage historique, mais tout le bolchevisme et, au-delà de la grotesque caricature journalistique digne des procédés de Goebbels, son héritage présent.

Jean-Jacques Marie

**Deux Cahiers
du CERMTRI
sur la révolution
allemande
(n° 91 et n° 103)**

L'importance de ce qui s'est passé en Allemagne, dans le prolongement de la révolution russe de 1917, n'a échappé à personne. Pourtant, un silence de plus en plus pesant recouvre les événements de cette période.

Le CERMTRI, qui avait déjà consacré trois *Cahiers* à l'Allemagne : n° 29 : *Contribution à l'histoire du trotskysme allemand*, n° 35 : *Documents sur la tragédie du prolétariat allemand*, et n° 59 : *Problèmes de la révolution allemande en 1933*, en a publié deux nouveaux : n° 91, décembre 1998, et n° 103, décembre 2001, qui ont pour thème la période 1918-1923.

“Quand on arrête la révolution allemande en 1919, ce n’est en général pas innocent”

NOUS présentons ensemble ces deux *Cahiers*, parce que nous sommes persuadés que la révolution allemande ne s’achève pas avec l’assassinat, le 15 janvier 1919, de Rosa Luxemburg et Karl Liebknecht, ni avec la proclamation de la République de Weimar, en août de la même année. Comme l’écrit Jacqueline Bois dans la présentation du *Cahier* n° 103 :

« *Quand on arrête la révolution allemande en 1919, ce n’est en général pas innocent. C’est qu’on veut n’y voir qu’une révolution démocratique bourgeoise, et tout ce qui s’est passé ensuite jusqu’en 1923 se réduit alors à un “non-événement”. C’est, au fond, de la même vision de l’histoire que procède l’argument selon lequel Zinoviev et Kamenev avaient raison d’être contre l’insurrection en octobre 1917, car la Russie n’était mûre que pour une révolution démocratique bourgeoise... Lénine et Trotsky en jugeaient autrement, parce qu’ils se situaient dans le cadre de la lutte de classes internationale.* »

Selon les principes du CERMTRI, le *Cahier* n° 91, intitulé *La révolution allemande, 1918-1919 - Documents et témoignages*, rassemble un choix des textes qui illustrent la période. Ainsi, est

publiée la proclamation de “*la République socialiste allemande*”, deux jours avant l’armistice du 11 novembre 1918, par Karl Liebknecht, du haut du balcon impérial. Depuis quelques semaines, la révolution est commencée. Pour illustrer cette phase de lutte des ouvriers allemands, nous trouvons dans ce *Cahier* une lettre de Radek au comité central du Parti communiste allemand, un texte de Rosa Luxemburg, “*L’Achéron s’est mis en mouvement*”, où elle écrit :

“*Le mouvement va déferler, comme il est naturel, en vagues toujours plus hautes et plus puissantes.*”

Trotsky, dans un article paru dans la *Pravda* (23 avril 1919), explicite son appréciation :

“*Une révolution qui traîne en longueur.*”

Ces textes sont classiques, mais peut-être était-il nécessaire de les republier. Ils sont complétés par des extraits d’ouvrages peu connus, qui ont l’avantage d’être les écrits de témoins qui ont vécu cette première phase révolutionnaire.

Erich Otto Volkman, dans son livre *Révolution über Deutschland*, publié en France, chez Plon, en 1933, explique :

“*9 novembre – Le jour que Marx et son ami appelèrent de leurs vœux, toute*

leur vie durant, est enfin arrivé. Dans la capitale de l'Empire, la révolution est en marche..."

Laissons aux lecteurs découvrir une description détaillée de ce qui se passe "en haut" et "en bas" à Berlin.

Le second témoignage est celui d'un observateur pour qui la révolution allemande apparaît comme une aberration. Il s'agit de bonnes pages du livre de Paul Gentizon (Payot éditeur), *La Révolution allemande (novembre 1918-janvier 1919)*. Paul Gentizon était l'envoyé spécial du *Temps*, dont Trotsky disait qu'il était la "bourgeoisie faite journal". Son témoignage n'en a que plus de force pour apprécier et comprendre le caractère profond du mouvement qui se déroule sous ses yeux. Son ébahissement est total quand, dans une taverne à Munich, il écrit :

"Soudain, près de moi, des voix gutturales éclatent... Eh quoi ! La Marseillaise ! L'hymne français transformé avec les paroles allemandes en lied révolutionnaire !"

La réalité est bien celle-là : après quatre ans de "grande guerre" contre "l'ennemi héréditaire", ouvriers et soldats allemands chantent *La Marseillaise*, qui, pour eux, reste le chant de la Révolution.

La partie centrale de cette brochure est constituée par les travaux du congrès de fondation du Parti communiste allemand (fin décembre 1918-début 1919), congrès qui se tient après l'assaut contre-révolutionnaire combiné de l'état-major et du gouvernement Ebert. Les extraits publiés donnent le compte rendu de la discussion sur la question de la participation ou non à l'Assemblée constituante ; Rosa Luxemburg, Karl Liebknecht, Paul Lévi sont pour, mais seront battus. Est également publié le discours sur le programme de Rosa Luxemburg.

Enfin, pour terminer, vous trouverez quelques pages du livre de Paul Frölich sur Rosa Luxemburg, *Spartakus et l'insurrection de janvier*. Paul Frölich avait participé comme délégué de Brème au congrès de fondation du Parti communiste allemand et fait partie du premier comité central (son livre, d'abord édité

en langue allemande à Paris, en 1939, a été réédité chez Maspéro en 1965, puis chez L'Harmattan en 1991, dans une traduction de notre camarade Jacqueline Bois).

Le *Cahier n° 103* commence par la reproduction d'une affiche d'appel à la grève générale lancée en février 1919 par une conférence des délégués des conseils d'ouvriers et de soldats, du PS, du PS indépendant et du PC de Rhénanie-Westphalie, réunie à Essen. Cet appel, comme le message de sympathie envoyé par Lénine à la *République des conseils bavarois*, caractérise la période qui, après la répression et les combats contre les corps francs en janvier, va durer jusqu'en octobre 1923.

Début 1920, la classe ouvrière allemande et avec elle la classe ouvrière européenne étaient loin d'être battues. Les affrontements avec l'ennemi de classe, les batailles rangées et les mouvements de grève générale, les succès et les défaites, sur le terrain électoral, dans la rue, dans les entreprises, se sont succédé pendant quatre années. Ce sont ces combats et les problèmes politiques qu'ils ont posés que ce *Cahier* s'efforce d'illustrer par un choix de textes ou d'articles.

Après les reproductions d'appels et d'affiches pour l'année 1919, on trouve pour 1920 des documents sur le putsch de Kapp, mis en échec par la mobilisation exemplaire de la classe ouvrière. Dans le Parti communiste allemand, un courant gauchiste va scissionner pour former le KAPD ; ce même courant anime le secrétariat pour l'Europe occidentale de la III^e Internationale et son appel aux prolétariats britannique, français et belge est publié, ainsi que le point de vue de Lénine dans *La maladie infantile du communisme*, sous le titre : "Jamais de compromis ?"

En 1921, les problèmes du Parti communiste allemand, l'exclusion de Paul Lévi, secrétaire du KPD, et ce qu'on a appelé "l'action de mars" sont traités par Radek et Brandler dans des articles du *Bulletin communiste*.

En 1922 et 1923, l'Allemagne s'enfonçe dans la crise. Sous le pseudonyme d'Albert, Victor Serge décrit la situation

dans un article de la *Correspondance internationale*. Janvier 1923 : occupation de la Ruhr par les troupes françaises, la livre sterling qui vaut 250 000 marks en janvier passe à 125 000 000 marks en septembre. “Trois mois de misère en Allemagne”, titre Paul Vaillant-Couturier dans le journal *Clarté*, où il donne une description détaillée des événements. Cet article est complété par des textes de Frölich, “*La terreur blanche*”, et de Victor Serge (*Correspondance internationale* et *Clarté*), qui écrit en décembre 1923 : “*Arrivé au seuil de la révolution, le prolétariat allemand ne l’a pas franchi. Est-ce la faute du Parti communiste*

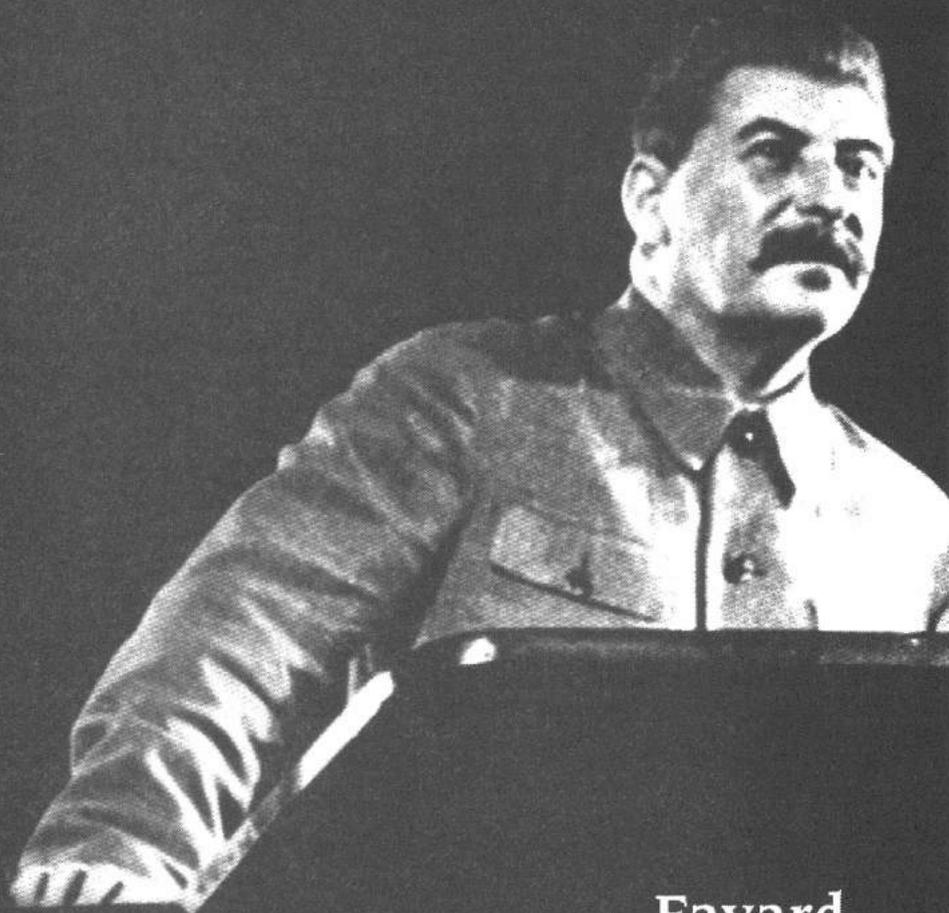
allemand ?”, qui essaie de comprendre, sinon de justifier, la retraite sans combat.

Pour conclure, est reproduit un extrait de *L’Internationale après Lénine*, intitulé “*Les événements de 1923 en Allemagne et les leçons d’Octobre*”, dans lequel Léon Trotsky se penche avec un peu de recul (1928) sur une période si lourde de conséquences pour la situation mondiale des années qui vont suivre.

Les deux *Cahiers du CERMTRI* contiennent une chronologie, des notes biographiques et une brève bibliographie, qui aide le lecteur à s’y retrouver facilement dans le développement de la révolution allemande.

STALINE

Jean-Jacques
Marie



Fayard

990 pages, en vente à la SELIO, Prix : 30 euros.

ISSN 1287-25-98
Commission paritaire n° 78 360